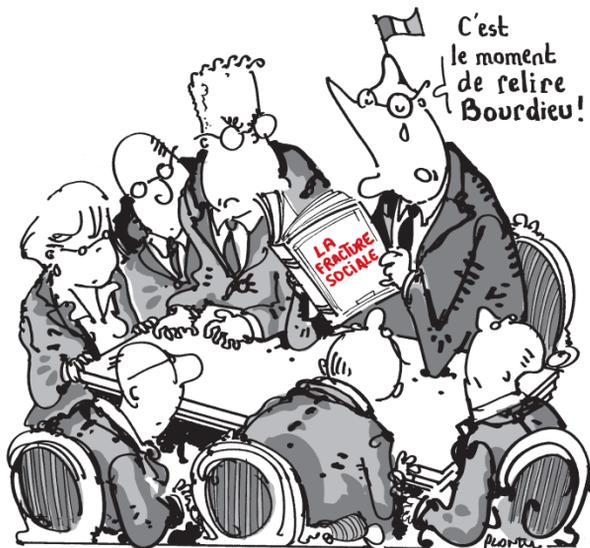


Pierre Bourdieu est mort

Professeur au Collège de France, le philosophe est décédé mercredi. Mondialement reconnue, sa sociologie critique s'accompagnait d'un engagement aux côtés des mouvements sociaux



Présidentielle : Chirac accélère Son dispositif de campagne se met en place

LES PARTISANS de Jacques Chirac ont choisi de passer à l'offensive sans attendre la déclaration de candidature officielle du chef de l'Etat. Le directeur de campagne, les locaux, le slogan, le programme et les équipes sont trouvés. Cette accélération traduit la crainte de l'opposition de voir Lionel Jospin

et ses lieutenants occuper le terrain de la campagne électorale. Désormais la droite veut répondre coup pour coup aux attaques de la gauche. Dans un entretien au Monde, Jean-Louis Debré donne le ton. Pour le président du groupe RPR, le premier ministre « instille le poison des affaires ». Lire page 8

PIERRE BOURDIEU est décédé, mercredi 23 janvier, à 23 heures, à l'âge de 71 ans. Il est mort des suites d'un cancer, à l'hôpital Saint-Antoine de Paris. Internationalement reconnue et discutée, son œuvre a fondé, d'un point de vue académique, une école de sociologie critique de la modernité qui s'est accompagnée, ces dernières années, d'un engagement de plus en plus prononcé aux côtés des mouvements sociaux.

Connu comme sociologue, Pierre Bourdieu était en fait philosophe de formation. Né le 1^{er} août 1930, élève de l'Ecole normale supérieure, il passe l'agrégation de philosophie et commence sa carrière universitaire à la faculté des lettres d'Alger en 1958. Ses premiers travaux sont consacrés à ce pays - *Sociologie de l'Algérie*, en 1958, et surtout *Le Déracinement*, en 1964. Mais c'est avec ses recherches sur les étudiants et sur le système éducatif (*Les Héritiers* en 1964, puis *La Reproduction* en 1970) qu'il se fait vraiment connaître, dans le climat de débat intellectuel des années 1960. Suivront des travaux sur des



thèmes aussi divers que la culture, l'art, la littérature, la politique, les médias, la haute fonction publique, la misère sociale, la domination masculine, etc. Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), élu au Collège de France en 1981, il réunit autour de lui une école sociologique dont la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, fondée en 1975, sera la vitrine.

Pour ses disciples, sa théorie du monde social constitue une « révolution symbolique », semblable à celles qu'ont pu connaître d'autres disciplines. Pour ses détracteurs, l'originalité de la sociologie de Pierre Bourdieu était obscurcie par un certain sectarisme et par ses engagements partisans, de plus en plus marqués ces dix dernières années. « Ce que je défends, indiquait-il au Monde en 1992, c'est la possibilité et la nécessité de l'intellectuel critique. » Il ajoutait : « Il n'y a pas de démocratie effective sans vrai contre-pouvoir critique. L'intellectuel en est un, et de première grandeur. »

Lire pages 29 et 30

L'armée des ombres de Xi'an échappe de justesse aux boursicotiers

PÉKIN

de notre correspondant

Le débat fait rage à Xi'an. Les fameux guerriers de l'armée enterrée de l'empereur Qin Shi Huangdi (259-210 av. J.-C.), premier souverain de la Chine unifiée, vont-ils être introduits en Bourse ? Gloires de la Chine éternelle drainant des millions de touristes et des cohortes de chefs d'Etat ébahis, les soldats en terre cuite - découverts dans le loess du Shaanxi par un paysan en 1974 - finiront-ils cotés à la corbeille de Shanghai en compagnie des fleurons des lave-vaisselle et des téléphones portables ? La perspective enthousiasme les professionnels du tourisme de Xi'an, qui y voient un remède miracle à la pauvreté d'une province dont Mao fit naguère sa base troglodyte. Mais historiens et archéologues hurlent au sacrilège.

L'affaire commence en 1998, quand l'administration du tourisme de la province du Shaanxi présente des propositions visant à doper l'économie locale. Les auteurs du rapport suggèrent, entre autres, que le Groupe du tourisme du Shaanxi soit coté à la Bourse de Shanghai dans le département des actions A (réservées aux

investisseurs chinois) comme dans celui des actions B (investisseurs étrangers). Pour allécher les boursicotiers, les promoteurs du projet exaltent la richesse des actifs. Ceux-ci incluront des valeurs aussi prestigieuses que le mausolée de l'armée des ombres en terre cuite, mais aussi la tombe du troisième empereur des Tang, Gaozong (649-683 apr. J.-C.), et de sa féroce épouse, Wu Zetian, ainsi que le site de Huashan, la « montagne aux fleurs », d'où l'on peut apercevoir le fleuve Jaune. Armé d'un tel capital, le Groupe du tourisme du Shaanxi espère rayonner sur la scène internationale.

C'est alors que les experts entrent en résistance. Les valeureux soldats, disent-ils, ne résisteront pas à l'assaut de nouvelles vagues de touristes. Ils subissent déjà péniblement l'outrage d'une exposition à tout vent dans leur mausolée réformaté en hall de gare. Température, poussière et humidité leur ont chiffonné la mine, et la moisissure menace. Quarante espèces de champignons s'attaquent à leur armure. « L'armée en terre cuite est sérieusement malade », écrit le *China Daily*. Les mises en garde alarmistes des archéologues ont visiblement convaincu l'Etat

de calmer l'ardeur des aficionados du marché, tendance dynastie Qin. Aux dernières nouvelles, l'armée en terre cuite serait extraite du périmètre des actifs du Groupe du tourisme du Shaanxi. Mais les craintes pour l'avenir ne sont pas totalement dissipées.

La controverse de Xi'an illustre la tension permanente qui agite les sites culturels chinois, où s'opposent, au sein des administrations locales, promoteurs du tourisme et défenseurs du patrimoine. L'an dernier, Qufu, berceau de Confucius, dans la province du Shandong, a lui aussi été l'enjeu d'une furieuse polémique. Dans un grand élan de zèle sanitaire, la compagnie touristique chargée de la gestion du site avait lavé à grandes eaux, mais dans le plus grand amateurisme, parois et mobilier, qui se sont mis à s'ébrécher. Le grand maître de la vertu se fendillant en pauvres pelures à l'heure même où le pouvoir le réhabilite : le symbole était par trop insupportable. Il y fut donc mis bon ordre. Il faut espérer qu'après cette héroïque victoire de la conservation un coquin ne proposera pas d'ériger Confucius en start-up.

Frédéric Bobin

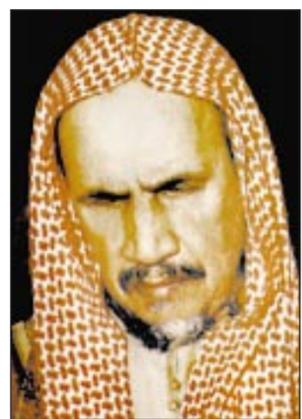
FESTIVAL D'ANGOULÊME

Sept années de paradis pour la bande dessinée



LE FESTIVAL de la BD d'Angoulême s'est ouvert jeudi 24 janvier dans une atmosphère euphorique. La BD vit sa septième année de paradis. Les tirages sont en hausse. Le cinéma s'y intéresse. Et Titeuf, l'écolier ronchon (*dessin*), sensible à toutes les peurs de l'époque, est devenu le héros d'une série culte dont le père, Zep, est un dessinateur comblé. p. 14

et « Le Monde des livres »



Enquête sur les salafistes

LES POLICIERS s'inquiètent de l'essor des salafistes, islamistes parmi les plus radicaux, dans les banlieues françaises. Ils pratiquent un Islam rigoriste influencé par les imams d'Arabie Saoudite tels que l'ancien grand mufti Ben Baz (photo).

Lire pages 10 et 11

Combescot Corps & Armes

Pierre Combescot
Lansquenet roman

Grasset

ANALYSE

Le dialogue social refusé par Lionel Jospin

A LA VEILLE de l'élection présidentielle, patronat et syndicats réclament, au nom de leur « droit d'inventaire », un bilan de santé des relations entre le gouvernement et les « forces vives de la nation ». M. Jospin, dans quel état laissez-vous les relations sociales au terme de votre bail de cinq ans à Matignon ? La réponse est contenue dans la question : le bilan est mauvais.

Rarement le législateur aura eu la main aussi lourde que durant ces cinq années où, des 35 heures à la loi de modernisation sociale, le premier ministre s'est constamment défié des organisations patronales, mais aussi des représentants des salariés. La censure de la nouvelle définition du licenciement économique par le Conseil constitutionnel vient, après d'autres décisions, sanctionner cette forme d'autisme social.

Deux grands-messes ouvrent et ferment une période ponctuée d'ignorance mutuelle et d'affrontements. Le 10 octobre 1997, au soir de la conférence de Matignon où M. Jospin annonce qu'il imposera les 35 heures par la loi, c'est un président du CNPF affaibli qui s'indigne d'avoir été « berné » par

le gouvernement. Jean Gandois démissionne trois jours plus tard, en prévenant que seul un « tueur » peut reprendre les rênes du patronat. Le 15 janvier 2002, à Lyon, c'est un successeur en majesté, Ernest-Antoine Seillière, qui fait enterrer son programme très libéral par 2 000 patrons, signant ainsi l'entrée du patronat dans l'arène présidentielle. A un CNPF du compromis social a succédé un Medef du combat politique.

Lionel Jospin n'a jamais su, ni probablement voulu, tisser de liens avec les chefs d'entreprise, comme l'ont fait Laurent Fabius ou Dominique Strauss-Kahn. Faut-il attribuer ces réserves à son histoire, à sa formation et à sa culture ? Aux gages à donner à l'allié communiste ? A la brutalité de la contre-offensive menée dès 1998 par M. Seillière et son numéro deux, Denis Kessler, inlassable maître d'œuvre de la « refondation sociale » ? Au refus du premier ministre de céder aux oukases du Medef ? A tout cela à la fois ?

Jean-Michel Bezat

Lire la suite page 17

SUPPLÉMENT

Le Monde
LIVRES

Humour anglais
Images
de l'identité juive

PROCHE-ORIENT

Riposte israélienne après les attaques du Hezbollah p. 2 et 3

MÉDECINS

Accord entre MGF et la CNAM p. 9

MAROC

Entretien avec le premier ministre p. 4

UNION EUROPÉENNE

L'Allemagne veut accélérer la réforme de la PAC p. 6

TÉLÉCOMS

Nokia, leader de la téléphonie mobile, résiste à la crise p. 18

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

La tension était très vive, jeudi 24 janvier, au Proche-Orient, deux jours après l'attentat au fusil d'assaut à Jérusalem Ouest. Mercredi, pour la première fois depuis octobre 2001, le **HEZBOLLAH LIBANAIS** a tiré

une trentaine d'obus contre des positions israéliennes dans le secteur des **FERMES DE CHEBAA**, territoire syrien conquis par Israël en 1967. Tsahal a riposté par des tirs contre le Hezbollah au **LIBAN SUD**. Le

ministre de la défense israélien, Benjamin Ben Eliezer, a jugé « très graves » ces incidents. Jeudi matin, l'armée israélienne a effectué une nouvelle incursion en zone autonome palestinienne, à **HÉBRON**, et s'est

saisie de la personne de douze Palestiniens. Pour seule réponse à la crise, **LES ÉTATS-UNIS** continuent de demander à Yasser Arafat de prendre des mesures « efficaces et durables » pour faire baisser la tension.

Le conflit israélo-palestinien déborde sur le Liban sud

Le Hezbollah libanais et l'armée israélienne ont échangé, mercredi, des tirs d'artillerie. La formation chiite a déclaré agir au nom de « l'Intifada contre Israël et les États-Unis ». L'armée israélienne a opéré, jeudi, une nouvelle incursion en zone autonome palestinienne, à Hébron

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Deux jours après l'attentat de Jérusalem qui n'avait toujours pas été suivi, jeudi matin 24 janvier, de représailles israéliennes massives, la tension est brusquement montée dans le nord du pays, sur la frontière avec le Liban. Le Hezbollah, la formation chiite libanaise, a tiré, mercredi en milieu de journée, une trentaine d'obus sur des positions israéliennes situées dans la zone dite des fermes de Chebaa, un territoire syrien conquis par Israël en 1967 mais que Beyrouth revendique comme sien. L'armée israélienne a riposté en bombardant des positions du Hezbollah au Liban sud.

Les fermes de Chebaa, qui n'ont pas été évacuées par les Israéliens lors du retrait de la zone qu'ils occupaient au Liban sud, en mai 2000, constituent le dernier point de friction où continuent de s'opposer l'armée israélienne et les miliciens du Hezbollah. Les derniers échan-

ges de tirs entre les deux parties remontaient au mois d'octobre.

Le responsable de la formation chiite pour le Liban sud, sheik Nabil Qaouq a estimé que l'opération constituait « une réponse à l'ennemi israélien qui porte atteinte continuellement à la souveraineté libanaise et viole sans arrêt son espace aérien, ses eaux territoriales et sa frontière ». Cependant, le numéro deux du Hezbollah, Naïm Qassem, a tiré un parallèle avec la situation dans les territoires palestiniens en expliquant pour sa part que son parti voulait « rester dans la résistance et avec l'Intifada afin que le projet israélien ne se réalise pas comme le voudraient les Israéliens et les Américains ». Le ministre de la défense israélien, Benjamin Ben Eliezer a jugé pour sa part « très graves » ces attaques tout en ajoutant qu'Israël ne se laisserait pas entraîner dans des combats dans cette zone.

A Hébron, jeudi matin 24 janvier, l'armée israélienne a effectué une nouvelle incursion en zone auto-



me palestinienne, à Hébron. Deux Palestiniens suspectés d'appartenir à des formations extrémistes ont été enlevés. Dans la nuit de mercredi à jeudi, une dizaine de Palestiniens ont également été arrêtés près de Bethléem, dans une zone restée sous le contrôle israélien pour les questions de sécurité.

La veille, à Naplouse, environ quinze mille Palestiniens avaient participé aux funérailles de trois militants du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) tués à la suite d'un raid israélien dans cette agglomération autonome, ainsi qu'à celles d'un autre militant tué lors d'un affrontement avec la police palestinienne devant la prison de Naplouse, où sont détenus d'autres activistes du Hamas. L'organisation islamiste a annoncé mardi son intention de venger la mort de ses activistes.

Pressée une nouvelle fois par les États-Unis de prendre des mesures contre les groupes extrémistes responsables des derniers attentats, l'Autorité palestinienne a demandé

en vain un retour rapide de l'émis-saire américain Anthony Zinni, qui a déjà effectué deux visites dans la région sans résultat.

Devant ce nouvel accès de violence, les appels au calme se sont multipliés. L'ambassadeur des États-Unis en Israël, Daniel Kurtzer, a invité les populations des deux camps à se mobiliser pour imposer la paix, s'attirant une vive réplique des représentants des colons israéliens. L'envoyé spécial des Nations unies au Proche-Orient, Terje Roed-Larsen, a fait part de sa crainte d'« un désastre accompagné d'une effusion massive de sang ». Moscou, Paris et Madrid ont également exprimé leur préoccupation. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, a ainsi estimé que « la destruction méthodique par l'armée israélienne de tous les symboles et de tous les moyens de l'Autorité palestinienne permet des succès tactiques faciles mais constitue une erreur stratégique ».

G. P.

Les éloquentes péripéties d'un cessez-le-feu manqué

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ce samedi 1^{er} décembre, la direction palestinienne au grand complet se réunit à Ramallah. L'atmosphère est tendue. En début de semaine, l'arrivée d'un émissaire américain, Anthony Zinni, a traduit dans les faits le retour attendu de l'administration américaine au Proche-Orient. Mais quelques jours auparavant, l'armée israélienne a assassiné près de Naplouse un chef de l'aile militaire du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), Mahmoud Abou Hanoud, au terme d'une longue traque. Le Hamas annonce des représailles. Après un premier attentat à Afoula, c'est Jérusalem qui est touchée à la fin du shabbat, samedi soir. Moins de douze heures plus tard, l'horreur s'abat à nouveau, cette fois-ci à Haïfa.

Cette vague d'attentats est la plus grave enregistrée depuis le début de l'Intifada. L'Autorité palestinienne est piégée par la surenchère des radicaux palestiniens. Lundi, le premier ministre israélien Ariel Sharon rentre précipitamment d'un voyage aux États-Unis. A Jérusalem, il qualifie l'Autorité d'« entité soutenant le terrorisme ». Peu de temps auparavant, des hélicoptères israéliens ont détruit à Gaza les appareils de M. Arafat. Cloué à Ramallah, il est devenu prisonnier. Le 13 décembre, un nouvel attentat meurtrier est perpétré cette fois-ci en territoire occupé, non loin d'une colonie israélienne de Cisjordanie.

ARAFAT DÉCLARÉ « HORS JEU »

Le cycle infernal des attaques palestiniennes et des ripostes israéliennes frappe une nouvelle fois de plein fouet M. Arafat, déclaré cette fois-ci « hors jeu » par M. Sharon. Le chef de l'Autorité palestinienne est sommé de prendre des mesures radicales contre les activistes islamistes et ceux qui se réclament du Fatah, sa propre composante politique. Sous la pression de l'Union européenne et des États-Unis, M. Arafat s'adresse le 16 décembre aux Palestiniens au cours d'une longue allocution télévisée et ordonne l'arrêt immédiat de toutes les opérations armées contre des intérêts israéliens.

Cet appel solennel a des allures de

va-tout. Sur le terrain, les forces de sécurité palestiniennes éprouvent de plus en plus de difficultés à arrêter les activistes. A Gaza, le placement en résidence surveillée du chef spirituel du Hamas, le cheikh Ahmed Yassine, puis l'arrestation de l'un des fondateurs du mouvement, Abdel Aziz Rantissi, dégénèrent. Les funérailles d'un militant islamiste du camp de Jabaliyé tournent à l'émeute. Sept Palestiniens sont tués par les forces de sécurité. Au même instant, pourtant, le Hamas, qui a pris conscience de la détermination de

vam Zeevi, une figure de l'extrême droite, assassiné le 17 octobre par un commando du Front populaire de libération de la Palestine en représailles à l'assassinat de son chef, en août, à Ramallah.

Malgré l'affront, la trêve se poursuit et le nombre d'incidents armés continue de se réduire. M. Sharon est contraint de le reconnaître. Cette trêve nourrit l'espoir de voir enfin discutés les rapports rédigés au printemps par la commission internationale présidée par le sénateur américain George Mitchell et

ment 50 tonnes d'armes. Israël accuse l'Autorité d'être à l'origine de cette contrebande et de jouer un double jeu. M. Arafat s'en défend, mais mal, alors qu'une partie de son entourage est mise en cause.

Alors que les Israéliens entreprennent une tournée d'explication à Washington, Londres et Paris, au cours de laquelle ils tentent d'apporter les preuves de leurs accusations, le chef de l'Autorité palestinienne multiplie les explications alambiquées qui instillent le doute. D'autant que le vent tourne. Le 9 janvier, un poste militaire israélien est attaqué près de la bande de Gaza. Le Hamas, qui revendique l'opération, considère qu'elle a été menée contre un objectif « légitime », « l'armée d'occupation », et qu'elle ne remet pas en cause la trêve. En représailles, l'armée israélienne rase des dizaines de maisons à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza.

Le 14 janvier, un activiste des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa est tué par une explosion à Toulkarem. La responsabilité d'Israël est manifeste. Ce nouvel assassinat déclenche une nouvelle vague d'attentats, notamment à Hadera, le 17 janvier, puis à Jérusalem, le 22 janvier, qui font huit nouvelles victimes. M. Arafat a bien pu faire arrêter, une nouvelle fois à contretemps, le chef du FPLP Ahmad Sa'adat, jugé responsable par les Israéliens de l'assassinat de Rehavam Zeevi, plus rien ne semble pouvoir arrêter M. Sharon dans son entreprise : se débarrasser définitivement du chef de l'Autorité palestinienne et solder par la même occasion les comptes du processus de paix lancé à Oslo en 1993 et auquel il s'est toujours opposé.

Gilles Paris

Shimon Pérès, Yasser Arafat et la terreur

Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères d'Israël, a estimé, mercredi 23 janvier, à Strasbourg au Conseil de l'Europe que « si Arafat ne met pas fin à la terreur, la terreur l'arrêtera lui. C'est la raison pour laquelle nous demandons à Arafat d'être un leader ». Le problème avec l'autorité palestinienne « ce n'est pas sa position, c'est sa composition », a-t-il précisé en évoquant la multiplicité des factions qui entourent Yasser Arafat. « Nous, nous avons plusieurs points de vue mais un seul fusil. Eux n'ont qu'un point de vue, mais plusieurs fusils. »

Le vice-premier ministre travailliste du gouvernement Sharon a appelé à l'élaboration d'une position commune sur le Proche-Orient entre les États-Unis, la Russie et l'Europe. « Nous aimerions que votre éminente assemblée élabore une politique qui ne soit pas contre les Palestiniens, pas contre leurs droits et leur avenir, mais une politique qui permettra de les sauver de la terreur », a-t-il indiqué. — (Reuters.)

M. Arafat, placé le dos au mur, accepte le principe d'une trêve. Il est rejoint par l'ensemble des groupes armés palestiniens.

Cette trêve produit des effets presque immédiats sur le terrain, malgré la poursuite des opérations israéliennes en zone autonome. Pourtant, M. Sharon ne relâche pas son emprise sur M. Arafat, qui essuie le 23 décembre un refus symbolique : sa présence à la messe de minuit, à Bethléem. Les Israéliens exigent brusquement la remise des assassins présumés du ministre démissionnaire du tourisme, Reha-

par le directeur de la CIA, George Tenet. Globalement acceptés par les deux parties, ces documents pourraient en effet faciliter le retour de la diplomatie. Mais, à la veille du retour de l'émissaire américain, Anthony Zinni, M. Sharon rappelle son exigence d'un cessez-le-feu total de sept jours avant tout chose. Un objectif difficile à atteindre.

L'arrivée du général américain en retraite, le 3 janvier, est cependant troublée quelques heures plus tard par l'arraisonnement par un commando israélien en mer Rouge d'un bateau transportant clandestine-

D'une génération de Palestiniens à l'autre, un regard différent sur Israël

C'ÉTAIT lors d'une récente manifestation à Ramallah, raconte la correspondante du quotidien israélien Haaretz dans les territoires palestiniens. Marwan Barghouti, chef du Fatah, était là, dans la foule, discutant avec une femme israélienne, venue sans doute en signe de solidarité. Discutant... en hébreu, que Barghouti parle assez correctement. Dans leur dos, « un homme d'un rang assez haut dans l'OLP », rentré en Palestine avec les « gens de Tunis » [où était situé le siège de l'OLP jusqu'aux accords d'Oslo], « grommela quelque chose » sur l'incongruité d'un tel comportement. Parler avec l'ennemi dans sa propre langue ! « Barghouti continua sa conversation dans la langue de son interlocutrice », indique Amira Hass. « Ces gens-là viennent de l'extérieur, lui expliqua-t-il. Ils ne savent pas l'hébreu ; ce sont des gosses », utilisant, par dérision, le terme hébraïque pour désigner les non-juifs.

« Barghouti n'est pas le seul Palestinien à avoir été fortement influencé par le folklore judéo-israélien, poursuit la journaliste. Toute une génération des 30-50 ans est née et a gran-

di dans les territoires et en sait beaucoup sur Israël. Nombreux sont ceux qui y ont travaillé, d'autres ont été condamnés à de longues années de prison pour fait de résistance. » Quel qu'en soit le motif, ils ont appris la langue de l'occupant. Et pas seulement sa langue ; ils ont également appris à connaître les Israéliens. Tous se souviennent encore de « tel employeur israélien qui les a renvoyés sans leur payer leur salaire, mais aussi de tel autre qui leur faisait parvenir de l'argent quand ils étaient soumis au blocus des territoires ou au couvre-feu ».

Marwan Barghouti est l'un de ces Palestiniens qui « connaissent l'autre » et sa langue : de 1978 à 1987 (début de la première Intifada), il a passé sept ans dans les geôles israéliennes, avant d'être expulsé des territoires. Ces Palestiniens-là savent qu'Israël « est une société multidimensionnelle, pas un écriteau unidimensionnel ». C'est ce qui permet de comprendre pourquoi cette génération-là « a soutenu les processus de Madrid (1991) et d'Oslo » (1994).

Les autres, les 20-30 ans, ceux qui forment les cadres actifs de la nouvelle Intifada, ceux

qui, « après des pertes très lourdes » dans la première phase de la révolte palestinienne, sont passés des jets de pierres aux attaques mortelles contre soldats et colons et aux attentats sanglants au cœur même d'Israël, sont très différents, écrit Amira Hass dans un article intitulé : « Cette génération qui ne connaît pas Israël ». Cette génération-là « a perdu son enfance dans la première Intifada et son adolescence a été écourtée par les bouclages suffocants après Oslo », avec leur multiplication des barrages routiers, de check-points militaires, de patrouilles armées à l'abord de chaque bourg ou village palestinien.

« Cette génération n'est pas encore celle qui prend les décisions politiques au Fatah. Mais dans une société aussi jeune que la Palestine, plus le temps passe et plus elle imprime sa marque. Les seuls Israéliens qui connaissent cette génération, ce sont les soldats et les colons. Pour elle, Israël n'est qu'un auxiliaire de son armée, et ses colonies ne connaissent pas de frontières. »

S. C.

envisagent un « retrait unilatéral » des territoires palestiniens pour mettre fin aux tueries. Il prône une solution qui inverse la logique de Camp David : l'instauration, en phase initiale, et non au bout du processus, d'un Etat palestinien, accompagnée d'un « plan Marshall international [d'aide économique] ». Les questions « symboliques » les plus dures (Jérusalem, le droit au retour des réfugiés palestiniens) seraient résolues au fur et à mesure de « règlements intérimaires » qui rétabliraient la « confiance disparue » entre les deux peuples. Quelles seraient les frontières de cet Etat palestinien ? M. Burg ne le précise pas.

Abou Alaa se souvient de l'accueil chaleureux que lui avait réservé le président de la Knesset, qui l'avait, il y a deux ans, invité au Parlement israélien. « Avraham Burg est un homme bon et courageux. » Cette fois, c'est lui qui a invité son homologue à s'exprimer devant le Parlement palestinien. Mardi, Ariel Sharon a exprimé son opposition absolue. « Une décision de la coalition interdit cette rencontre », assénait-il. M. Burg se dit déterminé à se rendre à Ramallah, quitte à risquer « une procédure de destitution de la présidence de la Knesset » que pourrait tenter la droite israélienne à son encontre.

A Paris, Abou Alaa et Avraham Burg ont lancé un appel commun à « la reprise des négociations sur le statut intérimaire et le statut final pour permettre la renaissance du processus de paix ».

Sylvain Cypel

STEINER, A FLEUR D'ALCANTARA
venez découvrir la collection des
CANAPÉS STEINER à des
prix tout à fait exceptionnels.

**OUVERTURE EXCEPTIONNELLE
LES DIMANCHES 20 ET 27 JANVIER**

Topper Espace Steiner
63, rue de la Convention - Paris 15^e
Tél.: 01 45 77 80 40 - M° Boucicault - Parking gratuit

Au nord de Kaboul, le tunnel de Salang a été rouvert à la circulation

Afghans et Russes tentent d'oublier le passé du djihad antisoviétique en remettant en état cet ouvrage crucial pour les échanges. Et l'Afghanistan entre plus nettement dans l'après-talibans



ATTENTAT

Un policier israélien, son arme à la main, patrouille dans la rue Jaffa, à Jérusalem, après l'attentat du 22 janvier au cours duquel deux personnes sont mortes et une trentaine d'autres ont été blessées. Un Palestinien avait ouvert le feu sur la foule attendant à un arrêt de bus avec un fusil d'assaut américain M-16. L'homme a été immédiatement cerné par la police et tué sur place. Sur la photo, les vitres de l'arrêt de bus qui ont explosé sous les balles.



HAMAS

Les portails de quatre membres du Hamas tués lors d'un raid israélien sur Naplouse sont portés par la foule lors de leurs funérailles.



LIBAN

Un nuage de fumée monte au-dessus du village de Kfar Shuba, au sud du Liban, à la suite de la riposte israélienne aux tirs de Hezbollah contre la zone de Chebaa contrôlée par Jérusalem.

TUNNEL DE SALANG

de notre envoyé spécial

L'éclairage provisoire ne laisse filtrer qu'une maigre lumière. Parfois, sur des centaines de mètres, on avance dans une obscurité presque totale, à travers un monde effrayant et silencieux, éclairé seulement par le pinceau des phares. Puis, au loin, s'arrondit enfin le cercle de lumière marquant le bout de l'interminable boyau, long de 2 600 mètres. La traversée du tunnel de Salang, qui a été rouvert à la circulation samedi 19 janvier, reste encore une expérience pour le moins inédite.

Ce jour-là, il faisait dans les moins 10 degrés, le col était battu par les vents. Le paysage, dominé par les sommets enneigés, était la somptueuse beauté de la chaîne de l'Hindu Kush. A 3 400 mètres d'altitude, le ministre afghan des travaux publics, Abdoul Khaliq Fazal, qui avait courageusement fait le voyage depuis Kaboul, à trois heures de là, avait présidé à la réouverture du tunnel en coupant le ruban sous les applaudissements. Ce cordon ombilical reliant les plaines d'Asie centrale et le nord de l'Afghanistan aux régions plus méridionales du pays était bloqué depuis 1998, quand les hommes du commandant Massoud en firent exploser les deux extrémités afin d'empêcher l'avancée des talibans vers leur fief du Panchir.

La réouverture de ce tunnel, construit par les Soviétiques au début des années 1960 (il fut inauguré en 1964), sanctionne ainsi la normalisation d'une voie de circulation économique et humaine de première importance entre le nord et le sud du pays. La cérémonie d'inauguration aura également pris des allures de symbole, car elle a permis à deux anciens ennemis de se retrouver au milieu des embrassades de rigueur : les Russes, chargés de la réparation

de la partie sud de l'ouvrage, avaient dépêché leur vice-ministre des situations d'urgence, Valery Vostrotin. Le ministre s'était déclaré « très heureux que la Russie puisse aider l'Afghanistan ». « C'est comme si l'on assistait à une nouvelle lune de miel entre nos deux pays », avait-il ajouté. Il s'était abstenu d'épiloguer sur le passé, lui qui participa, en tant que membre des commandos spéciaux « alpha » du KGB, à l'opération de renversement d'Hafizullah Amin, le président communiste afghan qui avait fini par échapper au contrôle de Moscou et dont l'élimination marqua le coup d'envoi de l'invasion des troupes de l'armée rouge, en décembre 1979...

VERROU STRATÉGIQUE

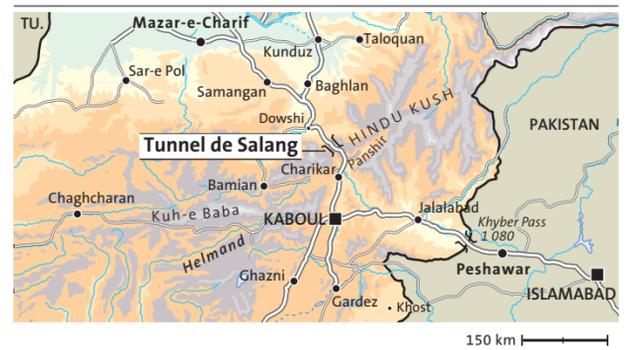
« C'est le début d'une ère nouvelle entre la Russie et l'Afghanistan. Il faut oublier le passé et penser au futur de nos relations », avait poliment répondu le ministre afghan avant que son collègue russe ne distribue des médailles du Mérite aux Afghans responsables de la réparation du tunnel. A l'arrière-plan, soutenu par des hommes en uniforme camouflé, trônait le portrait du défunt Ahmed Chah Massoud, l'homme qui guerroya ici longtemps contre les soldats de Moscou

Les soldats français quittent Mazar-e-Charif

La France a commencé, mercredi 23 janvier, de retirer son contingent de « marsouins » (soldats de l'infanterie de marine) de l'aéroport de Mazar-e-Charif, dans le nord de l'Afghanistan. Transitant par le Tadjikistan, une cinquantaine d'entre eux sont de retour à Fréjus (Var), après une mission d'un mois et demi sur place. Cent soixante-dix autres devraient suivre, de façon à être rentrés en France avant le 31 janvier, comme l'avait indiqué, la semaine dernière, le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Pierre Kelche, en visite dans la zone.

Après avoir sécurisé l'aéroport pour permettre au génie américain de remettre la piste en état, les soldats français ont neutralisé 150 tonnes de munitions au total. Il reste à Mazar-e-Charif un contingent jordanien chargé du fonctionnement d'un hôpital de campagne. — (AFP)

UNE VOIE DE PASSAGE ENTRE LE NORD ET LE SUD DU PAYS



sur les flancs de ce verrou stratégique.

Les travaux de réparation, commencés le 25 novembre, ont également été effectués par l'ONG française Acted, qui, en collaboration avec le gouvernement transitoire afghan et l'organisation de déminage Halo Trust, a trouvé les financements et fourni le matériel et les équipes chargés de débiter les 700 mètres de débris obstruant l'entrée nord du tunnel. « C'était un travail très dangereux. Parfois, il fallait y aller à mains nues » a raconté l'un des ouvriers le jour de l'inauguration.

« L'explosion provoquée par Massoud avait complètement détruit le système de ventilation. Au mois de mars commencera la phase 2 de l'opération, qui permettra de laisser s'écouler un trafic continu. Jusque-là, seuls trois véhicules à la fois seront autorisés à le traverser, pour des raisons de sécurité », a expliqué Ustad Mir, responsable d'Acted pour cette opération.

En 1982, un convoi de l'armée soviétique s'était fait bloquer à l'intérieur du tunnel, sans que l'on ait jamais su s'il s'agissait d'une attaque de moudjahidins ou d'un accident. Certaines sources ont fait état de sept cents morts.

Mais, en ce jour, une file de voitures s'allongeait déjà, impatiente, à l'entrée sud du tunnel. Ces centaines d'Afghans désireux de regagner leurs régions de Mazar-e-Charif, de Kunduz ou d'ailleurs, démontraient à leur manière que l'Afghanistan, sur le plan de la circulation des personnes en tout cas, venait apparemment d'entrer plus avant dans l'ère post-talibans.

Bruno Philip

Washington « continue de penser que Yasser Arafat peut faire plus » pour apaiser les tensions

LES ÉTATS-UNIS ont une nouvelle fois fait pression sur le président palestinien Yasser Arafat, mercredi 23 janvier, pour qu'il fasse cesser les attentats anti-israéliens. Le secrétaire d'Etat Colin Powell a décroché son téléphone pour exiger des mesures « efficaces et durables » afin que cesse la violence. Il a par ailleurs demandé des explications complètes sur le *Karine-A*, ce cargo transportant des armes, intercepté en mer Rouge par les Israéliens le 3 janvier.

M. Powell veut que les responsabilités dans cette affaire soient établies et a fait savoir qu'il fallait « prendre des mesures pour maîtriser les groupes qui pratiquent la violence », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher. Washington « continue de penser que M. Arafat peut faire plus » pour apaiser les tensions, a-t-il souligné, ajoutant qu'il « restait le président de l'Autorité palestinienne et devait exercer son autorité », bien qu'il demeure reclus à Ramallah depuis le 3 décembre et dans l'impossibilité de se déplacer, que ce soit en Palestine ou à l'étranger.

L'AFFAIRE DU TRAFIC D'ARMES

La Maison Blanche fait porter la responsabilité première de l'engrenage de la violence sur le camp palestinien et son chef, affirmant que l'affaire du trafic d'armes découvert par Israël avait « énormément compliqué » les efforts de paix. Selon Israël, les armes transportées par le *Karine-A* ont été commandées par l'Autorité palestinienne à l'Iran dans le but d'intensifier les attaques anti-israéliennes.

Les Etats-Unis ont repris ces arguments, sans toutefois mettre en cause directement M. Arafat. « Tout le bon travail et les efforts qui avaient été faits ont capoté par la faute de cette cargaison d'armes commandée et payée par l'Autorité palestinienne », a déclaré le porte-parole de la présidence, Ari Fleischer. Richard Boucher a égale-

ment précisé que Washington s'en tenait toujours aux plans du chef de la CIA, George Tenet, et à celui de la commission internationale de l'ancien sénateur américain George Mitchell pour ramener le calme, et qu'il n'y avait rien de nouveau à ajouter.

D'autre part, pour la deuxième fois en trois jours, des avions de combat américains et britanniques ont bombardé, mercredi 23 janvier,

48 milliards de dollars de plus pour l'armée

A Washington, devant l'association des officiers de réserve, George W. Bush a annoncé, mercredi 23 janvier, qu'il proposera d'inscrire 48 milliards de dollars (52,8 milliards d'euros) supplémentaires au projet de budget américain de la défense pour 2003. Soit une augmentation de 15 % par rapport au budget 2002, qui atteint quelque 315 milliards de dollars.

« Nous demandons beaucoup à nos hommes et femmes en uniforme, a expliqué le président des Etats-Unis, et ils méritent d'avoir toutes les ressources et les armes dont ils ont besoin pour parvenir à une victoire totale et définitive contre le terrorisme. »

La présentation officielle du budget américain est prévue pour le 4 février, après le discours traditionnel sur l'état de l'Union. Si elle est adoptée par le Congrès, cette hausse des crédits militaires sera « la plus forte de ces deux dernières décennies » aux Etats-Unis, a encore ajouté M. Bush. — (AFP.)

vier, des sites de la défense anti-aérienne irakienne, près de Tallil, à 270 kilomètres au sud-est de Bagdad. Le Pentagone affirme qu'il s'agit d'une réplique à des menaces irakiennes, visant des appareils de la coalition anglo-américaine qui patrouillent au-dessus des zones d'exclusion aérienne, et aucunement d'un bombardement lié à la campagne antiterroriste des Etats-Unis. — (AFP.)

L'« esprit d'Assise » invoqué contre les fanatismes

Deux cents responsables religieux du monde entier conviés par le pape à condamner le terrorisme

ASSISE (Italie)

de notre envoyé spécial

Le « Train de la paix » s'est arrêté à Assise, la ville natale de saint François (1181-1226) en Ombrie, jeudi matin 24 mai, avec à son bord le pape et deux cents des plus hauts responsables religieux du monde. La gare miniature du Vatican, que Mussolini avait offerte en 1929 au pape Pie XI, avait été spécialement ouverte pour transporter ces pèlerins d'un jour, moines bouddhistes en robe couleur safran, rabbins couverts de leur châle de prière, cheikhs musulmans en blanc, mêlés à la soutane rouge des cardinaux et violette des anglicans. Tous avaient accepté avec enthousiasme l'idée de voyager ensemble jusqu'à Assise en signe de réconciliation et de paix des religions.

C'est la troisième fois que Jean Paul II accueillait dans cette ville les représentants des principales confessions – onze étaient représentées – pour un rassemblement de prières en faveur de la paix, bafouée tous les jours par la montée des violences de nature religieuse. Le 27 octobre 1986, deux cents chefs religieux déjà avaient, pour la première fois, répondu à son appel. Le 10 janvier 1993, une deuxième rencontre, liée au conflit dans les Balkans, avait cette fois tourné court en raison du boycott des Eglises orthodoxes, reprochant au Vatican sa partialité pro-croate et son prosélytisme renaissant après la dissolution du bloc communiste.

COMMUNION EXCEPTIONNELLE

L'« esprit d'Assise » a de nouveau soufflé jeudi 24. Après les attentats du 11 septembre, la guerre en Afghanistan, les affrontements quotidiens entre Palestiniens et Israéliens, les exactions commises au nom de la charia au Nigeria ou au Soudan, un sursaut était attendu des responsables religieux pour réaffirmer unanimement leur condamnation du terrorisme, du détournement de la religion à des fins politiques, leur foi commune dans des valeurs de tolérance et de respect tournées en dérision par les fondamentalistes et intégristes de tout horizon.

« Jamais plus la guerre au nom de Dieu », devaient répéter les dignitaires réunis à Assise, dans un moment d'exceptionnelle et éphémère communion.

La rapidité de la réponse à l'invitation du pape et le nombre des participants ont surpris. Trente représentants de l'islam – un nombre jamais atteint en 1986 et 1993 – ont fait le voyage à Assise dont, pour la première fois, une délégation de l'Iran. D'autres sont venus d'Arabie saoudite – un pays qui refuse tout exercice de culte chrétien –, de Jordanie (le prince Hassan Bin Talal, frère de l'ancien roi Hussein), du Liban, d'Égypte, de Bosnie, des Etats-Unis, de Jérusalem. Au total, quatorze pays représentés, mais l'absence du cheikh Tantaoui, recteur de l'université Al-Azhar du Caire, la plus haute autorité de l'islam sunnite, a été remarquée.

Du côté juif, si la participation du grand rabbinat d'Israël fut faible (limitée au rabbin David Rosen, habituel délégué aux discussions

avec les Eglises chrétiennes), des figures connues du judaïsme américain (Léon Feldman, Israël Singer) et européen (Elio Toaff, ancien grand rabbin de Rome, et René-Samuel Sirat, ancien grand rabbin de France), étaient aussi à Assise. Chez les bouddhistes, le dalaï-lama, qui avait été présent à la première rencontre de 1986, avait envoyé l'un de ses proches, Geshe Tashi Tsering. Près de trente Japonais (notamment de l'école Sishso Kosei-kai) avaient également répondu à l'appel du pape, comme la plupart des autres religions orientales : hindouisme, shintoïsme, confucianisme, sikhisme, jaïnisme, zoroastrisme.

Dans les délégations chrétiennes, la surprise est venue des orthodoxes. La présence à Assise de trois représentants du patriarcat de Moscou (les évêques Pitirim, Hilarion et Innokentij) et d'un délégué du patriarcat de Serbie est un signe de réchauffement avec le Vatican. Celle de Mgr Bartholoméos I^{er}, patriar-

che de Constantinople, et de représentants de onze patriarcats et Eglises nationales (Alexandrie, Antioche, Jérusalem, Roumanie, Bulgarie où le pape doit se rendre bientôt) est plus conforme à la normale. Les Eglises protestantes n'ont pas non plus boudé le déplacement et étaient représentées par le pasteur Konrad Raiser, secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises (Genève), des responsables de la Fédération luthérienne, du Conseil méthodiste et de l'Alliance réformée mondiale, montrant qu'au-delà des divergences politiques et doctrinales, le thème de la paix est le plus fédérateur.

Des lieux avaient été aménagés pour que chacun puisse prier dans son propre rite. Les prises de parole communes visaient à améliorer la compréhension entre les confessions, leur coopération à la lutte contre le terrorisme et les déviations fondamentalistes.

Henri Tincq

CECILE AMAR
ARIANE CHEMIN

Jospin & Cie

HISTOIRE
DE LA GAUCHE
PLURIELLE
1993-2002

LEPREUVE DES FAITS
SEUIL

Les coulisses de la gauche plurielle

L'histoire discrète des accords entre Lionel Jospin, Robert Hue, Dominique Voynet et Jean-Pierre Chevènement, qui ont permis à la gauche plurielle de gouverner pendant cinq ans. Genèse, fortune et vicissitudes de la petite entreprise du Premier ministre.

www.seuil.com

Seuil

Abderrahmane Youssoufi, premier ministre marocain

« Pour la première fois, le Maroc va organiser des élections transparentes »

Dans un entretien au « Monde », le chef du gouvernement récusé les accusations d'immobilisme et révèle la teneur d'un serment fait au roi Hassan II

Notre mandat de chef du premier gouvernement d'alternance au Maroc prendra fin dans quelques mois, après les élections législatives de septembre. Quels sont vos motifs de regret ou de satisfaction ?

Quand j'ai accepté d'être premier ministre, il y a tout juste quatre ans, le Maroc frôlait la catastrophe. Conduire l'alternance n'a pas été une chose facile, nous n'avons été aidés en rien, pas même par le climat puisque, pour la quatrième année d'affilée, le pays souffre d'une sécheresse terrible. Il y avait trois choses qui me tenaient particulièrement à cœur. D'abord, la couverture médicale pour tous, ce que nous devrions mettre en place dans les mois qui viennent. Ensuite, la généralisation de l'éducation. Or, à partir de septembre 2002, tous les enfants de six ans seront scolarisés. Enfin, la réforme de l'audiovisuel, pour rendre l'information indépendante. Il s'agit d'une question difficile, qui nécessite de négocier avec les autres centres de pouvoir et rencontre beaucoup de résistances.

La situation économique ne semble pas s'être améliorée depuis que vous êtes arrivé au pouvoir...

Je ne partage pas un tel constat.

En 2001, l'inflation a été inférieure à 1 % et le taux de croissance s'est élevé à 6,5 %. Il reste que le taux de chômage demeure pour moi un motif de préoccupation. Mais, pour venir à bout de ce problème, il faudrait une forte croissance, elle-même conditionnée par des investissements importants, nationaux et étrangers. Et nos initiatives en ce sens, comme l'adoption d'un nouveau code du travail, sont souvent bloquées par l'opposition féroce des syndicats. Avec des manifestations, des grèves et des sit-in en toute occasion, le Maroc vit un Mai-68 permanent ! Mais ceci est le revers de la liberté, et il n'est pas question de revenir dessus.

Vous n'auriez pas pu faire mieux en matière économique ?

Sans doute aurions-nous pu faire mieux, mais il ne faut pas oublier que nous avons au départ de lourds handicaps. Le tiers de notre budget passe au service de la dette, et nous avons hérité d'une administration publique pléthorique qui absorbe chaque année plus de 50 % du budget. Il est difficile d'en réduire les effectifs, car, ici, les gens n'ont pas encore intégré la culture du privé. Dans le monde arabe, le Maroc détient la



JEAN BLONDI/REUTERS

palme de l'administration, en nombre de fonctionnaires et en masse salariale, et non l'Egypte, comme le veut la légende !

Est-ce que la « cohabitation » entre le Palais et le gouvernement n'est pas un frein à la conduite du pays ?

Il ne s'agit pas d'une cohabitation comme vous en avez une en France. Au Maroc, la clé de voûte du système, c'est le trône : tout relève du Palais. Cela n'est pas contesté, c'est pourquoi il n'y a pas de problème institutionnel. Il n'y a pas non plus de compétition entre le Palais et le gouvernement. N'oubliez pas cependant que nous

n'en sommes encore qu'au stade de la construction de l'Etat marocain moderne et démocratique, et que je mène une expérience. C'est la première fois qu'il y a un premier ministre qui est un leader politique et le chef d'une majorité parlementaire !

Qu'attendez-vous des élections à venir ?

Pour la première fois au Maroc, le gouvernement va pouvoir organiser des élections transparentes, et c'est sans doute l'acquis le plus important de cette transition démocratique. Nous allons amener le peuple marocain à faire confiance aux urnes et à se mobiliser, afin que la majorité issue de ce scrutin soit considérée comme disposant d'un mandat populaire pour continuer cette expérience. C'est pour cela que, personnellement, j'ai tenu à ce qu'on adopte le scrutin de liste à la proportionnelle. Symboliquement, nous montrons ainsi que quelque chose a changé. En outre, ce mode de scrutin réhabilite les partis politiques, lesquels sont actuellement la cible d'une campagne effrénée. Or nous considérons que ce qui va transformer le Maroc, c'est une action politique authentique. Le scrutin de liste, enfin, contribue à lutter contre

les manipulations. Il est moins facile d'acheter des électeurs ainsi qu'avec le scrutin uninominal en vigueur depuis trente ans, nous en avons fait l'expérience. Tous les partis de la majorité étant à présent convaincus de ces avantages, c'est très probablement le scrutin de liste qui va être utilisé cette fois-ci. Une nouvelle page sera ainsi tournée.

« Nous n'en sommes encore qu'au stade de la construction de l'Etat marocain moderne et démocratique »

Vous avez dit qu'après ces élections, vous envisagez de mettre un terme à votre carrière politique. Votre décision est-elle prise ? Et resterez-vous à la tête de votre parti, l'USFP ?

Je me retirerai après les élections, en effet. Je n'avais même pas l'intention, il y a quatre ans,

d'accepter la charge qui est la mienne aujourd'hui, mais je ne regrette pas d'avoir dit oui car j'ai le sentiment d'avoir contribué à une avancée importante du Maroc. Le chemin que nous avons accompli est irréversible. En ce qui concerne l'USFP, je resterai secrétaire général jusqu'au prochain congrès du parti, en 2003. Ensuite, je ne me représenterai pas.

On dit que vous avez prêté serment au roi Hassan II, avant sa mort, d'aider et de protéger son fils, Mohammed VI. Cela expliquerait votre relatif immobilisme en tant que premier ministre.

Nous nous sommes en effet prêté serment le 4 février 1998. Je revois très bien la scène. Nous étions debout dans son bureau du palais royal de Rabat. C'est Sa Majesté Hassan II qui a suggéré cet engagement, et je l'ai accepté. Devant un Coran posé sur son bureau, il a prononcé une formule qui nous engageait à travailler ensemble, pour l'intérêt du pays, et à nous apporter une assistance réciproque. J'ai solennellement adhéré à ce serment et ai conclu par ces mots : « Je le jure. »

Propos recueillis par
Florian Beaujeu

Le gouvernement d'alternance a déçu les espoirs populaires

A quelques mois de la fin de son mandat, M. Youssoufi est critiqué dans le pays et... au Palais

RABAT

de notre envoyée spéciale

La préparation des élections législatives de septembre s'accélére au Maroc. Après des mois de tergiversations et de tractations entre les différents partis politiques, la réforme du code électoral devrait être adoptée par le Parlement au cours d'une session extraordinaire à la mi-février. Le scrutin de liste semble devoir remplacer l'actuel scrutin uninominal à un tour, dans l'espoir de mieux lutter contre les tentatives de corruption. En septembre 2002 s'achèvera le mandat confié, il y a tout juste quatre ans, par le roi Hassan II à l'un de ses opposants historiques, Abderrahmane Youssoufi. Le 4 février 1998, le vieux leader socialiste, âgé

Toutes ces questions reviennent comme un leitmotiv, ces temps-ci, dans un climat fait de désenchantement et d'inquiétude. Après avoir longtemps brocardé M. Youssoufi pour son immobilisme apparent, de nombreux Marocains ne savent plus très bien s'ils doivent se réjouir ou s'alarmer de la récente reprise en main des affaires du pays par le roi Mohammed VI. En nommant, en juillet 2001, une équipe de « super-walis » (gouverneurs) dans les régions, à la faveur de la décentralisation, puis en les dotant, le 9 janvier, de pouvoirs démultipliés pour donner à leur action le maximum d'efficacité, le souverain a créé une dynamique indéniable, mais aussi dépourvu le gouvernement d'une partie de ses prérogatives.

économique. Le gouvernement n'a pas su, ou pas pu, saisir sa chance. Abderrahmane Youssoufi se contente d'un partage des compétences. » Le roi gouvernerait-il tandis que le premier ministre règnerait, comme l'affirment les esprits moqueurs ? On s'en défend, au Palais comme à la Primature, et l'on refuse d'admettre, contre toute évidence, que la délimitation des zones de pouvoir au Maroc est de plus en plus floue.

Si Abderrahmane Youssoufi garde l'image d'un homme fondamentalement intègre et respectable, son action est critiquée sans ménagement par la majorité de la population ainsi que, de manière plus feutrée, par l'entourage du roi. Le premier ministre est rendu coupable d'avoir « manqué d'audace », voire de « courage politique » depuis son arrivée au pouvoir. Peu suspect d'ambition personnelle, manquant de charisme et communiquant rarement, l'intéressé s'abstient de répondre aux critiques, comme s'il avait pris son parti d'endosser l'habit de bouc émissaire ou estimait avoir rempli sa mission en assurant une transition sans drame. « De toute façon, il n'aurait pas pu faire plus. Sa coalition gouvernementale est un patchwork composé de sept partis politiques très différents, ce qui ne lui laisse guère de latitude. Même chose au Parlement, où il ne dispose que d'une très faible majorité. Du côté du Palais royal, enfin, il est « bordé ». C'est dire comme sa marge de manœuvre est limitée », plaide l'un de ses proches. Reste que le temps presse dans un pays où les inégalités crévent les yeux et s'aggravent dangereusement. « Partout, l'informel et le précaire sont en augmentation : ce n'est pas bon signe », souligne Nadia Salah, rédactrice en chef réputée du quotidien *L'Economiste*. 7,5 millions de personnes (sur un total de 28 millions) vivent avec 1 dollar par jour. Le taux d'analphabétisme frôle les 50 % et celui du chômage les 20 % en milieu urbain. Quant au taux de croissance, il a tourné en moyenne ces dernières années autour de 2 % à 3 %, ce qui est

insuffisant pour résoudre la question cruciale de l'emploi. « Si seulement nous pouvions gagner un à deux points dans les cinq ans à venir ! », soupire André Azoulay, l'un des plus proches conseillers du roi, en avouant que les faibles performances économiques actuelles étaient prévisibles en raison de l'inexpérience de l'équipe au pouvoir, mais qui ajoute aussitôt que ce « prix de l'alternance » méritait sans aucun doute d'être payé.

« Les gens ont l'impression que rien n'avance, et je les comprends. Ils mesurent notre action à l'aune de leurs attentes, librement exprimées comme jamais dans le pays, et pres-

« Dans le domaine économique, nous avons été décevants. Mais en matière de démocratisation, nous avons fait de sérieuses avancées »

OMAR AZZIMAN, MINISTRE

que contre toute mesure, au moment de l'arrivée du gouvernement d'alternance, puis du changement de règne, souligne Omar Azziman, ministre de la justice, une figure unanimement reconnue pour son travail et sa compétence. « Il est exact que, dans le domaine économique, nous avons été décevants, j'ai vraiment le sentiment qu'en matière de démocratisation, nous avons fait de sérieuses avancées ces dernières années. Bien sûr, il y a eu des insuffisances et des ratés, et nous ne sommes pas à l'abri de hauts et de bas, mais ce qui compte, c'est la volonté réitérée de chacun d'aller vers la construction de l'Etat de droit, l'égalité, la modernisation et la citoyenneté. »

Fl. B.

La réforme du statut de la femme au point mort

RABAT

de notre envoyée spéciale

« L'échec de M. Youssoufi, ce n'est pas seulement le dossier économique, mais aussi celui des femmes, dont le statut reste fondé, au Maroc, sur l'obéissance et la tutelle. Ce sujet devait être une préoccupation centrale de son mandat, à en croire son discours d'investiture. Or il n'a strictement rien fait », rappellent, amères, Leïla Rhiwi, enseignante à l'université de Rabat, et Hamina Lerini, inspectrice de l'Education nationale, toutes deux membres de l'Association démocrate des femmes du Maroc (ADFM). A l'origine du recul du premier ministre : la démonstration de force des islamistes qui ont réussi à faire descendre dans les rues de Casablanca un nombre impressionnant de femmes, le 12 mars 2000, alors qu'au même moment, une manifestation « progressiste », nettement moins organisée, se déroulait à Rabat.

Après diverses péripéties, le premier ministre a fait appel à l'arbitrage du roi, lequel a désigné, le 27 avril 2001, une commission consultative, formée d'oulémas (docteurs de la loi musulmane), de théologiens et d'universitaires, auxquels on a bien voulu adjoindre trois femmes. « Nous attendions de M. Youssoufi qu'il tienne ses engagements et non qu'il se décharge du dossier de cette façon », souligne Leïla Rhiwi. A partir du moment où la commission relève du Palais, elle prend une connotation religieuse, donc adopte une approche conservatrice. Par ailleurs, on ignore tout de l'évolution de ses travaux et elle semble s'installer dans la durée. Il y a fort à parier, en effet, que les experts désignés par le roi finiront par prôner l'amélioration des procédures d'application du code du statut personnel, et non sa refonte, comme le réclament les femmes.

Ce qui expédie par-dessus tout les adhérentes de l'ADFM, c'est l'argument qu'on leur assène dès qu'elles essaient de faire bouger les choses :

« Vous êtes occidentalisées ; vous n'êtes pas représentatives des femmes marocaines ! » Or un sondage, réalisé en mars 2000 par l'organisme Inter-stratégies de Casablanca, révèle exactement le contraire.

Qu'elles soient citadines ou rurales, éduquées ou analphabètes, les femmes marocaines réclament de la même façon un changement du code du statut personnel (la *moudawana*), quand elles en connaissent le contenu. Mieux : elles sont épaulées par une majorité d'hommes. C'est ainsi que 80 % des Marocains (hommes et femmes) estiment que la polygamie fait du tort à la femme. 70 % réclament qu'au-delà d'un certain âge, les femmes soient libérées de la tutelle matrimoniale et ne soient plus obligées de demander à leur père son consentement pour se marier. A plus de 80 %, les Marocains se disent aussi favorables à une élévation de l'âge du mariage pour les filles (16 ans, contre 18 ans pour les garçons).

TRAVAIL D'INFORMATION

Significatif, enfin, du travail d'information et d'éducation qui reste à faire : 86 % des Marocains (des deux sexes) avouent ignorer le contenu du code du statut personnel. « J'ai interrogé plusieurs femmes qui avaient défilé à Casablanca, il y a deux ans, sous la bannière islamiste », raconte Leïla Rhiwi. Et quand je leur ai demandé : « Mais pourquoi êtes-vous descendues dans la rue ? » Elles m'ont toutes répondu : « Pour défendre l'égalité entre les hommes et les femmes, comme on nous l'avait demandé ! » A ce compte-là, moi aussi j'aurais pu défilé avec elles ! »

« La société marocaine est profondément machiste, gronde, de son côté l'ancien opposant Abraham Serfaty, aujourd'hui conseiller auprès de l'Office national de recherche et d'exploitation pétrolière (Onarep). Ce qui nous manque, c'est le courage d'un Bourguiba ! »

Fl. B.

Vacances royales à 10 200 dollars par jour

Le frère du roi du Maroc, Moulay Rachid, vient de passer des vacances dans la célèbre station balnéaire d'Acapulco, au Mexique (côte Pacifique). Arrivé mercredi 16 janvier à bord d'un avion privé en provenance de Paris, le prince et sa suite de seize personnes, dont trois mannequins, occupaient la suite impériale et 24 chambres du luxueux hôtel Quinta Real pour un montant total de 10 200 dollars (11 330 euros) par jour, ont précisé les sources mexicaines citées par l'AFP. Moulay Rachid, 31 ans, qu'on pouvait voir se promener dans la ville avec ses chiens, devait séjourner environ une semaine à Acapulco, selon le directeur du Quinta Real. Le prince, encore célibataire comme son frère, le roi Mohammed VI, apprécie les sports aquatiques et notamment le jet-ski, ont précisé les responsables de l'hôtel. — (AFP.)

aujourd'hui de 77 ans, acceptait en effet de conduire le premier gouvernement d'alternance au Maroc, puis assurait la transition monarchique, à la mort d'Hassan II, en juillet 1999. Avant de quitter la scène politique, Abderrahmane Youssoufi voudrait réaliser son grand rêve : organiser les premières élections libres au Maroc.

Très critique à l'égard du premier ministre et peu mobilisée pour l'instant par le scrutin à venir, la population marocaine traverse une période de morosité. Qui gouverne le pays ? Sur quoi va déboucher la transition actuelle ? Pourquoi rien ne semble-t-il bouger ?

tives, ce qui en inquiète plus d'un. « Cette initiative va faire avancer les choses sur le plan économique, mais l'aspiration démocratique, elle, en prend un coup ! Le Palais tisse sa toile et quadrille le terrain : il est allé au-delà de ce que nous attendions de lui », s'insurge le jeune fondateur et rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Tel Quel*, Ahmed Benchemsi. « Ces nominations répondent au concept de "city manager" ; les nouveaux promus sont des technocrates, de grosses pointures, souvent d'anciens ministres, estime pour sa part le politologue Mohamed Tozy. Mohamed VI essaie de se construire une légitimité sur l'effica-



PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

Par arrêt du 9 Mai de la 11ème chambre des appels correctionnels, la cour d'appel de PARIS a déclaré Monsieur ESMENARD Francis, éditeur et Président de société des Editions ALBIN MICHEL, ainsi que Monsieur Antoine GAUDINO, auteur de l'ouvrage "La Mafia des Tribunaux de Commerce", coupables, le premier en qualité d'auteur, le second de complice, de diffamations envers Monsieur REAUD Claude, Magistrat consulaire au Tribunal de Commerce de SAINTES, dépositaire de l'autorité publique, Juge Commissaire dans la liquidation judiciaire DABRIGEON de PERIGNAC. La cour a condamné les prévenus à une peine d'amende de 30.000 F chacun ainsi qu'une condamnation solidaire de 1 franc à titre de dommages et intérêts et 10.000 F en vertu de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

NOUVELLE ADRESSE
22, RUE QUENTIN BAUCHARD
(angle Champs-Élysées)

club 79
OUVERT
TOUS LES JOURS
MÊME AMBIANCE - NOUVEAU DÉCOR
THÉ DANSANT SOIRÉE "DANCE"
TOUS LES JOURS VENDREDI ET SAMEDI
de 14h30 à 19h de 22h à l'aube
SOIRÉE RÉTRO
Du dimanche au jeudi à 21h30
Tél. 01 47 23 68 75

L'impressionnante
DIBLIOTHÈQUE A COLONNADES

de paringer
121, rue du Cherche-Midi
75006 Paris - tél : 01 42 22 22 08



PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

Messieurs Ziad GHOLAM, Moussa KHOURY, Maroun MOUBARAK, Michel CHIKHANI et Madame Rita GHOSN épouse CHIKHANI ont saisi le juge des référés du Tribunal de Paris pour faire valoir que leurs noms, et celui de la société Financial Consulting and Research dont ils sont les présidents et administrateurs, avaient été mentionnés à tort, à la suite d'une erreur d'homonymie, dans l'ouvrage intitulé "BEN LADEN - la vérité interdite" dans le chapitre intitulé "la galaxie Bin Laden".
La publication du présent communiqué a été ordonnée par le juge des référés du tribunal de Paris par ordonnance du 21 décembre 2001.

Les déclarations du directeur du FMI au « Monde » provoquent un tollé en Argentine

« Pas d'issue sans souffrance », disait M. Köhler

Buenos Aires

de notre correspondante

L'entretien avec le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Horst Köhler, publié mardi 22 janvier dans *Le Monde* et repris à la « une » de tous les quotidiens de Buenos Aires, mercredi, a provoqué un tollé dans la classe politique. « Les Argentins subissent avec beaucoup de rigueur leur souffrance. Nous n'avons pas besoin que quelqu'un nous dise comment nous devons souffrir », a lancé le chef de cabinet de la présidence, Jorge Capitanich, faisant allusion aux propos de M. Köhler, selon lequel la crise argentine « n'a pas d'issue sans souffrance ».

« Que veut-on de l'Argentine ? », s'est interrogé le gouverneur péroniste de la puissante province de Buenos Aires, Felipe Sola. « Veut-on que ce soit l'Albanie ou l'Afghanistan ? », a demandé M. Sola, qui est proche du président Eduardo Duhalde, ajoutant que les Argentins « ne demandent sûrement pas d'être punis, comme s'ils étaient au jardin d'enfants ». Pour M. Sola, « ce n'est pas la faute des Argentins si ceux qui gouvernaient avant se sont trompés ». Le gouverneur a souligné que son pays n'avait besoin que d'une « part minime » de l'aide internationale accordée au Mexique par le FMI pour sortir de la crise de 1994.

Persone n'a besoin de dire que la « crise est douloureuse » puisque cela fait « trois ans que les Argentins font beaucoup de sacrifices », a affirmé le président de la banque publique Banco de la Nación, Enrique Olivera. Le gouverneur péroniste de la province de Santa Cruz, Nestor Kirchner, a déclaré pour sa part que M. Köhler « croit que les Argentins sont des Martiens ». Toutes les chaînes de télévision et de radio se sont fait l'écho toute la journée de l'irritation des Argentins contre les

déclarations du responsable du FMI.

L'Argentine a déclaré, fin décembre 2001, un moratoire sur le paiement de sa dette externe, qui a atteint 150 milliards de dollars, et le gouvernement de M. Duhalde espère une aide financière d'au moins 20 milliards de dollars pour tenter de sortir de près de quatre ans de récession et calmer la colère de la population. Le FMI a conditionné son aide à un plan anticrise viable, et M. Köhler a averti que la solution passait par un « chemin douloureux ».

BANQUIER ARRÊTÉ

Dans les rues de Buenos Aires, les Argentins ont continué par ailleurs mercredi à exprimer leur colère contre les banques étrangères, qu'ils accusent d'avoir confisqué leur argent en profitant des restrictions bancaires. La situation sociale reste très tendue et, mercredi, près d'un millier de chômeurs ont coupé la circulation entre Buenos Aires et ses faubourgs, mais aussi plusieurs axes de la province de Buenos Aires, pour réclamer du travail et des plans d'aide sociale.

Un grand banquier argentin, Carlos Rohm, a été arrêté, mercredi, à Buenos Aires, dans le cadre d'une enquête sur le blanchiment d'argent en Argentine. M. Rohm, qui s'appropriait à quitter le pays, est le directeur général et actionnaire de la banque d'affaires Banco General de Negocios (BGN). Considéré comme proche de Domingo Cavallo, l'ancien ministre de l'économie, M. Rohm a été arrêté sur ordre de la juge fédérale Maria Servini de Cubria, qui a rouvert le dossier du blanchiment d'argent en Argentine à la suite d'un rapport récent du Sénat américain. D'autres responsables de la BGN auraient été arrêtés.

Christine Legrand

UE : un post-fasciste italien nommé à la Convention

BRUXELLES. « Les pays envoient à la Convention des représentants ayant un grand poids politique et ceci prouve que la Convention a une grande importance », a déclaré Romano Prodi, interrogé, lors d'une conférence de presse, mercredi 23 janvier, sur la désignation par le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, de Gianfranco Fini, président du parti post-fasciste Alliance nationale (AN), comme représentant du gouvernement italien dans la Convention pour la réforme des institutions européennes. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et plusieurs autres Etats membres refusent toutefois la nomination d'un représentant du gouvernement italien à la Convention, car l'Italie a déjà obtenu au sommet européen de Laeken, en décembre 2001, un des deux postes de vice-président, confié à l'ancien président du Conseil italien Giuliano Amato.

Washington suspend le transfert de prisonniers vers Guantanamo

GUANTANAMO. L'armée américaine a suspendu, mercredi 23 janvier, le transfert de prisonniers d'Afghanistan vers sa base de Guantanamo, à Cuba, alors que commençaient sur place les premiers entretiens avec ces détenus dont le traitement continue à provoquer de vives critiques en Europe. Le président Bush a rejeté ces critiques, estimant que les prisonniers étaient traités « dignement et humainement ». Des responsables, s'exprimant sous couvert d'anonymat, ont insisté sur le fait que cette suspension n'était pas liée aux critiques européennes. Un responsable du Pentagone, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a également expliqué qu'il n'y avait plus assez de cellules disponibles à Guantanamo. Soixante nouvelles cellules étaient en cours d'achèvement mercredi. Cent cinquante-huit prisonniers sont actuellement détenus sur la base américaine, dans de minuscules cellules grillagées en plein air, éclairées 24 heures sur 24. En Afghanistan, 270 autres prisonniers sont aux mains des Américains.

DÉPÊCHES

■ **LIBAN :** l'ancien ministre libanais Elie Hobeika, ancien chef des milices chrétiennes des Forces libanaises, principal responsable des massacres de Sabra et Chatila, en 1982, a été tué jeudi 24 janvier, par l'explosion de sa voiture devant sa résidence, dans la banlieue Est de Beyrouth, ont rapporté des services de sécurité présents sur les lieux. Trois autres personnes ont été tuées dans l'explosion, mais elles n'étaient pas identifiées en fin de matinée, selon ces mêmes sources. Les causes de l'explosion n'étaient pas encore déterminées.

■ **IRAN :** quatre Iraniens condamnés pour meurtre et vol à main armée ont été pendus en public, mercredi 23 janvier, à Ahwaz, grande ville du sud-ouest de l'Iran, a rapporté, jeudi, le journal *Jomhoury-Eslami*. Les quatre suppliciés, dont la condamnation à mort avait été confirmée par la Cour suprême, ont été reconnus coupables d'avoir tué un homme, fermé les routes à la circulation et dévalisé des voyageurs.

■ **COLOMBIE :** la guérilla des Forces armées révolutionnaires (FARC) a décrété, mercredi 23 janvier, le blocage des routes de trois départements colombiens, y compris celui de Cundinamarca, dont Bogota est la capitale, au moment où le président Andrés Pastrana donnait l'ordre à l'armée de contre-attaquer. Cette escalade s'est produite alors que reprenaient les pourparlers de paix entre les rebelles et les émissaires du pouvoir.

A Strasbourg, la Russie échappe à des sanctions pour ses actions en Tchétchénie

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe renonce à condamner Moscou et note « des changements positifs désormais observables » dans sa politique

MOSCOU

de notre correspondante

« Depuis un an, nos diplomates ont bien appris à maîtriser le dossier du Conseil de l'Europe. Ils ont appris à employer, formellement, un langage plus présentable. Avant, ils criaient : " Les Tchétchènes sont des bandits ! " ; maintenant, ils reconnaissent que " oui, il y a des problèmes sur le terrain, mais nous faisons en sorte que des choses s'améliorent " ». C'est ainsi que le défenseur russe des droits de l'homme et ancien dissident Sergueï Kovalev, présent à Strasbourg, a expliqué avec amertume, mercredi soir 23 janvier, sur une chaîne de télévision russe, le fait que la Russie ait échappé ce jour-là, lors d'un débat à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe consacré aux événements en Tchétchénie, à toute évocation de sanctions.

En avril 2000, le Conseil de l'Europe avait suspendu les droits de vote de la délégation russe (ceux-ci ont été rétablis en janvier 2001) en raison des exactions perpétrées par les troupes russes en Tchétchénie. Cette sanction est la seule, à ce jour, d'une institution internationale visant la Russie sur ce dossier.

Par 63 voix contre 8, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté, mercredi, une résolution appelant à une solution politique en Tchétchénie, estimant que, sur la question du respect des droits de l'homme, « même s'ils sont d'une lenteur frustrante, quelques progrès ont été réalisés ». Le texte évoque des « changements positifs d'attitude désormais observables, dans la Fédération de Russie, dans la manière d'envisager le conflit ». Ces affirmations vont à l'encontre de tous les constats faits, ces derniers mois, par les organisations de défense

des droits de l'homme, qui parlent, au contraire, d'une « détérioration » sur le terrain, avec un nombre accru de disparitions de civils et de « nettoyages » meurtriers de villages par les forces russes.

« La légitimité des actions militaires contre les terroristes ne peut être utilisée par aucun Etat, y compris la Fédération de Russie, pour justifier les manquements au respect des droits de l'homme », dit la résolution. Mais cette critique a été aussitôt atténuée par les propos tenus par l'un des rapporteurs, Lord Judd, selon lequel « de nouvelles sanctions

à l'encontre de la Russie seraient un constat de notre incapacité à exercer une persuasion efficace par la coopération et le dialogue ».

Lord Judd a aussi estimé que Moscou semblait « disposé à engager des discussions rationnelles » en vue d'un règlement politique en Tchétchénie, ce qui était une référence à la rencontre survenue en novembre 2001 entre des émissaires des présidents russe et tchétchène. Or ce processus apparaît dans l'impasse. L'émissaire tchétchène, Ahmed Zakaev, présent à Strasbourg mercredi, a déclaré cette semaine qu'aucun des points présentés par la partie tchétchène n'avait reçu de réponse : « Reconnaissance du statut légal du président tchétchène, Aslan Maskhadov, création d'une commission mixte pour l'arrêt des opérations militaires et arrêt immédiat des soi-disants " nettoyages " ».

Mercredi à Strasbourg, le chef de la délégation russe, Dimitri Rogozine, a rejeté toute idée de processus de paix avec les dirigeants tchétchènes indépendantistes, affirmant que cela revenait « à négocier avec le terroriste numéro un, Ben Laden ».

Natalie Nougayrède

- PLANS D'ÉPARGNE ENTREPRISE
- PARTICIPATION
- INTÉRESSEMENT



À TOUS LES ÉTAGES DE L'ENTREPRISE, LA NOUVELLE ÉPARGNE SALARIALE C'EST UN BON PLAN POUR TOUS.

Vous êtes chef d'entreprise ou mandataire social d'une entreprise de 1 à 100 salariés ? Grâce à la loi du 19 février 2001 sur l'épargne salariale, vous pouvez désormais accéder à l'épargne salariale au même titre que vos salariés. Aujourd'hui tout le monde dans l'entreprise a le droit de se constituer, dans les mêmes conditions, une épargne fiscalement avantageuse. Une large gamme vous est offerte : placements à 5 ans mais aussi à 10 ans avec le nouveau Plan Partenaire d'Épargne Salariale Volontaire (PPESV). Étendre au plus grand nombre de salariés et d'entreprises l'accès à l'épargne salariale, c'est le sens des nouvelles dispositions maintenant en vigueur.

Pour tout savoir sur les avantages et les modalités d'application de la nouvelle épargne salariale, rendez-vous sur le site du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie www.epargnesalariale.minefi.gouv.fr ou renseignez-vous auprès de vos partenaires-conseils.



L'Allemagne veut accélérer la réforme de la PAC

Un mémorandum du gouvernement allemand enterre le cofinancement des aides directes octroyées dans le cadre de la politique agricole commune et souhaite accorder plus de soutien au développement rural

BRUXELLES

de notre bureau européen

Surtout, ne pas parler d'agriculture avant les élections pour éviter un clash entre Jacques Chirac et Lionel Jospin : c'est le mot d'ordre qu'ont donné les Français à Bruxelles. Sauf que les Allemands, eux aussi en période électorale, ont l'objectif inverse : parler d'agriculture.

« L'élargissement de l'Union rend particulièrement impératif d'utiliser le rendez-vous à mi-parcours de 2002 [qui doit revoir la politique agricole commune] pour adopter les réformes urgentes et nécessaires, telles que le suggère ce document », est-il écrit dans un mémorandum que le ministère allemand de la protection des consommateurs et de l'agriculture vient de transmettre à la Commission, à Bruxelles. Le document demande que les pays candidats adoptent « dès leur accession » une PAC réformée. En clair, l'Allemagne veut modifier les règles avant d'avoir à demander

son avis à la Pologne. « Si on ne réforme pas la PAC avant l'arrivée des Polonais, on va payer pendant toute une génération, les Allemands, mais aussi les Français », explicite un diplomate allemand.

Berlin craint que la PAC ne se révèle ruineuse avec l'élargissement

Après le traumatisme de la vache folle, le chancelier Schröder et sa ministre de l'agriculture, la Verte Renate Künast, doivent montrer qu'ils se battent pour une agriculture moins intensive, plus respectueuse de l'environnement. Mais cet objectif doit être concilié avec l'impératif de réduire la facture allemande au budget communautaire. D'où l'urgence pour Ber-

lin d'une réforme de la politique agricole commune (PAC), dont l'Allemagne craint qu'elle se révèle ruineuse avec l'élargissement.

Comme solution, M^{me} Künast propose de réduire progressivement les aides directes octroyées au fil des ans aux agriculteurs pour compenser la baisse des prix de soutien des cours. Elle reprend l'idée de « dégressivité » des aides proposées sans succès par la France au sommet de Berlin, qui a fixé les règles du jeu pour six ans en 1999. Lorsqu'il faudra donner progressivement les mêmes droits aux agriculteurs polonais qu'à ceux de l'Union actuelle – la Commission devrait proposer une date comprise entre 2012 et 2015 – la facture en serait considérablement réduite. A court terme, Berlin veut que les sommes économiques soient réallouées en aides au développement rural. Cette possibilité de réallocation d'une partie des aides directes – dans la limite de 10 % – existe depuis 1999. Les

Français en ont fait un large usage, mais pas les Allemands : ces aides rurales doivent être financées en partie par les Etats ; or Berlin et les gouvernements des Länder n'ont jamais pu s'entendre sur leur financement. Les Allemands veulent désormais rendre cette réallocation « obligatoire » et qu'elle représente une part des dépenses agricoles « nettement plus élevée » que la barre actuelle des 10 %.

Selon le document, ce « redéploiement » se ferait « sans qu'il y ait une augmentation du volume des dépenses dans le domaine agricole ». En résumé, le ministère allemand veut un niveau global d'aides stable pour ses agriculteurs, mais comme moins d'argent transiterait par le pot commun de Bruxelles, cela réduirait la facture totale de l'Allemagne. Le ministère des finances allemand voudrait, lui, aller plus loin, et obtenir une baisse de cette somme globale, précise un diplomate.

Côté français, on est plutôt satis-

fait du document de M^{me} Künast, où le dialogue franco-allemand semble avoir bien fonctionné. La ministre allemande ne demande plus le cofinancement par les Etats des aides directes aux agricultures, « truc » que l'Allemagne avait voulu utiliser en 1999 pour réduire la facture allemande et auquel la France avait mis son veto. Certaines propositions restent éloignées des idées françaises. « À moyen terme, les interventions [pour soutenir le cours des céréales] et les jachères obligatoires devraient être complètement abolies », lit-on notamment, alors que Paris veut garder un filet de sécurité pour le blé. M^{me} Künast a en revanche renoncé, sous la pression des Verts, à demander la suppression totale des quotas laitiers, ce qui est important aux yeux des Français. Pour Paris et les Verts allemands, cette mesure poserait un problème d'aménagement du territoire.

Arnaud Leparmentier

Socialistes français et allemands se serrent les coudes avant les élections

LE PARTI SOCIALISTE français et le Parti social-démocrate allemand, confrontés l'un et l'autre cette année à des échéances électorales difficiles, sont décidés à se serrent les coudes. En visite à Berlin pour être auditionné par la commission du budget du Bundestag, le ministre français des finances, Laurent Fabius, a ainsi apporté mercredi 23 janvier, au cours d'une conférence de presse, son appui ferme à la politique du ministre allemand Hans Eichel, confronté à une montée du déficit budgétaire s'approchant de la ligne rouge des 3 % du PIB. Même sur l'agriculture, dossier qui a cristallisé bien des conflits depuis 1999, les deux gouvernements semblent prêts à enterrer les formules qui fâchent.

La description des relations entre les deux partis au pouvoir à Paris et à Berlin avait été amorcée en février 2001, lors d'une visite de François Hollande, premier secrétaire du PS, dans la capitale allemande. Le 20 janvier dernier, à Berlin, les deux dirigeants Henri Nallet et Norbert Wiecek ont mis la dernière main à un « texte d'orientation commun », intitulé « Bâtir ensemble l'avenir de l'Union européenne », ratifié par le bureau national du PS le 22 janvier.

EUROPE FÉDÉRALE

Dans ce document, le SPD et le PS font de l'Europe leur « projet politique central », considérant qu'il faut saisir l'opportunité du « processus de 2004 » pour « doter l'Union européenne d'un traité constitutionnel fondé sur la Charte des droits fondamentaux, déterminant les compétences respectives de l'Union et des Etats membres, et renforçant les pouvoirs des institutions communautaires ». Ce faisant, le PS, qui a opté depuis sa convention nationale de 1996 pour une « Fédération d'Etats-nations », fait un pas de plus vers le fédéralisme. Les deux partis, au nom d'« une confiance mutuelle et profonde », proclament : « Nous voulons faire de l'Europe une Union politique de nature fédérale, où les citoyens, acteurs de l'espace public européen, auraient la capacité de choisir leur destin commun et de mieux peser sur les orientations de l'Union dans le respect de la subsidiarité et des identités nationales ».

Pour le PS et le SPD, qui se réjouissent de l'arrivée de l'euro, l'Europe incarne « une certaine idée du "vivre ensemble", une forme de société qui articule liberté individuelle et responsabilité collective, prospérité et justice sociale ». « En partageant nos souverainetés, soulignent-ils, nous pouvons mieux garantir notre indépendance, mieux défendre nos valeurs, et mieux renforcer nos modèles de société ». Le PS et le SPD, qui évitent désormais le mot de gouvernement économique, cher aux Français, s'engagent à « mettre en place une nouvelle gouvernance et une meilleure coordination économique européenne (...) ».

Romano Prodi remplace dix-sept hauts fonctionnaires au sein de la Commission

BRUXELLES

de notre bureau européen

Romano Prodi va-t-il abolir la « dictature des drapeaux », comme il l'a promis lorsqu'il a été nommé président de la Commission, en mars 1999 ? Il a assuré qu'il s'y attachait, mercredi 23 janvier, en annonçant à la presse une « valse » de 17 hauts fonctionnaires – directeurs généraux et directeurs, priés de changer de poste, parfois contre l'avis de leur commissaire (concurrence et budget notamment).

Le « régime des drapeaux » consiste à réserver à une nationalité la tête d'une direction générale ; il a permis à certains pays d'exercer une véritable tutelle sur des pans entiers de l'action communautaire. La France, attachée à la PAC, a

« trusté » l'agriculture pendant trente ans, alors que l'Italie se réservait les affaires économiques et l'Allemagne la concurrence.

M. Prodi a promis de mettre en œuvre les recommandations du comité des sages qui avait conduit à la démission de son prédécesseur, le Luxembourgeois Jacques Santer, et de récompenser le mérite à tous les niveaux de la hiérarchie. Il a affirmé que les postes de l'état-major feraient l'objet de mutations tous les cinq ans, au plus tard tous les sept ans. « Le principe est bon », approuve Pierre Lelong, membre du comité des sages, en précisant qu'il doit « être appliqué correctement ».

Or la Commission Prodi est critiquée pour la façon dont elle met ses actes en accord avec ses princi-

pes. Nombre de mutations décidées en septembre 1999, parfois brutalement, ont évincé des responsables qui n'avaient pas démérité, tel le Français Philippe Soubestre, aux relations extérieures. Son remplacement par Guy Legras a surpris : après avoir dirigé l'agriculture pendant quatorze ans, il aurait été plus utile à l'élargissement, où les questions agricoles seront déterminantes.

APPEL À CANDIDATURES

La lisibilité de la démarche de M. Prodi a en outre été polluée par son refus de sanctionner des fonctionnaires mêlés à la gestion Santer, tel le secrétaire général Carlo Trojan. M. Prodi ne s'en est défait que sous la pression du Parlement européen en mai 2000.

Pour ne pas être accusée à nouveau de brutalité, la Commission a décidé de ne pas procéder à des mutations, mais d'annoncer seulement des départs, et de faire ensuite un appel à candidatures pour pourvoir les postes d'ici à l'été. Une seule nomination a été décidée mercredi : celle de Catherine Day, au poste de directrice générale de l'environnement. Elle a suscité une salve de critiques, en raison de la nationalité de l'intéressée,

représenter de petites nationalités comme la Finlande et la Suède, mais aussi l'Italie ».

RÈGLE DE LA ROTATION

Les grands pays considèrent que ceux qui doivent se serrer la ceinture pour faire de la place sont les petits pays bien représentés. La France est inquiète des nominations qui vont être effectuées, car elle est mathématiquement la première visée par la règle

La France en perte de vitesse

La France, qui comptait 20 % de hauts fonctionnaires en 1986, n'en a plus que 14,8 % et craint de perdre encore de l'influence. Elle pourrait passer de neuf à huit postes d'état-major. En juillet 2001, elle a sauvé le poste de chef du service juridique, en obtenant la nomination de Michel Petite en remplacement de Jean-Louis Dewost, resté là douze ans. Mais la nouvelle rotation va conduire à quatre changements de directeurs généraux : Yves Franchet (office des statistiques depuis quinze ans), Jean-Paul Mingasson (budget, depuis treize ans), Robert Verrue (société de l'information, depuis cinq ans). S'y ajoute Jean-François Pons, directeur général adjoint à la concurrence depuis huit ans.

M. Prodi avait aussi envisagé de remplacer rapidement Guy Legras, bien qu'il occupe son poste de directeur général des relations extérieures depuis deux ans seulement. Finalement, M. Legras pourrait rester jusqu'à son départ à la retraite, en 2003, bien que son poste fasse l'objet d'un appel à candidatures. – (Corresp.)

irlandaise. C'est à la demande de la commissaire suédoise de l'environnement, Margot Wallström, qui voulait une femme compétente, que M^{me} Day, directrice adjointe aux relations extérieures, a été choisie. Mais la petite Irlande dispose maintenant de quatre dirigeants. « Vous êtes en train d'aggraver le déséquilibre géographique, alors que vous voulez le supprimer ! », ont fait remarquer des commissaires à M. Prodi. Quelques instants plus tôt, le président avait affirmé que « faire prévaloir la logique du mérite sur celle des drapeaux permettrait de mieux

de la rotation. L'Allemagne l'est aussi et le chancelier Schröder a écrit à Romano Prodi pour défendre le poste de la concurrence occupé par Alexander Schaub, brigué par trois Britanniques. France et Allemagne craignent d'être victimes d'une alliance entre M. Prodi, accusé de favoriser son entourage, et le Britannique Neil Kinnock, en charge de la réforme interne, qui ferait de la Grande-Bretagne et de l'Italie les grandes gagnantes de ce jeu de chaises musicales.

Rafaële Rivais

Michel Noblecourt

Challenges

Un jeudi sur deux
le news de l'économie

Dans ce numéro :
**LES ENTREPRISES
QUI EMBAUCHENT**

**103 000
emplois
à saisir**

LA
EURC
SNCF
ALTRA
PINAUL
TOTALFI
CARREF
FRANCE
SANOFI-
MCDON/
SOCIÉT
SODEX
RATP
BOU

DÉBUTANTS, CONFIRMÉS, SENIORS

Abonnez-vous au Monde pour **26,35 € (172,84 F)** par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 € (172,84 F)** par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité : 201MQP4E

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

Organisme créancier : **Société Editrice du Monde**
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom
Prénom

N°rue

Code postal [] [] [] [] Ville

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N°rue

Code postal [] [] [] [] Ville

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/mois)

"Le Monde" (USPS=0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Chantilly N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Chantilly N.Y. 12919-1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

FRANCE

RETRAITES

La réforme des **RETRAITES PAR RÉPARTITION** est relancée par la transformation du complément de retraite de la fonction publique (CREF) en un vrai régime par capitalisation. Pour **LES PARTIS DE DROITE**, la

cause est entendue : tous ont inscrit dans leur programme une réforme qui va dans ce sens. À gauche, par contre, le débat divise « **MODERNES** » ET « **ARCHÉOS** ». Au PS, certains s'inquiètent de voir

40 % de la capitalisation boursière parisienne aux mains des **FONDS D'ÉPARGNE ÉTRANGERS**. Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, plaide pour l'ouverture au privé de la Préfon, l'autre

régime complémentaire des fonctionnaires. Dominique Strauss-Kahn vante les mérites du système actuel et propose comme solution médiane « **le développement massif d'une épargne salariale gérée collectivement** ».

La « gauche moderne » défend l'introduction des fonds de pension

Premier produit de retraite complémentaire des fonctionnaires, le CREF va être transformé en un régime par capitalisation. Les socialistes sont de plus en plus nombreux à appeler à une réforme du système par répartition

LE « **DIABLE** » s'invite dans la campagne présidentielle ! Alors que la refonte du système de retraites par répartition est en panne depuis la réforme Balladur d'août 1993, la transformation du CREF (Complément retraite de la fonction publique) en un véritable fonds de pension va relancer la question posée avec de plus en plus d'insistance par l'opposition et le patronat : pourquoi les 15 millions de salariés du secteur privé (à l'exception des employés de quelques grandes entreprises), reste-

La CGT plus ouverte à l'épargne salariale

Dans un entretien avec William D. Crist, patron de CalPERS, principal fonds de pension américain, avec 150 milliards d'euros, le secrétaire national de la CGT chargé des questions économiques réaffirme l'opposition de sa centrale à l'épargne-retraite. Jean-Christophe Le Duigou se dit, en revanche, ouvert au développement d'une épargne salariale rémunérée, qui pourrait alimenter des « **fonds de prévoyance et de développement** » soutenant des activités que la Bourse ne finance pas, et donc de nouveaux emplois. Cette « **nouvelle manière collective de préparer l'avenir** » serait, selon lui, une façon de soutenir les retraites par répartition. (*Les Fonds de pension*, Grasset, 162 pages, 12 €.)

raient-ils les seuls à ne pas avoir droit à un système d'épargne-retraite géré en capitalisation, quand les fonctionnaires, les agriculteurs, les commerçants, les artisans et les professions libérales disposent de plans facultatifs bénéficiant d'importantes déductions fiscales et sociales ?

À droite, le débat est clos depuis longtemps. Du RPR à l'UDF en passant par Démocratie libérale, tous les responsables ont inscrit dans leur projet – voire leur programme présidentiel – la création d'un « **troisième étage** », au-delà de la Sécurité sociale et des caisses complémentaires Arcco (ensemble des salariés) et Agirc (cadres). Ils l'ont fait prudemment, en soulignant que les fonds de pension seraient gérés par le patronat et les syndicats et ne se substitueraient pas aux régimes créés depuis 1945. Ils se sont montrés d'autant plus prudents qu'ils veulent garder leurs distances avec un Medef qui en a fait une des propositions phares présentées le 15 janvier à Lyon (*Le Monde* du 17 janvier).

« UNE MUE DOCTRINALE »

L'affaire, en revanche, continue de diviser la gauche. Notamment le PS où, depuis quelques mois, « **modernes** » et « **archéos** » s'affrontent de manière feutrée sur le sujet. Dans sa déclaration de politique générale, le 19 juin 1997, Lionel Jospin n'avait pas totalement

fermé la porte à l'épargne-retraite, prévoyant seulement de remettre en cause les points de la « **loi Thomas** » sur l'épargne-retraite qui « **peuvent porter atteinte aux régimes par répartition** ». Il lui a fallu plus de trois ans pour se décider à abroger ce texte voté en février 1997. Depuis, les dirigeants socialistes ont commencé leur mue doctrinale.

Au-delà du problème du financement des retraites lié à l'allongement de l'espérance de vie, certains s'inquiètent de voir que 40 % de la capitalisation boursière de la place de Paris est détenue par de grands fonds d'épargne étrangers, notamment anglo-saxons ; et que des décisions aussi stratégiques que la localisation des usines, et donc le maintien des emplois, en France, commencent à échapper à des entreprises qui n'ont plus de « **françaises** » que le nom. Ils font également remarquer – comme la droi-

te, là encore – que la gestion de fonds de pension par le patronat et les syndicats permettrait de revivifier la démocratie sociale au sein des entreprises.

Intervenant aux 3^e Journées du livre d'économie, organisées le 17 novembre 2001 au Sénat, Elisabeth Guigou affirmait que pour le PS, « **la retraite par capitalisation n'est pas un tabou, mais uniquement s'il s'agit d'un complément à la retraite par répartition** ». La ministre de la solidarité ajoutait : « **pourquoi ne pas ouvrir à tous les Français la Préfon ?** », le régime complémentaire créé en 1967 par les fonctionnaires et géré par les syndicats.

DÉMINER LE TERRAIN

Laurent Fabius s'est montré plus direct. Depuis sa nomination à Bercy, le ministre des finances a multiplié les interventions en faveur d'une épargne-retraite. Un des moyens, selon lui, de drainer des

capitaux vers les entreprises françaises et de ne pas laisser les plus importantes d'entre elles à la merci des fonds de pension étrangers.

M. Jospin dispose, avec Dominique Strauss-Kahn, d'un second « **conseiller** » pour le convaincre d'avancer sur ce terrain. Au début des années 1980, « **DSK** » était déjà un expert de ces questions quand il cornaquait un jeune économiste spécialiste de l'épargne et des retraites : Denis Kessler, aujourd'hui vice-président délégué du Medef. Nommé à Bercy en 1997, il s'est rapidement attelé à la préparation d'un projet de loi sur l'épargne-retraite collective, chargeant un député socialiste, Jérôme Cahuzac, de déminer le terrain en consultant les partis de la gauche plurielle et les partenaires sociaux. M. Jospin avait enterré la réforme sous la pression de ses alliés et de certains syndicats.

Dans son dernier livre (*La flam-*

me et la cendre, Grasset), M. Strauss-Kahn est beaucoup moins précis sur la réforme des retraites. Tout en vantant les mérites du système actuel, il constate que « **le choix de la répartition, fait il y a plus de cinquante ans, n'a pas autorisé la constitution de grands fonds d'épargne similaires à ceux qui existent dans la quasi-totalité des pays développés** ». La solution ? « **Le développement massif d'une épargne salariale gérée collectivement** » et suffisamment importante pour que les salariés puissent peser sur les décisions de leur entreprise. « **On ne peut combattre cette idée et, dans le même temps, se plaindre des risques d'expropriation auxquels nous sommes exposés** », prévient-il à l'adresse des syndicats et des mouvements de gauche qui se battent à la fois contre les fonds de pension et la délocalisation des usines.

Jean-Michel Bezat

Le CREF se transforme en un régime par capitalisation

PREMIER régime de retraite complémentaire des fonctionnaires, le CREF, lors de son assemblée générale du 8 décembre 2001, a tourné une page de son histoire pour se transformer en un véritable régime par capitalisation. Son fonctionnement en faisait un régime de retraite unique en son genre : mutualiste, il était le seul produit de prévoyance retraite à associer répartition (pour 60 %) et capitalisation (pour 40 %).

Bénéficiant d'un régime spécifique, le CREF (450 000 adhérents) était autorisé à ne provisionner, pour la partie répartition, que cinq années d'exercice. Cependant, il remplissait jusqu'alors aisément son obligation minimale, détenant plus de douze années de provisionnement. Mais au regard des directives européennes qui ont été transposées aux mutuelles en mars 2001, et qui imposent un provisionnement intégral, ces réserves sont devenues insuffisantes. « **Pour porter le taux de couverture de 66 % actuellement à 100 %, le manque s'élève à 1,5 milliard d'euros** », ne dément pas le président du CREF, Pierre Teulé-Sansacq. Il souligne cependant que le déficit constaté au regard des exigences européennes se fonde sur les seules réserves financières accumulées, sans prendre en compte l'apport de ressources nettes futur. « **Notre régime se caractérise par une durée minimale de contrat de dix ans – ce qui est un gage de sécurité – et par un recrutement dynamique, avec 20 000 à 25 000 nouveaux sociétaires par an** », relève-t-il. « **Les ressources provenant des futurs versements des cotisants actuels et du renouvellement des adhérents constituent aussi un actif futur** », insiste-t-il. Un raisonnement que n'ont pas entendu les pouvoirs publics : le CREF est un régime facultatif, or, fait-on valoir au gouvernement, « **un régime facultatif impose d'assurer aux adhérents que ce qu'on leur a promis pourra être versé** ». Dont acte. Le CREF n'a plus d'autre choix que d'évoluer vers un système intégralement couvert par des actifs financiers.

Pour s'assurer l'assise financière nécessaire à cette évolution, le régime sera géré à une nouvelle union mutualiste, adossée à trois grandes mutuelles de la fonction publique : la MGEN (Mutuelle générale de l'éducation nationale), la MG (ex-MGPTT) et la MFP (Mutuelle de la

fonction publique). Le CREF bénéficiera, comme tous les assureurs auxquels se sont appliquées les directives européennes dès 1995, d'une période transitoire pour remplir ses nouvelles obligations. Ce délai sera arrêté dans un prochain décret et devrait, de source gouvernementale, être de vingt-cinq ans.

Le décret, soumis au Conseil d'Etat, définira également le cadre dans lequel fonctionnera le CREF. « **Il tiendra compte de la spécificité mutualiste du régime** », relève-t-on dans l'entourage de la ministre de l'emploi et de la solidarité. Ainsi, 100 % des produits issus des placements financiers seront affectés aux provisions servant à couvrir les engagements, alors que tous les autres régimes d'assurance n'y sont contraints qu'à 85 %. Le nouveau régime pourra également développer des actions de solidarité comme l'attribution de points gratuits à des sociétaires en situation difficile.

MARGE DE SOLVABILITÉ

« **Le CREF est le seul régime mutualiste de retraite et nous souhaitons qu'il le reste** », relève Jean-Michel Laxalt, président de la MGEN, précisant que les trois mutuelles s'engageront définitivement une fois le décret paru et le dossier prudentiel bouclé. « **Le nouveau régime doit être équilibré. Nous ne voulons pas que ce soient les cotisations santé qui financent les retraites** », dit-il. Les trois partenaires sont néanmoins prêts à mettre au pot, sous forme de fonds remboursables, les ressources nécessaires pour assurer une marge de solvabilité suffisante au nouveau régime. De quoi rassurer les adhérents actuels et futurs.

« **Bien que facultatif, le CREF a su jusqu'alors organiser une très grande fidélité des cotisants, relève, confiant, Antoine Delarue, actuaire conseil. Cet atout, ajoute-t-il, qui le rapproche d'un régime obligatoire aurait pu être pris en compte dans le bilan prudentiel.** » Selon lui, il aurait été possible de définir un cadre préservant la spécificité du CREF tout en respectant les nouvelles normes prudentielles européennes. « **Un tel cadre donnant droit de cité à des régimes mixtes aurait pu venir enrichir la panoplie des réponses possibles au problème des retraites.** »

Laetitia Van Eeckhout

POUR UNE FOIS
UN SUJET QUI MET
TOUT LE MONDE
D'ACCORD.

VICTOIRES DES SICAV «LA TRIBUNE - STANDARD & POOR'S»
1^{er} sur 1 an catégorie Actions Europe : FF European Growth Fund.

CORBEILLE LONG TERME «MIEUX VIVRE VOTRE ARGENT»
Pour la régularité des performances sur 5 ans de l'ensemble de la gamme Fidelity Funds.

TROPHÉE D'OR «LE REVENU»
Meilleur fonds étranger actions européennes sur 3 ans : FF European Growth Fund.

GRANDS PRIX DE LA GESTION D'ACTIFS «AGEFI»
1^{er} sur 3 ans dans la catégorie fonds actions grandes capitalisations européennes : FF European Growth Fund.

Nous remercions de leur confiance les investisseurs qui nous ont choisis.

Fidelity Investments

www.fidelity.fr

INVESTIR AVEC LE N°1 MONDIAL

Reconnues obtenues en 2001.
Fidelity est le n°1 mondial indépendant de la gestion pour copie de titres. FF European Growth Fund est un compartiment de Fidelity Funds. Fidelity Funds est une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois (SICAV). Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Fidelity fournit uniquement des informations sur ses produits et n'émet pas de recommandations d'investissement fondées sur des circonstances spécifiques. Pour les autorisations délivrées par la CCO en date de 30 août 1990, les actions autorisées de la SICAV Fidelity Funds peuvent être commercialisées auprès d'investisseurs en France. Publication au BALO en date de 20 juillet 1994. Publié par Fidelity Investments S.A.S. 17, avenue George V - 75008 Paris. CR01214

Jacques Chirac choisit d'attendre, ses partisans passent à l'attaque

Directeur de campagne, locaux, programme, slogan, équipe : les chiraquiens ont trouvé leur logistique. Ils veulent déclencher au plus vite l'offensive contre la gauche. Le président, lui, préfère encore patienter pour se lancer officiellement dans la bataille

UNE petite comptabilité a créé un électrochoc. Jusque-là, l'Elysée répétait tranquillement qu'il reste encore trois mois avant le 21 avril, premier tour de la présidentielle. Autant dire une éternité pour des conseillers qui se flattent chaque jour d'être des stratèges de la guerre-éclair. Puis deux, trois, dix chiraquiens sont venus traduire en langage plus prosaïque la réalité : « Ce ne sont pas trois mois qui restent, ont-ils chacun lâché devant le président, ce sont neuf à dix semaines. Regardez les choses sous cet angle. Et vous verrez qu'il faut accélérer votre campagne ».

Tout le week-end dernier, à l'Elysée, les réunions se sont donc succédé dans le bureau de Jacques Chirac autour de cette certitude. Et même si le président a redit et répété qu'il n'avancera pas sa déclaration officielle de candidature, prévue pour le tout début du mois de mars, il est clairement convenu que ses partisans doivent désormais largement occuper le terrain. Lundi 21 janvier, M. Chirac et ses conseillers ont donc multiplié les appels à tous ceux qui relaient la candidature présidentielle sur le terrain.

Le lendemain, lors de la réunion des fondateurs de l'Union en mouvement (UEM), même ceux qui plaident pour une campagne courte et ramassée se sont laissés à leur tour ébranler par l'argument des « neuf semaines » restant avant l'échéance. « Il y a eu comme une



prise de conscience », assure Françoise de Panafieu. Mercredi 23 janvier, lors du déjeuner qui a réuni autour du président de la République, François Fillon (RPR, Sarthe), Guy Drut (RPR, Seine-et-Marne), Renaud Muselier (RPR, Bouches-du-Rhône), Christian Cabal (RPR, Loire), Jean-Luc Warsmann (RPR, Ardennes), Arthur Paecht (UDF, Var) et Jean Leonetti (UDF, Alpes-

Maritimes), Dominique Dord (DL, Savoie), Philippe Houillon (DL, Val-d'Oise) et François d'Aubert (DL, Mayenne), ce dernier étant l'un des principaux soutiens d'Alain Madelin, la conversation s'est déroulée sur le même ton. « Pourquoi partez-vous si tard ? », a demandé Dominique Dord au chef de l'Etat. Réponse de l'intéressé : « Il n'est pas encore temps de partir

en campagne. » « Vous êtes pourtant le meilleur en campagne », a lancé Renaud Muselier. « C'est à vous de choisir votre moment, mais nous ne devons pas rester inertes », a assuré M. Leonetti. MM. Fillon et Drut ont souligné, eux, « la nécessité d'un chef d'orchestre ».

Tous se sont inquiétés de la campagne offensive de Lionel Jospin et de l'absence de réplique de la droite face aux affaires qui secouent son camp : la mise en disponibilité du juge Halphen, l'affaire de la rançon éventuelle contre la libération des otages du Liban, l'affaire Schuller, et la rencontre entre M. Chirac et Jean-Marie Le Pen. Du coup, l'Elysée a annoncé à tous les inquiets le resserrement des rangs. Un club de jeunes « attaquants » a d'abord été constitué pour répliquer aux offensives de la gauche, menées notamment par le patron du PS, François Hollande, et les jeunes députés socialistes Vincent Peillon ou Arnaud Montebourg. Ce club comprendra les jeunes députés de droite Jean-François Copé, Renaud Muselier, Yves Nicolin, Hervé Gaymard ou Nicolas Forissier. A eux d'investir les médias et d'inventer des formules assassines contre « le candidat Jospin » et son « trotskisme passé », argument considéré comme le plus ravageur contre le premier ministre.

Les initiatives ont été recensées. Un véritable calendrier de campagne a été élaboré. A la fin de la

semaine, l'existence d'une centaine de comités d'appel à la candidature de M. Chirac va être dévoilée. « Dans dix jours, nous en aurons le double », assure le député RPR Christian Jacob, qui s'est chargé de les lancer, en liaison avec l'Elysée et le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré. Dans le même temps, le site Internet 2002pourfrance.net, émanation du RPR, se pronon-

Un club de jeunes « attaquants » a été constitué pour répliquer à la gauche

cera officiellement pour la candidature de M. Chirac et appellera à le soutenir « dès le premier tour ». « Nous entrons désormais dans la phase 2 », explique son initiateur, Pierre-François Mourier, directeur des études du RPR. « Le site va désormais s'étoffer dans sa contestation du bilan du gouvernement et dans son soutien à Chirac. »

Le siège de la campagne, dont l'adresse est fermement tenue secrète par l'Elysée, devrait s'ouvrir au début du mois de février. Déjà, les premiers recrutements ont commencé parmi les assistants parlementaires et les attachés de presse des élus de droi-

te. Patrick Stefanini, ancien directeur de campagne de M. Chirac en 1995, a déjà repris du service. Antoine Ruffenach, maire RPR du Havre, ne cache plus qu'il assumera la fonction officielle de directeur de campagne. Le slogan, lui aussi, a été trouvé. Ce sera « Liberté, autorité et partage ». Enfin, une intense activité est déployée par l'Elysée, par l'intermédiaire de Jérôme Monod, ainsi que par les présidents des groupes parlementaires de la droite, M. Debré, Philippe Douste-Blazy, Jean-François Mattei, Josselin de Rohan, Henri de Raincourt afin de faire venir le plus grand nombre de députés et sénateurs de droite à Toulouse, lors de la grand messe de l'UEM le 23 février.

Jusque-là, deux thèses s'affrontaient à l'Elysée. La première, soutenue notamment par Alain Juppé et Jérôme Monod, plaidait pour un départ tardif en campagne, sur le modèle choisi par François Mitterrand, en 1988. La seconde, incarnée notamment par Nicolas Sarkozy et relayée par Dominique de Villepin, a toujours poussé à une campagne plus longue, arguant que « l'élection sera beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît pour Chirac ». Comme à son habitude, le président, plutôt que de trancher entre les deux thèses, les a choisies... toutes les deux.

Raphaëlle Bacqué et Philippe Ridet

L'UEM cherche l'inspiration du côté de M. Balladur

PRÉSIDENT de l'Union en mouvement (UEM) et député UDF de l'Aisne, Renaud Dutreil s'est récemment adressé à l'ancien premier ministre Edouard Balladur. Motif de cette approche discrète : demander à l'ancien premier ministre les statuts qu'il avait élaborés, il y a un peu plus d'un an, alors qu'il réfléchissait, de son côté, à la constitution d'une formation unique de la droite. Dans l'esprit du député (RPR) du XV^e arrondissement de Paris, l'Union pour la réforme - appellation réservée à cette organisation qui n'a jamais vu le jour - devait favoriser « la disparition des actuels partis d'opposition et leur fusion au sein d'un mouvement unique » et la « constitution d'un groupe unique à l'Assemblée et au Sénat ». Un objectif que partage l'Union en mouvement, créée en avril 2001 par Jérôme Monod, conseiller du président de la République, dans le but de rassembler au sein d'une association constituée les chiraquiens des divers horizons, puis de se muer à terme en un véritable parti.

Depuis le début du mois de janvier, M. Dutreil mène - « en son nom personnel », jure-t-il - un audit dont le but avoué est de parvenir à définir les statuts de ce nouveau parti, lesquels s'inspireraient des modèles du Parti populaire espagnol (PPE) de José-Maria Aznar et de la CDU-CSU allemande. « Je ne suis missionné par personne, insiste-t-il, je réfléchis simplement à l'organisation d'un grand mouvement pour une majorité présidentielle. »

Avant le 23 février, date à laquelle l'UEM tiendra un grand rassemblement programmatique qui sera l'un des temps forts de la campagne de Jacques Chirac, le député de l'Aisne devrait faire connaître ses propositions. Pour l'heure, il se livre à des études comparées, développe une large consultation auprès de parlementaires européens d'Espagne, d'Allemagne, de Grande-Bretagne. De Philippe Séguin (RPR) à André Rossinot (UDF), maire de Nancy, en passant par Nicolas Sarkozy, il ne néglige personne. « Je souhaite parvenir à une sorte de synthèse, qui respecterait l'unité et la diversité des grandes familles de la droite française », a-t-il indiqué au Monde.

Yves Bordenave

Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée « C'est Jospin qui instille le poison des affaires »

Vous appelez les députés RPR à venir nombreux, le 23 février, à Toulouse, à la grande réunion de l'Union en mouvement, que jusqu'ici vous contestiez. Vous les appelez aussi à se mobiliser pour Jacques Chirac. Etes-vous donc inquiet de ses débuts de campagne ?

Il ne s'agit pas d'apporter un soutien à telle ou telle association, tel ou tel groupe, tel ou tel personnage politique. Il s'agit pour moi, avec d'autres, de rassembler et de mobiliser les parlementaires pour qu'ils participent activement à l'échéance électorale qui s'annonce. Il s'agit clairement de contribuer à la réélection de Jacques Chirac. Naturellement, je souhaite un plus large rassemblement autour de cette candidature dès le premier tour et un parfait report au deuxième. Et pour que le rassemblement au second tour soit parfait, il faut fixer des règles et ne pas se tromper d'adversaire.

Jacques Chirac doit-il avancer sa déclaration de candidature ?

Il choisira son moment. Mais nous devons occuper le terrain dès à présent. Or, jusqu'ici, certains attendent sa candidature et l'utilisent comme un alibi pour ne rien faire. Je me réjouis que des appels à la candidature de Chirac soient



« Nous devons rassembler les Français autour de l'autorité, de la liberté et du partage »
JEAN-LOUIS DEBRÉ

lancés dans chaque circonscription. Il faut que ces comités s'ouvrent le plus possible à la société civile et soient co-animés par des représentants de toutes les tendances. Il faut que, dans chaque département de France, le RPR notamment prenne la tête de la campagne et s'y implique sans s'arrêter à telle ou telle structure.

Comment s'élabore le programme commun de la droite

Les partis de l'opposition travaillent déjà à la synthèse de leurs projets

UN MOIS pour convaincre. Entre le bureau politique du RPR, qui a validé, mercredi 23 janvier, l'ensemble des propositions émises depuis près d'un an lors des forums hebdomadaires du mouvement, et la convention nationale de l'Union en mouvement (UEM), prévue le 23 février à Toulouse, l'opposition chiraquienne dispose d'un mois pour faire la synthèse de ses réflexions. Longtemps réservé sur l'UEM et la création d'un « parti du président » qu'elle préfigure, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, donne désormais pour consigne à ses députés de prendre « une part active » à la convention de Toulouse. Gardienne soucieuse de la maison RPR, Michèle Alliot-Marie a décidé, elle aussi, de s'y rendre. Le maire de la ville, Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF de l'Assemblée, qui gère l'organisation matérielle de la convention, n'attend pas moins de 3 ou 4 000 personnes. La rencontre de Toulouse doit marquer un temps fort dans la campagne de Jacques Chirac, avant même que celui-ci se déclare.

Lors de sa réunion de mercredi, le bureau politique du RPR a proposé « quinze contrats » destinés à

établir « une société de confiance ». Le premier d'entre eux porte sur la sécurité. Il s'inspire assez largement des thèses défendues, depuis un an, par Nicolas Sarkozy : sévérité accrue pour les multirécidivistes, création dans chaque département, dès 2003, de « centres éducatifs fermés » pour les délinquants mineurs, institution d'un « conseil de sécurité » placé sous l'autorité du maire.

Les autres « contrats » traitent notamment de l'éducation, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la formation de la famille, de la fiscalité, de la décentralisation, de l'intégration, de la recherche, de la défense et de l'aide au développement. L'objectif, tel que l'avait défini le président du RPR lors de l'adoption, en juin 2001, de la première partie du programme, est de faire en sorte que « les Français retrouvent confiance en l'Etat », que « l'Etat fasse confiance aux Français », que « les Français retrouvent confiance en eux ». Ou encore, comme l'a dit plus prosaïquement Alain Juppé, lors de la dernière réunion de l'UEM (Le Monde du 24 janvier) : que « l'Etat assume ses fonctions régaliennes » et que, pour le reste, il « lâche les baskets » aux Français.

Sur quels thèmes se fera la campagne chiraquienne ?

Nous devons rassembler les Français autour de trois thèmes : l'autorité, la liberté et le partage. Il faut notamment rétablir l'autorité de l'Etat et proposer une loi-programme avec des objectifs et des moyens financiers. Et puis, je n'emploierai pas de formules anciennes, mais il y a des gens de plus en plus pauvres, malgré la croissance. Nous devons nous en préoccuper. Et nous ne devons pas nous laisser abuser par la campagne d'affaires lancée par Lionel Jospin.

Voulez-vous dire que les affaires qui ressurgissent sont téléguidées par Matignon ?

Lionel Jospin n'est plus en mesure de valoriser son bilan. Il a échoué dans le domaine de la sécurité, de l'emploi. Il a mis dans la rue les médecins, les gendarmes, les infirmiers, les policiers. Alors même qu'il a bénéficié de cinq ans d'une croissance inespérée. Et

puis, ce qui avait permis à Jospin de l'emporter, c'est la gauche plurielle. Or, aujourd'hui, sa majorité est éclatée. C'est pour cela qu'il se réfugie dans une campagne agressive et haineuse à l'égard du président de la République.

Mais êtes-vous inquiet de l'effet sur l'opinion des affaires qui ressurgissent ?

Je ne suis pas inquiet des affaires qui ressurgissent mais préoccupé de la stratégie qui les soutient. Je suis certain qu'il y a un chef d'orchestre à tout ça, forcément proche de Lionel Jospin. Pour maquiller l'échec de son gouvernement, il laisse attaquer personnellement Jacques Chirac en faisant ressortir des affaires très anciennes dans lesquelles le président n'est aucunement impliqué. Il instille un poison pour décrédibiliser. C'est une stratégie bien connue des trotskistes.

Propos recueillis par Rle B.

A l'Elysée, le président ravit les chasseurs

C'ÉTAIT la première fois, de tout le septennat, que la Fédération nationale des chasseurs (FNC) venait à l'Elysée. Ses délégués y sont restés une grosse heure et sont ressortis convaincus d'avoir trouvé en Jacques Chirac un président « qui comprend tout à fait nos problèmes ». Le chef de l'Etat a en effet expliqué aux représentants de la FNC que, s'il n'est pas chasseur lui-même, il connaît leurs difficultés. Et a souhaité que s'engage « un véritable dialogue » avec la Commission européenne sur l'application de la directive « oiseaux » de 1979, contestée par la FNC. Le 25 janvier, le Conseil d'Etat doit d'ailleurs rendre un arrêt très attendu qui pourrait casser un décret de l'ancienne ministre de l'environnement Dominique Voynet, autorisant la chasse en février et en août pour certaines espèces d'oiseaux migrateurs.

Charles-Henri de Ponchalon, le président de la Fédération des chasseurs, qui rappelait son souhait qu'un médiateur soit envoyé à Bruxelles pour « négocier » et « faire comprendre ce qu'est la chasse en France, un élément de la ruralité », affirme aussi avoir trouvé un président « archi-favorable » à cette idée.

Pour faire contraste, les chasseurs ont rappelé qu'ils avaient adressé une lettre, le 8 janvier, à Lionel Jospin, lui demandant de « charger un parlementaire d'une mission de négociation avec la Commission européenne » sur les dates de la chasse aux oiseaux migrateurs. La lettre est restée, d'après eux, sans réponse. « Le premier ministre a ses problèmes, que je respecte. C'est un choix politique qu'il a fait, dont je prends acte », a juste dit M. de Ponchalon.

Lorsqu'on lui demande si la FNC prendra position pour l'un des candidats à la présidentielle, le patron des chasseurs assure seulement : « Je prendrai position contre tous ceux qui n'auront rien fait pour défendre la chasse. » Mais, à ses côtés, Henri Sabarot, président de la FNC en Gironde, conteste plus clairement ce gouvernement dont le ministre de l'environnement est « anti-chasse ». En mai dernier, M. Sabarot avait d'ailleurs clairement appelé à « boycotter les socialistes, les Verts et les communistes » à la présidentielle et aux législatives.

J.-L. S.

Rle B.

L'assurance-maladie et les généralistes de MG-France signent un accord tarifaire

La consultation passera à 18,5 euros le 1^{er} février. Les astreintes des médecins seront rémunérées. L'UNOF maintient sa grève des gardes

À L'ISSUE de treize heures de négociations, les trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, indépendants) et le syndicat de médecins MG-France ont signé, jeudi 24 janvier au matin, un accord visant à « revaloriser le métier de généraliste ». Alors que la veille, la « journée sans tou-bibs », lancée à l'initiative de l'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF, branche généraliste de la CSMF) et du Syndicat des médecins libéraux (SML), avait été fortement suivie et soutenue par de nombreux professionnels de santé, les 60 000 médecins de famille ont obtenu plusieurs mesures visant à améliorer leur rémunération. L'UNOF (syndicat majoritaire) avait choisi de boycotter la réunion, malgré la supplique de Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé.

Dès le 1^{er} février, le tarif de la consultation sera fixé à 18,5 euros (contre 17,5 aujourd'hui). De plus, les généralistes pourront, à compter du 1^{er} mars, facturer 23 euros les « consultations approfondies » dispensées aux patients atteints d'une affection de longue durée (diabète, insuffisance cardiaque, etc.). « Une première extension du champ de ces consultations approfondies sera décidée le 1^{er} janvier 2003 », indique l'accord. En outre, les astreintes (qu'il y ait eu consultation ou pas) seront désormais rémunérées à raison de 50 euros par tranche de douze heures et les consultations de garde passeront de 17,53 euros à 37,50 euros. Les visites de nuit seront majorées de 40 % pour celles intervenant avant minuit, et de 60 % pour celles effectuées entre minuit et six heures du matin.

La CNAM a également élargi le champ des personnes concernées par les visites de maintien à domicile, qui sont actuellement facturées à 30 euros. D'autres mesures, telles que des primes à l'installation des jeunes médecins dans des zones difficiles – dont le montant pourra atteindre 13 000 euros – et des aides pérennes pour inciter les généralistes à se regrouper dans des maisons médicales, ont également été accordées.

L'ensemble de ces mesures de revalorisation se chiffre à 330 millions d'euros par an, « soit un coût pour la Sécurité sociale de 237 mil-

lions d'euros », a annoncé Jean-Marie Spaeth, président de la CNAM (salariés). Les caisses consacreront à ce plan 732 millions d'euros sur trois ans.

De son côté, Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, s'est félicitée de cet « accord substantiel », qui se traduira, « la première année, par une augmentation d'honoraires de 350,6 euros par mois et par médecin. Au bout de trois ans, elle représentera un smic en plus par mois et par médecin ». M^{me} Guigou s'est dit « prête à recevoir, avec Bernard Kouchner, les

« Au bout de trois ans, un smic en plus par mois et par médecin »

ELISABETH GUIGOU

deux syndicats représentatifs (MG-France, UNOF) dès lundi » pour examiner avec eux les mesures structurelles à prendre afin d'améliorer les conditions de travail des généralistes.

Pour Pierre Costes, président de MG-France (30 % de la profession), « cet accord est satisfaisant. Il apporte des mesures immédiates et prépare l'avenir, il est à la hauteur des problématiques de la profession et de la mobilisation des médecins ». M. Spaeth estime que « cet accord est fondamental : le généraliste va devenir le spécialiste de la médecine générale ». Le président de la CNAM juge « profondément regrettable l'absence de l'UNOF. On ne sert pas ses mandants avec la politique de la chaise vide ».

Michel Chassang, président de l'UNOF – qui réclame depuis deux mois une consultation de base à 20 euros –, considère que cet accord « n'est pas de nature à calmer la grogne des médecins de famille » et parle de « résultats minables ». « Cet accord a minima signé avec un syndicat minoritaire n'est pas surprenant », explique-t-il. Surtout, « le montant de la revalorisation de l'acte de base est inacceptable. Quant à l'instauration de "consultations approfondies" nous y sommes hostiles. Faudra-t-il mettre un sablier sur notre bureau ? ». En

outre, M. Chassang souligne que le problème des gardes et des astreintes « n'a rien à faire dans un tel accord ». Il s'agit, selon lui, « d'une mission de service public qui ne relève pas de la "Sécu" mais de l'Etat. Les caisses auraient dû s'arrêter à la revalorisation de la consultation de base ». Quant à la rencontre proposée par M^{me} Guigou, il regrette qu'elle « arrive très tard. Nous déciderons en interne si nous nous rendons à cette invitation. Mais nous ne notons aucune volonté du gouvernement de faire une vraie réforme structurelle ». L'UNOF, qui a décidé de maintenir son appel à la grève des gardes, promet « d'autres initiatives en février » et appellera « début mars » à une « grande manifestation nationale ».

Jean-Pierre Raffarin (DL), proche de Jacques Chirac, a déclaré que cet accord allait « dans la bonne direction », tout en estimant qu'il n'était « pas à la hauteur » des attentes des généralistes. Le RPR François Fillon, un des principaux animateurs de l'Union en mouvement (UEM), a qualifié les mesures de « rafistolages ».

Sandrine Blanchard

Les députés ont durci la loi sur la présomption d'innocence

Le groupe communiste devrait voter le texte à l'Assemblée le 29 janvier

MINUIT sonne l'heure de la révolution pour Julien Dray. Avant de quitter le Palais-Bourbon, mercredi soir 23 janvier, le député (PS) de l'Essonne pavoise : « On a gagné. Moi, l'ancien trotskiste, j'ai réussi à rallier les communistes. C'est une belle histoire, non ? » L'histoire est surtout belle pour Lionel Jospin et son gouvernement, au terme de l'examen de la proposition de loi socialiste destinée à compléter la loi sur la présomption d'innocence. L'issue positive du vote solennel de l'Assemblée nationale, le 29 janvier, ne fait plus guère de doute en conclusion d'une semaine marquée par une succession de revirements sur le contenu des ajustements de la loi Guigou.

« Nous voterons contre », a prévenu Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes). Les menus aménagements proposés ne changeront rien à la situation actuelle. La justice brille par son absence dans cette proposition, au point qu'il faut se demander si, en définitive, ces modifications ne vont pas engendrer l'effet inverse de celui recherché, en gonflant l'entonnoir de la justice, et provoquant ainsi un goulet d'étranglement. Notre pays a besoin d'une grande loi en faveur du rétablissement du pacte républicain et en

aucun cas de l'addition de demi-mesures. »

La tonalité des débats n'aura toutefois pas été totalement négative pour l'opposition. M. Dray, rapporteur du texte, a accepté un amendement de Pascal Clément (DL, Loire) qui porte d'un trimestre à un an la fréquence des visites que le procureur de la République doit effectuer dans les locaux de garde à vue de son ressort. L'Assemblée a aussi approuvé un amendement de M. Estrosi autorisant les parquets à faire appel des décisions d'acquittement. Les élus de droite ont, par ailleurs, voté une disposition de M. Dray prévoyant que le procureur de la République doit être prévenu « aussi rapidement que possible » – et non dans un délai de trois heures – des placements en garde à vue ordonnés par un officier de police judiciaire.

La majorité et l'opposition ont également adopté, de concert, l'amendement de François Colcombet (PS, Allier), qui précise les conditions dans lesquelles la réitération antérieure de délits autorise la détention provisoire. « Il s'agit de combattre le sentiment d'impunité en plaçant devant leurs responsabilités

les gens qui font un bras d'honneur aux institutions en sortant libres du commissariat », a expliqué M. Dray. « Je me réjouis de ce rappel à l'ordre, je vois qu'on peut arriver à des points de vue concordants tendant vers une reprise en main », a estimé Lionel Luca (non inscrit, Alpes-Maritimes).

En retenant un amendement d'André Gerin (PCF, Rhône) sur le droit au silence, M. Dray a obtenu le soutien du groupe communiste. La personne placée en garde à vue pourra se taire sans se faire notifier – comme le souhaitait l'opposition – que son attitude est susceptible « de lui porter préjudice dès lors qu'il existe une ou des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ». L'Assemblée a encore retenu, à l'unanimité, deux amendements relatifs aux procès d'assises. L'un permet au parquet de faire appel des décisions d'acquittement ; l'autre autorise la levée du huis clos dans les juridictions pour mineurs lorsque l'accusé a atteint sa majorité au moment du procès. Cette mesure devrait s'appliquer pour le troisième procès de Patrick Dils, au mois d'avril.

Elie Barth

L'Assemblée a modifié la loi sur les sondages

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, mercredi 23 janvier, le projet de loi autorisant la publication des sondages jusqu'au vendredi minuit précédant le jour d'une élection – qui a toujours lieu un dimanche. Seuls quelques députés de droite se sont abstenus pour protester contre l'interdiction de diffuser et de commenter la veille et le jour du scrutin des enquêtes d'opinion rendues publiques pendant la période légale. Cette disposition pourrait constituer un obstacle à une adoption conforme du texte au Sénat mais le gouvernement espère, malgré tout, le faire aboutir avant la suspension des travaux parlementaires, le 22 février. Le projet de loi a été élaboré au lendemain de l'arrêt de la Cour de cassation du 4 septembre 2001, qui a jugé la loi du 19 juillet 1977 sur les sondages contraire à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

Pierre Larrouturou candidat à l'élection présidentielle

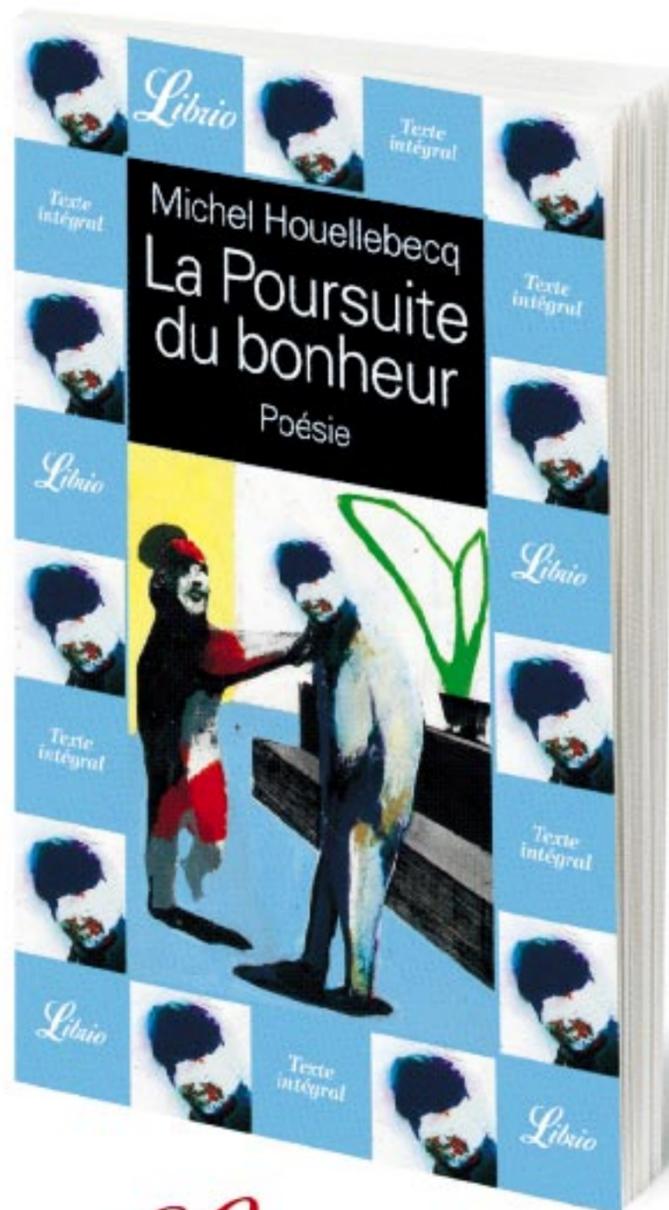
LE PROMOTEUR de la semaine de quatre jours, Pierre Larrouturou, annonce sa candidature à l'élection présidentielle dans deux entretiens accordés à L'Express et au Nouvel Observateur datés du 24-30 janvier. L'ancien militant du PS, très critique à l'égard du bilan de la gauche (Le Monde du 12 décembre 2001), estime, dans L'Express, que le candidat du PS à la présidentielle doit avoir « un vrai projet ». « Il faut plus d'audace ! », ajoute-t-il. M. Larrouturou raconte que le premier secrétaire du PS, François Hollande, lui a dit, pour « la huitième fois en quatre ans » : « Il faut que tu dînes avec [Lionel] Jospin pour l'aider à réfléchir ». « Nous nous prononcerons pour Jospin [au second tour] s'il reprend à son compte la loi d'initiative citoyenne [visant à étendre la pratique du référendum] et s'engage à annuler la dette des pays du Sud », déclare, par ailleurs, M. Larrouturou au Nouvel Observateur.

DÉPÊCHES

■ PRÉSIDENTIELLE : Jean-Pierre Chevènement invite Jacques Chirac et Lionel Jospin à débattre avec lui « plutôt que faire donner leurs lieutenants qui occupent la quasi-totalité du terrain ». Le candidat (MDC) à l'Élysée a estimé, mercredi sur France-Inter, que « les Français sont frustrés car ils sont privés de débat ». « Une campagne respectueuse des candidats met face à face des projets », a-t-il conclu.

■ TRANSPORTS : le ministre communiste des transports, Jean-Claude Gayssot, a estimé que le projet de libéralisation du transport ferroviaire de fret, adopté mercredi 23 janvier par la Commission européenne, est « totalement inacceptable ». Il s'y opposera « avec force » s'il est soumis au Conseil européen des ministres des transports.

LIBRIO 10F = 1,52 €
LE BONHEUR EST DANS LE PRIX
COURS-Y VITE, COURS-Y VITE...



Librio 1,52 €

LE MEILLEUR PRIX LITTÉRAIRE

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Les salafistes, membres d'UNE DES MOUVANCES LES PLUS EXTRÊMISTES de l'islamisme radical, sont de plus en plus visibles dans les banlieues de plusieurs villes de France. Leur prosélytisme, en Seine-

Saint-Denis notamment, fait l'objet d'une NOTE DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX qui ont placé cette mouvance sous surveillance depuis plusieurs années. Les policiers ont ainsi relevé les liens entre le

Groupe salafiste pour la prédication et le combat et le GIA algérien. Dans des MOSQUÉES DE LA RÉGION PARISIENNE, des prédications sont organisées avec des oulémas saoudiens. Les salafistes, bien qu'ils

refusent l'appellation de wahhabites, sont en effet directement inspirés par l'ISLAM RIGORISTE PRATIQUÉ EN ARABIE SAOUDITE. Ils sont très critiques envers les autres familles de l'islam radical.

L'essor des salafistes en banlieue inquiète policiers et musulmans

Le prosélytisme pratiqué par ces tenants d'un Islam rigoriste, influencé par les imams les plus radicaux d'Arabie saoudite, ne cesse de progresser, notamment parmi des jeunes désœuvrés. Les enquêteurs mettent en avant des risques de connexion avec des groupes terroristes

UNE SCÈNE étrange a eu lieu à la mosquée As-Salam d'Argenteuil, dans le Val-d'Oise, le 9 janvier en début de soirée. L'événement avait été annoncé par Internet, sur un forum musulman : « Cheikh Rabi Al-Madkhali donnera un cours par téléphone, mercredi à 19 heures, inch'Allah ». A l'heure dite, quatre cents jeunes venus de toute la région parisienne étaient rassemblés dans le lieu de culte, vêtus pour la plupart d'une djellaba. Assis sur les tapis, ils ont écouté en silence une prédication en arabe classique, diffusée par une sono déficiente et traduite par un membre de l'assemblée. De temps à autre, la liaison téléphonique était interrompue, obligeant les organisateurs à rappeler leur interlocuteur, un ouléma saoudien qui s'exprimait depuis La Mecque.

Mehdi et Khaled faisaient partie de l'assistance. Un peu méfiants, sur la défensive, ils acceptent de

parler de leur engagement religieux. Ils ont l'un et l'autre 29 ans et sont nés en France. Ils ne font pas de politique, expliquent-ils, mais ils suivent « le vrai islam », celui des salafs, littéralement des « prédécesseurs », c'est-à-dire des compagnons du prophète Mahomet et des deux générations qui leur ont succédé. Eux-mêmes se définissent comme « salafis » :

Des sites Internet pour chaque tendance

Internet est devenu l'outil privilégié d'une galaxie salafiste peu organisée, et surtout divisée par des querelles doctrinales. Une véritable guerre de fatwas (au sens d'avis juridiques) est lancée sur les forums et sur les sites musulmans. Les livres, les cassettes et les textes des oulémas saoudiens sont mis à contribution pour soutenir les thèses des uns et des autres.

En France, la mouvance salafiste se divise principalement en deux tendances. L'une se réclame du Saoudien Rabi al-Madkhali et condamne les écrits de Sayyid Qotb. Elle se défend de faire de la politique et prône l'obéissance aux gouvernements en place. Elle est représentée par les sites comme Al-Baida (www.al-baida.com) et « Mise en garde contre l'ignorance » (sounah.free.fr). L'autre tendance est celle des « qotbistes », représentée par des sites tels que boukhari.net.free.fr, et le site stcom.net, qui prône le djihad.

« Notre seul but est d'imiter le prophète, salut et bénédiction sur lui. »

Comme lui, ils se laissent pousser la barbe. Comme lui, ils portent le qamis (la djellaba) jusqu'à mi-hauteur du mollet. Comme lui, ils ne sortent pas sans un bâton de siwak, un bois abrasif qui sert à se nettoyer les dents. Ils calquent leur façon de vivre sur la Sunna, le vaste corpus qui rassemble les faits et

direts attribués au prophète (les hadiths).

Ils ne veulent pas qu'on les qualifie de wahhabites, et pourtant ils se réclament de l'islam rigoriste d'Ibn Taymiyya et d'Ibn Abdel-Wahhab, les inspireurs de la monarchie saoudienne. Parmi les savants contemporains, ils révèrent particulièrement Abdel Aziz Ben Baz, l'ancien grand mufti d'Arabie saoudite, mort en 1999, et Nasiraddin Al-Albani, un spécialiste des hadiths, mort lui aussi il y a un an. Aujourd'hui, leur référence est le cheikh saoudien Rabi Al-Madkhali. Celui-ci s'est illustré en publiant un livre hostile à Sayyid Qotb, le penseur le plus radical des Frères musulmans, qu'il accuse d'avoir dévié sur le dogme.

Mehdi et Khaled n'aiment pas beaucoup les ikhwan, les Frères musulmans : « Ce sont des politiques, ils mentent, ils ont une double face. » Ils n'aiment pas non plus le

Tabligh, le grand mouvement piétiste et missionnaire de l'islam. Ils l'accusent de bid'a, c'est-à-dire d'innovation blâmable. « Les tablighis sont des ignorants », tranchent-ils.

Les deux jeunes se défendent d'être des extrémistes. Ils rappellent que le nouveau grand mufti d'Arabie saoudite, Abdoulaziz Al-Cheikh, a condamné les attentats du 11 septembre. Ils admettent cependant que certains groupes radicaux, comme le Groupe salafiste de prédication et de combat (GSPC) et le Takfir, se réclament du salafisme. « Contrairement à nous, ils critiquent les gouvernements et prêche la révolte et la désobéissance. Ils considèrent que les autres musulmans sont des koufars, des impies. Un groupe de ce genre existe à Sartrouville, dans les Yvelines. Mais les plus radicaux partent en Angleterre, pour rejoindre le cheikh Abou Hamza, à Londres. »

Pour Mehdi et Khaled, ces groupes extrémistes ont dévié du véritable islam. Quant à eux, ils prônent l'obéissance aux pouvoirs publics. Mais leur souhait le plus cher est de faire la hijra, l'émigration : de quitter la France pour s'installer dans un pays musulman. Quand on leur demande pourquoi ils ne partent pas tout de suite, ils évoquent « des raisons privées ».

Mehdi a été l'un des premiers à suivre le minhaj salafi, la voie salafiste. Au début des années 1990, quelques prédicateurs influents ont lancé le mouvement. Cheikh Abdeladi à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine ; Cheikh Abdelkader à La Duchère, dans le 9^e arrondissement de Lyon. Mais c'est à partir de 1995 que le salafisme est devenu véritablement visible. Aujourd'hui, il est présent dans tou-

19 membres d'un réseau condamnés

Le 30 novembre 2000, le tribunal correctionnel de Paris a condamné 19 islamistes à des peines de prison allant de huit mois avec sursis à sept ans ferme pour leur participation à « une association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Accusés d'avoir fourni des armes, des voitures et des faux papiers au Groupe islamique armé (GIA) algérien, la plupart des prévenus étaient en outre soupçonnés d'appartenir à la branche européenne du Takfir wal-Hijra, ce mouvement extrémiste « qui a adhéré en 1999 à la mouvance internationaliste d'Oussama Ben Laden », comme l'a rappelé, au premier jour du procès, le juge Hervé Stéphan, sans que cet élément soit repris dans les réquisitions du procureur.

A l'audience, aucun d'entre eux n'a toutefois reconnu son appartenance à ce groupe présenté comme « sectaire, religieux et guerrier » par le chef de la section antiterroriste du parquet de Paris, Michel Debacq. Celui-ci avait à plusieurs reprises commenté les dénégations des prévenus en évoquant « le principe de base du Takfir, la dissimulation, par laquelle ses membres cachent aux mécréants la réalité de leur combat, le djihad ».

te l'agglomération parisienne, mais aussi à Roubaix, à Lyon, et dans plusieurs autres villes de province.

La mouvance salafiste regroupe un large éventail de tendances. La plus modérée est représentée par Aboubakr Al-Djazairi, un savant de Médine qui séjourne régulièrement en France et qui est l'auteur d'un livre intitulé *La Voie du musulman* (Ennour), devenu une sorte de catéchisme pour beaucoup de musulmans français. Les plus extrêmes se réclament du Takfir, un mouvement d'origine égyptienne dont le nom signifie « anathème ». Entre les deux, plusieurs factions se déchirent sur des querelles byzantines touchant au dogme musulman.

« Le salafisme est devenu le cancer de la communauté musulma-

ne ! », lance Abdelali Mamoun, imam à la régie Renault et habitant du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie (Yvelines). Selon lui, le mouvement recrute surtout parmi les « hittistes » de la banlieue, ces jeunes désœuvrés qu'on appelle ainsi, dans le vocabulaire algérien, parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire que de « tenir les murs » (hit en arabe).

« Contrairement aux autres organisations musulmanes, le salafisme ne demande aucun effort, à part un ritualisme rigide. Les jeunes qui s'en réclament ne font rien de la journée, et en plus ils se considèrent comme supérieurs aux autres musulmans ! », peste l'imam Mamoun. A

« Ma communauté se divisera en 73 sectes », aurait dit le Prophète

Mantes, les salafistes fréquentent la mosquée turque du centre commercial. Les femmes qui portent le niqab – la variante arabe du tchador iranien – y sont de plus en plus nombreuses.

Les salafistes ne gèrent pas de mosquée, à quelques exceptions près comme celle de La Duchère et la mosquée Tariq-Ibn-Zyad des Mureaux (Yvelines). Le plus souvent, ils jettent leur dévolu sur un lieu de culte dans lequel ils se rendent de plus en plus nombreux, jusqu'à ce que, lassés et gênés pour l'image de la mosquée, les propriétaires finissent par les en déloger. « Après le 11 septembre, les médias ont mis en cause les Frères musulmans et le Tabligh, s'étonne Hakim El-Ghissassi, directeur du magazine *La Médina*. Mais ils se sont trompés de cible : le vrai danger vient du salafisme... »

Moustapha Boukhateb est un musulman de Rouen, proche du Tabligh. Très pieux, il porte sur le front le « signe de la prosternation », une callosité acquise à force de prières. Lui non plus n'aime pas les salafis, qu'il appelle par dérision les « talafs », les égarés. « A Rouen, le Tabligh avait recruté une dizaine de jeunes, se souvient-il. Mais les vieux qui dirigent la mosquée les ont mis à l'écart. Ils ont été embrigadés par un salafi. » A chaque fois, la méthode est la même, raconte Moustapha. Les salafistes abordent les jeunes à la sortie de la mosquée. Ils leur expliquent qu'ils sont dans l'égarement. Ils citent le hadith des 73 sectes : « Ma communauté se divisera en 73 sectes, aurait dit le Prophète. Toutes iront en enfer à l'exception d'une seule : celle qui suivra ma voie et celle de mes compagnons. » Les salafistes affirment qu'ils sont la firqat an-najra, la « faction sauvée ». Moustapha Boukhateb estime que 80 % des salafistes viennent du Tabligh.

Le rêve ultime de tous les salafistes est d'aller étudier en Arabie saoudite. Abdelali Mamoun raconte qu'un représentant saoudien est venu un jour à la grande mosquée de Mantes proposer des bourses pour l'université de Médine : « Quatre-vingts jeunes voulaient s'inscrire ! Ils étaient tellement nombreux qu'il a fallu leur donner des numéros de passage. Mais la sélection a été très dure et seulement deux jeunes ont été retenus. » Selon Moustapha Boukhateb, qui y a séjourné, Médine est un chaudron de l'islamisme : « Ceux qui reviennent de là-bas sont complètement transformés. Ils ramènent des fatwas et des cassettes enregistrées par les cheikhs saoudiens les plus durs... »

De source diplomatique, il y aurait actuellement une cinquantaine de jeunes Français dans les universités de La Mecque et de Médine. Parmi eux, un tiers sont des convertis à l'islam.

Xavier Ternisien

LIBRIO 10F = 1,52€

L'AVARE PRÉFÈRE CAR ÇA PARAÎT MOINS CHER.

Librio 1,52€

LE MEILLEUR PRIX LITTÉRAIRE



Ancien grand mufti d'Arabie saoudite, mort en 1999, le cheikh Abdel Aziz Ben Baz est l'une des principales références du courant salafiste. Foncièrement rigoriste, il s'est toujours aligné sur les positions de la monarchie saoudienne. En 1990, l'Assemblée des oulémas, qu'il dirigeait, a cautionné le stationnement des troupes américaines en Arabie saoudite.

REUTERS

Les quatre principales familles de l'islam militant

► **Les Frères musulmans.** Mouvement fondé en Egypte, en 1928, par Hassan Al-Banna, il est devenu la matrice de tous les groupes se réclamant d'une lecture politique de l'islam. Reprenant la formule de leur fondateur - « le Coran est notre constitution » -, les Frères affirment que la réponse à tous les problèmes du monde musulman se trouve dans l'islam. Faute de pouvoir instaurer un Etat islamique, ils œuvrent à une islamisation « par le bas » de la société, par l'éducation et le travail social. Une partie des Frères musulmans s'est radicalisée sous l'effet de la répression nassérienne. C'est ainsi que Sayyid Qotb a rédigé en prison *Signes de piste*, devenu le bréviaire de l'islamisme.

En France, la mouvance Frères musulmans se divise en deux branches : l'Association des étudiants islamiques de France (AEIF), qui se rattache aux Frères musulmans syriens, et surtout l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), qui se rattache aux Frères musulmans égyptiens. L'UOIF contrôle plusieurs grandes mosquées, comme celle de Lille, et des associations satellites comme Jeunes musulmans de France (JMF) et Etudiants musulmans de France (EMF). Elle insiste sur le thème de la « citoyenneté » et se déclare favorable à la laïcité, moyennant des « aménagements ». L'universitaire suisse Tariq Ramadan, petit-fils de Hassan Al-Banna, est influent dans ce courant, bien qu'il démente tout lien officiel avec les Frères musulmans. Tous les ans, l'UOIF organise au printemps un grand rassemblement au Bourget.

► **Le Tabligh.** Le plus grand mouvement missionnaire de l'islam, fondé en Inde, en 1927, par Muhammad Ilyas. Surnommés les « Témoins de Jéhovah » de l'islam, ses adeptes appliquent une méthode de prosélytisme particulièrement efficace, le *khourouj*, ou la « sortie », qui consiste à faire du porte-à-porte dans un quartier, selon un plan préalablement établi, pour ramener les musulmans à la pratique religieuse.

Implanté en France depuis 1968, le Tabligh a joué un rôle déterminant dans la réislamisation des immigrés de la première génération, puis dans celle des jeunes beurs. Ses objectifs sont strictement religieux et il se tient à l'écart de tout engagement politique. Cependant, plusieurs spécialistes estiment que le mouvement a pu être détourné de ses buts et utilisé, malgré lui, comme un sas vers l'islam radical. Le Tabligh, dont le centre se trouve à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), est particulièrement présent en région parisienne, dans le Nord, à Marseille, à Mulhouse et à Dreux.

► **Le salafisme.** Comme les Frères musulmans, le salafisme prétend dépasser les quatre écoles traditionnelles du droit musulman (hanéfite, malékite, chaféite et hanbalite) pour retourner à la source première du Coran et de la Sunna. Son principal inspirateur est le cheikh Mohammed Ibn Abdel-Wahhab (mort en 1791), le théoricien d'un islam rigoriste et le maître à penser de la famille Ibn Saoud, qui règne aujourd'hui sur l'Arabie saoudite. Les salafistes sont en réalité des wahhabites, même s'ils récussent le terme. Selon Gilles Kepel (*Jihad*, Gallimard), ils

se divisent en deux groupes : les salafistes jihadistes, dont le chef est l'Egyptien Moustapha Kamel, dit Abou Hamza, réfugié à Londres et imam de la mosquée de Finsbury Park ; les salafistes dits « cheikhistes », qui ne se mêlent pas de politique, mais suivent à la lettre les avis (fatwas) des cheikhs saoudiens.

En France, la mouvance salafiste est en pleine expansion et recrute essentiellement auprès des mosquées du Tabligh. Peu structurée, elle est en outre divisée en plusieurs tendances, qui divergent sur le dogme (*aqida*) ou sur leurs auteurs de référence. Les salafistes critiquent les *tablighis*, les Frères musulmans et les mystiques soufis, qu'ils accusent respectivement d'innovation (*bid'a*), de polythéisme (*shirk*) et de panthéisme (*wadatoul woujoud*). Les plus radicaux d'entre eux jettent l'anathème (*takfir*) sur les autres musulmans.

Le takfirisme, un extrémisme sunnite

Le Takfir wal-Hijra (« anathème et exil ») est un mouvement extrémiste sunnite, fondé en 1971 par Choukri Mustapha, un Egyptien originaire d'Assiout et emprisonné par Nasser, qui a poussé jusqu'au bout les théories de Sayyid Qotb. L'idée centrale du Takfir, qui se désigne lui-même sous le nom de Jama'a al-muslimun (« association des musulmans »), est fondée sur l'excommunication de toute la société, au motif qu'elle n'est pas authentiquement musulmane. Les membres du Takfir se considèrent eux-mêmes comme les seuls vrais musulmans.

Le Takfir a enlevé et assassiné en 1977 le cheikh Dhahabi, ancien ministre des biens religieux du gouvernement égyptien. A la suite de cet acte, les membres du groupe ont été arrêtés et Choukri Mustapha pendu. En Algérie, selon Gilles Kepel, le GIA a progressivement basculé dans le takfirisme.

► **Les ahhaches.** Ce courant assez mystérieux, apparu au Liban au début des années 1980, est dénoncé par la plupart des musulmans comme une « secte malfaisante ». Son maître à penser est le cheikh Abdallah Al-Harari, dit Al-Habachi (l'Ethiopien). Très rigoristes sur le fond, les ahhaches se donnent une image d'ouverture en critiquant violemment les wahhabites et les Frères musulmans, qu'ils accusent d'intégrisme. Le mouvement est régulièrement soupçonné d'être manipulé par le gouvernement syrien.

Les ahhaches sont présents en France sous le nom d'Association des projets de bienfaisance islamique en France (Apbif). Ils sont implantés dans plusieurs villes comme Montpellier, Saint-Dizier, Narbonne, Lyon, Toulouse. Ils possèdent une mosquée à Paris, rue Cavé, dans le 18^e arrondissement. Dans les banlieues, ils cherchent à concurrencer l'influence des Frères musulmans et des salafistes. Le mouvement a connu une publicité inattendue avec l'affaire Mousaoui, puisque le frère aîné de Zacarias, Abd Samad, qui est intervenu à plusieurs reprises dans les médias, est un ahhache.

X. T.

Une note des renseignements généraux décrit la percée de la mouvance fondamentaliste en Seine-Saint-Denis

Le prosélytisme des extrémistes est suivi de près par les policiers, qui étudient depuis plusieurs années les ramifications internationales du Groupe salafiste pour la prédication et le combat

LE PROSÉLYTISME salafiste fait l'objet d'une étroite surveillance policière. Rassemblés en groupes très entreprenants, ces défenseurs d'un islam proche des origines sont soupçonnés d'alimenter des réseaux de pratiquants dont un petit nombre a rejoint les activistes radicaux du fondamentalisme musulman. Selon une note de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) du 26 décembre, « la mouvance salafiste est parvenue à effectuer une percée dans le département de Seine-Saint-Denis, depuis le début de l'année 2001, sous l'impulsion d'une poignée de militants » qui agit au sein d'une mosquée de Stains. Les RG attribuent ce résultat à l'action d'un résident d'un quartier sensible de la ville, qui a suivi une formation religieuse à l'institut Ibn-Séoud, à Nouakchott, en Mauritanie.

« Faisant preuve de charisme, il a séduit certains de ses coreligionnaires stanois, indique la note de renseignement, enthousiasmés par les prêches de l'intéressé à la mosquée de Stains. Le leader salafiste a attiré de nouveaux fidèles à la salle de prière, notamment des départe-

ments limitrophes. Le groupe a progressivement pris le contrôle de la salle de prière. » Le document des RG raconte la prise de pouvoir progressive des salafistes, qui les a conduits à écarter le président de la mosquée, auquel certains des fidèles restaient attachés. Selon les policiers, des oulémas (théologiens) salafistes venus du Moyen-Orient ont été conviés à venir prêcher à Stains. Et le groupe a pris une part active à l'organisation d'un séminaire salafiste en juillet 2001 à Aulnay.

DISTRIBUTION DE CASSETTES

Le prosélytisme prend souvent les mêmes formes, ont constaté les policiers. C'est à la sortie des mosquées que les salafistes entrent en contact avec les croyants pour tenter de les gagner à leur cause par la distribution d'écrits, voire de cassettes de prêches. Ainsi, la même note des RG relate l'apparition d'un nouveau groupe à Bondy autour de deux dirigeants qui ont cherché à prendre le contrôle de la salle de prière de la ville. En dépit d'efforts répétés, ces tentatives ne sont pas toujours couronnées de succès. Selon les policiers, des sala-

fistes auraient vainement essayé d'imposer leur présence à la mosquée de La Courneuve, l'un des plus grands lieux de prière du département. Ils ont été mis à l'écart par les autorités religieuses avec l'appui de la majorité des fidèles.

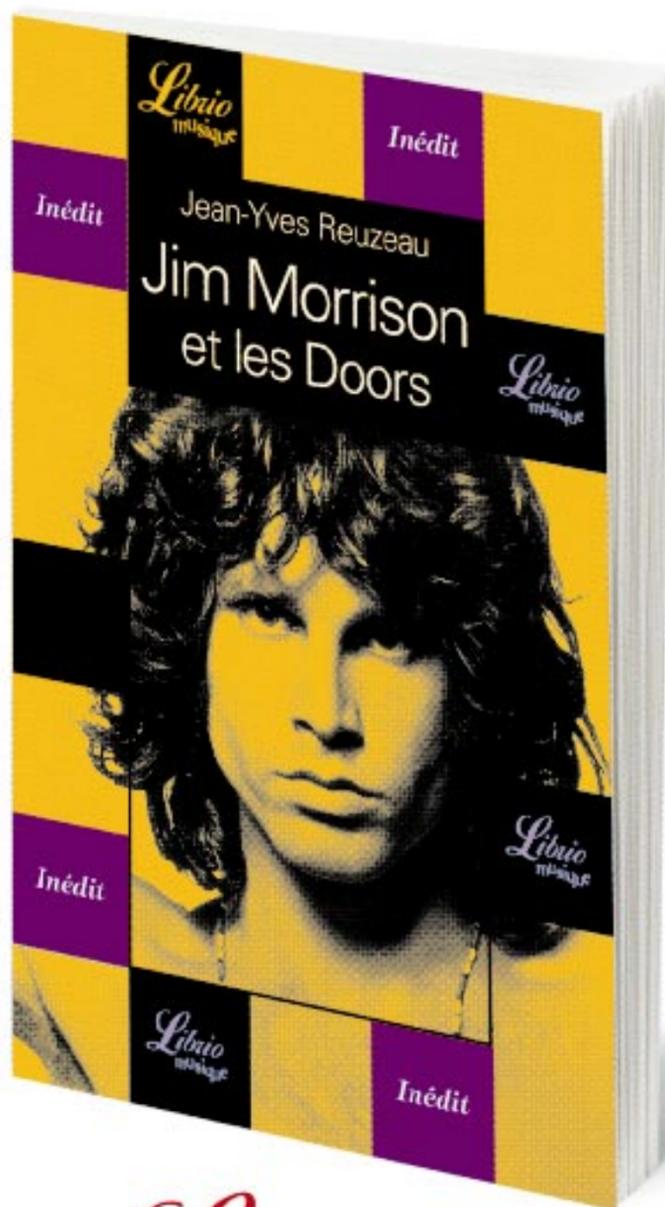
L'intérêt porté par les services de renseignement à cette mouvance fondamentaliste est déjà ancien. La direction de la surveillance de la territoire (DST) a prêté une attention particulière à ses activistes les plus radicaux, dans le suivi des événements en Algérie. Elle a ainsi consacré de multiples notes à la scission intervenue au sein des Groupes islamistes armés (GIA) à la fin des années 1990. Ceux-ci comptaient parmi les factions les plus radicales de la lutte contre le pouvoir à Alger. Leurs pratiques extrêmes, qui allaient jusqu'à des exécutions en masse dans des villages n'épargnant ni femmes, ni enfants, ni vieillards, avaient, pour partie, été à l'origine d'une dissidence. Celle-ci s'était rassemblée autour du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), fondé par l'émir Hassan Hattab, ex-diri-

geant des GIA au côté d'Antar Zouabri. Le chef militaire et religieux a été accusé à plusieurs reprises par la presse algérienne d'entretenir des liens étroits avec le milliardaire d'origine saoudienne Oussama Ben Laden, témoin du rapprochement du GSPC de la mouvance djihadiste.

El *Khabar*, un journal arabo-phon d'Alger, avait même affirmé, le 15 septembre, que Ben Laden était à l'origine de la création du GSPC. Celui-ci a également essaimé en Europe, implantant de petits groupes dans plusieurs pays. Le 4 avril 2000, la police italienne avait arrêté à Milan plusieurs personnes présentées comme les membres d'une cellule italienne proche de Ben Laden et liée au GSPC. Elles étaient soupçonnées d'avoir préparé un attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Rome. A Londres, les salafistes se sont notamment regroupés autour d'Abou Hamza, prédicateur dans une mosquée fréquentée occasionnellement par des Français et qui, selon la DST, s'était félicité des attentats du 11 septembre.

Pascal Ceaux

LIBRIO 10F = 1,52€
AVEC LES DOORS, ON NE JETTE PAS
L'ARGENT PAR LES FENÊTRES.



Librio 1,52€

LE MEILLEUR PRIX LITTÉRAIRE

La cour d'appel de Versailles annule la totalité de la procédure sur l'affaire des Irlandais de Vincennes

Vingt ans après les faits et au terme d'une longue série de dysfonctionnements, les magistrats estiment que le juge d'instruction était « incompétent » et déclarent irrecevable la plainte déposée en 1992

LA MALÉDICTION judiciaire qui semble peser sur l'affaire des Irlandais de Vincennes s'est de nouveau manifestée, de manière spectaculaire, mercredi 23 janvier. La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Versailles a annulé la totalité de la procédure qui avait abouti à la mise en examen pour « atteinte à la liberté individuelle », le 4 avril 2001, de l'ex-capitaine Paul Barril, accusé d'avoir déposé des armes et des explosifs chez des nationalistes irlandais afin de légitimer leur arrestation, en août 1982. La cour d'appel a estimé que le juge versaillais, Yves Madre, était « incompétent » pour instruire cette affaire, du fait de l'irrecevabilité de la plainte avec constitution de partie civile déposée par les trois Irlandais en 1992, dix ans après leur interpellation controversée.

« La cour d'appel a logiquement sanctionné un dossier qui s'apparentait à une fumisterie totale. Ainsi, le seul accusateur de Paul Barril, Bernard Jégat, est décédé il y a sept ans », a commenté M^e Jacques Vergès, l'avocat de M. Barril, qui avait déposé la requête en nullité examinée par la cour d'appel. M^e Vergès s'est interrogé sur le fait qu'il ait « fallu attendre dix ans pour que l'on découvre que le déclenchement de la procédure s'était effectué de manière irrégulière. C'était pour-

tant très facile à détecter », a-t-il ajouté. Interrogé par *Le Monde*, Paul Barril, qui était la seule personne poursuivie dans ce dossier, a affirmé que « cette décision prouvait que les Irlandais étaient de vrais terroristes, comme [il l'a] toujours soutenu ». M. Barril a ajouté qu'il n'aurait « de toute façon pas redouté un éventuel procès qui n'aurait fait que confirmer [qu'il] n'avait pas déposé d'armes » dans l'appartement des militants nationalistes.

De son côté, M^e Antoine Comte, l'avocat des trois Irlandais, s'est dit « stupéfait » de l'arrêt de la chambre de l'instruction. « Jusqu'au bout, tous les efforts auront été déployés pour que cette affaire ne sorte pas », s'est-il insurgé. « Le système démocratique français se montre tout simplement incapable de sanctionner une affaire d'Etat », a déploré M^e Comte.

L'avocat a indiqué au *Monde* qu'il allait « encourager » ses clients à former un pourvoi devant la Cour de cassation. « Je crains cependant qu'ils me répondent que cette comédie judiciaire a assez duré ». L'avocat de Jean-Michel Beau – le gendarme qui fut le premier à dénoncer à la justice la manipulation de Vincennes et qui était « témoin assisté » dans la procédure –, M^e Jean-Yves Dupeux, a souli-

gné quant à lui que son client, « le seul dans cette affaire à adopter une attitude droite, digne et loyale », restera « aussi le seul à avoir été sanctionné par la justice ». M^e Dupeux voit dans l'arrêt de la chambre de l'instruction « l'ultime grand dysfonctionnement de cette affaire des Irlandais de Vincennes qui n'en a pas manqué ».

Pour justifier l'annulation de la procédure, la cour d'appel a estimé que le juge de Versailles, Yves



« Je n'aurais pas redouté un éventuel procès »

PAUL BARRIL

Madre, avait été désigné irrégulièrement. Déposée le 3 août 1992 au tribunal de Créteil (Val-de-Marne) – compétent puisque les faits s'étaient déroulés à Vincennes – la plainte des Irlandais avait été dépaycée, le 2 septembre 1992, au tribunal de Versailles, en vertu du privilège de juridiction – un préfet, en l'occurrence l'ancien chef de la cellule antiterroriste de l'Elysée, Christian Prouteau, pouvant être impliqué. Le 7 novembre, les Irlandais s'étaient donc constitués partie civile auprès du doyen des juges

Vingt ans de rebondissements

● **28 août 1982** : Mary Reid, Stephen King et Michael Plunkett, trois militants d'une organisation clandestine irlandaise, l'Irish National Liberation Army (INLA), sont arrêtés et leur appartement de Vincennes (Val-de-Marne) perquisitionné, à l'initiative de la cellule antiterroriste de l'Elysée, à laquelle appartient Paul Barril. Des armes et des explosifs sont découverts sur place.

● **1^{er} février 1983** : *Le Monde* révèle que la perquisition est entachée de nombreuses irrégularités. Le 5 octobre 1983, les poursuites visant les Irlandais sont annulées.

● **Octobre 1985** : Bernard Jégat – un ami des Irlandais qui avait fait part en 1982 à Paul Barril de ses soupçons les concernant – accuse Paul Barril d'avoir apporté les armes et l'explosif saisis dans l'appartement de Vincennes. Bernard Jégat affirma à la DST qu'il les avait remis lui-même au

capitaine. Ses déclarations entraîneront, en 1987, des poursuites pour « subornation de témoins » contre le chef de la cellule de l'Elysée, Christian Prouteau, soupçonné d'avoir incité les gendarmes à cacher la vérité à la justice. M. Prouteau sera condamné pour ces faits en septembre 1991 à une peine de quinze mois de prison avec sursis, puis relaxé l'année suivante par la cour d'appel de Paris. Paradoxalement, le lieutenant-colonel Jean-Michel Beau, qui fut le premier à dénoncer les faits à la justice après avoir découvert le montage auquel la perquisition avait donné lieu, sera condamné définitivement par la cour d'appel. Bernard Jégat, également condamné à quinze mois de prison avec sursis, est cependant dispensé de peine.

● **août 1992** : Quelques jours avant que la prescription n'entraîne le classement définitif du dossier, deux

des Irlandais déposent plainte contre X pour « atteinte à la liberté ». L'instruction est confiée au juge Yves Madre, du tribunal de Versailles (Yvelines).

● **Février 1995** : Bernard Jégat meurt, à l'âge de 45 ans.

● **28 novembre 1995** : la Cour de cassation confirme la décision du tribunal correctionnel de Paris relaxant *Le Monde* des poursuites engagées à son encontre par M. Barril, confirmant de facto la responsabilité de ce dernier dans le montage de Vincennes. « La preuve de la vérité des faits diffamatoires est rapportée », estiment les juges.

● **4 avril 2001** : Paul Barril est mis en examen par le juge Madre pour « atteinte à la liberté individuelle ». Le 29 août, le magistrat clôture son instruction.

● **23 janvier 2002** : la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Versailles (Yvelines) annule l'ensemble de la procédure.

Fabrice Lhomme

Les syndicats d'enseignants appellent à une journée de grève unitaire

Ils réclament des moyens en termes d'emplois

DU TEMPS et des moyens. L'ensemble des enseignants de la maternelle à l'université était appelé à faire grève et à manifester, jeudi 24 janvier, pour exiger du gouvernement qu'il ouvre des négociations sur la création d'emplois et l'amélioration de leurs conditions de travail. Lancé par les cinq principales fédérations syndicales de l'enseignement (FSU, UNSA-éducation, SGEN-CFDT, FERC-CGT et FAEN), le mouvement devait toucher l'ensemble du secteur éducatif ainsi que la recherche publique, l'enseignement agricole et la jeunesse et les sports.

Des syndicats de l'enseignement privé se sont joints au mouvement. Dans le primaire, où les enseignants signalent à l'avance leur intention de faire grève, le principal syndicat (SNUipp-FSU) estimait, mercredi 23 janvier, que le taux de grévistes prévisible devait varier entre 20 % et 85 %, selon les départements.

SEUIL DE 1 600 HEURES

Au cœur des revendications figure l'obtention de moyens nouveaux. « On ne pourra pas faire évoluer le service public s'il n'y a pas des moyens en termes d'emplois »,

Luc Bronner

affirme ainsi Gérard Aschiéri, secrétaire général de la FSU. Figure également la demande d'une réduction du temps de travail – que les syndicats veulent lier avec une « évolution du métier » enseignant. « On ne demande pas une réduction arithmétique pour les enseignants, mais au moins l'ouverture de négociations », souligne Jean-Luc Villeneuve, secrétaire général du SGEN-CFDT. La précédente grève, lancée par la seule FSU, avait rassemblé 23 % des enseignants, selon l'administration, 40 à 50 % selon les syndicats.

Jusqu'à présent, notent les fédérations, le ministère de l'éducation leur a opposé « une fin de non-recevoir » quant à leurs revendications. La Rue de Grenelle estime en effet que le temps de travail annuel des enseignants est inférieur à 1 600 heures, seuil d'ouverture de négociations fixé par le gouvernement (*Le Monde* du 12 décembre 2001). Les personnels non enseignants (Atoss), pour lesquels un accord de RTT a été signé en octobre 2001, manifesteront également, pour obtenir une amélioration de leurs conditions de travail.

Le cyclone Dina provoque de gros dégâts à la Réunion

LE CYCLONE DINA a provoqué de sérieux dégâts mardi 22 janvier sur l'île de la Réunion, qui nécessiteront un effort de reconstruction « de très grande ampleur », selon le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Christian Paul. Les pluies et les vents, qui ont parfois dépassé les 250 km/h, ont sérieusement endommagé les routes, les réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, les habitations et les cultures. Le cyclone n'a fait aucune victime directe, mais, selon Météo-France, « plusieurs personnes sont décédées » du fait de l'impossibilité d'être assistés pendant la tempête. Le premier ministre Lionel Jospin a exprimé « toute sa sympathie » à la population, le président de la République Jacques Chirac a fait part de « soutien, du réconfort et de la pleine solidarité de la nation » et des secours ont été envoyés sur place.

Effets « limités » des essais nucléaires selon un rapport parlementaire

LES ESSAIS nucléaires menés par la France entre 1960 et 1996, dans le Sahara puis en Polynésie, ont eu des effets « limités » sur l'environnement et la santé, en tout cas « dérisoires » en comparaison de ceux menés par les Etats-Unis et l'URSS, selon un rapport parlementaire publié mercredi 23 janvier. Ces essais – 210 au total d'abord atmosphériques puis souterrains – « ne se sont pas réalisés sans altérer l'environnement des sites utilisés et sans prendre de risques humains », souligne le document de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, une commission composée de députés et de sénateurs. « On peut toutefois considérer que ces effets ont été limités, même si, quarante ans plus tard, des hommes se plaignent d'hypothétiques effets sur leur santé », ajoute l'Office. Des vétérans des essais, au Sahara et dans le Pacifique, réunis dans deux associations affirment avoir été irradiés (*Le Monde* du 24 janvier).

La condamnation d'Henry Chabert confirmée en appel

LA COUR D'APPEL de Lyon a confirmé, mercredi 23 janvier, la condamnation du député de la deuxième circonscription du Rhône, Henry Chabert, à une peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et deux ans d'ingélibilité. Le député, absent à la lecture de la décision, avait été condamné le 2 février 2001 par le tribunal de grande instance de Lyon pour avoir accepté les largesses d'une entreprise du BTP pour la rénovation de sa résidence secondaire dans la Drôme. Les juges du second degré ont réduit l'amende infligée de 15 245 à 10 000 euros.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : l'avocat général a demandé, mercredi 23 janvier, à la Cour de cassation de rejeter le pourvoi de José Bové, contre sa condamnation à trois mois de prison ferme. La Cour a fixé au 6 février la date de sa décision. L'éventualité du rejet des pourvois de M. Bové, qui provoquerait l'emprisonnement du dirigeant de la Confédération paysanne, s'est précisée lorsque l'avocat général Jean-Yves Launay a soutenu que les arguments de M. Bové n'étaient pas de nature à provoquer une cassation. José Bové, 48 ans, conteste sa condamnation à trois mois d'emprisonnement ferme pour le « démontage » du restaurant Mc Donald's de Millau (Aveyron), le 12 août 1999, et à 916 euros d'amende pour la séquestration, durant une demi-heure, de trois fonctionnaires du ministère de l'agriculture, lors d'une manifestation à Rodez, en mars 1999.

■ **LOGEMENT** : des familles maliennes mal logées de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) ont obtenu le soutien du maire, Jean-François Voguet (PCF), qui a demandé à la secrétaire d'Etat au logement « d'intervenir de toute urgence » en leur faveur. Depuis 1989, ces huit familles, qui comptent une trentaine d'enfants, occupent un immeuble privé vétuste de quatre étages et vivent dans des conditions particulièrement insalubres.

■ **DOUBLE PEINE** : des cinéastes, chorégraphes, artistes et danseurs hip-hop ont lancé, mercredi 23 janvier, un appel au gouvernement afin que Bouba, jeune danseur hip-hop tunisien qui a toujours vécu en France, puisse rester sur le territoire français. Réunies à la mairie du 2^e arrondissement de Paris, sous la houlette du maire Vert, Jacques Boutault, et du collectif contre la double peine, 1 500 personnes ont signé une pétition demandant que « Bouba reste ».

Acacio Pereira

La justice cherche un mobile au meurtrier d'un jeune caïd

« C'était la terreur du quartier », affirment les quatre accusés, originaires de Bron (Rhône)



PROCÈS
Cour
d'assises
de l'Isère

GRENOBLE (Isère)
de notre envoyé spécial

Une ombre plane depuis le lundi 21 janvier sur la cour d'assises de l'Isère. L'ombre d'un jeune homme de 21 ans, mort, une nuit de novembre 1998, le corps lardé de quatre-vingts coups de couteau et jeté, comme un vulgaire pantin, dans le puits d'une maison en ruine de Luzinay, dans les environs de Vienne (Isère). Son cadavre putréfié n'a été retrouvé que quatre mois plus tard, le 13 mars 1999, presque par hasard. Dans la foulée, ses meurtriers présumés, âgés aujourd'hui de 22 à 23 ans, ont été appréhendés : quatre jeunes hommes originaires des Essarts, un quartier plutôt tranquille de Bron (Rhône), où la victime avait passé une grande partie de son adolescence. Florent N'Guyen et Grégory Sève, qui ont reconnu être les auteurs des coups de couteau, doivent répondre d'« assassinat » devant la cour d'assises. Yannick Hadjadj et Issam Frihi sont poursuivis pour « complicité ». Un cinquième comparse, Gilbert Rosati, comparait libre pour le délit de « non-dénonciation de crime ».

Rarement une audience criminelle sera autant intéressée à la personnalité d'une victime. Et pour cause : elle constitue, selon les accusés, le mobile unique de leur acte. « Yassine, c'était la terreur du quartier, explique, d'une voix à peine audible, Florent N'Guyen. Il me persécu-

rait, il insultait tout le monde. Il se moquait de nous, il nous rackettait, il nous rabaisait, et si on avait le malheur de se rebeller, il frappait. » « Une fois, il a voulu qu'on se batte, se souvient Grégory Sève. Il a sorti une bombe lacrymogène, j'ai sorti un couteau. Alors il a pris un cutter et m'a donné plusieurs coups au visage. J'étais plein de sang, je me suis mis à courir et il m'a poursuivi en criant : "Je vais te crever." J'avais très peur de lui, pourtant je suis plus grand physiquement, mais quand il vous menaçait vous le preniez au sérieux. »

S'ils ont décidé de « lui faire la peau », c'est donc, disent-ils, parce qu'ils ne supportaient plus cette situation. Au cours d'une conversation dans une cave du quartier, les quatre jeunes hommes auraient décidé de mettre au point un plan pour se débarrasser définitivement de leur persécuteur. Ils envisagent d'abord de déposer son corps dans un tonneau rempli de ciment frais, avant de le découper en morceaux pour le jeter dans une rivière. Trois sacs de ciment ont été achetés à cet effet, mais ils seront volés avant de pouvoir être utilisés. C'est alors qu'ils décident de faire disparaître le cadavre dans un puits.

Le 20 novembre 1998, la future victime tombe dans un véritable guet-apens. Sous prétexte d'aller dérober des ordinateurs portables qui seraient entreposés dans la maison de Luzinay, Issam Frihi, le seul de la bande en qui Yassine Mana avait confiance, persuade celui-ci de s'y rendre avec eux. Le drame se noue ce soir-là.

A l'audience, Issam Frihi minimi-

se sa participation au crime : « Je n'avais pas de problème avec Yassine, je n'avais aucune raison de m'en prendre à lui. Quand ils m'ont parlé de le tuer, j'ai pris ça pour une plaisanterie. » Mais ses explications ne convainquent personne dans le prétoire. « C'est vous qui avez attiré la victime dans ce guet-apens, lance l'avocat général, Alain Vivier. C'est votre voiture qui est utilisée dans tous les déplacements, et vous voulez nous faire croire que vous ne saviez pas ce qui se passait ? »

« PAS UN ENFANT DE CHÈVRE »

En affirmant qu'il n'avait aucune raison d'attenter à la vie d'un ancien copain de classe, Issam Frihi fait tomber de lui-même le mobile fallacieux mis en avant par les accusés. Quelle raison en effet avait-il de participer à cette virée macabre ? Quelle raison avait Yannick Hadjadj ? « Je n'avais pas une grande sympathie pour Yassine, et c'était réciproque, mais je pouvais m'opposer à lui, reconnaît-il devant la cour. Quand on avait une altercation, on se battait, et c'était fini. »

Le mobile est d'autant moins plausible que Yassine n'était peut-être pas la « terreur » décrite par les accusés. « C'était pas le caïd du quartier, et les Essarts, c'était pas le Bronx », assure Farid, qui fut pendant plusieurs années animateur social à Bron. « C'était un bon copain, on allait à la pêche tous les week-end ensemble, et je n'ai jamais eu de problèmes avec lui, confirme Nicolas, un ami de la victime. Quand on se disputait, c'était seulement pour des histoires de poissons. » L'accusation et la famille Mana

La restructuration des Hospices civils de Lyon va libérer des terrains dans le centre-ville

A l'occasion du bicentenaire de cet établissement, un des premiers employeurs de Rhône-Alpes, les responsables lyonnais poursuivent une grande réorganisation du système des soins

LYON

de notre correspondante

Comme la Croix-Rousse, les Hospices civils de Lyon (HCL) sont des symboles de l'histoire de la ville. Le bicentenaire de cette institution, reconnu « *célébration nationale* », va donner l'occasion d'effeuiller cette histoire riche, à travers expositions et colloques, mais surtout de construire son avenir. Car l'anniversaire des HCL sera marqué par une profonde restructuration de leur organisation.

Avec 5 786 lits, les HCL accueillent 200 000 patients chaque année et 1 million de consultants. Le budget dépasse le milliard d'euros, presque autant que celui de la Communauté urbaine. En deux siècles, les Hospices civils de Lyon sont devenus une institution dont l'importance dépasse largement le cadre de la communauté hospitalière. Souvent présentés comme un Etat dans l'Etat, les HCL nourrissent cependant avec la cité « *un lien intime* », selon l'expression du maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, qui préside le conseil d'administration des HCL.

Entre 1802 et 1976, les HCL s'étaient inexorablement agrandis avec le rattachement ou la construction de dix-huit entités. Aujourd'hui, l'institution est engagée dans un processus de restructuration, autour de trois pôles géographiques, destiné à rationaliser les activités médicales.

Un gros propriétaire foncier

Deuxième centre hospitalier universitaire français, les Hospices civils de Lyon sont, avec plus de 20 000 employés, l'un des principaux employeurs de la région Rhône-Alpes, devant l'entreprise Renault Véhicules Industriels (RVI). Ils sont aussi l'un des plus grands propriétaires fonciers de Lyon, avec 57 hectares en zone urbaine, mais aussi des propriétés dans toute la France : 1 289 hectares de terrain forestier, comme la forêt de Breteuil dans l'Eure, 357 de terrains agricoles et 6 de terres viticoles dans le Beaujolais, grâce auxquels ils produisent un vin classé AOC Beaujolais village.

Une institution qui a contribué à donner à la cité son image de capitale médicale

Une histoire riche, de Rabelais à Alexis Carrel

LYON

de notre correspondante

C'est un arrêté du ministre de l'intérieur de Bonaparte, Jean-Antoine Chaptal, qui a créé, le 18 janvier 1802, les Hospices civils de Lyon (HCL). Ceux-ci sont nés de la réunion de l'Hôtel-Dieu et de l'hôpital de la Charité, deux établissements situés à proximité de la place Bellecour, au cœur de la presqu'île, qui accueillaient 2 500 lits. Si l'hôpital de la Charité a été détruit en 1993 pour financer la construction de l'hôpital Edouard-Herriot, l'Hôtel-Dieu continue, lui, d'être le « navire amiral » des HCL, selon l'expression de René Mornex, le coordinateur du bicentenaire.

Pour édifier l'Hôtel-Dieu, l'architecte Soufflot s'était inspiré de l'architecture italienne, créant le fameux dôme, autrefois chapelle des malades. Conçu comme une hotte, directement en prise avec les salles des malades, ce dôme, aujourd'hui fermé, devait servir de cheminée d'aération pour éviter la propagation des virus. Exceptionnellement, les Lyonnais pourront visiter ce site, d'habitude ouvert seulement à l'occasion des Journées du patrimoine.

Les Lyonnais s'enorgueillissent du passage dans cet établissement de François Rabelais, même si ce dernier n'y est en fait resté que deux petites années. Lors de son séjour, il fut l'un des correcteurs du premier imprimeur Sébastien Gryphe. Et c'est chez l'imprimeur lyonnais Claude Noury qu'il publia en 1552 *Pantagruel*. « *Dès le début du*

La réputation de la médecine lyonnaise et la qualité architecturale du patrimoine immobilier des HCL ont beaucoup contribué à leur notoriété. L'Hôtel-Dieu, par exemple, construit en partie par l'architecte Soufflot, et dont l'imposante façade de 325 mètres borde majestueusement le Rhône, est un des fleurons de l'architecture lyonnaise. Mais les HCL reflètent aussi l'histoire politique et sociologique de la capitale des Gaules. Les médecins ont longtemps joué un rôle important dans les rangs de la bourgeoisie et de l'élite lyonnaises ainsi que dans les coulisses du pouvoir municipal. Au XIX^e siècle, six médecins se sont succédé à la mairie centrale. Deux d'entre eux issus de l'hôpital de l'Antiquaille se sont opposés : élu en 1881, le docteur Antoine Gailleton, radical, a été remplacé en 1900 par le chirurgien Victor Augagneur, qui fut le dernier maire socialiste de Lyon, jusqu'à l'arrivée de Gérard Collomb en mars 2001.

Le projet de réorganisation des HCL, qui devrait être mis en œuvre par l'actuelle municipalité, a été adopté il y a plus de dix ans. C'est Michel Noir qui proposa, en décembre 1991, une vaste restructuration des Hospices, autour de trois pôles géographiques. A l'est, l'hôpital Edouard-Herriot, l'hôpital de neuro-cardiologie et le futur hôpital pédiatrique, gynécologique et obstétrical, surnommé l'« hôpital mère-enfant » ; au nord, l'hôpital de la Croix-Rousse, dont la rénovation a été confiée à l'architecte Christian de Portzamparc ; enfin, au sud de l'agglomération, le centre hospitalier Lyon-Sud. Cette restructuration va entraîner, dès cette année, la fermeture partielle ou totale des sites de l'Antiquaille, de Debrousse, et en 2006 de l'Hôtel-Dieu.

L'idée maîtresse de ce schéma tri-polaire consiste à mettre fin à la dispersion géographique très coûteuse des sites et à des structures pavillonnaires désuètes et exigeantes en moyens. L'objectif est aussi de s'armer face à une concurrence privée, notamment catholique, en pleine expansion. Près de 200 000 mètres carrés vont être construits et le tiers des HCL sera rénové pour un investissement de

460 milliards d'euros. Le ministère de la santé apporte 11,89 millions d'euros, sous forme d'un prêt relais.

Critiqué par le leader de l'opposition de l'époque, Gérard Collomb, et une partie des syndicats, le schéma directeur de M. Noir fut adopté, le 28 février 1992, par le conseil d'administration des HCL. A son arrivée, en 1995, Raymond Barre (app. UDF), souhaitant conforter l'image internationale de Lyon à partir du domaine de la santé et des sciences de la vie, décide de poursuivre ce plan de rénovation et y apporte 500 millions de francs (76,22 millions d'euros) sur les budgets de la ville et de la Communauté urbaine.

« ENJEUX CONSIDÉRABLES »

La nouvelle municipalité entend poursuivre cette politique en réintégrant dans le projet de modernisation des HCL l'hôpital Edouard-Herriot, le plus important de Lyon, dont la délocalisation avait été évoquée, puis abandonnée. Situé en centre-ville, ce gigantesque ensemble pavillonnaire de 1 200 lits, construit sur les plans de l'architecte Tony Garnier à l'image de la Salpê-

trière à Paris, et achevé en 1933, devrait finalement être restructuré à partir de 2007.

« *La bonne santé de notre ville passe par la bonne santé des HCL*, déclare M. Collomb. *Les enjeux de cette petite révolution des HCL sont considérables. Ce sont autant de défis urbains à relever.* » Il reste, en effet, à définir ce que deviendront les sites libérés, qui sont autant de lieux idéalement placés. L'Hôtel-Dieu, dont l'essentiel de la surface sera disponible en 2006-2007, devrait conserver une activité ambulatoire, afin de maintenir une offre de soins dans le centre-ville. Charles Millon (DLC), ancien challenger de M. Collomb et ancien président de la région Rhône-Alpes, avait proposé d'y installer le siège du conseil régional. D'autres rêvent d'en faire un musée. Le site de l'Antiquaille, placé sur la colline de Fourvière, disponible dès 2003, pourrait avoir une vocation touristique et accueillir un hôtel de luxe, puisque l'hypothèse du transfert de l'Ecole des beaux-arts dans l'ancien hôpital a finalement été écartée. Mais rien n'est encore arrêté.

Sophie Landrin

Tests de sécurité au tunnel du Mont-Blanc

LES TESTS de sécurité préalables à la réouverture du tunnel du Mont-Blanc devraient commencer samedi 26 janvier et dureront jusqu'au lundi 4 février. Si les résultats de ces essais, qui sont assurés par les services publics français et italiens, se révèlent satisfaisants, la circulation des voitures devrait être autorisée, sans doute dans les jours qui suivront. Pour les camions, elle devrait être plus tardive. En attendant, les transporteurs routiers s'impatientent : mercredi 23 janvier, les routiers Italiens ont bloqué le trafic à plusieurs postes-frontière pour réclamer une réouverture rapide du tunnel du Mont-Blanc. Par ailleurs, le conseil des ministres du 23 janvier a adopté un projet de loi approuvant l'accord franco-italien relatif au contrôle de la circulation aussi bien dans le tunnel du Mont-Blanc que dans celui du Fréjus. Désormais, les gendarmes français et italiens pourront intervenir à chacune des sorties des tunnels, y compris sur le territoire de l'autre Etat.

DÉPÊCHES

■ **ILE-DE-FRANCE** : Jean-Paul Huchon, président (PS) de la région Ile-de-France, qui dispose d'une majorité relative, a engagé, mercredi 23 janvier, la procédure du 49.3 pour obtenir l'adoption automatique du budget du conseil régional (2,630 millions d'euros), malgré le vote négatif de la droite et de l'extrême droite.

■ **BRETAGNE** : le budget primitif du conseil régional de Bretagne (642 millions d'euros) a été rejeté, lundi 21 janvier, par 43 voix contre 40. Les socialistes qui, jusqu'à présent, s'abstenaient au nom d'un « pacte républicain » et en échange de quelques concessions de la majorité relative (RPR-UDF) du président Josselin de Rohan (RPR), ont voté contre. - (Corresp.)

■ **AQUITAINE** : chefs d'entreprise, élus et responsables économiques d'Aquitaine ont réclamé, lundi 21 janvier, une accélération de la liaison ferroviaire à grande vitesse entre Paris et Bordeaux ainsi qu'entre cette ville et la frontière espagnole. (Corresp.)

■ **RÉGIONS** : Alain Vern, président (PS) de la région Haute-Normandie, a été désigné, mercredi 23 janvier, président de l'Association des régions de France ; il succède à Jean-Pierre Raffarin, président (DL) de la région Poitou-Charentes.

LIBRIO 10F = 1,52€
C'EST BEAU L'ÉGALITÉ.

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN
Anthologie proposée par Jean-Jacques Gandini

Librio

1,52€

LE MEILLEUR PRIX LITTÉRAIRE



STEVE LUNCKER

Titeuf, écolier naïf, ronchon, blagueur et sensible aux peurs de l'époque, est devenu, en huit albums, le héros d'une BD culte. Son créateur, Zep, lui ressemble un peu. Portraits

ZEP, PÈRE COMBLÉ DE TITEUF

Il doit avoir une dizaine d'années. L'âge des pitreries de fond de classe. Il est blond, comme Tintin. Pas bien grand, comme Astérix. Et plutôt maigrichon, comme Spirou. Mais ses aventures n'en feront jamais un héros sans failles ni défauts. Titeuf est plus modestement le fils de son époque : il a des baskets rouges et des zéros en maths ; il n'aime pas l'injustice, les épinards et les « sandales à doigts de pied apparents ». L'univers des adultes l'attire. Surtout les « gros nichons » des « filles à poil ». Sa vie est faite de surprises (« trop mortel ! »), de colères (« c'est pô juste ! ») et aussi d'amour (platonique) pour la jolie Nadia. Du coup, sa scolarité en souffre. « Faudrait savoir, objecte l'intéressé... Ils disent que l'école c'est pour s'épanouir dans la tête... Mais si on nous bourre le cerveau avec des formules de maths et des batailles historiques, y a plus de place pour nous épanouir les neurones... C'est vrai, quoi ! Lâchez-nous le slip ! » Ainsi parle Titeuf. Ainsi l'adorent les gamins de France.

L'engouement confine au phénomène de société. Sur la seule année 2001, les huit albums de la série se sont vendus à 1,3 million d'exemplaires ; sans compter le *Guide du zizi sexuel* (plus de 250 000), un livret éducatif destiné aux 9-13 ans. En novembre 2001, le nom de Titeuf apparaissait neuf fois dans le classement mensuel des quarante meilleures ventes de livres en France, tous genres confondus. Pour le prochain album, programmé en août, les éditions Glénat annoncent un tirage d'un million d'exemplaires. Côté produits dérivés, le gamin à la mèche blonde rafle déjà la mise. Il est partout : à la télévision, en jeu de Gameboy, sur des verres, des cahiers, des agendas, peut-être un jour au cinéma... C'est aussi un citoyen du monde, mobilisé contre les mines antipersonnel au profit de l'association Handicap International.

Bref, voilà bien un héros « overmégamortel ». Mieux : « mégagénialtop » ! Dans son univers de fiction, Titeuf a un papa attachant mais irascible. Rien à voir, donc, avec son père de chair et d'os, Philippe Chappuis, alias Zep. A 34 ans, ce dessinateur suisse a le sourire facile des enfants de la BD. La douceur de sa voix dénote un calme à toute épreuve ; sauf, paraît-il, quand il monte sur scène, guitare en mains, avec son groupe de rock, Zep'n'Greg. Le reste du temps, il habite une drôle de maison, pleine de disques et de dessins, dans les environs de Genève. Pour y accéder, le visiteur doit franchir les grilles d'un parc public, emprunter un chemin à flanc de colline, monter, monter encore, s'approcher d'une demeure du XVIII^e siècle, pousser la porte vitrée, gravir un escalier en bois, pénétrer dans une pièce mansardée... Des tables à dessiner, un ordinateur, des fauteuils... C'est là. L'antre de Zep. Le cœur du « Titeufland ».

Philippe Chappuis, fils d'un policier et d'une couturière, n'a pas toujours été une star de la BD, chef de file d'une bande de dessinateurs (Buche, Tébo, Tehem...) affiliés, comme lui, au mensuel *Tchô!*. Son succès, qui lui a également valu d'illustrer le dernier disque du chanteur Jean-Jacques Goldman (*Chansons pour les pieds*), n'était pas planifié. Il ne doit rien à une quelconque opération de marketing à la Disney. Autrement dit, il y a eu une vie avant Titeuf...

L'enfance, d'abord. Plutôt solitaire, dans une cité genevoise. « Philippe sortait peu jouer avec les autres enfants, se souvenaient ses parents. Le sport non plus, ce n'était pas son truc. Il préférait rester à la maison et dessiner. A 5 ans, sur les conseils de la maîtresse, nous l'avons inscrit à des cours. Mais, comme les autres élèves étaient plus âgés, cela n'a pas duré. » Le petit continue tout de même de dessiner : des cowboys, des Indiens, ses camarades de classes... A 8 ans, il remporte des concours de BD. Quand la famille va au restaurant, il emporte ses crayons. En fin de repas, les serveuses demandent à garder la nappe.

Arrive l'adolescence. Entre musique et BD, toujours dans le même quartier. Philippe Chappuis a déjà un surnom – « Zep », en référence aux rockers de Led Zeppe-
lin – mais peu de connaissances dans ce milieu, hors de Genève. A peine entré à

l'Ecole des arts décoratifs, il démarche lui-même les employeurs potentiels : fanzines, journaux... « A 17 ans, raconte-t-il, j'ai été engagé par le magazine Spirou, à Bruxelles. C'était le rêve, j'avais l'impression d'être arrivé. En trois ans, je leur ai fourni une centaine de pages d'une série baptisée Victor. Mais, au fond, leur ligne éditoriale ne me convenait pas, il était impossible d'évoquer les sujets de société... »

Le tournant des années 1990 s'annonce délicat. Zep a beau multiplier les allers-retours vers Paris – autre place forte de la BD –, ses projets d'album laissent indifférents. Les éditeurs doutent de son talent. L'humour n'est pas dans l'air du temps. Ses parents l'encouragent, mais sans trop y croire. « Nous pensions qu'il bifurquerait tôt ou tard vers le graphisme », confessent-ils. Le jeune homme gagne à peine de quoi vivre. Il boucle ses fins de mois en confectionnant des affiches pour des partis ou des associations de gauche. « Cette expérience a été très enrichissante, assure-t-il. Ainsi, je me suis fait une conscience politique. Ce travail d'affichiste m'a conduit à m'intéresser à toutes sortes de sujets, par exemple le référendum sur l'abolition de l'armée, en 1989. » Il gardera de cette période militante un intérêt marqué pour des causes, évoquées ensuite au fil de son œuvre :

l'aide aux demandeurs d'asile ; l'antiracisme ; l'intégration des handicapés...

Titeuf, lui, ne fait son apparition qu'en 1991. Et encore, pas en public : juste dans les carnets de croquis de Zep, des livrets intimes que le jeune dessinateur de 24 ans remplit d'idées, de mots, de dessins, sans nécessairement les soumettre à des profes-

le remarque par hasard. « J'étais à la recherche de sujets en prise avec la société, se souvient M. Camano. Or c'était le cas de Titeuf... » Il faut dire que Zep loue alors à Genève un atelier avec vue sur le préau d'une école primaire ! Les gosses jouent et se chamaillent. Zep observe, écoute, dessine. Des souvenirs person-

« Contrairement à beaucoup d'autres, Zep ne se regarde pas dessiner. Il dessine comme il vit, c'est un prolongement de lui-même, et Titeuf n'en est que la pointe émergée »

PHILIPPE VALOTT, GRAPHISTE

sionnels. « J'ai tout de suite senti qu'il se passait quelque chose entre Titeuf et moi. J'ai retrouvé le plaisir de la BD grâce à ce personnage libre de dire merde et non pas saperlipopette. Je l'ai montré à mon entourage. Un fanzine suisse a été le premier à le publier. »

En 1992, un exemplaire de ce fanzine traîne chez Glénat quand l'un des directeurs de collection, Jean-Claude Camano,

extraits des précieux carnets, viendront nourrir ses gags. Le décor, d'inspiration genevoise, pourrait tout aussi bien être français ou belge. Le monde de Titeuf ignore les frontières. Il est peuplé de copains (Ramon, Manu...), d'adultes un peu « nazes » et de filles incapables de résoudre le mystère des mystères : « C'est quoi, faire l'amour ? »



Ce premier album, intitulé *Dieu, le sexe et les bretelles*, est tiré à 8 000 exemplaires, en noir et blanc. Il reçoit un très bon accueil en Suisse romande, beaucoup plus mitigé à Paris. Explication de M. Camano, éditeur et ami depuis maintenant dix ans : « Les libraires n'y croyaient pas ni la presse spécialisée. Certains le jugeaient vulgaire, agressif. Progressivement, Zep a trouvé un public, en Suisse puis en France. En 1996, tout s'est accéléré et Titeuf a fini par devenir un héros totemique. Au total, nous devons en être à 4 millions d'exemplaires ! Je n'ai pas souvenir d'un personnage aussi fort depuis vingt ans. »

Par quel miracle un gamin timide avec les filles (surtout Nadia) devient-il ainsi un « totem » de l'édition ? « En cassant la barrière entre BD pour adultes et BD pour enfants », suggère Buche, un autre dessinateur genevois, auteur de *Frankiesnow*, personnage très en vogue chez les préados. Au fil des années, l'album de Titeuf est devenu le cadeau star des anniversaires et des premières boums. Les gosses l'adorent, les parents s'en amusent. Zep, lui, n'a pas changé. Et garde sur la vie un regard de gosse : « Une partie de moi-même n'a jamais vraiment quitté l'enfance et reste attachée à des peurs, des envies, des utopies de gamin. Sur certaines choses, j'ai l'impression d'être assez naïf par rapport aux gens de mon âge. Oui, Titeuf, c'est un peu moi... Aujourd'hui encore, des souvenirs me reviennent. Un jour, ça s'arrêtera et il sera temps de passer à autre chose. Mais, pour l'instant, j'y prends encore un plaisir fou. »

SA compagne, Héléne Bruller, coauteur du *Guide du zizi sexuel*, confirme cette dimension autobiographique : « Philippe, c'est Docteur Zep et Mister Titeuf. Quand je venais le voir dans son atelier avec un texte pour le Guide, j'assistais à sa transformation. En lisant, il se mettait à rire comme un enfant en pensant au gag qu'il allait en tirer. Chez lui, tout est spontané. » Le graphiste Philippe Valott, un ami des temps difficiles, voit là le génie créateur d'un artiste d'exception : « Titeuf est une œuvre ultra-personnelle, construite autour de mille influences. Vous ne pouvez pas imaginer le doute qu'il y a derrière cette maîtrise technique. Contrairement à beaucoup d'autres, Zep ne se regarde pas dessiner. Il dessine comme il vit, c'est un prolongement de lui-même, et Titeuf n'en est que la pointe émergée. Sa main va toute seule, comme celle d'un écrivain qui écrirait sans arrêt. C'est un besoin chez lui, ses pensées doivent s'exprimer de cette manière, pas autrement. »

Zep est ainsi fait qu'aujourd'hui encore il passe son temps à observer. Tout, chez lui, est source d'inspiration : une école, les magasins, un supermarché... Des enfants passent et il attrape au vol une insulte inédite (« connard du cul ! »), une expression (« Génial ! Ça va être superkill ! »), il « croque » une scène de dispute ou de rires. Un jour, peut-être, il en fera un gag, une tranche de vie tendre ou cruelle, souvent riche de sens. Ainsi, Zep-Titeuf se dévoile peu à peu : naïf, ronchon, blagueur, idéaliste, rêveur, généreux, indigné par la bêtise des hommes, sensible aux peurs de l'époque (sida, chômage, pollution...) mais tout de même heureux d'avoir dix ans. Quand un conseiller d'orientation lui demande : « Et toi, alors... ? Qu'est-ce que tu aimerais faire quand tu seras grand ? », le pauvre en tremble d'effroi : « Heu... je dois obligatoirement grandir ? »

Philippe Broussard

Zacarias Moussaoui mérite-t-il la peine de mort ?

par François Roux



QUELLE que soit la compassion que nous éprouvons pour les victimes d'actes de violence – toutes les victimes, et notamment

celles des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis –, notre opposition à la peine de mort, en tant que défenseurs des droits de l'homme, ne peut qu'être absolue.

Y compris quand celui qui pourrait se voir infliger cette peine capitale se nomme Zacarias Moussaoui et se voit accusé d'actes de terrorisme en liaison avec ces attentats.

En plus de l'opposition de principe à cette sentence, deux éléments militent, dans ce cas particulier, contre toute tentation d'y recourir : le droit pénal international, standard que devraient suivre tous les Etats de droit, a supprimé la peine de mort. Que ce soient les tribunaux pénaux internationaux, pour l'ex-Yougoslavie ou pour le Rwanda, ou la Cour pénale internationale en cours de création, ces juridictions chargées de juger les crimes les plus graves ont supprimé de leurs sanctions la peine de mort.

Pourtant, les accusés qui comparaitraient depuis déjà plusieurs années devant les deux tribunaux pénaux internationaux ad hoc sont parfois condamnés pour des crimes gravissimes – tel le génocide, encore appelé le crime des crimes –, ou pour crime contre l'humanité, ou encore pour crime de guerre.

Si les Etats-Unis n'avaient pas freiné la mise en place de la Cour pénale internationale, et si celle-ci avait été opérationnelle à la date du 11 septembre 2001, Zacarias Mous-

saoui aurait été passible de cette juridiction, et la question de la peine de mort n'aurait pas été posée.

Certes, le traité instaurant la Cour pénale internationale a prévu que seraient exclus de sa juridiction les crimes de terrorisme, mais puisque le gouvernement américain a qualifié lui-même d'acte de guerre les attentats du 11 septembre, et que c'est sur cette qualification que le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé les Etats-Unis à riposter contre l'Afghanistan, il apparaît évident que les personnes arrêtées dans le cadre de ces attentats auraient relevé de cette juridiction.

Comment peut-on admettre que Zacarias Moussaoui soit jugé par la justice de l'Etat qui l'accuse d'acte de guerre au moment où les nations, en signant le traité de la

qui vient de signer un article dans le *New York Times* du 6 janvier demandant que même les ennemis des Etats-Unis bénéficient d'un procès équitable et plaçant, à défaut de Cour pénale internationale, pour l'instauration d'un Tribunal pénal international ad hoc chargé de juger les personnes poursuivies

FRANÇOIS ROUX EST AVOCAT À MONTPELLIER. IL EST LE DÉFENSEUR FRANÇAIS DE ZACARIAS MOUSSAOUI.

dans le cadre des attentats du 11 septembre. Avant même de requérir la peine de mort contre Zacarias Moussaoui, il appartient à l'accusation de justifier que les infractions qui lui sont reprochées sont passibles de la peine de mort.

Le risque est réel que le gouvernement américain cherche à faire de lui la victime expiatoire d'une population en état de choc

Cour pénale internationale, ont estimé que ces crimes devraient être désormais de la compétence d'une justice pénale universelle ?

Et comment admettre que ce même Etat envisage de lui voir appliquée la peine de mort alors que celle-ci ne s'appliquerait pas devant cette justice pénale internationale ?

Déjà des voix autorisées s'élèvent, aux Etats-Unis mêmes, pour dénoncer cette situation. Ainsi Benjamin B. Ferencz, citoyen américain, ancien procureur près le Tribunal international de Nuremberg,

Celui qui n'a pas donné la mort peut-il se voir infliger la mort ? Il doit être rappelé avec force que Zacarias Moussaoui était en prison depuis près d'un mois au moment des attentats du 11 septembre, pour une question de visa. Aussi, même s'il était prouvé un lien de Zacarias Moussaoui avec ceux qui ont perpétré ces attentats, est-il concevable que ce lien suffise pour qu'il encoure la peine de mort ?

En l'état, le risque est réel que le gouvernement américain cherche à faire de Zacarias Moussaoui la victi-

me expiatoire d'une population en état de choc après la tragédie du 11 septembre. Cela, aucun défenseur des droits de l'homme ne peut l'accepter.

Quelle que soit la souffrance du peuple américain – avec qui, une fois encore, nous sommes en empathie –, nous ne pouvons accepter que des personnes soient jugées dans la précipitation et condamnées pour satisfaire un besoin de vengeance, fût-il paré des habits de la justice. Zacarias Moussaoui est, de par la loi, présumé innocent. S'il est prouvé qu'il a commis des actes répréhensibles, il doit être jugé pour ce qu'il a fait, et non expier à lui tout seul la tragédie du 11 septembre. Là aussi, heureusement, des juristes réagissent aux Etats-Unis mêmes pour alerter l'opinion et les autorités.

Ainsi le professeur Jonathan Turley, professeur à l'université de Washington, qui écrivait dans le *Los Angeles Times* du 30 décembre 2001 en commentant l'acte d'accusation : « *Quel que soit le désir naturel du procureur d'accuser quelqu'un spécifiquement pour les attaques du 11 septembre, Zacarias Moussaoui apparaît plus comme un trophée que comme un terroriste, à moins que d'autres preuves ne soient apportées lors du procès.* »

Le 29 mars 2002, le procureur auprès du tribunal fédéral de Virginie à Alexandria doit déclarer s'il entend réclamer la peine de mort contre Zacarias Moussaoui.

D'ici là, tous les militants des droits de l'homme, mais aussi les plus hautes autorités de l'Etat, doivent rappeler haut et fort leur opposition à la peine de mort, d'une manière générale mais aussi en particulier dans le cas de Zacarias Moussaoui, citoyen français.

Effacer l'arrêt Perruche ne suffit pas



LE débat parlementaire sur la proposition de loi « anti-arrêt Perruche » a repris. A grand renfort de médiatisation, il a été annoncé que le texte proposé réglait le problème médical de façon définitive. Il n'en est rien, car le médecin reste responsable du handicap préexistant en cas de faute.

Sans entrer dans le débat philosophique, la question de savoir si la vie d'un handicapé peut être considérée comme un préjudice, et sans vouloir absolument disculper les médecins, nous sonnons l'alerte à propos d'un texte législatif qui continuerait à faire indemniser le handicap par l'assurance du médecin en cas de faute.

Quand la faute consiste à ne pas voir, ou à ne pas informer la patiente d'un risque exceptionnel, notre métier devient impossible, même pour les meilleurs d'entre nous. Depuis ces affaires, il ne se passe plus de semaine sans que des parents demandent l'interruption

L'échographie prénatale va-t-elle disparaître ? Nos filles trouveront-elles des accoucheurs ?

de grossesse pour des raisons les plus mineures : l'enfant est trop petit, la grossesse est gémellaire...

Quand ils demandent de certifier que tout ira bien, nous ne le pouvons plus, car le risque exceptionnel existe toujours. Et si le handicap était quand même au rendez-vous ? Certains parents deviennent menaçants, nous n'avons pas un patient en face de nous, mais un plaignant potentiel.

Notre métier est difficile, il est stressant, il demande une disponibilité totale, il est pénible, la responsabilité y est énorme car nous assumons aussi la sécurité maternelle. Mais ce métier, nous l'adorons car il est magique. Aucun acte médical n'apporte autant de bonheur. Nous passons notre temps à rassurer, à

accompagner les mères, va-t-il falloir maintenant les inquiéter ? Leur parler de ce que l'on n'a pas vu ? Du risque exceptionnel ?

Disons-le : ce métier, dans ces conditions, devient dangereux pour ceux qui l'exercent et sans intérêt. Les médecins s'adapteront à cette nouvelle situation. Nous n'aurons

FRANÇOIS AUDIBERT, ROGER BESSIS, BERNARD BROUSSIN, PHILIPPE DESCAMPS, MARC DOMMERGUES, FRANÇOIS DUCHATEL, YVES DUMEZ, RENÉ FRYDMAN, MICHEL HERLICOVIEZ, DIDIER LEMERY, JACQUES MILLIEZ, NICOLE MORICHON, ISRAËL NISAND, JEAN FRANÇOIS OURY, FRANCIS PUECH, YVES VILLE SONT GYNÉCOLOGUES-OBSTÉTRICIENS. CE TEXTE A ÉTÉ RÉDIGÉ AU NOM DE LA COORDINATION NATIONALE DES CENTRES DE DIAGNOSTIC PRÉNATAL.

plus de candidats en obstétrique parmi nos jeunes internes.

Pour ce qui est de l'échographie, les radiologues feront des échographies du foie ou des reins mais plus des femmes enceintes ; les gynécologues s'occuperont de l'utérus ou des ovaires. Quant aux étudiants, ils seraient fous de se former à ces disciplines. Il n'y aura plus de professionnels dans ce domaine. Il faut quinze ans pour les former.

Les femmes enceintes seront toutes victimes de cette situation, excepté les patientes les plus fortunées qui trouveront l'échographiste non conventionné, très cher qui, lui, n'aura pas fermé son cabinet. La disparition de l'échographie serait un retour en arrière de trente ans pour ce qui est du suivi des femmes enceintes, avec le retour des malformations graves à la naissance.

Paradoxalement, une proposition de loi qui vise indirectement à diminuer les risques du handicap va en créer un nombre considérable. Mieux vaudrait s'occuper immédiatement de la socialisation et de l'éducation des personnes handicapées, faire confiance aux médecins pour faire un maximum de dépistage, rétablir le climat de confiance indispensable, et redonner la sérénité à l'immense majorité des femmes enceintes qui ne demandent qu'à être rassurées.

La question n'est donc pas de savoir si la vie vaut d'être vécue, mais bien de savoir si l'échographie prénatale va disparaître, si les malformations à la naissance vont revenir et si nos filles trouveront des accoucheurs.

Oui, les Palestiniens subissent un apartheid

par François Maspero



UN point de vue collectif, « Durban-sur-Seine » (*Le Monde* du 22 janvier), qui met en cause mon témoignage

sur la vie dans les territoires palestiniens (*Le Monde* du 28 décembre 2001), présente un postulat de base : je n'aurais pas « *daigné me rendre en Israël* ». Ce postulat est faux. D'abord pour une raison très simple, qu'une connaissance élémentaire de la situation rend évidente : un étranger ne peut se rendre aujourd'hui dans les territoires palestiniens qu'en passant par l'aéroport de Tel-Aviv et l'Etat d'Israël. Dans l'autre sens, d'ailleurs, un citoyen palestinien résidant dans les territoires de l'Autorité palestinienne ne peut, de ce fait, se rendre à l'étranger, même nanti d'un visa en bonne et due forme, puisqu'il ne peut passer les barrières de l'armée israélienne.

Si le mot ne convient pas, il faut en inventer un autre – en espérant qu'il ne sera pas pire

Ensuite parce que, si j'ai rendu compte de la situation faite au peuple palestinien, cela ne présuppose pas que je ne sois pas totalement conscient de la situation vécue par le peuple israélien. Depuis la première fois que je suis allé en Israël en 1971, sur l'invitation de mon ami Elie Lobel, citoyen israélien qui militait, comme d'autres, pour une société où les deux peuples seraient égaux en droits, je reste attaché de toutes mes forces à l'établissement d'une paix qui permette aux Israéliens, comme à tout peuple, de vivre sans menaces sur leur terre. Et j'ai trop d'amis parmi eux pour ne pas

donner bien des visages à cet attachement. J'ai été heureux d'en revoir certains lors de mon dernier voyage.

En d'autres temps, quiconque osait mettre en cause la politique menée par la France en Algérie et les souffrances infligées au peuple algérien était qualifié d'antifrançais.

FRANÇOIS MASPERO EST ÉCRIVAIN ET TRADUCTEUR.

Il le faisait pourtant au nom de l'idée qu'il avait de sa patrie. De même, mettre en cause l'actuelle politique israélienne, ce n'est pas être anti-israélien, encore moins « *outrager le monde juif* ». Suspecter quelqu'un de confondre la politique menée par un Etat et l'existence même de cet Etat relève d'un amalgame qui disqualifie ceux qui l'emploient. Et nul ne devrait s'arroger le droit de parler au nom du « *monde juif* », pas plus que du « *monde musulman* » – comme Oussama Ben Laden –, ou du « *monde chrétien* » – comme George W. Bush. Les signataires de « *Durban-sur-Seine* » estiment que « *la politique israélienne comme celle de tout autre Etat peut être soumise à la critique* ». Leur texte n'en contenant aucune, il a tout d'un soutien sans réserve à l'action d'Ariel Sharon. Et si « *apartheid* », mot dont je me suis servi pour qualifier les effets de celle-ci, n'est pas le mot qui convient pour désigner, entre autres, l'interdiction de circuler sur les routes, d'aller à son travail, à son lieu d'études ou de culte, de se faire soigner, la destruction des maisons familiales, l'élimination des moyens de communication et d'information, il faut en inventer un autre – en espérant qu'il ne sera pas pire.

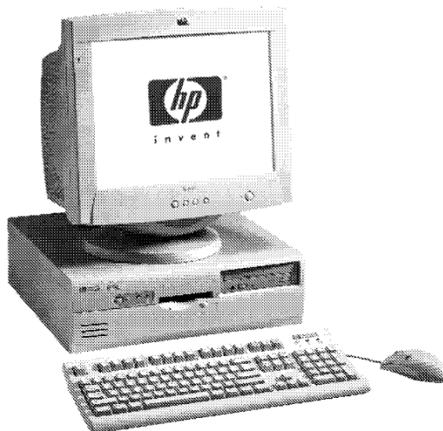
Au cours de ma traversée des territoires palestiniens, je n'ai cessé de penser à l'horreur des attentats aveugles qui, « *de l'autre côté* », font des victimes innocentes. Il n'y a pas de mots pour qualifier de tels massacres. Puisque la lecture de mon article semble avoir été sélective, faut-il que je rappelle que j'ai cité ces « *bombes humaines prêtes à massacrer des civils, recrutées dans une jeunesse désespérée et exaltée par des*

extrémistes fous de nationalisme et de Dieu » ? Je ne pense pas pour autant que l'unique solution, la seule alternative politique, soit de « *punir* » en retour toute une population elle-même largement innocente, en la privant des moyens élémentaires de vivre dignement, sauf à vouloir à tout prix que la haine découle la haine.

Le sens de mon témoignage que je crois mesuré, sur ce qui est infligé à la population palestinienne, est qu'en lui imposant l'humiliation intolérable d'une telle situation de non-droit, les dirigeants qui mènent en ce moment la politique israélienne mettent en péril, à plus ou moins long terme, l'avenir même de l'Etat d'Israël. Et cela aussi est intolérable.

Un vrai pro prêt à l'emploi.

Avec le pack Microsoft® Office XP Edition PME/PMI.



Les PC HP utilisent une version originale de Microsoft® Windows®. www.microsoft.com/piracy/howtotell

Microsoft® Office XP Edition PME/PMI représente un réel progrès dans le domaine des logiciels professionnels de bureau.

hp vectra v1410 (P5960A)**

- Equipé du processeur Intel® Celeron™ 1,2 GHz
- Mémoire 128 Mo, disque dur 20 Go
- Chipset Intel 815E
- Lecteur CD-ROM et carte réseau intégrés
- e-modem USB
- Pack Microsoft® Office XP Edition PME-PMI
- Microsoft® Windows® 2000(NT)

991 €ht* 6 500,53 Fht*

+ Écran 17" HP72 (D8904A)

205 €ht* 1 344,71 Fht*



0826 800 400 (0,15 €/cc / 0,99 Ftc la min) en précisant le code "janvier" - www.hp.com/fr

*Hewlett-Packard 2002. Tous droits réservés. HP Invent est une marque déposée de Hewlett-Packard. Intel®, le logo Intel® Inside et Celeron™ sont des marques déposées de Intel® Corporation ou de ses filiales aux Etats-Unis ou dans les autres pays. Microsoft® et Windows® sont des marques de Microsoft® Corporation 2000. Toutes les autres marques sont fournies à titre de simple information et appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Offre valable à partir du 1er janvier 2002 dans la limite des stocks disponibles, chez les revendeurs participant à l'opération. *Prix conseillés. **Écran non inclus. Les prix varient légèrement et sont sujets à ajustement sans préavis. Photo non contractuelle.

Offre exclusivement réservée aux professionnels.

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

■ L'EXPANSION

Daniel Cohn-Bendit

Avec l'euro, l'Europe devient une réalité quotidienne, une banalité et une évidence. Mais l'euro est aussi un défi : une monnaie commune sans politique économique commune est un contresens. Désormais, l'Europe a besoin d'un plan d'harmonisation sociale et fiscale comparable à celui qu'elle a adopté pour introduire l'euro. L'Union européenne est la seule masse critique capable, non pas de s'opposer au projet radicalement néolibéral américain mais de développer un projet de société concurrentiel. Pour tous ceux qui rêvent d'une régulation de la mondialisation – ce qui ne veut pas dire la liquider mais la rééquilibrer – il n'y a qu'un outil réellement efficace, et c'est l'Europe. L'exception culturelle n'est plus française, elle est européenne. Le souverainisme qui prétend que, face à la mondialisation ultralibérale, il faut renforcer la France, ment aux Français. Préserver l'identité française passe par le renforcement de l'idée européenne.

■ LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jacques Julliard

On avait pu croire naguère que les rapports toujours empoisonnés de la République et de son appareil judiciaire étaient en voie d'amélioration. Nous voyons aujourd'hui qu'il n'en est rien. C'est un drame en trois actes qui se déroule sous nos yeux. Premier acte : l'humiliation. Depuis la Révolution française, fêrue du principe de la souveraineté du peuple, tout pouvoir devait céder le pas à la représentation nationale : l'exécutif, longtemps rabaissé ; le judiciaire, systématiquement mis au pas. Deuxième acte : la révolte. Troisième acte : la normalisation. Depuis peu, un air nouveau souffle sur les prétoires, les salles de rédaction, les couloirs des assemblées et des réunions politiques : bon sang mais c'est bien sûr ! Le vrai coupable de tout ce désordre, c'est la juge ! Toute cette affaire risque de se terminer comme le raid du juge Antonio Di Pietro, en Italie. A Milan, sur 2 565 inculpés, quatre seulement allèrent en prison, dont un seul homme politique. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, craignons qu'après le leurre d'un « Mani pulite » à l'italienne, le peuple désabusé ne nous régale d'un berlusconisme à la française.

■ RTL

Alain Duhamel

C'est une exception française, une regrettable exception française : dans ce pays, il faut faire grève, manifester, défiler, protester, avant que les négociations sociales s'engagent. Ailleurs, on négocie d'abord et on cesse le travail si la négociation échoue. Ici, c'est le contraire, preuve que le dialogue social fonctionne mal. Ce n'est pas un hasard. La place de l'Etat, son rôle, sa suprématie, son hégémonie même, ont créé, à la longue, un paysage social atypique. Du coup, les Français sont tentés en permanence par la contestation, par la surenchère, par la fronde. L'Etat impérial fabrique soixante millions de frondeurs.

AU COURRIER DES LECTEURS

LE DROIT À LA CRITIQUE

Je condamne les attentats aveugles contre les civils israéliens, mais je condamne tout aussi bien les punitions collectives infligées aux Palestiniens dans les territoires occupés. Suis-je antisémite pour autant ? Je condamne le fascisme et le racisme des organisations telles que le Hamas ou le djihad, mais je condamne le racisme et le fascisme d'Ariel Sharon, responsable par son laisser-faire des massacres de Sabra et Chatila, où furent assassinés des civils palestiniens, femmes, enfants et vieillards confondus. Suis-je antisémite pour autant ? Je condamne les discours tendant à affirmer que tous les Israéliens sont des sionistes et qu'Israël doit disparaître, mais je condamne aussi les discours qui affirment que la défense d'Israël nécessite la défense de toutes les injustices et tous les excès. A une époque où abondent les raisonnements paranoïaques tels que « ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous », il est important de défen-

« Etudes », une revue centenaire qui invente l'avenir

Nouvelle formule pour le mensuel des jésuites de France qui, dans son numéro de janvier, interroge des experts pour tenter de discerner un nouveau « sens de l'Histoire »



expérience d'un conflit interminable. Après l'Afghanistan, pointent des menaces au Yémen, en Somalie, en Irak, en Syrie, et Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la défense, ne s'y trompe pas quand il parle de « mobilisation longue ». Les stratégies américains, ajoute le journaliste, ont compris « la perspective d'un enlèvement, d'une "israélisation" à l'échelle mondiale, où Oussama Ben Laden, même mort, reviendrait fantomatiquement leur tirer les pieds sous la forme d'une conflictualité endémique, qui drainerait leurs ressources, leur préstance morale et leur crédibilité globale ».

En France, c'est à partir d'une histoire également longue, celle de la

V^e République, que René Rémond situe l'enjeu des prochains scrutins. Pour l'académicien, la fonction présidentielle a été victime d'une double « entreprise de démolition » : d'une part, l'usage « dévoyé », en 1997, de la dissolution, qui avait été prévue par les fondateurs de la Constitution pour dénouer une crise entre des pouvoirs et non pas, comme l'a fait Jacques Chirac, pour des raisons d'opportunité politique (dissolution « à la britannique ») ; d'autre part, la réduction à cinq ans du mandat présidentiel.

UN « GOÛT DE LA LIBERTÉ »

Cette double atteinte à la fonction conduit René Rémond à se demander si la France veut encore d'une « présidence active » ou bien si elle souhaite réduire le rôle du chef de l'état à une « simple figuration ». Les électeurs trancheront. Philosophe, Jean-Yves Calvez s'interroge, de son côté, sur ce qu'il

advient du sens de l'Histoire, en particulier après l'effondrement du marxisme. Depuis Hegel, le sens de l'Histoire était une sorte d'obsession, écartant la métaphysique, s'imposant au « sens de l'acte et au sens de l'être ». L'évanouissement de ce mode de pensée a laissé un vide que le structuralisme – « négation de l'Histoire, sans retour à la dynamique du sujet vivant » – n'a pas comblé. Et Jean-Yves Calvez d'en appeler au rejet de l'« hystérie historiciste » d'hier sans tomber dans « un immédiatisme sans goût aucun du sens ».

La revue chrétienne propose, elle, un sens de l'Histoire. Elle ressort, en conclusion de son numéro spécial, une analyse publiée en 1970 par Jacques Guillet, intitulé précisément *Jésus et l'avenir*, qui n'a pas pris une ride : « Si Jésus avait tracé à ses disciples le plan de son Eglise, la structure d'une institution », écrit le théologien jésuite disparu, le christianisme ne serait plus

qu'« une pure idée, un programme vide ». Son avenir passe par l'usage que l'Eglise saura faire de la liberté qui lui a été laissée d'« inventer et de créer, à chaque moment du temps, les formes d'existence qui répondent à l'appel du Royaume et le type d'homme qu'attend Dieu aujourd'hui ».

Dans sa nouvelle formule, *Etudes* classe de manière plus attractive ses articles de fond, ses chroniques de théâtre, de cinéma, de livres, ses éclairages croisés et personnels sur l'actualité (« Figures libres »). Mais, comme en témoigne son directeur, Henri Tincq

Henri Tincq

★ *Etudes*. Janvier 2002. 10 €. 14, rue d'Assas 75006 Paris, tél. : 01-44-39-48-48.

SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles directement à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

■ Le classement des 546 intellectuels cités dans le livre de Richard Posner, *Public Intellectual : a Study of Decline* (*Intellectuels publics : étude d'un déclin*), est disponible sur le site de l'université de Chicago. Ce tableau montre que les hommes politiques américains (Henry Kissinger) sont les penseurs les plus cités par la presse et les chercheurs européens (Pierre Bourdieu ou Jürgen Habermas) par les publications universitaires. Le Net s'intéresserait majoritairement à la pensée du poète irlandais William Butler Yeats.

home.uchicago.edu/~rposner

■ Le magazine de l'homme moderne publie de nombreux textes, bibliographies et entretiens de, sur et avec Pierre Bourdieu. www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/

■ L'université de Linz, en Autriche, publie une bibliographie complète en anglais, français et allemand de l'auteur de *La Distinction*. www.iwp.uni-linz.ac.at/lxe/sektkf/bb/HyperBourdieu.html

■ Le 25 janvier, le tribunal correctionnel de Paris devait rendre son jugement à l'encontre du général Aussaresses et de ses éditeurs, poursuivis pour « apologie de crimes de guerre ». L'Association (suisse) Internet pour la promotion et la défense des droits de l'homme (Aidh) consacre un important dossier documentaire à la torture pendant la guerre d'Algérie. www.droitshumains.org/faits_documents/algerie/

■ L'Institut national de l'audiovisuel (INA) diffuse sur son site les « Actualités françaises » de l'époque (1954-1962). www.ina.fr/voir_revoir/algerie/

vincent.truffly@lemonde.fr

La stratégie conservatrice vue par la presse iranienne

Les réformateurs sous les coups de boutoir de la droite islamiste

« ILS VEULENT un Parlement comme un lion sans crinière, sans queue et sans appétit ! », titre l'éditorial de *Gozaresh*, revue indépendante de Téhéran, citant un élu anonyme. « On nous accuse d'être infiltrés par des éléments à la solde de l'étranger ! Faut-il continuer à avaler ces calomnies ? Est-ce vrai-

ment utile de rester député ? » L'un des trois piliers de la République islamique, le Parlement – en majorité réformateur – est la cible des conservateurs, qui mettent systématiquement leur veto à ses décisions. Le système judiciaire leur est par ailleurs acquis. Trois députés, dont une femme, viennent d'être

condamnés à des peines de prison et un grand procès est en préparation contre une soixantaine d'autres.

Selon *Gozaresh*, les conservateurs poursuivent une double stratégie. Ils veulent d'abord mettre les députés sur la défensive, les empêcher de poursuivre leur pro-

gramme de réformes. En les fragilisant ainsi devant l'opinion, il préparent du même coup les élections de 2004. S'ils obtiennent la majorité, le président Khatami devra cohabiter, durant la dernière année de son mandat, avec un Parlement hostile. Le dialogue devrait pourtant être possible, estime Macha'allah Shamsolvaezzine dans *Nowruz* (réformateur). Journaliste de renom et ancien rédacteur en chef de *Jamé*, désormais interdit, il voit surtout dans cette bataille « un combat de coqs ». « Les conservateurs, qui n'ont aucun poids dans la société civile, essaient de l'emporter en utilisant les institutions. Quant aux réformateurs, ils ne devraient pas trop se vanter des 75 % de voix dont ils ont pu bénéficier. »

Pour Majid Ostovar, de *Nowruz*, les crises à répétition initiées par les conservateurs ont fini par provoquer une rupture entre les élites et la société. Considéré par les réformateurs comme leur principal objectif, le parlementarisme rencontre désormais un soutien mitigé au sein d'une population de plus en plus jeune et qui pourrait être tentée par la radicalisation politique. « Les réformes, le développement des partis et de la presse et la recherche d'un Parlement efficace n'ont pas suffi. » Reza Delbari, un des représentants de la jeunesse, évoque ce ras-le-bol dans « La désobéissance civile », paru dans le journal étudiant *Vajé* : « Parfois les gens enfreignent la loi, non pas parce qu'elle est immorale ou injuste, mais parce qu'ils la considèrent comme insensée et dangereuse. »

courrierinternational.com
pour *Le Monde*



Harry Petard Le prince Harry, 17 ans, fils cadet du prince de Galles, a reconnu avoir à plusieurs reprises fumé du cannabis et consommé de l'alcool. Shocking. **Dessin de Zapiro.**

(« Courrier international » pour « Le Monde »)

dre et revendiquer le droit à la critique, le droit de ne pas être dans le rang, le droit d'être contre le terrorisme aveugle sans pour autant être pro-américain, le droit d'être contre la politique raciste d'un Sharon visant tous les Palestiniens sans distinction : « Tous les mêmes », selon une formulation prisée par les antisémites et les racistes. (...) Je revendique le droit de dire, sans pour autant que l'on m'accuse de vouloir la disparition d'Israël, que Sharon est aujourd'hui le principal obstacle à la paix au Moyen-Orient, et que par ses provocations et ses excès il alimente sciemment le recrutement des organisations terroristes extrémistes.

Bernard Giusti
Paris

FACE À L'ANTISÉMITISME

Le débat actuel sur l'existence ou non d'une recrudescence de l'antisémitisme révèle, à divers points de vue, des spécificités bien françaises. Premièrement, il faut bien constater que les exactions commises sur des personnes ou des bâtiments juifs – quel qu'en soit le nombre précis – sont bien restées cantonnées à

la France et ne se sont pas produites dans les autres pays d'Europe. Deuxièmement, contrairement à l'Allemagne qui, il y a plusieurs années, avait réagi vigoureusement contre les meurtres racistes, il existe manifestement au sein du pouvoir politique une volonté de minimiser la portée de ces événements ressentis pourtant comme plus qu'inquiétants par la plupart des juifs de France (...). Ce qui est nouveau et troublant aujourd'hui, c'est ce sentiment d'être confronté à un choix politique délibéré, conçu au détriment d'une partie de la nation.

Israël Cemachovic
Dijon

DIFFICILE LAÏCITÉ

Mon ami Sélim est libanais de confession maronite, nouvellement naturalisé après quinze ans en France. Au physique, il a le type oriental. Au moral, c'est un chrétien convaincu ; par ailleurs il apprécie la bonne chère et fréquente volontiers les restaurants. Ces derniers temps, satisfait ses goûts gastronomiques demande de l'opiniâtreté. On ne compte plus les fois où le garçon qui a pris sa commande, après un

passage en cuisine, revient tout confus lui glisser à l'oreille que dans le bœuf bourguignon il y a des lardons, vous savez... du porc. Et si Sélim commande l'apéritif de la maison, le serveur s'émeut : « Votre apéritif... il y de l'alcool... »

Tout cela est plein de bonne volonté, mais agaçant. On aimerait rappeler que tout ressortissant d'un pays arabe n'est pas d'origine musulmane (beaucoup de pays arabes ont de fortes minorités chrétiennes) ; que toute personne d'origine musulmane ne se sent pas tenue par les règles de l'islam ; qu'il y a plusieurs façons de pratiquer l'islam, dont certaines ne mettent pas l'interdit de l'alcool au centre de leurs préoccupations. (...)

Cette présomption d'observance musulmane finit aussi par être ressentie comme une autre forme de « délit de sale gueule ». Car comment appeler cela, quand une personne à cause de sa peau brune se voit continuellement rappeler ses origines (presumées), comme si celles-ci lui interdisaient d'adhérer à un genre de vie laïque ?

Laurence Vianès
Grenoble

EURO-RÉALISME

S'il faut en croire *Le Monde* du 17 janvier, j'appartiens donc à cette majorité des Français qui « se sont montrés euro-enthousiastes » ! Je me permets humblement de faire remarquer qu'il s'agit là, du moins en ce qui me concerne, d'une interprétation tout à fait gratuite, et de surcroît erronée, de mon comportement. Je me suis effectivement débarrassé très rapidement dans les tout premiers jours de janvier des quelques billets et pièces en francs qui restaient en ma possession et j'ai tout de suite utilisé l'euro (...), mais je crois qu'il serait plus judicieux de me définir simplement comme un « euro-réaliste ». (...)

Il me déplaît d'être compté au nombre de ceux qui se prennent à un jeu dans lequel je vois surtout un dérivatif visant à masquer l'incapacité de l'Europe à exister politiquement. (...)

Jean-Paul Rouxel
Etoile-Saint-Cyrice (Hautes-Alpes)

LE RELUTIF ET LE DILUTIF

Faisons à M. Pierre Charriau (le courrier des lecteurs du 16 jan-

vier), heureux possesseur d'un Grand Robert, l'amitié d'un éclaircissement sur le sens et l'étymologie du mot « relutif », courant depuis quelques années dans la presse financière. M. Charriau ne la lit manifestement pas. Qu'il en soit pardonné.

Est qualifiée de relutive l'opération financière qui, sans apport ou création réel de richesse, tend à accroître la part de capital d'une société commerciale représentée par une action. Par exemple, le rachat par une société d'un certain nombre de ses propres actions entraîne un effet relutif.

On dit d'une opération agissant en sens inverse qu'elle dilue le capital, d'où le néologisme dilutif. Par exemple l'attribution gratuite d'actions est une opération dilutive. Il fallait donner un antonyme à cet aimable adjectif. Au barbare « concentratif », la cuistrerie financière préféra l'élégant « relutif ».

Notons que le substantif « relution » n'est pas attesté. Quant au verbe « reluer »... Paix aux mânes de Malherbe.

Pierre-François Barde
Senlis (Oise)

Brevets sur le vivant : l'exception française

EN ADOPTANT en première lecture, mardi 22 janvier, le projet de loi sur la bioéthique, les députés français ont également approuvé une disposition – réintroduite dans le texte à leur initiative et votée à l'unanimité le 17 janvier – qui interdit de faire d'un élément du corps humain une invention brevetable. Par cette prise de position, ils n'ont pas seulement témoigné de leurs craintes face aux perspectives grandissantes d'une commercialisation de l'humain, ils ont aussi solennellement confirmé que la France entend faire obstacle à la dynamique internationale du droit des brevets dans le champ du vivant. Le vote de l'Assemblée nationale constitue le dernier épisode d'un imbroglio international touchant à la diplomatie, au droit et à l'économie. Cette question est aussi devenue, à l'échelon européen, un labyrinthe juridique dont nul ne perçoit plus l'issue.

Toutes les difficultés résultent de la confrontation d'un droit des brevets et des inventions devenu obsolète au regard des pas de géant accomplis ces deux dernières années par les décrypteurs et les nouveaux maîtres du vivant, que ce dernier soit végétal, animal ou humain. « Si le vivant n'a jamais été – ce qui est peu connu – formellement exclu de la brevetabilité, il est aujourd'hui engagé dans un mouvement croissant de soumission au brevet », observe le député Alain Claeys (PS, Vienne), dans le précieux rapport qu'il vient, sur ce thème, de rédiger pour l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Pour tous les observateurs, l'imbroglio actuel résulte d'une directive européenne, datée du 6 juillet 1998, « relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques ». Cette directive prévoit que, si le patrimoine héréditaire de l'espèce humaine n'est pas brevetable, la séquence des éléments qui le constituent peut, sous certaines conditions, faire l'objet de la prise de brevet.

Le paradoxe veut que la France, qui avait été, dès 1988, à l'origine de cette directive et l'a toujours défendue, juge désormais que sa rédaction est, en réalité, incompatible avec son droit et son éthique. C'est Elisabeth Guigou, alors ministre de la justice, qui, la première, avait officiellement fait ce troublant constat. Soutenu par le Comité consultatif national d'éthique, qui réclamait une réécriture de cette directive européenne, le gouvernement français pouvait également compter avec la lecture, similaire à la sienne, faite par le président de la République. Une pétition internationale, lancée par Jean-François Mattei, député (DL) français, et Wolfgang Wodarg, député (SPD) allemand, réclamant un moratoire sur ce thème, devait à la même époque rencontrer un large écho dans des milieux politiques et intellectuels fort divers et parfois totalement opposés.

INTERROGATIONS ET DOUTES

En France, les académies nationales de médecine et des sciences firent la même analyse avant que les pays participant, en juin 2000 à Bordeaux, à un G7 élargi ne rejoignent et partagent les conclusions françaises. Il y eut ensuite l'arrêt rendu, le 9 octobre 2001, par la Cour de justice des Communautés européennes établissant que la simple découverte d'un gène n'était pas brevetable et que seule l'invention susceptible de résulter de cette découverte pouvait être protégée ; un arrêt qui ne permit pas de lever les interrogations et les doutes. Aujourd'hui, alors que cette directive aurait dû être transposée dans le droit interne des Etats membres de l'Union euro-

péenne avant le 30 juillet 2000, seuls cinq pays (Danemark, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce et Irlande) ont respecté l'échéance. La transposition est en cours en Espagne et au Portugal. Et, alors qu'en Allemagne la situation apparaît pour le moins confuse, la France affirme clairement sa volonté d'obtenir dans ce domaine des modifications substantielles.

C'est la raison qui a conduit le gouvernement Jospin à rédiger un projet de loi de transposition de la directive communautaire tout en faisant une exception pour son article 5 relatif à la possible brevetabilité d'inventions portant sur des éléments du corps humain. Le gouvernement fait ici prévaloir les dispositions d'un article des lois de bioéthique de 1994 qui stipule que « le corps humain, ses éléments et ses produits, ainsi que la connaissance de la structure totale ou partielle d'un gène humain, ne peuvent, en tant que tels, faire l'objet de brevets ». Comment, dès lors, pourra-t-on progresser dans un domaine dont tous les observateurs estiment, au vu notamment de l'entreprise en voie d'achèvement du séquençage du génome humain, qu'il est essentiel au développement des industries de biotechnologie ?

EXCEPTION FRANÇAISE

Pour M. Claeys, l'urgence est de dépasser la seule question de la transposition de la directive européenne et de profiter de l'actuel imbroglio international pour organiser une réflexion « sur le statut du vivant dans notre société ». « Cette réflexion me semble indispensable, compte tenu de la place croissante que prendront à l'avenir les techniques du vivant à la fois en méde-

ciné et en agriculture, explique-t-il. Il nous faut, pour notre part, organiser en France un débat au Parlement sur la brevetabilité du vivant afin que la politique puisse réinvestir un domaine qui a sans doute été trop accaparé ces derniers temps par les juristes. » Un tel débat, réclamé par des associations comme Greenpeace ou la Confédération paysanne, permettrait sans doute de mieux saisir comment le vivant a, sous l'effet des biotechnologies triomphantes, progressivement pénétré dans le champ, américain puis européen, de la brevetabilité.

Au-delà des échéances électorales nationales et dans l'attente du débat au Parlement sur la transposition de la directive européenne amputée de son article 5, un tel débat confirmerait qu'il y a bien, ici, une exception française. Il offrirait aussi l'occasion de fédérer ceux qui entendent s'opposer de manière originale à la mondialisation en posant le principe de « l'exception du vivant » en matière de brevet.

Le végétal et l'animal ont montré que le brevet ne constitue pas une fatalité, pas plus qu'il n'est l'unique solution en matière de progrès des connaissances et de respect de la propriété intellectuelle. Il reste désormais à savoir si cette nouvelle prise de conscience n'émerge pas de manière trop tardive et si le Vieux Continent trouvera en son sein le dynamisme et la volonté de faire prévaloir, face aux Etats-Unis, une conception de l'éthique qui résiste à l'exacerbation de la concurrence et du commerce ainsi qu'à la possible mainmise de certains sur le vivant, qu'il soit humain ou non.

Jean-Yves Nau

Ultimatum

PAR PESSIN



Le dialogue social refusé par Lionel Jospin

Suite de la première page

Toujours est-il que, depuis la « scène primitive » d'octobre 1997, le dialogue entre Matignon et les patrons sur les grands dossiers sociaux a été pratiquement inexistant.

M. Jospin n'a pu éviter que cinquante-six d'entre eux, dont certains sont pourtant réputés proches de la gauche, publient dans *Les Echos* – une première ! – un appel lui demandant de retirer le volet licenciement de sa loi de modernisation sociale. Quand il rencontre des chefs d'entreprise, c'est souvent pour s'entendre dire que trop de réformes sociales jouent « contre l'emploi et la compétitivité de l'économie ». Et lorsque le PDG de Danone lui lance, au cours d'un déjeuner, que ce durcissement des règles de licenciement est « catastrophique », il le mouche : « Vous travaillez, monsieur, pour vos actionnaires. Moi, je travaille pour les citoyens » (*Monsieur Ni-Ni, l'économie selon Jospin* Christine Mital et Erik Izraelewicz, éd. Robert Laffont, 246 pages, 19,70 euros).

Les syndicats n'ont pas été mieux traités par le chef de la gauche plurielle, appuyé par Martine Aubry, qui les a constamment tenus en lisière en affirmant la primauté de l'Etat sur les partenaires sociaux, et de la loi sur le contrat.

M. Jospin est certes conscient de leur faible représentativité (9 % des salariés). Mais durant cinq ans, il les a ignorés ou s'en est servi pour les impliquer dans des réformes difficiles, jamais pour leur faire partager les dividendes des avancées sociales. Comme si les représentants des salariés étaient les bienvenus pour porter avec le gouvernement le risque politique de la réforme, forcément impopulaire, des retraites, mais perdaient toute légitimité pour négocier l'introduction plus gratifiante des 35 heures.

Le premier ministre semble croire qu'il n'est de véritable légitimité que celle qui sort des urnes. Et qu'une fois acquise, elle doit s'incarner dans le volontarisme politique et son bras armé, l'Etat, seul capable de mener à bien de grands projets sociaux comme la réduction du temps de travail. Adeptes de la négociation collective, Nicole Notat n'a cessé de dénoncer cette surdit. « Il ignore superbement les partenaires sociaux, comme s'il ne percevait pas leur rôle et leur utilité », se plaint la secrétaire générale de la CFDT en mai 2001 dans un entretien à *L'Express*. Elle lui reproche une faute politique – faire des « concessions à l'orthodoxie de gauche » – et une erreur d'analyse – se croire seul « légitimé à porter les intérêts des travailleurs ».

Jusqu'à un certain point... Car M. Jospin a dévoilé une autre facette de sa pensée en affirmant, en septembre 1999, que « les salariés existent, les syndicats aussi », et qu'« il ne faut pas tout attendre de l'Etat et du gouvernement ». Paroles malheureuses quelques jours

seulement après l'annonce concomitante par Michelin d'une progression de ses bénéfices et de 7 000 suppressions d'emplois ! Il ne s'est pas passé deux jours avant que la gauche plurielle, PCF en tête, ne le rappelle à ses devoirs d'homme du « camp du progrès » et n'exige de lui que la loi donne un coup d'arrêt à ces « licenciements boursiers ». La politique – en l'occurrence la cohésion de sa majorité – a vite repris le dessus.

Faut-il s'étonner que Jacques Delors le rende en partie responsable de « l'état détestable des relations sociales en France » ? Qu'Edmond Maire, l'ancien patron de la CFDT, l'accuse d'être à l'origine d'une « régression culturelle de la gauche » et d'avoir « réinventé la lutte des classes » ? Que Laurent Fabius, chanteur d'une « gauche moderne », lui suggère d'inscrire au plus vite dans son programme l'idée de « procédures de concertation continue » entre les sphères publique et privée ?

Sentant tout le profit qu'il peut tirer de ce vide, Jacques Chirac fait depuis des années les yeux doux à Nicole Notat. Devant le patronat et les syndicats réunis le 8 janvier à l'Elysée, le chef de l'Etat s'est longuement entretenu avec elle, après avoir dessiné une « nouvelle architecture » des relations Etat-partenaires sociaux « fondée sur le respect du rôle de chacun ». Le contrat d'abord, la loi ensuite, si nécessaire. Réformateur pour la démocratie politique (quinquennat, parité, cumul des mandats), M. Jospin s'est montré conservateur sur la démocratie sociale. S'il entre à l'Elysée, au soir du 5 mai, il lui faudra trouver des appuis auprès des syndicats réformistes pour faire contrepoids à la droite, au patronat et surtout à la « gauche de la gauche », qui lui a empoisonné la vie à Matignon.

« DÉSENCHANTEMENT »
Qu'a donc gagné le premier ministre dans cette affaire ? Sans doute du crédit auprès des Français, puisqu'une majorité d'entre eux souhaitent un encadrement plus strict des licenciements. Mais sa recherche de l'accord politique à tout prix l'a conduit à présenter des projets juridiquement mal ficelés. Elle l'a aussi exposé sur le devant de la scène dans le rôle dangereux du pompier chargé d'éteindre tous les incendies – même quand ils éclataient dans le privé (Michelin, Danone, Moulinex). Ces incursions répétées dans le pré carré des partenaires sociaux sont d'autant moins justifiées qu'il n'a pas su, comme patron des fonctionnaires, assurer un passage serein au 35 heures ou réformer les administrations, comme celle des finances. Il quittera Matignon en laissant « un climat général de désenchantement » dans la fonction publique, souligne un récent Livre blanc commandé par ses soins.

M. Jospin n'est pas le premier à faire une lecture extensive de la Constitution, qui prévoit que le

législateur détermine les « principes fondamentaux » du droit social. Mais il l'a fait en bradant l'héritage d'une gauche convertie à l'idée de compromis social.

législateur détermine les « principes fondamentaux » du droit social. Mais il l'a fait en bradant l'héritage d'une gauche convertie à l'idée de compromis social.

législateur détermine les « principes fondamentaux » du droit social. Mais il l'a fait en bradant l'héritage d'une gauche convertie à l'idée de compromis social.

Jean-Michel Bezat

Le Monde
ÉDITORIAL

Injustice d'Etat

DANS UN ÉTAT de droit, le respect scrupuleux de la procédure et de ses règles, fussent-elles tatillonnes, est une garantie démocratique et une protection pour les justiciables. Comme toute règle de droit, elle ne vaut vraiment que dans la mesure où même les coupables peuvent en profiter, réussissant à échapper à la sanction de leurs crimes ou délits par la faute de la justice elle-même, qui s'aperçoit soudain que, dans son lent cheminement, elle a oublié de respecter son propre code. Le fait qu'un prévenu soit sans conteste l'auteur des infractions poursuivies n'autorise aucunement ses juges à oublier ou à violer les règles procédurales. Si d'aventure, le contraire était admis, c'est l'esprit même de l'Etat de droit qui s'effondrerait.

Ex-supergendarme, ancien numéro deux du GIGN aux côtés de son frère d'armes Christian Prouteau et éphémère pilier de la cellule antiterroriste de l'Elysée sous le premier septennat de François Mitterrand, Paul Barril vient donc de bénéficier des avantages de l'Etat de droit. Tant mieux pour lui, tant pis pour la justice. Près de vingt ans après les faits, qui remontent à août 1982, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Versailles a annulé, mercredi 23 janvier, la totalité d'une procédure interminable dans laquelle il était le seul poursuivi pour « atteinte à la liberté individuelle ». Sauf pourvoi du parquet général dans les prochains jours, la justice renonce donc à poursuivre des actes que seul ledit capitaine conteste, contre toute évidence. La vérité historique risque

fort de ne jamais se traduire par une sanction judiciaire.

Depuis un arrêt de la Cour de cassation de 1995, validant la relaxe du *Monde* dans un procès en diffamation que lui avait intenté Paul Barril, il est établi que, dans un contexte d'affolement élyséen face aux attentats terroristes dont Paris était la cible, les trois Irlandais arrêtés par le GIGN à Vincennes ont été victimes d'un montage de basse police dont Paul Barril fut le principal acteur : des armes, de l'explosif, des détonateurs furent déposés par les « supergendarmes » lors de la perquisition afin de confondre les interpellés et de pouvoir les présenter comme de « superterroristes ». Le tout au nom d'une raison d'Etat qui trouvait son origine à la présidence de la République, laquelle salua, par un communiqué victorieux, cette prise miraculeuse.

Ainsi donc la justice renonce à sanctionner un grave délit que, par ailleurs, elle a elle-même établi comme vérité judiciaire lors d'un procès de presse – « La preuve de la vérité des faits diffamatoires est rapportée », avaient affirmé nos juges. Ce paradoxe est à l'image de toute cette affaire qui n'a cessé de révéler l'incapacité de la justice française à affronter fermement et sereinement une affaire d'Etat – en d'autres termes, des crimes ou délits commis au nom de la raison d'Etat et, en l'espèce, impliquant l'institution présidentielle. De bout en bout, l'instruction de ce dossier aura été une pantalonade judiciaire. Au crime originel, attentat aux libertés individuelles, on aura ajouté, durant deux décennies, le ridicule et la lâcheté.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombari

Directoire : Jean-Marie Colombari ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczl, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ;

Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ;

Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ;

Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social :

145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry,

Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombari. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

AFFAIRE SCHULLER. Un article sur l'affaire Schuller (*Le Monde* du 23 janvier) comportait un nom mal orthographié : l'ancien magistrat devenu représentant commercial du groupe Vivendi pour l'île Maurice se nomme Alain Marsaud, et non Marceau.

PATRICK BALKANY. Nous avons qualifié par erreur Patrick Balkany d'ancien député-maire de Levallois-Perret (*Le Monde* du 23 janvier). Le titre de député-maire n'existe pas. Il aurait fallu écrire : ancien député des Hauts-de-Seine, maire de Levallois-Perret.

PRÉCISION

INDUSTRIE MUSICALE. Dans l'article consacré aux dossiers prioritaires de l'industrie phonographique française, publié dans un ensemble consacré au 36^e Midem (*Le Monde* du 19 janvier), une coupe pouvait laisser supposer que le SNEP, un des acteurs les plus importants du secteur, était absent des débats à venir. En fait, cette réflexion sur des sujets sensibles était menée, « en premier lieu, par le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP), au sein duquel se retrouvent la majorité des professionnels, par ailleurs affiliés à diverses structures... »

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde

12, rue Maurice-Gunschou

94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE



Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy

Directeur général : Stéphane Corre

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218

75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

ENTREPRISES

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le groupe finlandais de télécommunications Nokia devait présenter ses résultats annuels jeudi 24 janvier en milieu de journée. Alors que la profession a connu une crise sans précédent en 2001, le leader

mondial a moins souffert que ses pairs. **SES BÉNÉFICES**, bien qu'en baisse, devaient rester confortables alors que la quasi-totalité de ses concurrents affichent des pertes. **LE MARCHÉ DU MOBILE** a connu

sa première contraction en 2001, mais Motorola et Siemens tablent sur une croissance de 10 % à 12 % en 2002. Nokia compte sur la téléphonie mobile **MULTIMÉDIA** pour relancer les ventes. Confronté à de nou-

veaux concurrents, il mise à la fois sur le créneau du luxe et sur la relation directe avec le consommateur : deux véritables **RÉVOLUTIONS** dans le secteur de la téléphonie mobile.

Les nouveaux défis de Nokia, leader de la téléphonie mobile

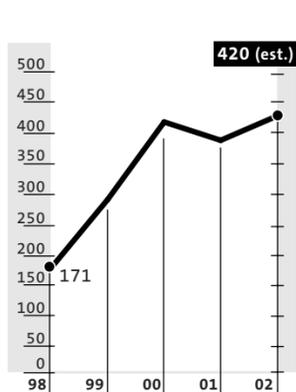
Alors qu'un portable sur trois vendus dans le monde provient du constructeur finlandais, celui-ci – en meilleure santé financière que ses concurrents – doit réussir le passage du GSM à l'UMTS, tout en affrontant de nouveaux intervenants tels que Microsoft

LE FINLANDAIS Nokia, déjà leader mondial du téléphone mobile, s'est-il arrogé, en 2001, le titre de leader mondial des télécommunications ? Au dernier pointage, l'affaire semble entendue, même si la publication des résultats des grands équipementiers n'est pas achevée. Il n'empêche. Quel que soit le palmarès final, Nokia se distingue sans conteste de ses pairs. Alors que ses confrères affichent des pertes historiques, il est le seul, en 2001, à engranger de confortables bénéfices, selon des résultats qui devaient être publiés jeudi 24 janvier. Face à ses concurrents qui ont vu leur chiffre d'affaires diminuer, il sera le seul à maintenir quasiment ses effectifs et son activité.

Bien sûr, si Nokia a mieux résisté à la tempête qui s'est abattue sur les télécommunications, il a été touché, et affiche pour la première fois depuis 1995 une baisse de ses bénéfices. Véritable thermomètre du marché des mobiles, le groupe avait d'ailleurs jeté un froid il y a un an en revoyant ses prévisions à la baisse. Alors que son PDG, Jorma Ollila, tablait initialement sur une hausse de son chiffre d'affaires de 25 à 30 % et sur des ventes mondiales de 550 millions de terminaux, il a dû progressivement tempérer cet enthousiasme, quand la contraction des ventes des téléphones mobiles est apparue au grand jour. Confronté au tassement d'un marché jusque-là explosif, Nokia a tout fait pour gagner des parts et

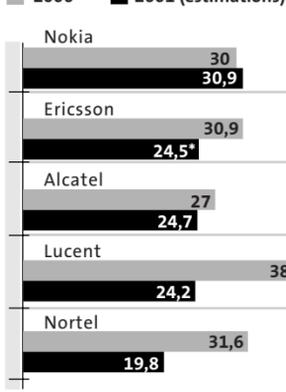
LES EUROPÉENS EN TÊTE

Ventes mondiales de téléphones mobiles, en millions



Sources : Gartner et sociétés

Chiffre d'affaires, en milliards d'euros



*Sans compter la société Sony-Ericsson

maintenir ses marges. Selon le cabinet d'études Gartner, un téléphone mobile sur trois vendus dans le monde est un Nokia. Véritable rouleau compresseur marketing, il a réussi à imposer sa marque au niveau planétaire, à l'exception notable du Japon. Nokia apparaît, dans le dernier classement *Interbrand-Business Week* des marques, dominé par Coca-Cola et Microsoft, au 5^e rang mondial.

MÉTICULEUSE GESTION DES COÛTS

Le maintien des marges, proches de 19 %, passe par une méticuleuse gestion des coûts. Nokia n'a

jamais été partisan des dépenses somptueuses. Même si cet équipementier a été le premier à acquérir une start-up américaine, en suivant les traces de l'américain Cisco, il n'a épinglé que peu de proies à son tableau de chasse et n'a pas ouvert trop largement sa Bourse. Résultat : alors que ses concurrents Nortel et Lucent, et dans une moindre mesure Alcatel, sont obligés de provisionner dans leurs comptes 2001 les survaleurs liées aux dépréciations des start-up acquises au prix fort, Nokia échappe à ce boulet. De même, le finlandais a pris un temps d'avant-

ce dans la sous-traitance de sa production. Il bénéficie de la proximité de l'Estonie, où les coûts de fabrication sont plus faibles. Mais, loin de prôner l'entreprise sans usine, il possède encore, en Finlande, un outil industriel puissant. Enfin, Nokia est passé maître dans l'art d'acquiescer des technologies pour réduire les coûts de développement et gagner du temps. N'a-t-il pas trouvé en France, il y a une dizaine d'années, chez Matra, une part de la technologie du GSM qui a fait son succès ?

MICROSOFT, UN CONCURRENT

Mais Nokia est confronté à des défis majeurs. L'arrivée à maturité du GSM induit un risque de banalisation de la technologie. Pour preuve, Ericsson et Motorola ont décidé de licencier la technologie à d'autres industriels. Des concurrents asiatiques pourraient en profiter et entraîner Nokia dans une guerre des prix. Sur les futures générations de téléphonie mobile multimédia qui marieront la voix, les données et les images, les industriels japonais et coréens sont, là aussi, prêts à jouer leur carte. La maîtrise des écrans couleurs et de l'image numérique fait partie de leurs atouts. Plus globalement, le spectre d'une évolution de l'industrie du téléphone mobile vers le modèle de l'industrie du PC se dessine, avec une banalisation du matériel et une importance accrue du logiciel et des services.

Dans ce contexte, un nouveau

concurrent apparaît : le géant mondial des logiciels, Microsoft. « Cette entreprise nous cherche mais ne nous trouve pas », souligne en une boutade Serge Ferré, directeur général de Nokia Mobile Phones France. *Leurs différentes tentatives n'ont pas été couronnées de succès pour l'instant.* »

Pour contrer ses concurrents,

ge. Enfin, le finlandais souhaite trouver un relais de croissance sur le marché des infrastructures mobiles. Il a profité de sa santé financière pour marquer des points, face à son grand rival suédois Ericsson, en engrangeant en 2001 des contrats UMTS. Mais le champion est bien conscient de l'ampleur de la tâche qui l'attend. Est-ce un si-

Wavecom profite du boom chinois

Pour Wavecom, une PME installée à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) spécialisée dans le kit pour téléphones mobiles, le pic des ventes ne correspond pas à la période de Noël, mais à celle du Nouvel An chinois. Autre particularité : alors que la plupart des industriels des télécommunications font grise mine en présentant leurs résultats 2001, cette société, dirigée par Michel Alard, annonce un chiffre d'affaires de 322 millions d'euros, contre 65,6 millions d'euros en 2000. Cette progression s'explique avant tout par le succès rencontré auprès de ses clients chinois, en particulier TCL. Depuis quelques années déjà, Wavecom anticipe une banalisation de la technologie GSM et conçoit des kits électroniques et des logiciels vendus à toute entreprise désireuse d'entrer sur ce marché ; à charge pour l'acheteur d'habiller les produits et de les commercialiser. Mais la pérennité du succès de Wavecom dépend de la réussite commerciale de ses clients auprès des consommateurs chinois, qui ont jusqu'alors plutôt plébiscité les produits de marque étrangère.

Nokia mise tout à la fois sur l'avènement des téléphones mobiles multimédias et sur l'insertion dans la chaîne des services. « Nous souhaitons contribuer à élargir la palette d'offres de services des opérateurs », affirme M. Ferré. Confronté à la banalisation du GSM, qui conduit même quelques entrepreneurs à concevoir des téléphones jetables, Nokia lance la marque de luxe Vertu, qui repositionne le mobile comme un objet de presti-

gne ? Jusqu'à présent, seule une partie des salariés était jugée tous les six mois sur ses performances, et se voyait ou non octroyer une prime. Depuis peu, ce traitement est étendu à l'ensemble du personnel. Le renforcement d'une culture d'entreprise, déjà très prégnante et qui est l'une des composantes du succès de Nokia, est plus que jamais d'actualité.

Laurence Girard

PROFIL JORMA OLLILA, L'ARTISAN DU SUCCÈS

Moscou, Berlin-Est, La Havane : à voir la liste des destinations fréquentées par le jeune Jorma Ollila dans les années 1970, rien ne le prédisait à devenir l'un des PDG les plus respectés du gotha des affaires... A cette époque, toute la politique étrangère de la Finlande consistait à ne pas froisser le grand voisin soviétique. Aussi était-il naturel pour le jeune président de l'Union nationale des étudiants, bien que lui-même de sensibilité centriste, de rendre visite aux peuples « frères » et de prôner le désarmement à la mode soviétique. Cet épisode de jeunesse prit fin en 1974. Il avait alors 24 ans.

La suite de la carrière de ce fils d'entrepreneur en électronique est beaucoup plus conforme à ce qu'on attend d'un tel patron. Diplômé de

l'université d'Helsinki (en sciences économiques et technologie) et de la London School of Economics, il fait ses premières armes à la Citibank, à Londres puis dans la capitale finlandaise. En 1985, il entre chez Nokia, au titre de vice-président chargé des opérations internationales. L'entreprise qu'il dirige aujourd'hui n'est guère comparable à celle dont il a pris les manettes en 1992. Le conglomerat, qui fabriquait tout aussi bien de la pâte à papier, des câbles, des pneus, que des boîtes en caoutchouc ou des téléviseurs, s'est transformé en une société centrée sur le marché de la téléphonie mobile ; l'entreprise est même devenue, à l'étranger, le symbole du dynamisme finlandais.

Ce parcours ne s'est pas fait sans

heurts ni crises. Pour tenir le cap, Jorma Ollila, qui cache une poigne de fer derrière une allure sans aspérité, s'appuie sur une garde rapprochée formée de quatre dirigeants quasiment du même âge que lui, garants eux aussi de cette stabilité du pouvoir : alors que la valse des PDG a secoué la plupart des grands groupes de télécommunications, la direction de Nokia apparaît comme un îlot de stabilité.

M. Ollila a vu en octobre 2001 son mandat prolongé jusqu'en 2006. Et ce en dépit de la chute récente de la valorisation boursière de l'entreprise, qui est passée, en à peine plus d'un an, de 300 à 100 milliards de dollars (341 milliards d'euros).

L. Gi. et A. J.

Le marché des portables en hausse de 10 % à 12 % en 2002

Les fabricants misent sur de nouveaux appareils pour pallier la saturation

POUR la première fois en 2001, le marché mondial des portables n'a pas battu ses prévisions de croissance. La courbe, jusqu'alors en croissance exponentielle, s'est même infléchi. Tout le monde retient donc son souffle, à l'heure de la publication des résultats annuels des grands équipementiers, et s'enquiert du bulletin météo établi pour 2002. Même si cet exercice de prévision tient de la haute voltige, l'américain Motorola et l'allemand Siemens ont dévoilé, mercredi 23 janvier, leurs pronostics, en tablant respectivement sur une croissance de 12 % et de 10 % du marché des portables en 2002. L'équipementier américain est plus circospect sur l'évolution du marché des infrastructures mobiles, où il anticipe une baisse de 10 % des ventes.

2002 est sans conteste une année charnière. Le coup d'arrêt brutal de 2001 a révélé que le

marché de la téléphonie mobile commençait à être saturé. La situation très contrastée des pays européens, où les taux d'équipement de la population diffèrent, l'illustre parfaitement. « Le marché britannique affiche une baisse de 25 % des ventes en 2001, alors que la France a maintenu une croissance d'environ 4 % », affirme Geoffroy Roux de Bézies, directeur général du distributeur britannique Carphone Warehouse, qui possède l'enseigne The Phone House en France. D'autres phénomènes contribuent à ce ralentissement, comme la baisse de l'intensité de la concurrence entre les opérateurs et le renouvellement moins rapide que prévu des portables. « Le consommateur garde son téléphone mobile en moyenne près de deux ans et demi », souligne Serge Ferré, directeur général de Nokia Mobile Phones. Selon M. Roux de Bézies, « ces tendances devraient

se poursuivre au cours du premier semestre. » « Nous espérons que l'arrivée de téléphones mobiles à écran couleur, dotés de fonctions multimédias, redynamiseront les ventes au second semestre 2002 », précise-t-il. De l'appétit des consommateurs pour ces nouveaux appareils, et donc de leur prix, dépend la relance du marché.

En attendant, les regards se tournent également vers la Chine. Ce pays, qui détient désormais le record mondial du nombre d'abonnés au téléphone mobile, a pallié, en 2001, le ralentissement des ventes en Europe. Mais, selon les résultats des derniers mois, cette croissance semble faiblir. L'évolution de ce marché, sur lequel les équipementiers ont beaucoup misé, aura un impact non négligeable sur la santé globale de cette industrie.

L. Gi.

LE CULTE DU SECRET

Même si Vertu revendique son indépendance et si son siège est à Londres, loin de la Baltique, la griffe de la maison mère est bien présente. Par le culte du secret, tout d'abord. Rien n'a filtré de ce projet, en gestation depuis plus de cinq ans. Une règle chez Nokia, qui maintient le suspense jusqu'au dernier moment, lors de la présentation d'un nouveau mobile. Toutefois, un grain de sable a grippé la mécanique. Le *Wall Street Journal* a, en effet, évoqué le projet Vertu dix jours avant la date fatidique. Identifié, l'auteur de la fuite a immédiatement été congédié.

Vertu est également un véritable laboratoire, et la société finlan-

L. Gi.

Désormais chaque vendredi avec *Le Monde* daté samedi

Le Monde
TELEVISION
▼ RADIO ● VIDEO ■ DVD

Les analystes financiers, partagés, publient leurs premières études sur le titre Crédit agricole

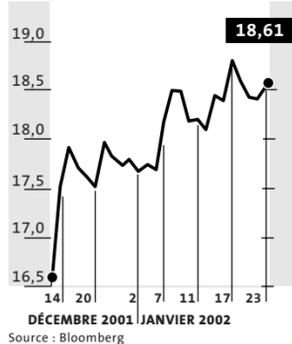
L'action de la banque, qui pourrait bientôt figurer au CAC 40, a gagné 12 % depuis son introduction en Bourse. La faible rentabilité du groupe incite, pourtant, les experts à la prudence

DEPUIS le mercredi 23 janvier, les analystes financiers ne sont plus tenus à la confidentialité au sujet de l'action Crédit agricole : ils peuvent maintenant publier des analyses et des recommandations sur le titre. Pour participer à l'opération d'introduction en Bourse, qui avait débouché sur une cotation de la banque le 14 décembre 2001, les établissements financiers et leurs analystes avaient dû s'engager à ne publier aucune étude ou opinion sur l'établissement pendant une période dite de « black out », au cours de laquelle l'action aura gagné 12 %, atteignant 18,61 euros. Dans la journée de mercredi, pas moins d'une douzaine d'études ont été rendues publiques.

Un gros tiers des études rendues publiques mercredi recommande maintenant aux investisseurs d'« alléger » leurs positions sur la valeur, un conseil moins négatif que celui de « vendre », rarement utilisé. Dans ce camp, les analystes de CDC Ixis et de Fortis fixent un objectif de cours de 19 euros pour l'ac-

BONNE TENUE DU TITRE

Cours de l'action Crédit Agricole
A Paris, en euros



tion Crédit agricole, ceux de KBC Securities estiment la valeur de l'action à 19,5 euros. De son côté, la Société de Bourse ETC valorise l'action à 18 euros, et les analystes de la Commerzbank descendent jusqu'à 16 euros.

« Pour le second semestre 2001, le

groupe s'est fixé pour objectif de réaliser un bénéfice net équivalent à celui du premier semestre (771 millions d'euros, en hausse de 9 % sur un an). Le coût de la crise argentine, que nous estimons à 270 millions d'euros, risque de rendre cet objectif tout juste atteignable », écrivent Philippe Léonnard et Séverine Farjon, analystes de Fortis Bank, pour justifier leur prudence.

D'« OPACITÉ » À « ATTRACTIF »

« Le comité scientifique des indices va se réunir prochainement pour décider si Crédit agricole entre dans le CAC 40 et la plupart des gens pensent que c'est couru d'avance. Cela pourrait profiter au titre, mais notre recommandation se fonde sur les fondamentaux de la banque », a déclaré de son côté Daniel Garrod, l'analyste de la Commerzbank, à l'agence Reuters. « Malgré un positionnement remarquable dans la banque de détail et la bancassurance, le niveau du flottant [capital disponible sur le marché], la faible rentabilité du groupe, l'opacité du véhicule coté

[puisque l'action Crédit agricole ne représente qu'une partie du groupe] ainsi que le manque de visibilité quant au traitement du dossier du Crédit lyonnais nous incitent à nous montrer prudent sur la valeur », explique aussi Scander Bentchikou, analyste chez ETC.

Près des deux tiers des professionnels se déclarent cependant plus optimistes. Conseillant d'« accumuler », une recommandation juste en-dessous d'« acheter », les analystes d'ABN Amro fixent un objectif de cours de 19,4 euros pour l'action Crédit agricole, ceux de Crédit lyonnais Securities de 21,1 euros, ceux de CIC Securities de 21,7 euros, ceux de Dexia de 23 euros. Le CIC souligne que la banque verte dispose d'« atouts majeurs » mais que le véhicule boursier est « assimilable à une holding », ce qui réduit sa valeur boursière. Elle met en garde sur l'évolution du titre à court terme, « les salariés anciens actionnaires pouvant apporter leurs titres à Crédit agricole pour 18,85 euros ». Adoptant une autre échelle de classification, les analystes de BNP Paribas gratifient le titre Crédit agricole d'une opinion de « surperformance » - une performance meilleure que la moyenne des valeurs bancaires -, avec un objectif de 20,5 euros, comme la société de Bourse Oddo, à 21 euros. Crédit agricole « présente un profil de risque attractif », écrit Patrick Leclerc et Claire Langevin, les analystes de BNP Paribas.

« La solidité de son bilan, la nature de son portefeuille d'activités et l'importance des économies de coûts à venir confèrent à la banque une bonne capacité de résistance », soulignent ces professionnels, pour qui l'impact de la crise argentine, estimé à 250 millions d'euros au second semestre 2001, serait amorti par des reprises sur des « provisions générales » déjà passées.

A. de T.

Adrien de Tricornot

Les failles de la période de black-out

LORS DE L'INTRODUCTION en Bourse du Crédit agricole, les analystes financiers du syndicat bancaire chargé de placer les titres ont eu un accès prématuré au dossier, mais à condition de s'engager sur une « clause de confidentialité ». Ce dispositif est autorisé par la Commission des opérations de Bourse (COB), à condition, notamment, que les informations délivrées soient ensuite mises à la disposition de l'ensemble du public. Ce type de clause semble s'accompagner de plus en plus, à Paris, de périodes importantes de black-out, à la suite de l'opération. Pendant le black-out, les analystes ne peuvent pas publier d'études, ou divulguer publiquement d'avis sur la valeur cotée. Dans le cas du Crédit agricole, le black-out a ainsi duré du 14 décembre 2001 au 23 janvier 2002, période riche en événement financiers, avec, notamment, l'aggravation de la crise argentine. « L'intérêt d'une période de black-out, pour une entreprise qui s'introduit en Bourse, c'est de ne pas s'exposer à des commentaires qui pour-

raient accroître la volatilité de son cours. Il s'agit simplement de la stabiliser et de le protéger dans les semaines qui suivent l'opération », explique un analyste. « Cependant, cela ne change pas grand-chose, pour nous, dans la pratique. Nous continuons à répondre aux questions de nos clients sur la valeur », poursuit ce professionnel.

Les opinions des analystes continuent donc de circuler auprès des institutionnels. La publication d'une douzaine de notes de recherche sur l'action Crédit agricole, le 23 janvier, à la fin de la période de black-out, n'a d'ailleurs pas notablement influencé le cours de l'action, qui a progressé de 1,03 % pendant la séance. Dans ces conditions, le dispositif de black-out, quelle que soit sa raison d'être originelle, risque d'encourir les mêmes critiques que l'interdiction des sondages dans les jours qui précèdent les élections.

L'immobilier a du mal à convaincre la Bourse

LE PLACEMENT en redressement judiciaire des maisons Cocoon, le 13 décembre 2001, a mis un terme à l'aventure de cette société alsacienne (ex-Caapaction), qui s'était hissée au deuxième rang des constructeurs de maisons individuelles en France. La politique de son bouillonnant PDG, Joseph Scavetta, reposait, côté commercial, sur le concept de « maison intelligente », avec système d'aspiration intégré, domotique et ordinateur, et, côté stratégie, sur le rachat de constructeurs régionaux, afin de constituer un groupe.

Pour financer cette croissance, Caapaction avait choisi de s'introduire en Bourse en 1989 et de rejoindre le Second Marché en décembre 2000. En dépit d'un marché de la construction de maisons

en forte progression, Cocoon a su mieux vendre que construire et livrer, accumulant des retards qui ont asséché sa trésorerie. Le départ des dirigeants historiques des sociétés rachetées et des choix de marketing dispendieux ont achevé de détériorer les comptes.

UN MÉTIER DE SERVICES

Maisons France Confort, plus discrète, affiche de brillants résultats mais ne parvient pas plus à convaincre en Bourse. Le cours de l'action de cette entreprise familiale, fondée en 1919, introduite au Second Marché, à 16,50 euros, en mai 2000, plafonne aujourd'hui à 14 euros : « Les analystes connaissent mal notre métier », explique Patrick Vandromme, son PDG. Ce dernier fait valoir que l'entreprise a

su doubler son chiffre d'affaires en deux ans, à près de 150 millions d'euros en 2001, augmentant son résultat dans les mêmes proportions, à 5,6 millions d'euros. « Nous avons toujours réalisé ou dépassé nos objectifs et la Bourse finira bien par s'en apercevoir », espère M. Vandromme.

Le scénario est un peu identique pour le promoteur Kaufman & Broad, introduit en Bourse le 9 février 2000, au cours de 23 euros, dont le titre, fin novembre 2001, évoluait entre 16 et 17 euros au moment où son PDG, Guy Nafilian, annonçait une progression des résultats de 12,3 % pour l'exercice 2001, clos le 30 novembre. Le cours a progressé cahin-caha depuis, pour atteindre 18 euros.

L'administrateur de biens Foncia est l'un des rares à tirer son épingle du jeu. Introduit le 6 mai 2001, au cours de 30 euros, son action en vaut aujourd'hui 45. Son dirigeant, Jacky Lorenzetti, a toujours pris soin de se démarquer du secteur immobilier en faisant valoir qu'il exerce un métier de services, avec la perception d'honoraires de gestion réguliers, sans lien direct avec la conjoncture.

Isabelle Rey-Lefebvre

Wall Street victime d'une arnaque historique

NEW YORK

de notre correspondant

Après les analystes financiers recommandant les actions qu'ils ont en portefeuille et les commissaires aux comptes soupçonnés d'être complices des malversations de leurs clients, c'est au tour des courtiers de Wall Street d'être mis en accusation. L'un d'entre eux en tout cas qui, selon le *Wall Street Journal* du mercredi 23 janvier, aurait détourné en quinze ans des centaines de millions de dollars à son profit et à celui de certains de ses clients. Les autorités fédérales ont ouvert une enquête criminelle concernant Frank Gruttaduria, un employé de 55 ans de la banque new-yorkaise Lehman Brothers. Il a disparu, le 11 janvier, après avoir envoyé au FBI des aveux décrivant en détail comment il a falsifié les relevés de comptes, augmentant de millions de dollars la valeur de certains portefeuilles et réduisant les actifs d'autres.

La police fédérale a averti Lehman Brothers la semaine dernière. La banque a aussitôt prévenu la SEC (Securities Exchange Commission), le gendarme des marchés, et l'Association nationale des courtiers (National Association of Securities Dealers). Lehman Brothers a annoncé son intention de coopérer avec la justice. M. Gruttaduria travaillait depuis octobre 2000 pour la banque, dans ses bureaux de Cleveland (Ohio). Il appartenait auparavant à la société S. G. Cowan Securities, filiale de la Société générale, dont les activités de courtage ont été acquises par Lehman Brothers.

Selon Lehman Brothers, M. Gruttaduria aurait détourné environ 25 millions de dollars depuis octobre 2000, et beaucoup plus depuis 1987, époque où il

a commencé à exercer la profession de courtier pour la firme Hambrecht & Quist. Pendant tout ce temps, Frank Gruttaduria aurait volé plus de 250 millions de dollars. Personne ne sait s'il s'est enfui avec une partie de cet argent ou s'il s'est suicidé, comme le laisse penser aux enquêteurs le ton de sa confession.

Selon le *Wall Street Journal*, qui cite des dirigeants de Lehman, le courtier indélicat aurait conservé à son profit au fil des années des sommes de plusieurs dizaines de millions de dollars. « Si tous ces chiffres sont exacts, il s'agit du plus grand vol d'investisseurs individuels par un courtier de l'histoire de Wall Street », explique l'avocat new-yorkais Jacob Zamansky.

DES MALVERSACTIONS RESTÉES INAPERÇUES

M. Gruttaduria comptait environ 300 clients fortunés, dont une trentaine ont eu leurs relevés de comptes falsifiés. Selon le journal, il prenait de l'argent sur les comptes de ses clients, trafiquait sa comptabilité et la gonflait artificiellement avec les montants des portefeuilles de ses clients. La technique de M. Gruttaduria était apparemment très au point. Il avait par exemple ouvert de nombreuses boîtes postales au nom de certains de ses clients, à leur insu, et il y envoyait des relevés de comptes.

Les malversations de M. Gruttaduria sont restées inaperçues, tant des titulaires de comptes que des contrôleurs internes de ses employeurs. Sans son aveu écrit, les détournements auraient peut-être pu se poursuivre encore longtemps.

Eric Leser

L'effondrement de la monnaie sud-africaine menace l'économie du pays

Le déséquilibre de la balance des paiements est en cause

JOHANNESBURG

de notre correspondante

L'année 2001 aura été, en Afrique du Sud, celle de la chute historique de la monnaie nationale, le rand. En six mois, il aura perdu près de 40 % de sa valeur par rapport au dollar : un record. Seule la livre turque a fait pire.

Pendant des mois, les analystes ont tenté d'expliquer cette dégringolade. En décembre, quand la monnaie a encore perdu, en quelques jours, 25 % de sa valeur, pour atteindre le niveau le plus bas de son histoire, à 13,85 rands par dollar, la chambre de commerce sud-africaine, la Sacob, a tapé du poing sur la table et exigé une commission d'enquête. Pour la Sacob, les fossoyeurs du rand sont des institutions ou des privés sud-africains qui jouent contre la monnaie pour leur propre profit avec des méthodes peu orthodoxes.

L'appel de la Sacob a été entendu par les autorités. Quelques jours à peine après son intervention, le président de la république, Thabo Mbeki, a ordonné la mise en place d'une commission et nommé dans la foulée un président. Le rand s'est raffermi, provisoirement. Jusque-là, le gouvernement n'avait pris aucune mesure. Pour lui, les fondamentaux de l'économie sont bons, l'inflation maîtrisée, à moins de 6 %, les recettes intérieures en hausse, les prévisions de croissance entre 2,5 % et 3 %, et seuls des spéculateurs étrangers pouvaient être responsables des attaques contre le rand. Pas question, officiellement, pour les autorités de se lancer dans une politique coûteuse de soutien de la monnaie, comme elles l'avaient fait, sans succès, en 1998.

Néanmoins, mercredi 23 janvier, le niveau du rand s'est redressé suite à des rumeurs indiquant que l'opérateur téléphonique Transnet, détenu par l'Etat, avait vendu les dollars acquis lors d'une cession de sa participation dans la société de téléphonie mobile M-Cell.

Pour les économistes, plusieurs facteurs internes ont contribué à l'effondrement du rand. Ils citent notamment l'attentisme, voire la tolérance, du gouvernement sud-africain à l'égard du voisin zimbabwéen. Alors que, sous couvert de réforme agraire, la violence s'étendait contre les fermiers blancs du pays, l'Afrique du Sud continuait à prôner une « diplomatie tranquille ».

La crise majeure que traverse l'Argentine contribue également à faire baisser la confiance envers

l'ensemble des pays émergents, estime la directrice générale du Trésor, Maria Ramoz, citée par la presse nationale. Pour elle, l'Afrique du Sud souffre en plus d'une forme de « racisme », qui veut que « personne n'attende des pays africains qu'ils fassent les choses correctement ».

Un autre facteur nuit à l'image internationale de l'Afrique du Sud : l'acharnement du président Thabo Mbeki à soutenir des thèses sur le sida réfutées par l'ensemble de la communauté scientifique. « Si un chef d'Etat peut avoir des positions aussi farfelues sur un sujet aussi grave, comment peut-il inspirer confiance pour les autres problèmes du pays ? », s'interroge un banquier européen à Johannesburg.

Le programme de privatisations a pris du retard, privat l'Etat d'un afflux de capitaux étrangers

Mais l'Afrique du Sud souffre surtout du déséquilibre de sa balance des paiements. Alors que l'épargne intérieure reste très faible, le pays a misé sur les investissements étrangers pour assurer sa croissance. Ces investissements ne sont pas au rendez-vous et, depuis 1995, ils n'ont pas dépassé, en moyenne, 1,5 million de dollars (1,68 million d'euros) par an. Cette faiblesse est due en grande partie aux retards dans le programme de privatisation, principal objet des investissements étrangers. Les prévisions de croissance, (2,2 % en 2001 et 2,3 % en 2002) ont achevé de décourager les investisseurs. Les placements sur la Bourse de Johannesburg sont également faibles et ne devraient pas s'améliorer tant que le rand ne se redresse pas. La tendance est même aux retraits des investissements en portefeuilles.

Non seulement les capitaux n'entrent pas, mais ils ont tendance à sortir. Ces dix dernières années, plusieurs grandes compagnies sud-africaines ont quitté le pays et sont désormais cotées à Londres, ou ont déplacé leur siège à l'étranger. Résultat, actuellement 40 % des dividendes versés par des entreprises installées en Afrique du Sud sortent du pays.

Fabienne Pompey

COMMUNIQUÉ DE L'AGIPI • RÉSULTATS 2001

L'Association Générale Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Investissement informe ses Adhérents et ses Correspondants des résultats du CLER, Contrat Libre d'Épargne et de Retraite (contrat à versements libres) et du FAR, Fonds de pension Associatif pour la Retraite (contrat Madelin).

CLER: Épargne gérée : 5,475 milliards d'euros
Fonds AGIPI en euros (résultats définitivement acquis): 5,55% net sur 3 ans 17,87% net

CONVENTIONS DE GESTION

ORIENTATION	EN 2001	SUR 3 ANS
Prudence	2,33%	17,62%
Équilibre	-1,97%	18,06%
Dynamisme	-5,68%	17,99%

CONVENTION DE GESTION ÉVOLUTION

ÂGE DE L'ADHÉRENT	EN 2001	SUR 3 ANS
40 ans	-2,81%	17,64%
50 ans	-1,10%	17,99%
60 ans	0,59%	17,95%

FAR: Épargne gérée : 290,866 millions d'euros
Fonds AGIPI Retraite en euros (résultats définitivement acquis): 5,80% net sur 3 ans 18,99% net

CONVENTION DE GESTION HORIZON RETRAITE

ÂGE DE L'ADHÉRENT	EN 2001	SUR 3 ANS
40 ans	-2,85%	18,78%
50 ans	0,62%	19,64%
60 ans	4,03%	19,61%

Performances des SICAV

Agipi Ambition : -9,86% (sur 3 ans : +13,14%)
Agipi Actions : -12,76% (sur 3 ans : +23,78%)

AGIPI
La force de l'association

- 320.000 Adhérents,
- 7,3 milliards d'euros d'épargne gérée,
- un partenaire : AXA.

Assemblée Générale de l'AGIPI
lundi 25 mars 2002 à 18h30
Palais des Congrès de Paris

Coca-Cola et Pepsi bousculent Danone sur le marché américain de l'eau

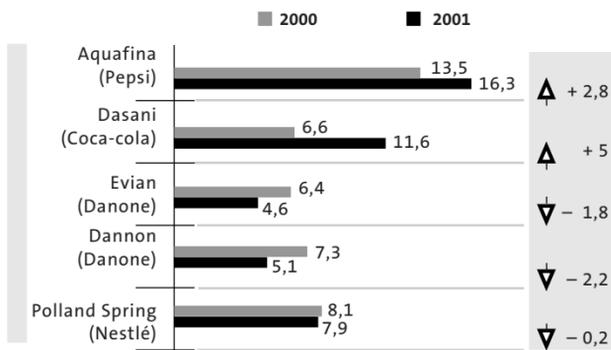
Dannon Water et Evian ont perdu respectivement 10 % et 8 % de leurs volumes en 2001, au profit des nouvelles marques lancées par les géants des boissons gazeuses

LES GÉANTS des colas sont en passe de réussir leur pari outre-Atlantique. Selon des chiffres obtenus par *le Monde* auprès du périodique américain *Beverage Digest*, Pepsi et Coca-Cola sont devenus, en 2001, les acteurs majeurs de l'eau en bouteille aux Etats-Unis. Une bataille de titans dont la première victime est le groupe français Danone, alors que Nestlé résiste.

Pepsi et Coca-Cola avaient compris qu'ils ne pourraient demander aux Américains de boire plus d'une centaine de litres par an de leurs célèbres boissons sucrées. Les deux marques cherchaient d'autres brevages sur lesquelles miser pour continuer à croître. C'est désormais chose faite. Sur le marché américain de l'eau en bouteille en pleine explosion (6 milliards de litres vendus, 30 % de croissance en 2001), les performances des deux spécialistes des *soft drinks* sont éloquentes : Pepsi, avec sa marque Aquafina, a augmenté ses volumes de 56 % sur l'année. Coca-Cola, avec son eau Dasani, commence à combler son retard sur son éternel rival et a augmenté ses volumes de 125 %. En part de marché, Pepsi confirme sa position de leader, qu'il avait acquise en 1999 (*Le Monde* du 23 mai 2000). Coca double,

LES GÉANTS DU COLA À L'OFFENSIVE

Parts de marchés dans les magasins de détail en %



Sur un marché de l'eau en bouteille, en croissance de 30 % en volume, Pepsi, le leader, a gagné 56 %, Coca 125 %.

Source : Beverage Digest

quant à lui, ses positions dans les magasins de détail. Des performances qui laissent à la traîne les marques du groupe français. L'eau de source Dannon Water a perdu 10 % en volume sur l'année, la marque Evian 8 %. « Dans les magasins, Danone n'a pas réussi à obtenir assez de place dans les linéaires », analyse John Sicher, rédacteur en chef de *Beverage Digest*.

Le groupe français se retrouve du coup, outre-Atlantique, dans la mauvaise position du petit acteur inventif qui se fait doubler par deux mastodontes. Pendant longtemps, les Américains ont consommé majoritairement de l'eau conditionnée en bonbonnes, au travail ou même à domicile. Danone, avec Evian, a été le premier à apporter une approche marketing

sur l'eau dans les années 1980, commercialisant des bouteilles qui peuvent être consommées au travail, en promenade, pendant le repas. Pepsi puis Coca se sont engouffrés dans la brèche.

Les deux géants ont un avantage de taille : ils ont déjà en place des réseaux de distribution puissants, pour leurs autres marques (Coca, Fanta, Pepsi, Sprite...) qui leur permettent un accès immédiat au marché. Danone n'a quand à lui aucun réseau et, ironie du sort, fait même appel à Coca pour distribuer son eau Evian. Ces déboires n'ont pas échappé aux opérateurs boursiers qui, mardi, après la publication du chiffre d'affaires annuel du groupe, ont chahuté le titre à New-York et Paris.

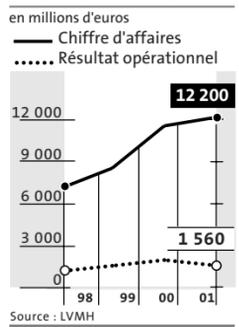
« Il n'y a pas de problème stratégique avec Evian », analyse le groupe. En revanche, Dannon Water « est en concurrence frontale avec celles de Coca et Pepsi », reconnaît-il. Dannon Water, qui utilise l'eau de onze sources aux Etats-Unis et de quatre au Canada, pourrait, dans les prochains mois, abandonner sa distribution nationale pour se concentrer en priorité sur certaines régions américaines.

Laure Belot

LVMH affecté par la chute des flux touristiques

MALGRÉ trois avertissements sur résultat depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, le numéro un mondial du luxe, LVMH, avait sous-estimé son plongeon. Il a accusé en 2001 une chute de 20,3 % de son résultat opérationnel, à 1,56 milliards d'euros, a-t-il estimé mercredi 23 janvier. Or il tablait lors de sa dernière prévision sur un repli de 10 à 15 % de ce résultat. Le fort recul des bénéfices est dû « essentiellement à l'impact des événements de septembre sur le marché du luxe, avec le ralentissement brutal et instantané des voyages qui s'en est suivi », explique le groupe, qui met aussi en cause, « la baisse du yen et la crise argentine ».

PROFITS EN BAISSÉ



Source : LVMH

EADS pourrait réviser son projet d'alliance avec Finmeccanica

EADS pourrait se retirer du projet d'alliance avec l'italien Finmeccanica, affirme le *Financial Times* du jeudi 24 janvier. Le consortium européen d'aéronautique estime que les conditions de rapprochement avec Finmeccanica ne peuvent se poursuivre dans la forme négociée il y a deux ans, en avril 2000. Les deux entreprises discutent toutefois d'un accord plus limité sur les avions de combat.

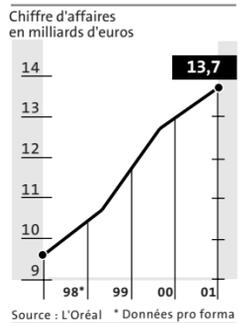
L'accord initial prévoyait des coopérations dans l'aviation civile. Mais selon Philippe Camus, le patron d'EADS, les événements du 11 septembre ont changé la donne au point que l'accord initial ne serait plus adapté aux réalités du marché. Cette révision de l'accord avec le groupe italien relance la bataille pour la maîtrise du marché aéronautique en Europe, en remettant en selle le britannique British Aerospace.

Croissance maintenue pour L'Oréal en 2001

MALGRÉ un léger tassement des ventes au quatrième trimestre, essentiellement lié au ralentissement de l'économie aux Etats-Unis après les attentats du 11 septembre, le groupe de cosmétiques a annoncé, mercredi 23 janvier, une progression annuelle de son chiffre d'affaires de 8,4 % à 13,7 milliards d'euros en 2001.

La branche cosmétiques, qui fournit l'essentiel des ventes, a augmenté, hors effets monétaires, de 9,1 %, à 13,39 milliards d'euros tandis que la branche dermatologie est en croissance de 10,9 %, à 292 millions d'euros. Dès l'annonce de ces résultats, le titre a progressé de 1,8 % à 79,90 euros à la Bourse de Paris.

HAUSSE CONTINUE



Source : L'Oréal * Données pro forma

PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE

Chiffre d'affaires 2001 : 27,8 milliards d'euros, +12,3 %

► Le chiffre d'affaires consolidé 2001 de Pinaut-Printemps-Redoute s'est élevé à 27 798,5 millions d'euros, en croissance de +12,3 %.

► A périmètre et taux de change comparables, la progression du chiffre d'affaires du Groupe s'est établie à +2,6 %.

Cette hausse a été tirée par l'activité soutenue des pôles Grand Public (+4,8 %), Luxe (+6,2 %) pour la période novembre 2000-octobre 2001, et Crédit et Services Financiers (+10,1 %). Le pôle Professionnel est en léger recul (-0,4 %).

► Le 4^{ème} trimestre est en recul en comparable de -0,4 %, avec une croissance de +1,2 % en octobre, et une nette inversion de tendance sur les deux mois les plus importants de l'année (novembre et décembre) avec un repli de -2 %.

► L'activité du Groupe hors Amérique du Nord est en croissance de +5,5 % en comparable sur l'ensemble de l'exercice. En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires annuel est en recul en comparable de -7,5 %, dont un recul de plus de 15 % en novembre et décembre 2001.

► Le chiffre d'affaires de Pinaut-Printemps-Redoute intègre l'effet report des opérations importantes de croissance externe réalisées en 2000 dans les pôles Professionnel (notamment Westburne pour Rexel et les activités européennes de Boise Cascade Office Products pour Guilbert) et Luxe (essentiellement YSL Beauté et Boucheron) ainsi que la consolidation en 2001 d'Emmezeta liée à la prise de participation majoritaire du distributeur italien par Conforama.

Les variations de périmètre ont contribué à la hausse du chiffre d'affaires pour 2 343,3 millions d'euros. Les évolutions des taux de change ont eu un impact négatif s'élevant à 14,8 millions d'euros.

► Le chiffre d'affaires du Groupe réalisé à l'international s'est élevé à 15 201,9 millions d'euros, en croissance de +16,8 %. Il représente 54,7 % du chiffre d'affaires du Groupe, à comparer à 52,5 % en 2000.

► Le chiffre d'affaires total des activités réalisées sur Internet a été multiplié par 2,3 pour atteindre 458 millions d'euros.

En millions d'euros	31/12/01	31/12/00	Variation en réel
Grand Public	11 953,1	10 771,4	+ 11,0 %
Luxe	2 541,6	2 210,1	+ 15,0 %
Professionnel	12 519,9	11 056,3	+ 13,2 %
Crédit et Services Financiers	799,8	741,1	+ 7,9 %
Autres	23,6	22,0	+ 7,3 %
(Eliminations)	(39,5)	(39,7)	ns
TOTAL	27 798,5	24 761,2	+ 12,3 %

Le volcan du Pariou peut être photographié

Six associations propriétaires du site auvergnat, qui estimaient qu'une photographie du paysage portait atteinte à leur droit de propriété, ont été déboutées. Ce jugement rassure les professionnels

LE PROCÈS était très attendu et son dénouement va soulager les professionnels de l'image, notamment les photographes, agences photo et éditeurs de cartes postales. Il s'agit en effet du premier conflit de droit à l'image à propos d'une vue aérienne d'un paysage vierge – les sommets du Pariou et du puy de Dôme. Le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand a débouté, mercredi 23 janvier, six associations de propriétaires du Pariou – très visité et photographié à cause de son cratère bien dessiné – qui estimaient que l'utilisation commerciale de cette image, sous forme d'affiches de 4 x 3 mètres, par l'hypermarché Géant (groupe Casino) constituait une atteinte à leur droit de propriété.

Les propriétaires du Pariou invoquaient aussi « un trouble de jouissance » provoqué par une « surfréquentation » du site qui entraînerait « une dégradation de celui-ci et une gêne d'accès pour ses légitimes propriétaires ». Ils demandaient au tribunal de condamner solidairement trois sociétés assignées (Casino, l'agence photo et l'agence de publicité) à verser 28 965 euros en

dédommagement. Dans ses attendus, le tribunal explique que « le droit de propriété d'un bien meuble ou immeuble exposé à la vue de tous n'emporte pas en lui-même pour son titulaire le droit de s'opposer à l'exploitation commerciale de l'image de ce bien obtenue sans fraude si l'exploitation qui en est faite ne porte pas un trouble certain au droit

Il s'agit du premier conflit de droit à l'image à propos d'une vue aérienne d'un paysage vierge

d'usage et de jouissance du propriétaire ». Le tribunal ajoute que « ce paysage emblématique, sujet de nombreuses photographies largement diffusées à des fins culturelles, scientifiques, touristiques ou de publicité, fait partie d'un ensemble inscrit à l'inventaire des sites pittoresques du Puy-de-Dôme ». Il affir-

me enfin que la revendication des propriétaires « porte atteinte à la liberté fondamentale d'expression garantie par la Constitution et par la Convention européenne des droits de l'homme ».

Joël Damase (agence Photonon-stop), l'auteur de la photo, se dit « très content » de cette décision. « Une issue contraire aurait porté un coup dur à la photo d'illustration. » Les responsables d'agences photo trouvent déterminant d'avoir obtenu une décision sur le fond. En effet, la plupart des propriétaires du Pariou – ils sont une bonne centaine – ont été déboutés parce qu'ils étaient représentés par des associations qui n'avaient pas « qualité pour agir au lieu et place des personnes physiques détentrices du droit de propriété » ; une seule association a été reconnue comme pouvant invoquer un droit de propriété.

Gérard Ducrey, avocat de l'Union professionnelle de la carte postale, partie prenante dans ce procès, affirme que cette décision « signifie que la jurisprudence revient à son point d'équilibre après une série de décisions aberrantes ».

Pour ce dernier, la notion de « trouble certain », en usage dans les années 1950-1970, puis tombée en désuétude, devrait mettre fin à « des revendications abusives ». M. Ducrey ajoute que la liberté d'expression s'impose, alors même que la photo est utilisée pour une campagne de publicité.

Cette décision reprend des arguments avancés par le tribunal de grande instance de Paris, dans un jugement du 8 octobre 2001. Le propriétaire de la tour Bonneville, à Villeneuve-sur-Yonne (Yonne), poursuivait un éditeur qui commercialisait une carte postale représentant le site. Le tribunal affirmait que, dès lors qu'un bien « est exposé à la vue de tous », un propriétaire « ne peut s'opposer à l'exploitation de l'image de ce bien », sauf si cette exploitation est « abusive et préjudiciable ».

« Le bon sens auvergnat n'a pas permis que l'on batte monnaie avec des arguments qui n'étaient que des arguties », dit Gérard Ducrey, qui craignait que l'on ne puisse plus « que photographier la mer ». Le Pariou est devenu le cheval de bataille de photographes qui avaient manifesté sur le volcan le



Le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand a estimé que la photo du puy du Pariou pouvait être « librement utilisée », étant celle « d'un paysage emblématique sujet de nombreuses photographies largement diffusées à des fins culturelles, touristiques, scientifiques ou de publicité, le puy du Pariou faisant partie d'un ensemble inscrit à l'inventaire des sites pittoresques du Puy-de-Dôme ». Cette photo de Joël Damase a servi pour une campagne publicitaire de Casino.

25 mars 2000. Ce site est largement reproduit sur des étiquettes de Volvic, des dépliants et guides, des affiches politiques et des publicités pour Michelin.

L'affaire du Pariou a provoqué depuis trois ans une large mobilisation des professionnels de la photo alors que les contentieux sur le droit à l'image se multiplient. Nombre de particuliers demandent des dommages et intérêts quand ils se reconnaissent sur une

photo ou revendiquent un droit d'auteur sur un immeuble, un bateau, un monument, une architecture emblématique. La dernière affaire retentissante est celle de deux femmes catholiques photographées en train de prier durant les Journées mondiales de la jeunesse et qui ont attaqué le cliché publié par L'Express (Le Monde du 23 janvier).

Michel Guerrin

Les clubs de football se cherchent une stratégie sur Internet

MARDI 22 JANVIER, à 21 h 45 GMT, se terminait le match de football de première division anglaise entre deux des favoris, Manchester United et Liverpool. Deux heures et quart plus tard, après la retransmission en direct à la télévision, les internautes du monde entier pouvaient se connecter sur les sites des deux clubs pour visionner l'intégralité de la rencontre. A condition, toutefois, de payer la somme de 2,99 livres (4,8 euros), à moins d'être déjà abonné à l'un des sites.

Présenté comme une expérience, cet événement, l'un des premiers du genre au monde dans le domaine du football, reflète la volonté des clubs professionnels d'exploiter leur image et leurs prestations sur le nouveau vecteur qu'est Internet. Responsable de liverpoolfc.tv, le site des « Reds », Stephen Michael reste muet quant au nombre d'internautes ayant jusqu'à présent payé pour voir, en différé, la défaite de Manchester (0-1), alors que le match était retransmis dans de nombreux pays, dont la France (sur Canal+).

Le haut débit est nécessaire pour les retransmissions de matches sur le Web

Il estime néanmoins qu'il existe un marché pour ce genre de diffusion, tant la notoriété des deux clubs en question est grande au niveau mondial.

L'avenir des retransmissions sur Internet passe par le développement du haut débit, condition sine qua non pour la réception, sur ordinateur, d'images de bonne qualité. Il faudra aussi franchir l'obstacle des droits, qui diffèrent d'un pays à l'autre. En Angleterre, les clubs peuvent exploiter les images des rencontres qu'ils disputent et se répartissent entre eux les revenus qu'ils tirent des diffuseurs. Cela vaut aussi pour Internet, même si ce secteur est loin d'avoir prouvé sa rentabilité. Le régime est différent en France : les droits y sont détenus par la Ligue nationale de football (LNF), qui négocie avec les télévisions et répartit les recettes de façon équitable entre les clubs professionnels.

Ceux-ci ont été autorisés, en ce qui concerne Internet, à diffuser sur leurs sites respectifs un extrait de deux minutes d'un match de championnat, à condition qu'il ne soit en ligne que vingt-quatre heures après la fin de la rencontre, et pour une durée limitée. Les clubs revendiquent aujourd'hui de pouvoir exploiter leurs images comme ils l'entendent. La LNF s'y oppose.

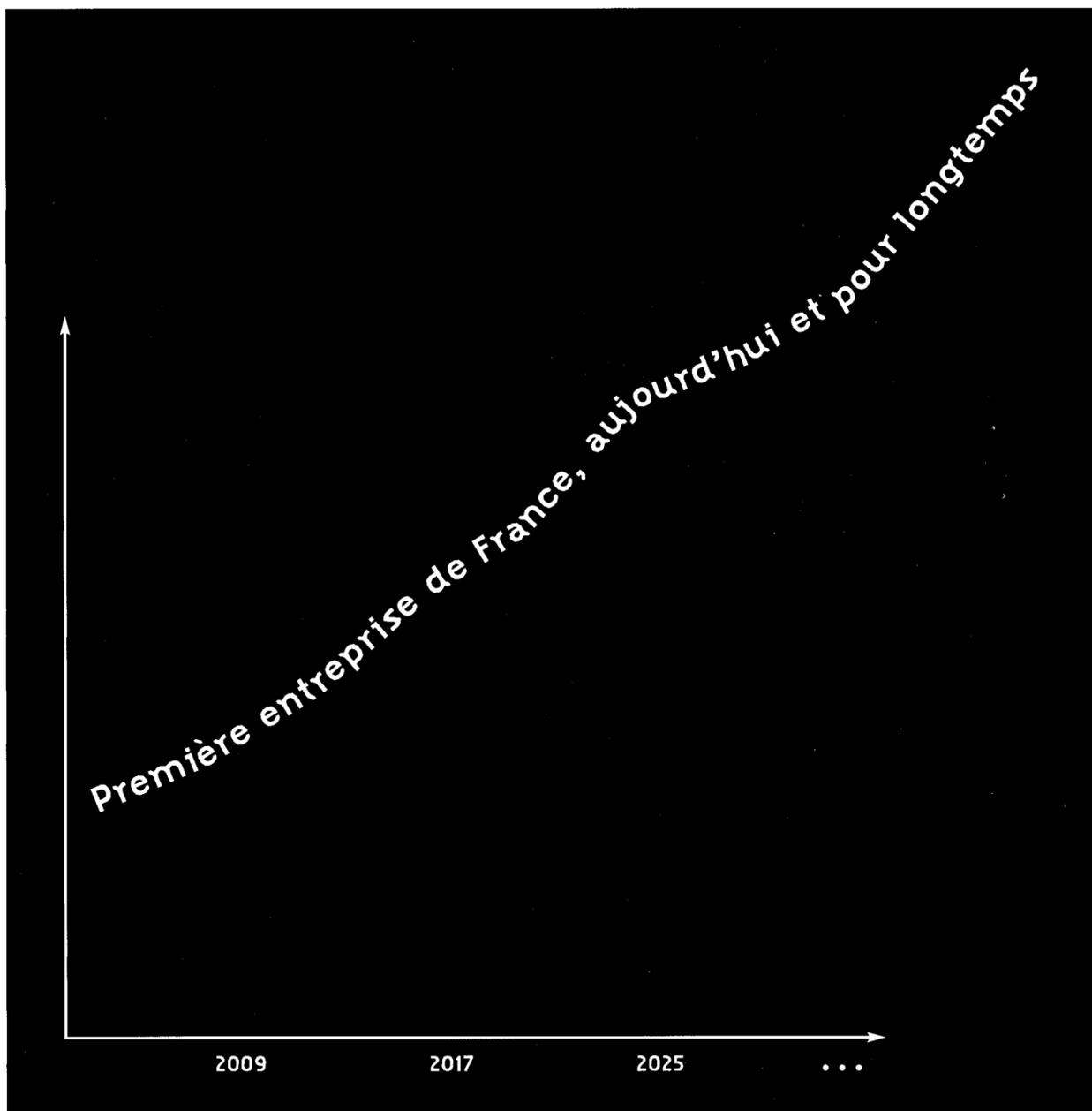
Les clubs français cherchent des parades. Les matches de certaines coupes européennes (UEFA et Intertoto) n'étant pas soumis aux règles de la LNF, le club de Nantes a pu diffuser sur son site un match en novembre 2000, tandis que la chaîne Eurosport (groupe TF1) a retransmis sur son site, en août 2001, une rencontre du Paris-Saint-Germain, qu'elle diffusait simultanément à la télévision. Deux expériences non-payantes destinées avant tout à tester le marché et la technologie.

Les clubs s'emploient également à enrichir leurs sites, pour commencer à rentabiliser les investissements réalisés. « La logique consistant à faire payer est légitime quand on voit le coût des services rendus. Mais il ne faut pas le faire pour un contenu qui, avant, était gratuit : il faut fortement enrichir l'offre », avertit Xavier Mouly, patron de la division Internet de Havas Advertising Sports, qui s'occupe des sites de l'Olympique de Marseille, de Metz et de Bastia. Cette offre, dit-il, sera enrichie en juin sur le site de l'OM. Moyennant une somme qui pourrait être inférieure à 50 francs (7,6 euros) par mois, un supporteur pourra avoir accès à des simulations en trois dimensions des buts et d'extraits de match, à des vidéos de l'entraînement, de l'avant-match et d'interviews « intimes » de joueurs, ainsi qu'à une adresse de courriel au nom du club (par exemple, jean.durand@olympiquedemarseille.com), etc.

« Beaucoup de sites sont sortis depuis deux ans, mais il n'existe pas de ligne éditoriale commune entre eux, alors que les clubs participent au même championnat », regrette Patrick Escande, directeur éditorial de CanalNumedia (groupe Vivendi Universal), qui s'occupe notamment des sites de Lens, Nantes, Lyon et Auxerre. Cette société, dit-il, discute avec ses concurrents en vue de mutualiser les coûts, de créer une régie publicitaire commune et de « fabriquer un produit global ».

« Le site est un support qui s'additionne à la politique de communication des clubs, c'est le meilleur support pour eux : ils peuvent le contrôler de A à Z et il est accessible 24 heures sur 24 », note Laurent Trupiano, directeur de la rédaction du site d'information sport24.fr. Mais la question de la rentabilité restera sans doute longtemps en suspens. « Les gens ont déjà une telle offre télévisée, avec des caméras partout dans le stade et des interviews aussitôt après la fin des matches », fait remarquer Hugues Danguy, cofondateur d'Athleteline, qui réalise des sites pour des sportifs de haut niveau.

Antoine Jacob



161 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 100 000 embauches cette année, des dizaines de milliers de jeunes en formation... "Première entreprise de France", l'Artisanat est bien parti pour le rester ! Dans un monde qui aspire à la meilleure qualité, à plus de service et à davantage de sécurité, pas étonnant que l'Artisanat ait le vent en poupe. Au public, il offre son approche humaine, personnalisée, loin de l'anonymat et des productions uniformisées. A ses acteurs, il propose un accomplissement personnel, aussi bien dans l'encouragement au travail bien fait

que dans la stimulation de l'esprit d'entreprendre : chaque année, grâce à l'Artisanat, 76 000 entreprises nouvelles voient le jour. Aux jeunes, l'Artisanat ouvre les perspectives d'un bel avenir professionnel. La maîtrise des technologies nouvelles apporte de meilleures conditions de travail et donne à ses métiers un nouveau souffle. Détenteur de compétences acquises au cours des siècles et sans cesse renouvelées, l'Artisanat sait s'adapter pour préserver un atout d'avenir : le savoir-faire.

www.artisanat.info

l'artisanat

LA TENDANCE FINANCIÈRE

Prises de bénéfice à la Bourse de Buenos Aires

L'INDICE MERVAL de la Bourse de Buenos Aires a perdu 1,57 %, mercredi 23 janvier, s'établissant à 438,89 points, après s'être replié de 5,24 % mardi. Depuis sa réouverture, jeudi 17 janvier, après huit séances d'arrêt forcées liées à la crise, l'indice argentin a enregistré une hausse de 27,87 %. Il a ainsi plus que doublé en moins de deux mois - il cotait 200 points à la fin novembre 2001 -, au fur et à mesure de la détérioration de la situation économique, politique et financière du pays.

Véhicules de la fuite des capitaux en raison de leur double cotation à Buenos Aires et à New York, les grandes valeurs du marché argentin ont bénéficié, ces dernières semaines, du report des capitaux fuyant les banques et les obligations d'Etat. Après leur forte hausse, des prises de bénéfice auraient

donc été enregistrées depuis deux jours. De plus, la stabilisation du peso argentin, soutenu par une intervention de la Banque centrale argentine, autour du cours de 1,85 peso pour 1 dollar, n'aurait pas incité à de nouveaux achats d'actions monnayables en devises étrangères.

A New York, dans un mouvement de balancier, les valeurs technologiques ont fortement rebondi à la suite d'« une chasse aux bonnes affaires ». Ces dernières semaines, la morosité avait été entretenue par les commentaires pessimistes émis par Intel, Microsoft ou Nokia sur leur secteur. L'indice Nasdaq, riche en valeurs de technologie, a progressé mercredi de 2,12 %, à 1 922,38 points. Mais l'indice Dow Jones, plus diversifié, a limité sa progression à 0,18 %, s'inscrivant à 9 730,96 points. A Paris, l'indice CAC 40 est resté stable, mercredi, s'appréciant symboliquement de 0,09 %, à 4 450,81 points. La Bourse de Francfort s'est singularisée en enregistrant une forte hausse du Dax, qui a gagné 2,32 %, mercredi, à 5 163,03 points. Les bonnes perspectives de l'éditeur de logiciels SAP se sont conjuguées à des résultats trimestriels meilleurs que prévu de Siemens. A Tokyo, le Nikkeï a légèrement rebondi, jeudi, gagnant 0,33 %, à 10 074,05 points. Les valeurs technologiques ont suivi la tendance imprimée la veille par le Nasdaq américain.

Adrien de Tricornot

INDICE MERVAL

En points à Buenos Aires

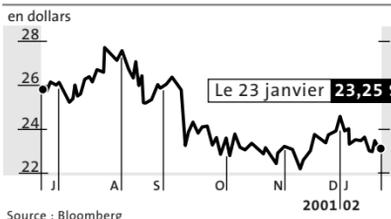


Source : Bloomberg

Dans la gueule du Dow

LA CHRONIQUE DES MARCHÉS

L'ACTION DANONE À NEW YORK



Source : Bloomberg

POUR LES GROUPES européens, se faire coter à New York représente une sorte de consécration, de certificat de bonne gestion à l'anglo-saxonne. Une arme à double tranchant. Car l'aventure américaine peut aussi tourner au cauchemar pour peu que les objectifs annoncés lors de l'introduction ne se confirment pas.

DANONE MET L'AMÉRIQUE À L'EAU

Danone avait pris le chemin de Wall Street, en novembre 1997, « pour donner une plus grande visibilité » au groupe et à sa marque-phare sur le marché américain, affirmait alors Franck Riboud, le PDG du numéro un français de l'alimentaire. Il s'agissait moins de lever des fonds en vue d'opérations de croissance externe que de se faire reconnaître des investisseurs aux Etats-Unis, après s'y être fait connaître des consommateurs, avec les yaourts et les eaux minérales vendus sous la marque Dannon. M. Riboud, dont l'ambition est de faire de Danone la troisième marque mondiale de produits alimentaires, voulait « étalonner » son groupe à l'aune de ses concurrents américains. Il a, à cet effet, retaillé l'entreprise pour la faire entrer dans la grille d'exigences des investisseurs, cédant les activités les moins rentables, restructurant la branche biscuits LU, avec l'éclat médiatique que l'on sait, le tout de façon à maintenir la marge opérationnelle du groupe à un taux supérieur à 9 % du chiffre d'affaires.

Quatre ans après, la réussite de l'offensive du groupe français est réelle sur les produits frais. En revanche, Dannon Water, qui fut un temps la première marque d'eau en bouteilles dans les rayons des supermarchés américains, a suscité des convoitises. Et pas de la part de n'importe qui : les géants Coca-Cola et Pepsi-Cola, qui plafonnent dans les boissons gazeuses, ont dé-

cidé de faire de l'eau leur nouveau cheval de bataille. Et c'est essentiellement au détriment des eaux de Danone qu'ils ont construit le succès de leurs marques Dasani et Aquafina, comme le relève l'enquête du Monde (lire page 20).

Danone n'est pas encore bouté hors des Etats-Unis. Mais M. Riboud va devoir se battre pour prouver le bien-fondé de sa stratégie américaine. Le parcours boursier du groupe à Wall Street reflète les incertitudes relatives à l'issue de la bataille autant que celles de la conjoncture. Le titre coté outre-Atlantique a traversé en dents de scie l'année 2001, revenant à 23,25 dollars mercredi 22 janvier, soit très exactement 25 % de moins que son cours d'émission.

BAYER REDORE SON BLASON

Le groupe pharmaceutique allemand Bayer a, lui, délibérément choisi de se mettre dans la gueule du loup, en s'introduisant à la Bourse de New York jeudi 24 janvier. Six mois après l'affaire de son anticholestérol Lipobay, soupçonné d'avoir provoqué la mort non pas de cinquante-deux personnes, comme annoncé initialement,

mais de plus d'une centaine de personnes, ainsi que Bayer l'a lui-même reconnu, d'aucuns jugeront la démarche osée. D'autant que le retrait du marché mondial du Lipobay, qui a valu au groupe la première perte trimestrielle de son histoire en novembre 2001, devrait peser pour 800 millions d'euros sur le résultat opérationnel en 2001.

Mais Manfred Schneider, le président du directoire du groupe, est manifestement décidé à jouer la transparence face aux marchés. Après tout, Bayer, avec sa célébrité aspirine, ne fait-il pas partie du quotidien des Américains depuis 1899 ? Il espère peut-être aussi que les Américains sauront se souvenir que son anti-infectieux Cipro fut, durant quelques semaines au lendemain des attentats du 11 septembre, leur seul espoir face aux alertes terroristes à la maladie du charbon. Même si le boom des ventes de Cipro n'a pas compensé la chute de chiffre d'affaires consécutive au retrait du Lipobay.

Après l'année noire 2001, M. Schneider a déclaré mardi qu'il tablait sur un bénéfice net supérieur à 1 milliard d'euros en 2002. L'introduction à New York, sous forme d'ADS (American Depositary Shares), vise à accroître la présence des actionnaires américains dans le capital, dont ils ne détiennent que 8 %, alors que Bayer réalise un tiers de ses ventes aux Etats-Unis. Le groupe entend financer le développement de ses prochaines divisions ou faciliter leurs alliances, notamment dans la pharmacie. Bayer prévoit de faire, à partir de janvier 2003, ce qu'avait fait le suisse Sandoz, il y a dix ans, en filialisant ses activités en quatre activités : pharmacie, chimie, agrochimie, plastiques.

Pascal Galinier et Véronique Lorelle

LES BOURSES DANS LE MONDE 24/1, 10h06

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
UNION EUROPÉENNE									
ALLEMAGNE	DAX Index	5166,62	24/1	0,07	5318,73	4/1	4984,20	16/1	21,64
	Euro Neu Markt Price IX	1124,03	24/1	0,34	1205,43	9/1	1093,15	16/1	
AUTRICHE	Austria traded	1151,72	24/1	-0,02	1153,27	22/1	1114,42	9/1	11,30
BELGIQUE	Bel 20	2788,02	24/1	0,61	2771,03	23/1	2622,36	14/1	13,31
DANEMARK	Horsens Bnex	262,59	24/1	0,64	272,94	3/1	260,37	16/1	16,13
ESPAGNE	Ibex 35	8075,70	24/1	-0,03	8554,70	3/1	7800,30	14/1	15,25
FINLANDE	Hex General	8146,32	24/1	1,90	9036,08	4/1	7902,93	21/1	20,55
FRANCE	CAC 40	4486,45	24/1	0,80	4682,79	4/1	4423,80	21/1	18,46
	Mid CAC	2032,19	23/1	-0,21	2051,78	11/1	1939,27	2/1	12,47
	SBF 120	3102,23	24/1	0,72	3224,08	4/1	3063,56	21/1	18,02
	SBF 250	2900,53	23/1	0,02	3028,35	4/1	2885,40	21/1	17,72
	Indice second marché	2355,34	23/1	0,08	2377,35	11/1	2299,52	2/1	13,12
	Indice nouveau marché	1104,99	24/1	0,74	1170,00	7/1	1086,98	21/1	
GRÈCE	ASE Général	2610,95	24/1	0,52	2646,38	4/1	2502,18	16/1	15,44
IRLANDE	Irish Overall	5525,24	24/1	0,19	5665,18	7/1	5488,78	21/1	11,93
ITALIE	Milan Mib30	31745,00	24/1	0,27	32622,00	3/1	31244,00	16/1	
LUXEMBOURG	LuxX Index	1141,17	23/1	-1,31	1169,48	14/1	1115,25	3/1	9,06
PAYS-BAS	Amster. Exc. Index	496,34	24/1	0,77	503,85	3/1	487,96	14/1	16,11
PORTUGAL	PSI 30	7775,13	23/1	-1,31	7958,46	4/1	7606,60	14/1	15,67

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
EUROPE									
ROYAUME-UNI	FTSE 100 index	5210,00	24/1	0,57	5323,80	4/1	5113,50	14/1	16,78
	FTSE techMark 100 index	1418,10	24/1	1,16	1552,00	4/1	1401,80	23/1	
SUÈDE	OMX	792,95	24/1	0,38	869,45	4/1	784,45	21/1	20,80
AMÉRIQUES									
HONGRIE	Bux	8004,83	24/1	0,25	7985,19	23/1	7123,33	2/1	10,26
ISLANDE	ICEX 15	1234,21	24/1	0,00	1255,17	18/1	1148,47	3/1	
POLOGNE	WSE Wig	15988,36	24/1	-0,20	16141,35	22/1	13995,24	2/1	11,72
RÉP. TCHÈQUE	Exchange PX 50	418,40	24/1	0,38	417,80	22/1	387,80	2/1	11,33
RUSSIE	RTS	291,37	24/1	-1,55	301,45	22/1	267,70	3/1	1,45
SUISSE	Swiss market	6347,00	24/1	0,59	6416,40	11/1	6231,10	21/1	16,71
TURQUIE	National 100	12979,66	24/1	0,54	14999,51	7/1	12629,37	21/1	
AMÉRIQUES									
ARGENTINE	Merval	438,89	23/1	-1,57	470,55	21/1	323,69	2/1	6,70
BRESIL	Bovespa	13232,14	23/1	1,75	14378,59	7/1	13003,93	22/1	
CANADA	TSE 300	7598,45	23/1	0,52	7870,25	7/1	7559,29	22/1	
CHILI	Ipsa	96,66	23/1	-0,02	101,71	4/1	96,18	16/1	6,88
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	9730,96	23/1	0,18	10259,74	4/1	9712,27	16/1	20,48
	Nasdaq composite	1922,38	23/1	2,12	2059,38	4/1	1882,53	22/1	
	Nasdaq 100	1549,21	23/1	3,16	1675,03	4/1	1501,78	22/1	41,25
	Wilshire 5000	10522,08	23/1	0,93	10932,32	4/1	10425,14	22/1	
	Standard & Poor's 500	1128,18	23/1	0,79	1172,51	4/1	1119,31	22/1	22,90
MEXIQUE	IPC	6782,78	23/1	2,92	6782,78	23/1	6388,27	14/1	

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
ASIE-OCÉANIE									
AUSTRALIE	All ordinaries	3371,90	24/1	0,24	3385,30	7/1	3331,20	18/1	16,07
CHINE	Shanghai B	137,21	24/1	-0,02	169,02	4/1	131,53	22/1	
	Shenzhen B	1318,45	24/1	0,31	1553,20	7/1	1245,23	22/1	9,71
CORÉE DU SUD	Composite	757,71	24/1	2,03	757,71	24/1	708,47	18/1	
HONGKONG	Hang Seng	10741,46	24/1	-0,19	11892,64	7/1	10762,14	23/1	
	All ordinaries	4665,50	24/1	-0,15	5097,20	7/1	4672,46	23/1	
INDE	Bombay SE 30	3364,23	24/1	-0,26	3437,78	8/1	3246,15	1/1	
ISRAËL	Tel Aviv 100	437,36	24/1	0,68	470,05	6/1	434,41	23/1	
JAPON	Nikkei 225	10074,05	24/1	0,33	10942,36	7/1	10040,91	23/1	27,72
	Topix	980,44	24/1	0,54	1055,14	7/1	975,20	23/1	
MALAISIE	KL composite	685,95	24/1	-0,38	704,99	10/1	682,83	2/1	
NOUVELLE-ZÉLANDE	All ordinar.	763,22	24/1	0,68	763,22	24/1	742,00	3/1	
SINGAPOUR	Straits Times	1662,98	24/1	-0,20	1731,52	14/1	1625,69	2/1	17,67
TAÏWAN	Weighted	5801,92	24/1	0,56	5871,28	10/1	5488,33	16/1	
THAÏLANDE	Thai SE	333,76	24/1	2,09	326,92	23/1	305,19	2/1	
AFRIQUE									
AFRIQUE DU SUD	All shares	10361,50	24/1	0,19	10900,30	11/1	10341,70	23/1	9,86
CÔTE D'IVOIRE	BVRM	74,91	23/1	-0,03	77,39	2/1	74,91	23/1	

PER = Price Earning Ratio (ou ratio cours/bénéfice) : bénéfice par action estimé pour l'exercice courant, divisé par le cours de Bourse.
Estimations de bénéfices : société d'Informations financières Mulfex. n/d : valeur non disponible.

EUROPE JEUDI 24 JANVIER 10h06

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTOMOBILE	216,80	-0,03
BANQUES	361,83	-0,43
PRODUITS DE BASE	260,04	-0,94
CHIMIE	286,37	-0,53
TÉLÉCOMMUNICATIONS	318,10	-0,75
CONSTRUCTION	204,88	-0,23
CONSOMMATION CYCLIQUE	147,88	-0,98
PHARMACIE	442,53	-0,17
ÉNERGIE	331,56	-0,42
SERVICES FINANCIERS	283,05	-0,39
ALIMENTATION ET BOISSON	239,22	-0,10
BIENS D'ÉQUIPEMENT	233,91	-0,32
ASSURANCES	312,93	-0,30
MÉDIAS	287,52	-1,16
BIENS DE CONSOMMATION	279,50	-0,20
COMMERCE ET DISTRIBUTION	242,55	-0,11
HAUTE TECHNOLOGIE	401,92	-2,06
SERVICES COLLECTIFS	271,99	-0,08

CARREFOUR	FR	57,30	-0,26
DAIMLERCHRYSLER	AL	46,80	-0,02
DEUTSCHE BANK N	AL	76,79	-0,12
DT TELEKOM N	AL	17,90	-0,78
E.ON AG	AL	59,02	-0,72
ENDESA	ES	16,91	-0,06
ENEL	IT	6,44	-0,25
ENI	IT	14,84	-0,56
FORTIS	NL	27,27	-0,29
FRANCE TELECOM	FR	39,35	-0,90
DANONE	FR	132,30	-0,30
ING GROEP	NL	28,83	-1,33
L OREAL	FR	79,15	-1,21
L.V.M.H.	FR	46,35	-3,00
MUENCH. RUECK N	AL	283,60	-0,22
NOKIA	FI	25,21	-2,90
PHILIPS KON	NL	31,17	-2,06
PINAULT-PR RED	FR	122,70	-0,16
REPSOL YPF	ES	13,11	-0,30
ROYAL DUTCH	NL	55,60	-1,55
RWE ST A	AL	43,46	-0,25
SAINT-GOBAIN	FR	164,80	-0,66
SAN PAOLO-IMI	IT	11,15	-0,22
SANOFI-SYNTHELAB	FR	80,30	-1,83
SIEMENS N	AL	71,10	-0,65
SOCIETE GENERALE	FR	67,95	-0,97
SUEZ	FR	32,72	-0,30
TELECOM ITALIA	IT	9,29	-0,03
TELFONICA	ES	14,26	-0,42
TIM	IT	5,73	-0,58
TOTAL FINA ELF	FR	157,60	-0,13
UNICREDITO	IT	4,53	-0,64
UNILEVER CER	NL	64,30	-0,23
VIVENDI UNIVERS	FR	53,75	-2,67
ZOLKSWAGEN AG	AL	52,18	-0,23

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX	Code
--------------------------------	------

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

JEUDI 24 JANVIER 10h06

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

NOUVEAU MARCHÉ

23/1 : 24,01 millions d'euros échangés

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture, and % var.

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture, and % var.

Advertisement for 'Le Monde' magazine featuring the headline 'Chaque samedi avec Le Monde DATÉ DIM./LUNDI' and 'retrouvez LE MONDE ARGENT'.

SECOND MARCHÉ

23/1 : 26,22 millions d'euros échangés

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture, and % var.

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture, and % var.

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 24/4 à 10h

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours, % var., and % var. 31/12.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours, % var., and % var. 31/12.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours, % var., and % var. 31/12.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours, % var., and % var. 31/12.

Advertisement for Banque populaire Asset Management (BPAM) and CAISSE D'ÉPARGNE.

Advertisement for CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT and CDC IXIS.

Advertisement for CREDIT MUTUEL FINANCE and GROUPE LCF ROTHSCCHILD.

Advertisement for LA POSTE and various financial services.

AUJOURD'HUI

SCIENCES

Le programme de séquençage du « génome humain » est à peine terminé que fleurissent partout d'importants projets de « protéomique ». Leur but : **RECENSER**

L'ENSEMBLE DES PROTÉINES contenues dans une cellule, un tissu ou un organisme vivant. La tâche est considérable : il y a de vingt à trente fois plus de protéines

humaines que de gènes. Véritables « **ACTEURS** » DU VIVANT, ces molécules déterminent le fonctionnement normal ou pathologique des structures biologi-

ques. Grâce aux **NOUVEAUX OUTILS** de recherche, elles seront étudiées non plus une à une, comme on le faisait jus-

qu'alors, mais dans leur ensemble au sein d'une cellule ou d'un tissu. Les chercheurs attendent de cette approche systématique et globale toutes sortes d'**APPLI-CATIONS**, notamment en médecine.

L'étude du « protéome » humain, nouveau Graal des biologistes

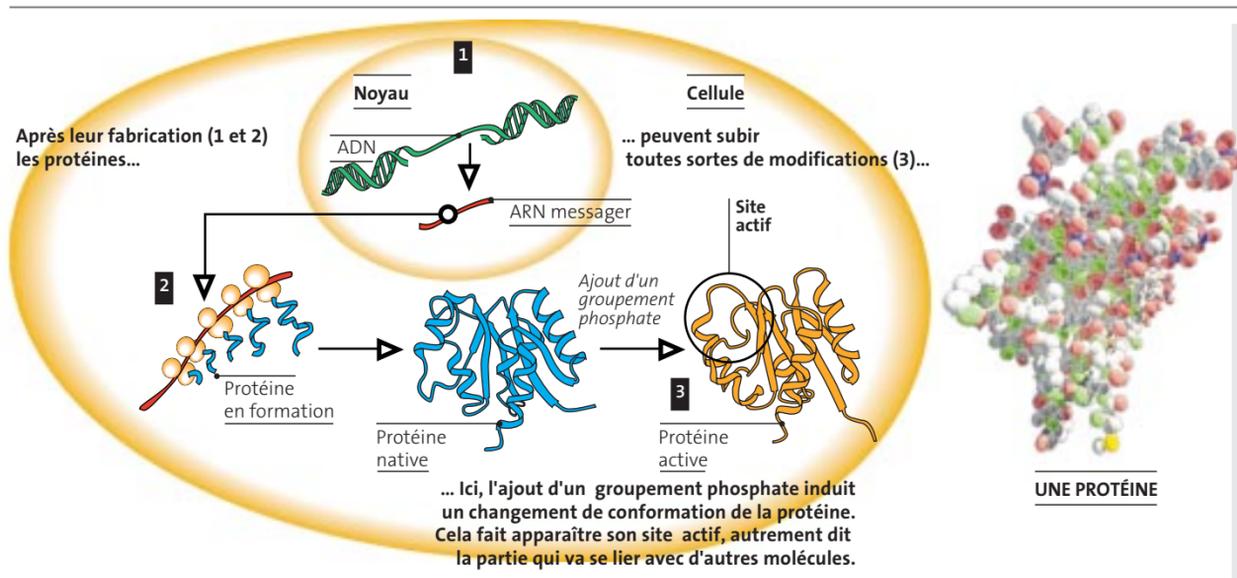
Après l'étude du génome humain, les scientifiques se lancent dans l'analyse des protéines. Le nombre de celles de l'homme pourrait être au moins deux fois supérieur à celui de ses gènes. Ces travaux permettront de plonger au cœur du fonctionnement des organismes vivants

À L'INSTAR de la conquête de l'espace ou de la physique des particules, la biologie vit aujourd'hui à l'heure des grands programmes. Après le projet international Génome humain consacré la génomique, l'heure est aux grandes initiatives de protéomique : les Américains ont lancé en janvier 2001 HUPO (Human Proteome Organization) qui a des ambitions internationales et commence à faire des petits sur différents continents. Dans de nombreux pays et dans la majorité des grands organismes de recherche, on tente aussi de mettre en place des programmes « protéomiques ». Quant aux sociétés de biotechnologie, elles affichent désormais protéomique avec génomique sur leurs cartes de visite.

Tout comme la génomique se veut l'étude de l'ensemble du génome, la protéomique consiste à cataloguer et analyser l'ensemble des protéines – ou protéome – d'une cellule, d'un tissu, voire d'un organisme. A première vue, pour les protéines de l'homme, la tâche semble d'une ampleur phénoménale : si le nombre de nos gènes se situe entre 30 000 et 50 000, selon les données préliminaires issues du programme Génome humain, celui de nos protéines est bien plus élevé. Le chiffre d'environ 100 000 protéines distinctes est avancé, certaines sont toutes petites, alors que d'autres sont géantes et deux cents fois plus lourdes. Et il y en aurait dix fois plus si l'on considère toutes les modifications qui peuvent intervenir au niveau d'une même protéine.

Pourquoi alors entreprendre ce type d'études a priori gigantesques ? D'abord parce que les avancées technologiques permettent aujourd'hui de l'envisager. Et puis, surtout, parce que, au sein d'un organisme vivant, ce sont les protéines qui « sont au cœur de l'action », explique Julio Celis, oncologue et président

FABRICATION ET MATURATION DES PROTÉINES



du Centre danois de recherche sur le génome. Le programme Génome humain, dont le résultat à l'état de « brouillon » est disponible depuis 2001, devrait nous donner, à son achèvement, en 2003, la séquence véritable de la molécule d'ADN. Et, bien sûr, la localisation et les caractéristiques d'un certain nombre de gènes.

Pour autant, on sera encore loin de disposer des clés du fonctionnement d'un organisme. Les gènes, dispersés le long de la molécule d'ADN au milieu de séquences-poubelle (qui n'ont sans doute pas de rôle précis), ont pour unique fonction de « guider » la synthèse de protéines. Autrement dit, pour bien comprendre le rôle des gènes, et donc leur différentes implications, dans les maladies par exemple, il faut étudier les protéines qu'ils produisent. Ce sont elles qui forment la charpente physi-

que des organismes vivants et qui leur permettent de fonctionner. Elles remplissent quantité d'activités à l'intérieur et hors des cellules ; elles servent ainsi de messagers lorsqu'elles sont

Sur environ 100 000 protéines distinctes, certaines sont petites, d'autres géantes et 200 fois plus lourdes

circulantes comme les hormones et elles participent même à l'expression des gènes. Bref, elles sont totalement impliquées dans le fonctionnement, qu'il soit normal ou pathologique, des êtres vivants.

« Il y a 30 000 à 50 000 gènes

chez l'homme et on est loin de tous les exprimer. C'est un enjeu majeur de savoir ce que l'on exprime et en quelle quantité », insiste Thierry Rabilloud, chercheur au CNRS et au CEA à Grenoble. Il ne s'agit plus d'étudier les protéines une à une, comme cela se fait depuis un demi-siècle mais, de manière systématique et globale, d'analyser l'ensemble des protéines présentes dans une cellule ou un tissu, à un moment donné et au cours du temps. « Le protéome de notre foie est probablement différent avant et après le réveil », précise Thierry Rabilloud. Il est aussi différent de celui de la rate, du cœur ou du poumon. Jean Rossier, professeur à l'École de physique et chimie industrielles de Paris et directeur d'un laboratoire de neurobiologie au CNRS, va jusqu'à dire que, de deux cellules nerveuses, on peut obtenir deux protéomes différents. Quant aux plan-

tes, d'une feuille à l'autre, on peut extraire un ensemble de protéines dissemblables, selon que le tissu est ou non exposé au soleil.

« Il y a un intérêt intrinsèque à étudier les protéines par ensemble, maintenant qu'on en a la possibilité », constate Thierry Rabilloud. Tout d'abord, plus on en étudie un grand nombre, plus on gagne de l'information et plus notre connaissance du fonctionnement de la cellule est importante. Deuxièmement, lorsqu'on les étudie par groupe, on peut voir comment elles interagissent les unes avec les autres, comment elles évoluent les unes avec les autres.

La protéomique entend donc non seulement cataloguer, caractériser et quantifier ces protéines, mais aussi déterminer leur localisation, leurs modifications, leurs interactions, identifier leur rôle fonctionnel et comparer leurs variations sous différentes

conditions, par exemple dans un organe sain versus le même organe malade. Le tout à grande échelle et de manière automatisée.

On attend des études à venir, outre un afflux de connaissances fondamentales sur le fonctionnement des organismes vivants, toutes sortes d'applications, notamment en médecine humaine. Par exemple, trouver en quelques heures des « profils » protéiques (nombre, qualité et fonction des protéines exprimées) caractéristiques de la transformation cancéreuse d'un tissu ou de l'apparition d'une autre maladie. Ou bien encore élucider les mécanismes de toxicité de certains médicaments.

Aujourd'hui, les outils permettant d'étudier les protéines en grand nombre existent, certes, mais il manque un ordre de grandeur, selon Thierry Rabilloud. « On sait caractériser 2 000 protéines dans une cellule humaine, mais il faudrait pouvoir le faire sur 20 000 protéines. Cela sera étonnamment compliqué et il faudra probablement mettre en œuvre plusieurs techniques en même temps. Pour l'instant, on ne sait pas le faire et l'on ne voit pas forcément comment le faire. »

Sans doute conscient de cette limite, Julio Celis, chargé de mettre en place et de coordonner un programme européen de protéomique, s'est fixé comme premiers objectifs l'identification des techniques essentielles et la constitution d'une force de frappe réunissant les experts et laboratoires européens qui développent des plates-formes protéomiques complémentaires. La phase suivante consistera à délimiter le « champ » biologique auquel l'Europe s'attaquera en priorité, étant entendu que la caractérisation de la totalité du protéome de l'homme semble un objectif peu réaliste.

Catherine Tastemain

Les données se multiplient, mais les logiciels ne suffisent pas pour les analyser

CONTRAIREMENT au génome, qui n'est constitué que d'une seule macromolécule, linéaire et identique d'une cellule à l'autre dans un même organisme, les protéomes sont multiples, composés d'une quantité de protéines hétérogènes quant à leur taille, leur séquence moléculaire, leur forme, leur nombre, leur fonction. Vouloir étudier le protéome de l'homme serait illusoire, estiment nombre de scientifiques. « Étudier ne serait-ce que toutes les protéines trouvées dans une seule cellule humaine

est déjà énorme », reconnaît Donny Strosberg, PDG de la société de biotechnologie française Hybrigenics, société de biotechnologie française. En fait, l'analyse du protéome au niveau cellulaire est déjà entreprise. Depuis quelques années, on sait très bien séparer les protéines les unes des autres en les faisant migrer grâce à l'électrophorèse à deux dimensions. Maintenant, avec les spectromètres de masse, on obtient aussi la composition d'une protéine en sous-unités, les peptides. Grâce

aux derniers appareils de ce type, on peut désormais déterminer la structure chimique fine des protéines, c'est-à-dire leur séquence en acides aminés.

« Du fait des progrès de ces dernières années, on génère cent fois plus de données. Mais qu'en faire, car les logiciels d'analyse et de comparaison ne suivent pas », regrette Jean Rossier, professeur à l'École supérieure de physique et de chimie industrielles de Paris. Après avoir déterminé et quantifié le contenu en protéines d'une cellule (et éventuellement de ses différentes formes modifiées pour chaque protéine), après les avoir séquencées, restera à caractériser leurs fonctions. Une autre façon d'approcher la fonction des protéines est de savoir qui est associé à qui. C'est là qu'intervient la méthode utilisée par – entre autres – la société Hybrigenics, le double hybride : dans une cellule vivante, de levure ou de bactérie, qui sert en quelque sorte de tube à essai, on introduit les gènes de deux protéines, ainsi qu'un troisième gène marqueur, qui s'exprime seulement si les deux protéines en question s'associent entre elles.

D'autres firmes se consacrent à l'étude de la structure en trois dimensions des protéines, mais il leur faut auparavant les cristalliser, ce qui n'est guère facile. La société américaine Syrx, en mariant robots, synchrotron et ingénieurs de l'industrie automobile serait à même de cristalliser jusqu'à 1 000 protéines par an. Pour qu'ensuite les laboratoires pharmaceutiques puissent, éventuellement, modéliser sur ordinateur les interactions de ces molécules avec des candidats médicaments.

Ca. T.

Du diagnostic des cancers à l'étude de la toxicité des médicaments

« C'EST LA PREMIÈRE FOIS que cette technologie de recherche est appliquée directement aux soins de patients ! » L'annonce est souvent la règle dans les communiqués des agences de recherche lors de l'annonce d'un nouveau programme. En l'occurrence, le lancement, en juillet dernier, du Clinical Proteomic Program, projet commun à la Food and Drug Administration (FDA) américaine et au National Cancer Institute (NCI), doté d'un financement annuel de 1,1 million de dollars pendant trois ans.

Des cellules de patients souffrant de différents cancers et hospitalisés au Centre clinique des National Institutes of Health (NIH) seront prélevées avant et après traitement. La technique de dissection par laser utilisée pour ces biopsies permet de discriminer entre cellules normales, cellules pré-cancéreuses et cellules tumorales. Les chercheurs pourront ainsi observer les changements qui interviennent, au cours du traitement, dans les caractéristiques du protéome de cellules particulières : quelles sont les protéines qui apparaissent ou disparaissent, les variations de quantité, etc.

Toutes ces données « protéomiques » permettront, selon les promoteurs du programme, d'améliorer nos connaissances sur les tumeurs et d'aider peut-être à diagnostiquer les cancers de façon plus précoce. Mais elles permettront aussi de développer des thérapies individualisées et de déterminer les effets bénéfiques et toxiques des traitements en laboratoire avant de les administrer aux malades.

Pourtant, ce n'est pas la première fois que la protéomique est appliquée en médecine. Elle a même déjà

donné quelques fruits remarquables. En 1996, Gary Hsich, du Laboratoire d'étude du système nerveux central des NIH, en collaboration avec d'autres chercheurs, a mis en évidence que la présence dans le fluide cérébro-spinal d'une certaine protéine, appelée 14-3-3, chez des patients atteints de démence, était fortement corrélée avec un diagnostic de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

IDENTIFIER DES MARQUEURS

Julio Celis, président du Centre danois de recherche sur le génome et actuel coordinateur du programme protéomique européen, applique depuis plusieurs années des stratégies de protéomique pour identifier des « marqueurs » protéiques dans différents cancers, dans le but de mettre au point de nouveaux outils de diagnostic ou de suivi de la progression de la maladie. C'est aussi le cas d'un autre pionnier européen, Denis Hochstrasser, de l'université de Genève. Toute une école utilise, de son côté, la protéomique pour étudier les effets toxiques des médicaments. Chef de file de ce type d'études, Sandra Steiner, de la Large Scale Proteomics Corporation (Rockville, Maryland), a publié une série d'articles montrant comment la protéomique constitue un outil de premier ordre pour dévoiler, chez le rat, le rôle de la protéine (la calbindine D28) dans la toxicité au niveau du rein d'un traitement immunosuppresseur effectué avec de la cyclosporine A. L'analyse du protéome, insiste-t-elle, « se révèle dorénavant indispensable pour obtenir des informations cruciales sur les mécanismes moléculaires impliqués dans la toxicité des médicaments ». Les protéines n'étant pas l'apanage des mammifères,

cette approche globale et systématique du protéome trouve aussi des applications en microbiologie ou en biologie végétale.

Les végétaux et certains microorganismes ne peuvent se déplacer. Ils sont obligés de s'adapter sur place à leur environnement (changements de température, pénurie d'eau, variations de lumière, attaques des bioagresseurs, etc). Et cette adaptation passe par des modifications biochimiques qui affectent le contenu en protéines des cellules, tissus et organes. L'analyse protéomique permet alors d'identifier les protéines affectées. L'équipe de Gérard Branlard, à l'INRA de Clermont-Ferrand, étudie ainsi l'influence du milieu sur l'accumulation de protéines dans les grains de blé, selon les variétés et leur lieu de culture.

On peut, aussi, comparer les protéomes de plantes mutées par rapport à celui de plantes qui ne le sont pas. « L'exemple le plus spectaculaire », raconte Dominique de Vienne, professeur à l'université Paris-XI et chercheur à l'INRA, est celui des fameux petits pois ridés de Mendel : quand on compare les graines ridées (mutées) aux graines non ridées, on s'aperçoit que, chez les premières, le niveau d'expression de 10 % des protéines est modifié. » D'autres mutations ne touchent que la protéine concernée, sans effet indirect sur le reste des protéines. Il serait donc intéressant de comparer le protéome d'une plante OGM (génétiquement modifiée) et celui de son équivalent non OGM, pour voir si l'introduction d'un gène étranger, et donc de sa protéine correspondante, a ou non des répercussions sur les autres.

Ca. T.

DECOUVREZ LE BIEN-ETRE SUISSE

robustaflex

La semaine de la literie suisse du 18 au 27 janvier 2002



Des prix exceptionnels à l'occasion de la semaine suisse du 18 au 27 janvier 2002. Ouverture exceptionnelle les dimanches 20 et 27 janvier 2002. Un Technicien Robustaflex sera présent pour vous conseiller.

TOPPER ESPACE robustaflex

63, rue de la Convention 75015 Paris Tél. : 01 45 77 80 40

M^o Bouiccut - Parking gratuit

Garantie Qualité suisse



SETI@home, quand les ordinateurs du monde entier recherchent des signaux extraterrestres

Pour analyser les émissions radio de l'Univers, des chercheurs californiens mettent en réseau 3,5 millions de PC que leur prêtent des internautes pendant les moments de veille des machines

BERKELEY (Californie)
de notre envoyé spécial

Perché sur la colline qui domine le prestigieux campus universitaire de Berkeley et son pseudo-campanile vénitien, le Laboratoire californien de sciences spatiales (SSL) a une vue imprenable sur la baie de San Francisco, dont les eaux miroitent autant que les buildings de la grande ville. Pour cette unité de recherche qui a participé à la plupart des missions d'exploration de notre système solaire, pas de meilleure place que ce nid d'aigle, comme un lien entre ciel et terre. Alors qu'un peu partout, en bas, dans ces Etats-Unis traumatisés de l'après-11 septembre, fleurissent les bannières étoilées, le SSL abrite le moins américain des bureaux.

Un étrange drapeau conçu par un fermier de l'Ohio y est accroché, où, sur fond noir, se côtoient une fraction de disque jaune, une boule bleue et une bille grise : le Soleil, notre planète et la Lune. Car, de cette petite pièce sans fenêtre, c'est l'humanité sans distinction de pays qui cherche une autre intelligence, quelque part dans le cosmos. D'ici est coordonnée l'action de quelque 3,5 millions de PC, répartis dans le monde entier et dont le réseau forme le plus puissant des ordinateurs de la planète.

Le projet SETI@home (SETI signifiant « recherche d'une intelligence extraterrestre ») a été imaginé en 1994, rappelle son actuel directeur, David Anderson. « C'était le vingt-cinquième anniversaire du premier pas de l'homme sur la Lune, et un de mes anciens étudiants en informatique, David Gedye, s'est demandé ce que nous pourrions faire qui puisse avoir un impact similaire sur le grand public. David a pensé à la recherche de signaux intelligents, car la possibilité qu'une autre vie existe intéresse tout être humain. »

D'autres programmes d'écoute et d'analyse des signaux radio de l'Univers étaient en cours d'élaboration et tous se heurtaient à la même difficulté : fouiller les données en profondeur et sur des myriades de fréquences nécessite une puissance informatique colossale et des superordinateurs que seuls les grandes institutions de recherche peuvent s'offrir. Hors de portée donc d'une association de bénévoles.

UNE IDÉE DE GÉNIE

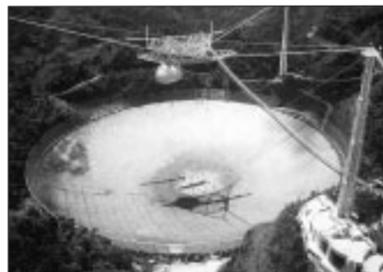
L'idée de génie des pères de SETI@home a consisté à se dire que, au lieu d'employer quelques gros monstres informatiques dopés au silicium, on pouvait « embaucher » des centaines de milliers d'ordinateurs de M.Tout-le-Monde, ceux-là mêmes qui passent la plupart de leur temps à afficher des écrans de veille en attendant qu'on leur donne du travail.

« David Gedye m'a appelé parce que j'avais de l'expérience dans l'informatique distribuée, poursuit David Anderson, et il a aussi contacté Dan Werthimer, un astronome qui avait accès au plus grand radiotélescope du monde, celui d'Arecibo à Porto-Rico. Nous avons passé trois ans à

LA PLUS GRANDE CONFÉDÉRATION D'ORDINATEURS DU MONDE

Enregistrement des données

Capture des données au radio-télescope d'Arecibo (305 mètres de diamètre)



Le programme SETI@home analyse des enregistrements d'ondes radio afin d'y détecter d'éventuels signaux artificiels en provenance d'une civilisation située sur une planète extrasolaire. Pour ce faire, on écoute le ciel à l'aide du radio-télescope d'Arecibo (Porto-Rico). Ensuite, les données sont envoyées par Internet à des millions d'ordinateurs personnels dont les propriétaires ont téléchargé un programme d'écran de veille d'un genre particulier. Dès que le PC n'est plus utilisé, ce logiciel se met en route et décrypte les données. Cette architecture informatique fait de SETI@home le plus puissant ordinateur du monde, et ce pour un coût minime.

Traitement informatique

Les bandes sont envoyées à Berkeley (Californie). Les données sont divisées en unités de travail et traitées par 4 puissants ordinateurs :

SAGAN

Envoie les données par Internet aux utilisateurs

CYCLOPE

Reçoit les résultats des analyses

GALILÉE

Trié les signaux et trouve les plus intéressants

ASIMOV

Comptabilise le temps de travail des différents ordinateurs gracieusement prêtés par les internautes.

3,5 MILLIONS D'INTERNAUTES



discuter du projet et à récolter des fonds ainsi que des dons en matériel informatique. Nous sommes d'ailleurs financés à 100 % par des dons.

« En 1997, nous avons engagé un programmeur pour écrire le logiciel d'écran de veille qui analyse les données, et en 1998 nous avons installé notre propre enregistreur sur le radio-télescope d'Arecibo. Ensuite, nous avons pris beaucoup de temps pour tester le programme afin d'être sûrs que ce serait un succès. Il ne fallait pas par exemple qu'il efface des fichiers sur le disque dur des utilisateurs.

Mobilisation contre l'anthrax

Les utilisateurs d'ordinateurs du monde entier vont pouvoir participer à une nouvelle œuvre collective. Le 22 janvier, Intel, Microsoft, la National Foundation for Cancer Research (NFCR), l'université d'Oxford et United Devices ont lancé le projet Anthrax, dont l'objectif est d'aider les chercheurs à trouver un traitement contre la toxine utilisée lors de multiples attentats aux Etats-Unis après le 11 septembre. Le téléchargement d'un économiseur d'écran (<http://www.intel.com/cure>) suffit pour que les volontaires partagent leurs ressources informatiques inutilisées avec les chercheurs. Ainsi, sur le modèle collaboratif utilisé par le SETI, ils construiront un supercalculateur virtuel capable d'analyser des milliards de molécules en un temps record par rapport à celui qui serait nécessaire aux seuls laboratoires.

teurs ni qu'il présente des failles de sécurité dont auraient pu profiter des hackers. Nous voulions aussi qu'il marche aussi bien sur Mac que sur PC et sous tous les systèmes d'exploitation, pour que 99,99 % des ordinateurs du monde puissent s'en servir. Tout cela a pris un an supplémentaire et, en avril 1999, nous avons démarré. »

Aujourd'hui, près de 3,5 millions de personnes venant de 226 pays ont téléchargé le programme, et environ 2 000 nouveaux internautes le font chaque jour. Le principe de SETI@home est simplissime : les

données du radiotélescope d'Arecibo sont découpées en petites unités de travail correspondant à une centaine de secondes d'enregistrement, soit 300 kilo-octets. Dans la petite salle du SSL, quatre ordinateurs gèrent ces unités de travail. Baptisé Sagan, en hommage à l'astronome américain Carl Sagan, qui fut un défenseur sans faille de ce type de recherche d'autres intelligences, le premier élément de ce quatorze envoi par Internet les unités de travail aux PC sur lesquels l'écran de veille est installé. Dès que ces ordinateurs ont un instant de libre, le

intéressants. Le quatrième et dernier ordinateur, Asimov, conserve quant à lui la trace de tous ceux qui ont participé au projet et celle du travail qu'ils ont accompli. « Ainsi, explique l'astronome Dan Werthimer, directeur scientifique de SETI@home, si votre ordinateur trouve E.T., nous vous enverrons un message de félicitations... »

850 000 ANNÉES DE TRAVAIL

Après bientôt trois ans d'activité, la grande chaîne de silicium a accumulé l'équivalent de 850 000 années de travail sur un seul ordinateur. Profitant du fait que la puissance des ordinateurs double tous les dix-huit mois – voire moins –, l'équipe californienne prépare la deuxième génération et envisage d'analyser 6 milliards de canaux d'ici un an (contre 200 millions actuellement).

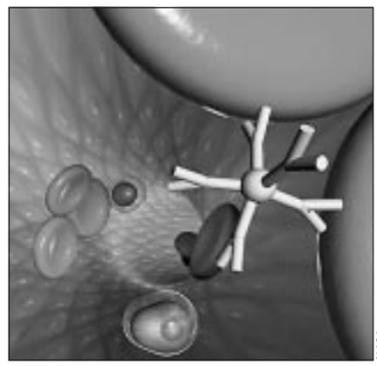
SETI@home 2 prévoit d'utiliser d'autres télescopes que celui d'Arecibo, qui ne scrute qu'un tiers du ciel, et de réorganiser le logiciel d'écran de veille afin que d'autres programmes scientifiques s'y greffent et profitent ainsi du plus grand ordinateur du monde. Comme l'explique David Anderson, « il y a beaucoup de projets intéressants qui requièrent beaucoup de puissance, comme la simulation du repliement des protéines ou celle du réchauffement climatique, qui est selon moi bien plus important que SETI étant donné qu'il existe une chance non nulle pour que la Terre ressemble à Mars d'ici quelques siècles et que toute vie ait disparu. » Si tous les ordinateurs du monde veulent bien se « donner la main », Internet bénéficiera donc à celle pour laquelle il a été conçu, la science.

Pierre Barthélémy

Des nano-chirurgiens pour les astronautes au long cours

DANS UN AVENIR proche, des nano-capsules – plus petites que des cellules sanguines – pourront être injectées dans les vaisseaux sanguins du corps humain pour tuer des cellules malades ou délivrer des doses précises de médicament.

Ce micro-voyage fantastique est un très sérieux programme de recherche commandé par la NASA à plusieurs universités américaines pour trouver des solutions thérapeutiques permettant de soigner les astronautes en route vers Mars dont les organismes auraient, sous l'action des rayonnements solaires, développé des cancers ou les cellules subies des dégradations de leur ADN. Des nano-capsules pourraient assurer ce rôle en relâchant des enzymes mortelles ou réparatrices. Toutes ces nano-technologies, même quand elles sont très futuristes, ont donné lieu, notamment aux Etats-Unis, à d'importants budgets de recherche. On estime que, dans les dix à quinze ans à venir, ces technologies de l'infiniment petit pourraient générer des chiffres d'affaires importants dans les domaines de la santé (31 milliards de dollars), de la pharmacie (180 milliards de dollars) et de l'aérospatiale (70 milliards de dollars).



Internet : la France pourrait rattraper son retard en 2008

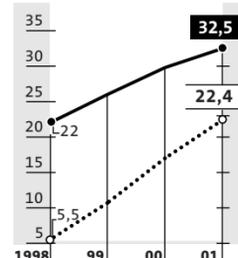
LE SONDAGE ANNUEL de la revue SVM associée à l'institut GfK révèle que l'équipement informatique des foyers français progresse régulièrement, mais sans emballement. Ainsi, les résultats 2001 de l'étude publiée dans le numéro de février de SVM montrent que 32,5 % des familles françaises (contre 30 % en 2000) disposent d'un ordinateur et que 22,4 % d'entre elles (contre 17 % en 2000) sont connectées à Internet. En revanche, 63 % de Français interrogés « déclarent ne s'être jamais connectés » à Internet.

Les projections sur 2002 tablent sur un taux d'équipement en ordinateurs de 35 %, ce qui laissera la France derrière les Pays-Bas (66 %), l'Allemagne (50 %), la Belgique (43 %) et le Royaume-Uni (43 %). Si elle soutient son rythme actuel, la France pourrait atteindre les 60 % en 2008. En volume, le nombre d'ordinateurs vendus en France (domestiques et professionnels confondus) passerait de 4,6 millions à 4,85 millions (dont 950 000 portables) de 2001 à 2002, soit une croissance de 5,4 %.

UN FOYER SUR QUATRE

Equipement informatique en France, en %

Foyers équipés en micro Foyers connectés à Internet



Source : SVM / GfK

La recherche publique américaine obtient 100 milliards de dollars

LA DÉPENSE PUBLIQUE de recherche et de développement des Etats-Unis atteindra en 2002 le montant record de 103,7 milliards de dollars (117,7 milliards d'euros), soit une hausse de 13,5 %, d'un niveau sans précédent depuis presque vingt ans. L'administration Bush avait pourtant annoncé des coupes budgétaires dans ce secteur, mais les attentats du 11 novembre ont retourné la situation. Le secteur militaire est le principal bénéficiaire de cette manne, avec une enveloppe de 50,1 milliards de dollars (+ 17,3 %) pour le département de la défense. La recherche médicale constitue la seconde priorité, avec 23,6 milliards de dollars (+ 15,7 %) pour les National Institutes of Health. Le secteur spatial est lui aussi mieux doté que prévu, avec 14,9 milliards de dollars pour la NASA (+ 4,5 %), mais le financement de la station spatiale internationale subit une nouvelle réduction.

De son côté, le département de l'énergie reçoit 8,1 milliards de dollars (+ 4,9 %). A noter un effort particulier pour la recherche contre le bioterrorisme, dont les crédits sont presque triplés et atteignent 1,5 milliard de dollars. Avec cet effort public colossal – auquel s'ajoute celui du secteur privé –, les Etats-Unis creusent encore le fossé qui les sépare de l'Europe en matière de recherche.

Le Monde

CONCOURS DU NOUVEAU MONDE

France inter

L'INDICE DU JOUR

5. L'ÉNIGME DU JOUR "ENTREPRISES" :

C'est une configuration particulière dans la constellation des entreprises.

GAGNEZ AUJOURD'HUI :

1 prix : 1 scooter Kymco Cobra 100. Valeur : 1 829 €

2 prix : 1 livre électronique Cybook et 2 ans d'abonnement à un univers de lecture. Valeur : 927 €

3 prix : 1 appareil photo numérique Kodak Easyshare. Valeur : 700 €

4 au 10^e prix : 1 traducteur multilingue Franklin. Valeur : 69 €



2 autres indices vous attendent aujourd'hui : sur France Inter et sur le site lemonde.fr

Pour gagner l'un des 10 prix du jour :

Consultez le cahier jeu paru dans Le Monde daté vendredi 18 janvier, disponible chez votre marchand de journaux, sur le site lemonde.fr/concours ou en écrivant à : Concours Le Monde BP 1672 - 77838 Ozoir-la-Ferrière cedex.

Trouvez la solution de l'énigme ci-dessus, notez votre réponse sur le bulletin ci-contre et renvoyez-le à l'adresse indiquée avant lundi 28 janvier minuit.

10 bulletins gagnants seront tirés au sort parmi les bonnes réponses. Attention ! Ecoutez le 2^e indice sur France Inter vendredi 25 janvier entre 7 h et 9 h, et consultez le 3^e indice sur www.lemonde.fr/concours jusqu'au vendredi 25 janvier à 12 h.

Dotation : prix publics. Photos non contractuelles. Jeu gratuit sans obligation d'achat. Règlement du concours déposé chez M^{me} Magnier et Oliveau, huissiers de justice à Roissy-en-Brie, et disponible gratuitement sur le site www.lemonde.fr/concours et à l'adresse ci-dessus (remboursement du timbre au tarif lent en vigueur).

5. Bulletin réponse du vendredi 25 janvier

INSCRIVEZ ICI VOTRE RÉPONSE À L'ÉNIGME DU JOUR :

Votre nom

Prénom

Adresse

Signature*

Abonné oui non

Faites gagner votre marchand de journaux en indiquant son adresse :

Bulletin à compléter en totalité et à renvoyer avant le lundi 28/01/02 minuit à l'adresse suivante :

CONCOURS LE MONDE-SEMAINE 1 / BP 1664
77838 OZOIR-LA-FERRIERE CEDEX

Selon la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 06/01/78, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant en écrivant à l'adresse ci-dessus. *Signature des parents pour les mineurs.

L'Olympique lyonnais prive l'Olympique de Marseille de ses illusions

Les joueurs de Jacques Santini ont gagné 4-0

L'OLYMPIQUE LYONNAIS a emporté un brillant succès (4-0) aux dépens de Marseille, mercredi 23 janvier, sur sa pelouse du stade Gerland, lors de la 22^e journée du championnat de France de football de première division, mettant fin à une série de trois contre-performances (défaite aux tirs au but devant Bordeaux, en 8^e de finale de la Coupe de la Ligue, le 8 janvier, match nul 0-0 face à Bastia, en match retardé de la 19^e journée, le 16 janvier; défaite 2-0 contre Châteauroux (D2) en 16^e de finale de la Coupe de France contre Châteauroux, le 19 janvier).

Le sort de la rencontre s'est joué au cours de la première période qui a vu les hommes de Jacques Santini inscrire leurs quatre buts en onze minutes. C'est l'attaquant brésilien Sonny Anderson qui a ouvert la marque à la 24^e minute transformant un penalty sifflé après une faute de Franck Jurietti sur Eric Carrière. Et c'est encore Franck Jurietti qui provoquait le deuxième but lyonnais (29^e), détournant dans ses buts un centre de Sonny Anderson. Chaque occasion lyonnaise se transformait alors en but. A la 32^e minute, Syd-

ney Govou aggravait la marque avant que Sonny Anderson n'inscrive le quatrième but, trois minutes plus tard, d'un tir du gauche. «Voilà donc un match raté», a commenté Etienne Ceccaldi, directeur général de l'OM. Bernard Tapie, directeur sportif, lui, avait quitté le stade vingt minutes avant la fin de la rencontre.

Troyes a écrasé Monaco (3-0), réduit à dix après l'exclusion de Pontus Farnerud (35^e), au terme d'un match tendu, haché par les fautes. Metz, bientôt entraîné par Gilbert Gress, mais encore placé sous la houlette de Francis de Tadeo, a renoué avec le succès en s'imposant à Bastia (2-1), tandis que Sochaux dominait Bordeaux (1-0) au stade Chaban-Delmas et que Lorient a battu Rennes (2-0) lors d'un derby breton qui voyait les deux clubs se disputer la lanterne rouge du championnat.

(Avec AFP)

Championnat de France de D1 (22^e journée) :
Bordeaux-Sochaux 0-1; Lyon-Marseille 4-0;
Bastia-Metz 1-2; Guingamp-Lille 0-0;
Lorient-Rennes 2-0; Montpellier-Auxerre 0-0;
Sedan-Nantes 0-0; Troyes-Monaco 3-0.
Lens-Paris SG devait se jouer jeudi 24 janvier.

Champions du monde, les handballeurs français abordent l'Euro en faisant profil bas

Malgré ses deux titres mondiaux (1995, 2001), l'équipe de France de handball, désormais conduite par Claude Onesta, refuse de jouer le rôle de favorite de la compétition

«NOUS SOMMES champions du monde de rien du tout !» A la veille d'un championnat d'Europe masculin de handball qui débute ce vendredi 25 janvier, en Suède (jusqu'au 3 février), Philippe Bana, directeur technique national du handball français, résume l'état d'esprit qui anime Jackson Richardson et sa bande de «Costauds», comme les avait baptisés leur entraîneur, Daniel Costantini, lors de leur parcours victorieux dans le Mondial 2001. Un an après ce sacre mondial – le deuxième de l'histoire du handball masculin tricolore –, l'équipe de France se refuse à endosser le statut de favorite du rendez-vous biennal européen. «Pas adapté à cette équipe», tranche Claude Onesta, qui a succédé à Daniel Costantini. Tout juste admet-on chez les Bleus, à l'image de Bruno Martini, faire seulement «partie des favoris». «C'est logique», reconnaît l'un des trois gardiens de but.

A écouter les uns et les autres, il ne faudrait pas voir là fausse modestie ou tentative de se faire oublier. «Nous avons été champions du monde, certes, mais il y a eu beaucoup de circonstances favo-

rables», relève Cédric Burdet, qui cite «les exploits en quarts de finale contre l'Allemagne et en finale contre la Suède» – ces matches avaient été gagnés au bout de prolongations arrachées sur des actions et des gestes improbables dans les toutes dernières secondes du temps réglementaire. «Cela ne se reproduit pas forcément tous les jours», poursuit l'arrière de Montpellier, qui, absent du Mondial 2001 pour cause de blessure, fait son retour chez les Bleus. «Cette équipe sait qu'elle fait partie des meilleures, mais qu'elle n'est pas la meilleure en valeur intrinsèque, renchérit Claude Onesta. Elle sait qu'elle l'a fait une fois, qu'elle a été capable de puiser au fond de ses ressources pour compenser ses manques et qu'elle peut le refaire, mais elle sait aussi qu'elle reste en phase d'apprentissage, avec beaucoup de joueurs qui ne sont pas encore à maturité.»

Aucun «minimum syndical» n'est exigé des Bleus en Suède. «L'Euro n'est pas une fin en soi», déclare Philippe Bana, c'est un passage vers des échéances qui seront plus graves pour nous : au Mondial 2003, nous devons nous qualifier

pour les Jeux olympiques de 2004. Nous sommes dans une logique de construction. Je n'en voudrai à personne si nous éprouvons des difficultés à ce que tout soit fini pour l'Euro. Claude Onesta a eu peu de temps avec cette équipe.» «Le vrai objectif est de réussir les Jeux olympiques 2004», confirme Claude Onesta, pour qui «être dans les six premiers» de l'Euro 2002 constitue néanmoins «une nécessité». «Cela marquerait notre position dans la hiérarchie mondiale, relève-t-il. Etre sur le podium serait de l'ordre de la réussite du moment.»

«PAS DE PETITS MATCHES»

Même si Bruno Martini consent à déclarer que les Bleus, forts d'un «statut à défendre», seront en Suède avec en tête l'idée d'«être champions d'Europe» et même si les primes annoncées par la fédération française ne visent que les places 1, 2 ou 3, le ton prudent adopté par les handballeurs français face à ce championnat d'Europe, alors qu'ils sont parvenus à se hisser sur les sommets mondiaux, peut sembler paradoxal. «C'est qu'un Euro est plus dur qu'un Mondial, rétorque Claude Onesta, les meilleures nations sont européennes.» «L'équipe de France n'a jamais réussi un Euro, sauf en 2000, où elle a pris la 4^e place malgré l'absence de certains joueurs-clés», renchérit Philippe Bana, pour qui, «dans un Euro, il n'y pas de petits matches». «Regardez notre poule préliminaire, insiste-t-il, nous affrontons en trois jours l'Allemagne, la Yougoslavie et la Croatie», c'est-à-dire autant de prétendants potentiels au titre, avec la Suède (vainqueur

sortant) ou la Russie (deuxième en 2000), qui s'alignent, elles, dans deux autres poules distinctes.

«Dans un Mondial, il y a une entrée en matière progressive, là non», poursuit Claude Onesta, qui s'en inquiète : «Entrer rapidement dans une compétition n'a jamais été le fort de l'équipe.» «On a progressé sur ce plan au Mondial, et je pense que nous sommes en mesure d'éviter cet écueil», tempère Bruno Martini, qui ajoute que les Bleus ne repartent pas de zéro : «Le fait d'être champions du monde permet d'aborder la compétition avec plus de confiance en nous. Le titre mondial nous a apporté ça, il a révélé certains joueurs à eux-mêmes.»

«Mais quelques joueurs ont encore des sautes de performances préjudiciables à nos résultats», déplore Claude Onesta, qui, en dépit d'une «solidité défensive» et d'un «jeu d'attaque opportuniste, voire atypique» qui ont «fait leurs preuves», voit là le principal sujet d'inquiétude : «Avec trois matches à la mort les trois premiers jours, nous n'aurons pas besoin de ce manque de maîtrise du jeu qui affecte à certains moments l'équipe.» Dans ce domaine, les matches de préparation, fin décembre (défaite 23-24 au Challenge Marrane face à l'Egypte, demi-finaliste du Mondial) puis courant janvier (nouvelle défaite (29-32) face à l'Egypte au Tournoi du Portugal), ne l'ont pas forcément rassuré. Reste à savoir également comment l'équipe digèrera l'absence, pour cause de blessures, d'Andrej Golic, un de ses piliers.

Ph. L. C.

TROIS QUESTIONS À... PHILIPPE BANA

1 Le Mondial 2001 de handball en France avait été présenté comme une opportunité pour dynamiser les structures et développer l'assise économique de ce sport. Un an après le sacre des Bleus, qu'est-ce qui a changé selon le directeur technique national que vous êtes ?

Ce Mondial devait nous permettre d'accélérer certaines choses. Globalement, ce pari est réussi. Au plan notoriété, les indicateurs montrent que le handball est désormais considéré comme un grand sport. Nous avons passé en juin 2001 le cap des 300 000 licenciés, contre 215 000 en 1996. C'est l'un des meilleurs taux de progression dans le sport français. La locomotive «Costauds» a entraîné les gosses : 25 000 demandes de licences. Cette saison, les budgets des clubs de Division 1, qui étaient plutôt en stagnation, ont progressé entre 20% et 25%. Il y a trois ou quatre clubs à 1,5 million d'euros de budget.

2 L'ambition avant le Mondial était, en cas de bon parcours des Bleus, d'obtenir une meilleure exposition télévisuelle et des droits plus importants. Qu'en est-il ?

Nous avons signé avec Eurosport pour la diffusion de matches du championnat de France et les matches de l'équipe de France en France. Les droits versés sont multipliés par trois : 2,7 millions d'euros sur

4 ans. C'est un indicateur encourageant.

3 Le Mondial vous a-t-il permis de renégocier vos partenariats existants ou de conclure de nouveaux partenariats ?

Les contrats Adidas ou Vittel ont été reconduits et des sociétés comme Elyo ou Seigneurie, qui intervenaient ponctuellement, ont signé des contrats pluriannuels. Nous avons obtenu une plus-value correcte, mais qui n'est pas à la hauteur de la notoriété du handball. Il faut que nous changions le prix du handball. La fédération s'appête à signer un accord confiant son marketing à partir de 2002 à la société Sportive (fusion de Sport Plus, UFA Sports, Jean-Claude Darmon). Economiquement, nous voulons changer de monde. Notre budget n'a pas augmenté véritablement : environ 8,7 millions d'euros, soit une hausse de 0,45 million en un an seulement. Il nous faut augmenter la part des financements privés. C'est notre chantier 2002-2004. Notre budget est assuré à 45% par les licences, 45% par l'Etat et 10% par des contrats avec des entreprises. Nous voulons aboutir à 20% de partenariats privés sur un budget total porté à 10,5 millions d'euros.

Propos recueillis par Philippe Le Cœur

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME** : le tribunal de commerce de Versailles devait examiner jeudi 24 janvier, les dossiers présentés dans le cadre d'un plan de continuation ou de cession de l'écurie de formule 1 Prost Grand Prix mais ne devait pas rendre sa décision avant le 28 janvier.

■ **FOOTBALL** : Strasbourg, qui a battu Niort (1-0), mercredi 23 janvier, a conservé la tête du classement du championnat de France de deuxième division. Les autres résultats : Amiens-Caen 3-2; Gueugnon-Crèteil 0-0; Istres-Nîmes 0-0; Laval-Beauvais 0-1; Le Havre-Châteauroux 3-1; Martigues-Le Mans 2-2; Wasquehal-Grenoble 1-0. Mardi 22 janvier, Nice avait battu Nancy (1-0).

■ **TENNIS** : la paire française Santoro-Llodra disputera, samedi 26 janvier, la finale du double messieurs des Internationaux d'Australie, soixante-quatorze ans après Jean Borotra et Jacques Brugnon qui l'avaient alors emporté. Les Français ont battu, jeudi 24 janvier, leurs compatriotes Arnaud Clément et Julien Boutter 6-3, 3-6, 12-10.

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 7 effectués mercredi 23 janvier. Premier tirage : 5, 13, 19, 32, 34, 45 ; numéro complémentaire : 36. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 77 892,70 € ; 5 numéros : 729,20 € ; 4 numéros et le complémentaire : 35,80 € ; 4 numéros : 17,90 € ; 3 numéros et le complémentaire : 4,00 € ; 3 numéros : 2,00 €. Second tirage : 3, 4, 34, 43, 44, 45 ; numéro complémentaire : 9. Rapports pour 6 numéros : 1 791 115,00 € ; 5 numéros et le complémentaire : 12 428,80 € ; 5 numéros : 1 264,40 € ; 4 numéros et le complémentaire : 62,80 € ; 4 numéros : 31,40 € ; 3 numéros et le complémentaire : 5,60 € ; 3 numéros : 2,80 €.

Chaque jour, défendez un organe vital : votre peau.

MAG-C
Magnésium + Vitamine C pure

1^{er} hydratant-fortifiant au magnésium et à la vitamine C pure qui renforce la résistance de la peau.

NOUVEAU

L'innovation soin à appliquer après le rasage. Résultats : une peau hydratée pendant 24 h. Et une tonicité stimulée. Texture non grasse. Hypoallergénique.

VICHY. LA SANTÉ PASSE AUSSI PAR LA PEAU
Le diagnostic personnalisé de votre peau sur www.vichyhomme.com

Olivier de Kersauson, rebelle des océans

Le détenteur du Trophée Jules-Verne va reprendre la mer sur le plus grand trimaran du monde

BREST

de notre envoyé spécial

Le chemin serpente dans la forêt jusqu'au château de Kerjan-Mol. Le parfum des futaies, mêlé aux odeurs fortes des marées, trahit la proximité de l'océan. Dans l'immense séjour, les portraits peints des aïeux, dont l'un d'eux commanda la flotte de Saint Louis lors des croisades, témoignent de l'authentique noblesse des Kersauson de Pennedreff. Sur une table, entourée de maquettes de voiliers, traînent de vieux instruments de navigation et le livre-hommage « à Eric » (Daniel Gilles, préface de Jacqueline Tabarly, Ed. du Chêne, 234 p., 59,90 €).

« J'ai toujours été prêt à mourir pour la voile, d'autres se contentent d'en vivre... »

Devant la cheminée du salon, la seule pièce vraiment chauffée, Olivier de Kersauson évoque les disparitions de Peter Blake et d'Eric Tabarly, ses compagnons de mer. Il se souvient de son premier tour du monde avec eux, à la création de la Whitbread, en 1973 : « C'était la première fois que nous devions doubler le cap Horn. Les seules informations dont nous disposions sur la navigation dans ces contrées figuraient dans les livres de bord des trois-mâts du début du siècle. Eric avait fait construire un bouclier en acier pour protéger le cockpit de Pen-Duick des déferlantes... » De cette époque aventureuse, il conserve de merveilleux souvenirs et quelques photos, comme celle prise à Moorea avec Tabarly, Moitessier et Colas.

Même s'il en plaisante, le détenteur du trophée Jules-Verne fait aujourd'hui figure de « dernier tigre blanc ». Sa dernière compétition remonte au Tour de l'Europe 1987. Son ultime Transat en solitaire à 1980. « J'ai toujours couru les Transats avec des bateaux démodés », dit-il pour expliquer

« Geronimo », symbole de symbiose avec la nature

C'est la première fois qu'Olivier de Kersauson dispose d'un budget aussi important pour mener à bien la construction du bateau de ses rêves et une campagne de quatre ans pour battre les grands records. On peut estimer à 4,5 millions d'euros le coût du design et de la construction de *Geronimo*, et sans doute à près de 10 millions d'euros le coût de la campagne. Serge Kempf, le fondateur de Cap Gemini, qui a investi à titre personnel aux côtés de Cap Gemini Ernst & Young, et Henri Lachmann, PDG de Schneider Electric, ont accepté que le bateau ne porte pas le nom de leur société, mais celui du grand chef indien qui avait défendu les terres apaches dans l'Arizona. « *Geronimo* est une référence à mon enfance, explique le skipper. J'étais un Indien quand je posais des pièges et que je parcourais les bois avec ma fronde. Mais c'est aussi un symbole fort de liberté, de symbiose avec la nature. J'ai de l'admiration pour les gens qui savent dire non pour défendre leur culture. »

Les caractéristiques du trimaran sont impressionnantes. Longueur : 34 m ; flottaison : 32 m ; longueur des flotteurs : 30,5 m ; largeur : 22 m ; hauteur du mât : 43 m ; poids : 20 tonnes ; surface de la grand-voile : 390 m² ; solent : 160 m² ; trinquette : 90 m² ; grand genaker : 500 m².

un palmarès de skipper sans victoire. *Kriter-IV*, son trimaran le plus performant, a fait naufrage dans une tentative de record de la traversée de l'Atlantique. L'ancien second de Tabarly réfute toutefois la « blessure d'orgueil » pour expliquer sa rupture avec le milieu de la course au large.

En interdisant la publicité sur les bateaux, le Royal Ocean Racing Club avait incité les Français à créer la voile « open ». Au nom de la sécurité, ces derniers venaient de limiter la longueur des multicoques à 60 pieds (18,26 m), condamnant ainsi une partie de la flotte. « On passait d'un monde de folie, d'émotions, de rêves, à un monde de règles qui ne me faisait plus battre le cœur », dit-il. Avec Poulain, son trimaran hors la loi rebaptisé *Un-Autre-Regard*, il se lance, en 1988, dans un tour du monde en solitaire que seuls Alain Colas et Philippe Monnet avaient osé tenter avant lui sur un multicoque. Cent vingt-cinq jours durant, il s'émerveille devant « les couleurs du ciel lors d'un lever ou d'un coucher de soleil sur l'horizon », puis découvre « la solitude absolue dans la beauté sauvage et hostile des 40° Rugissants », mais aussi « l'odeur âcre de la peur » et le « sentiment d'impuissance » dans le « chaos hurlant » d'une tempête de l'océan Indien. « J'ai toujours été prêt à mourir pour la voile, dit-il. D'autres se contentent d'en vivre... »

Pour vivre et « sauver l'armement », Olivier de Kersauson préfère composer avec ses amis. Jacques Martin, rencontré à Bora Bora, lui a ouvert la porte de Jean Castel, le grand timonier de la rue Princesse, puis celle des « Grosses têtes » de Philippe Bouvard, où il exerce jusqu'à 80 jours par an son humour instantané et ses délires en alexandrins en tournant le dos au public. Mais ce corsaire en mal de mer supporte mal sa fonction d'« Amiral » des nuits parisiennes. Le jour revenu, marin sans horizon, il traîne son ennui de la ville sur les bateaux-mouches ou au Musée de la marine.

C'est une réception à ce musée pour la victoire de Titouan Lamazou dans le Vendée Globe qui va ranimer la flamme. L'heure est au projet d'un tour du monde en moins de 80 jours. Marc Van Peteghem, l'architecte de Poulain, assure qu'il suffirait de rallonger le trimaran et de le doter d'un gréement plus puissant pour tenter le pari.

D'abord agacé par la volonté de Lamazou, Florence Arthaud et Bruno Peyron de réguler le Trophée Jules-Verne, Olivier de Kersauson plonge dans ce défi. Profitant d'un reportage pour *Match* sur la Coupe de l'America à San Diego, il convainc Raul Gardini, l'armateur d'*Il-Moro-di-Venezia*, d'investir 2,3 millions d'euros.

Le 25 janvier 1993, avec quatre équipiers, il quitte Brest avec *Charal*. L'aventure prend fin après vingt-trois jours, flotteur tribord déchiré par un growler à l'entrée de l'océan Indien. Deux mois plus tard, Bruno Peyron sera le premier à réussir le défi.

Olivier de Kersauson obtient de Jérôme Monod 1 million d'euros pour repartir, le 16 janvier 1994, en duel avec Peter Blake. *Lyonnais-des-Eaux-Dumez* est de retour à Brest après 77 jours, mais il a été devancé d'un peu plus de deux jours par *Enza-New-Zealand*. La troisième tentative sur le vieux trimaran, rebaptisé *Sport-Elec*, sera la bonne. Le 19 mai 1997, le skipper breton et ses six équipiers conquièrent le Trophée Jules-Verne (71 j 14 h 18 min 8 s).

« J'ai été le second de Tabarly et j'ai battu Blake autour du monde », dit-il avec fierté. Après cette consécration, Citizen Kersauson aurait pu se retirer et faire du château de Kerjan-Mol son Xanadu, hanté de souvenirs de mer pour le restant de ses jours. Mais l'heu-



Olivier de Kersauson à l'entraînement sur son nouveau trimaran, « Geronimo ».

re n'est pas à la nostalgie. Un nom enflamme encore son imagination : *Geronimo*.

Deux jours après son cinquante-septième anniversaire, le marin brestois a mis à l'eau le plus grand trimaran du monde (34 m de long). Un voilier puissant et rustique au premier regard, mais où tout a été minutieusement optimisé pour la performance.

Olivier de Kersauson prend un air malicieux. Sa langue fait goulû-

ment le tour de la bouche, comme pour savourer tous les bonheurs à venir. « Lorsque la nature nous offre un don ou une chance, nous avons le devoir d'exceller, d'aller au bout de nos possibilités, dit-il. Ce trimaran est le fruit de toute mon expérience de la mer. J'ai hâte de partir avec lui sur ce parcours du Jules Verne dont je suis totalement imprégné. »

Après le Trophée Jules-Verne, *Geronimo* devrait reprendre les sentiers de la guerre pour s'atta-

quer aux autres grands records de la voile : traversée de l'Atlantique, Route de la découverte (Cadix-San Salvador), Transpacifique, New York-San Francisco, Route du thé (Hongkong-Londres), etc. Un programme de quatre ans. Ou plus... « Mon ami Jean-Pierre Rives dit que les sportifs meurent toujours deux fois. La première à la fin de leur carrière. Je n'ai pas envie de mourir deux fois. »

Gérard Albouy

Six tours du monde en compétition

- Né le 20 juillet 1944 à Bonnétable (Sarthe)
- Second d'Eric Tabarly (après son service militaire) de 1966 à 1974 (victoires dans la course du Fastnet, Sydney-Hobart – entre Australie et Tasmanie – et champion du RORC avec *Pen-Duick-III* en 1967).
- 1973-1974 : Whitbread (course autour du monde par étapes et en équipage) avec *Pen-Duick-VI*.
- 1975 : 2^e de Londres-Sydney-Londres (en équipage) avec *Kriter-II*.
- 1978 : 4^e de la Route du rhum (en solitaire) avec *Kriter-IV*.
- 1980 : 14^e de la Transat anglaise (en solitaire) avec *Kriter-VI*.
- 1987 : 2^e du Tour de l'Europe avec Poulain. Victoires dans les Grands Prix de La Rochelle et de Brest (en équipage).
- 1988 : record du tour du monde (en solitaire), de Brest à Brest, en 125 jours avec *Un-Autre-Regard*.
- 1993 : première tentative de tour du monde (en équipage) en moins de 80 jours avec *Charal* (abandon, flotteur endommagé dans l'océan Indien).
- 1994 : deuxième tentative avec *Lyonnais-des-Eaux-Dumez* (77 j 5 h 3 min 7 s). Devancé par Peter Blake avec *Enza-New-Zealand* (74 j 22 h 17 min 22 s).
- 1997 : Trophée Jules-Verne (tour du monde en équipage) avec *Sport-Elec* (71 j 14 h 22 min 8 s).

ROVER 75
JUSTE UN
DE CES PETITS PLAISIRS
DE LA VIE

A CLASS OF ITS OWN[®]

Certes, notre Rover 75 Pack Luxe 2.5 litres V6 développant 177 chevaux n'égal pas tout à fait les doubles turbines subsoniques qui équipent votre jet habituel. Et, bien qu'elle vous permette de passer de 0 à 100 km/heure en 8,8 secondes, elle n'atteint pas non plus la vitesse respectable de 900 km/heure. Mais elle possède de voluptueux sièges en cuir finition main, un système de navigation par satellite et une coque d'acier renforcé qui la maintient sur terre. De plus, la gamme Rover 75 est de loin beaucoup plus abordable : à partir de 24 250 € / 159 069,57 F¹, garantie 3 ans incluse². Vous pouvez ainsi réaliser une substantielle économie de 3 919 607 € / 25 104 510 F.

Modèle présenté : Rover 75 2.5 V6 Pack Luxe avec peinture métallisée et jantes alliage 17" Serpent : 36 800 € / 241 392,17 F¹.

www.rover.fr

(1) Prix de la Rover 75 1.8 ou 1.000 G002 (2) Garantie 3 ans ou 100 000 km au premier des termes à l'usage. Sans kilométrage limité. Voir conditions générales chez votre concessionnaire PE Rover. (3) Prix au 01/01/2002. (*) Une classe à part.

La douceur persiste

VENDREDI 25 JANVIER
 Lever du soleil à Paris : 8 h 31
 Coucher du soleil à Paris : 17 h 35

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Les nuages arrivent très nombreux et donnent de la pluie plutôt faible. Quelques éclaircies reviennent en soirée sur la pointe de la Bretagne. Le vent de sud ouest se renforce à 90 km/h.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le ciel est bien voilé le matin puis les nuages deviennent de plus en plus épais. La pluie arrive par l'ouest dès la fin de la matinée. Le vent de sud-ouest souffle fort à 80-90 km/h sur les côtes.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. En début de matinée il y aura pas mal de nuages et des brouillards puis le ciel deviendra plus lumineux. Il fera toujours très doux avec 7 à 8 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Dans la matinée l'impression du ciel sera plutôt nuageux avec des brouillards. Dans l'après-midi le soleil sera bien présent. Il fera très doux jusqu'à 17 degrés à Biarritz.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le ciel sera nuageux mais le soleil fera tout de même de belles apparitions. Les températures seront comprises entre 7 et 10 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le soleil va briller largement. Mistral et tramontane souffleront à 70 km/h la matin. Il fera doux entre 14 et 16 degrés.

25 JAN. 2002 PRÉVISIONS
 Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Ajaccio	6/16 S	Milan	-2/13 S
Biarritz	6/16 S	Moscou	1/2 P
Bordeaux	4/13 N	Munich	1/4 C
Bourges	2/9 N	Naples	8/13 P
Brest	5/12 P	Oslo	-14/-4 S
Caen	2/10 C	Palma de M.	8/16 S
Cherbourg	2/10 P	Prague	0/4 N
Clermont-F.	3/10 N	Rome	5/15 N
Dijon	1/6 N	Séville	8/17 S
Grenoble	-2/7 N	Sofia	-3/3 C
Lille	2/9 N	St-Petersb.	-6/5 P
Limoges	4/9 N	Stockholm	-7/4 *
Lyon	1/7 N	Ténériffe	16/22 S
Marseille	6/13 S	Varsovie	-4/6 P
Nancy	2/7 N	Venise	-3/9 N
Nantes	5/13 C	Vienne	2/6 N
Nice	5/15 S		
Paris	2/10 C		
Pau	2/14 S		
Perpignan	8/15 S		
Rennes	4/12 P		
St-Etienne	0/11 N		
Strasbourg	2/7 N		
Toulouse	3/12 N		
Tours	3/10 C		

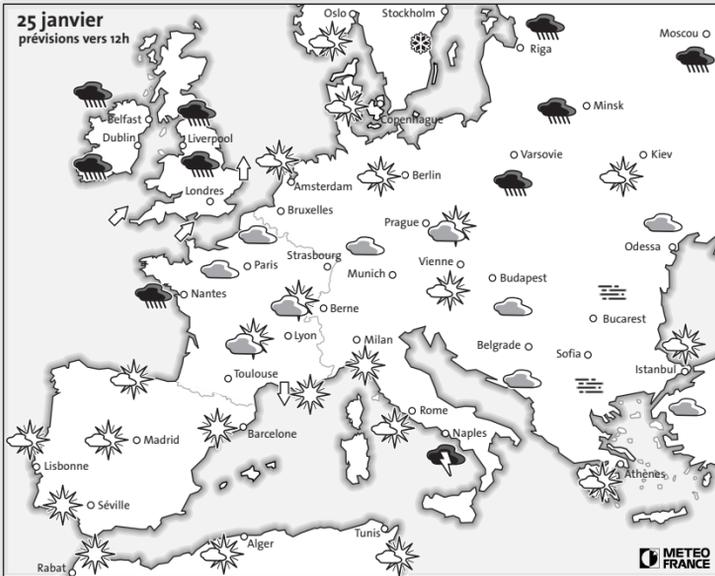
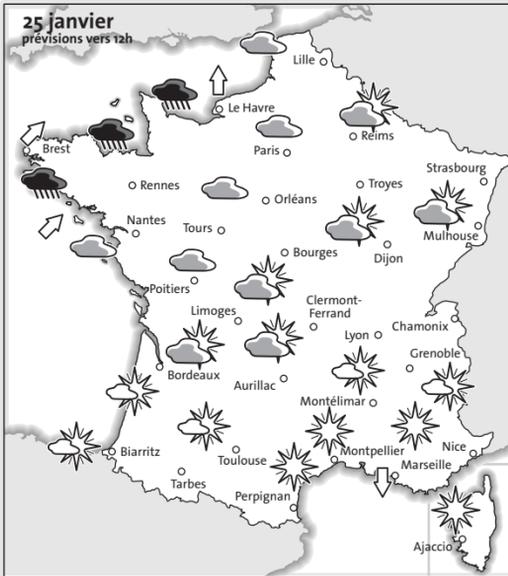
FRANCE OUTRE-MER			
Cayenne	23/26 P	San Francisco	6/12 C
Fort-de-Fr.	25/27 S	Santiago Ch.	12/28 S
Nouméa	25/30 C	Toronto	-5/2 S
Papeete	25/31 S	Washingt. DC	2/10 S
Pointe-à-P.	22/29 S		
St Denis Réu.	24/29 S		

AMÉRIQUES			
Brasilia	21/32 S		
Buenos Aires	22/31 S		
Caracas	22/29 S		
Chicago	-3/5 S		
Lima	21/25 P		
Los Angeles	9/18 S		
Mexico	5/22 S		
Montréal	-12/-3 S		
New York	2/6 S		
San Francisco	6/12 C		
Santiago Ch.	12/28 S		
Toronto	-5/2 S		
Washingt. DC	2/10 S		

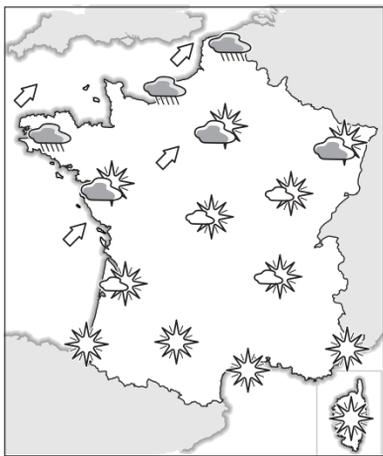
AFRIQUE			
Alger	7/19 S		
Dakar	22/26 S		
Kinshasa	22/25 P		
Le Caire	11/18 S		
Nairobi	17/26 S		
Pretoria	18/25 C		
Rabat	10/19 S		
Tunis	9/16 N		

EUROPE			
Amsterdam	3/9 N		
Athènes	10/15 N		
Barcelone	5/12 S		
Belfast	2/10 P		
Belgrade	0/7 C		
Berlin	2/7 N		
Berne	-1/6 N		
Bruxelles	2/9 N		
Bucarest	-11/3 C		
Budapest	-2/5 C		
Copenhague	-1/3 S		
Dublin	2/12 P		
Francfort	3/7 N		
Genève	2/7 N		
Helsinki	-11/5 P		
Istanbul	8/13 N		
Kiev	-2/3 S		
Lisbonne	12/16 S		
Liverpool	4/11 P		
Londres	3/11 C		
Luxembourg	1/5 N		

ASIE-OcéANIE			
Bangkok	23/33 S		
Beyrouth	11/16 S		
Bombay	16/29 S		
Djakarta	26/28 P		
Dubaï	14/23 S		
Hanoï	20/25 S		
Hongkong	17/20 C		
Jérusalem	1/14 S		
New Delhi	8/22 S		
Pékin	-5/7 S		
Séoul	-3/3 S		
Singapour	25/29 P		
Sydney	19/23 C		
Tokyo	3/11 S		



Soleil **Peu nuageux** **Couvert**
Brèves éclaircies **Averses** **Pluie**
Orage **Neige** **Brouillard** **Vent fort**



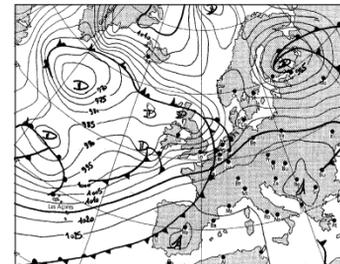
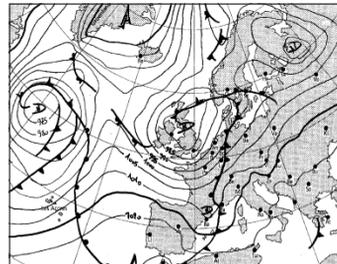
Grand beau temps chez mamie.

Paris/Toulouse : 59 € ttc aller simple

AIR FRANCE

Tarifs Famille soumis à conditions.

Le 25 janvier
 Sur la moitié sud, le temps va rester ensoleillé. Sur la moitié nord, les nuages domineront et la pluie s'étendra de la Bretagne au nord de l'Alsace. Le vent de sud ouest soufflera à 100 km/h sur les côtes de la Manche et de la Bretagne et à 70 km/h dans les terres.



Une exposition de tapis anciens aux Puces de Saint-Ouen

VENTES
 Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

JUSQU'AU lundi 11 février, les antiquaires du marché Dauphine, rue des Rosiers à Saint-Ouen, organisent une exposition de tapisseries et tapis anciens. A cette occasion seront présentés quelques exemplaires de la Manufacture de la Savonnerie, qui prennent place parmi les créations françaises les plus prestigieuses de ce domaine. Vers 1620, l'atelier du Louvre, où avait été ouverte une fabrique de tapis, fut transféré à Chaillot, dans une ancienne savonnerie qui laisse son nom à cette nouvelle manufacture. Dans un style complètement occidental, inspiré de la Renaissance, des tapis y sont exécutés au noeud turc, plat et symétrique. Sous Louis XIV, le peintre Le Brun dessine les cartons des tapis, imagi-

nant des scènes mythologiques entourées de motifs rayonnants. Les rocailles prennent le relais au XVIII^e, supplantées ensuite par le style à l'antique, qui fait triompher sous Louis XVI une géométrie épurée et des teintes plus sombres que sous le règne précédent. Un certain classicisme s'impose à l'Empire, chassé sous la Restauration par un retour vers des décors plus chargés, repris d'après le style rocaille. Longtemps réservée au roi et à la cour, la production de la Savonnerie s'élargit au XIX^e. Elle reste toutefois de très grande qualité, ce qui en fait aujourd'hui le prix. Selon l'ancienneté, l'état de conservation, la beauté des décors et des couleurs, la valeur des tapis de la Savonnerie se situe entre 10 000 euros et 1 million. Quelques marchands en exposent au marché Dauphine, en particulier Leyla et Farad Ahi (stands 56 et 250). Les plus anciens remontent aux

années 1830, où la couleur dominante brun clair se marie à des motifs de fleurs polychromes. Un modèle à fond brun et semis de fleurs est orné d'une rosace centrale à fond turquoise ; la bordure épurée et des teintes plus sombres que sous le règne précédent. Un certain classicisme s'impose à l'Empire, chassé sous la Restauration par un retour vers des décors plus chargés, repris d'après le style rocaille. Ce tapis au décor Restauration bien typé mesure 4,20 m sur

3,80 m. Il a subi des restaurations qui mettent son prix à 91 500 €. Un autre exemplaire de même époque, à fond brun brique, est décoré de quatre vases autour du médaillon central et d'un semis de fleurs. Présenté dans un bel état de conservation, avec des couleurs fraîches et sans restauration, il est annoncé à 305 000 € (5,80 m sur

5,10 m). De la fin du XIX^e, daté autour des années 1880, se trouve un exemplaire à fond rouge, à décor d'un semis de fleurs polychromes. La bordure à fond vert pâle dessine des rubans et guirlandes encadrés de lauriers (5,20 m sur 4,20 m, 30 500 €). Les modèles du XX^e siècle se revèlent plus accessibles. Semis de

fleurs, guirlandes, couronnes, roses et lauriers continuent d'y tenir une place prépondérante, disposés selon les canons du style Louis XVI, revenu à la mode dans les années 1900-1950 : modèle à fond uni et guirlandes de roses en bordure (3,90 m sur 2,80 m, 7 622 €), modèle à fond rose soutenu, bordure à l'imitation d'un cadre en bois (4 m sur 3,90 m, 10 000 €), tapis ovale à décor de fleurs et bouquets, partie centrale évidée (4,40 m sur 3,60 m, 9 150 €). D'autres tapis européens seront mis à l'honneur par cette exposition, et, bien sûr, de nombreux modèles d'Orient et d'Extrême-Orient.

Catherine Bedel

★ « Mille et une nuits », marché Dauphine, 132-140, rue des Rosiers, Saint-Ouen. Les samedis, dimanches et lundis, de 9 h 30 à 18 heures, jusqu'au lundi 11 février.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 022

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

L'ART EN QUESTION

N° 258

En collaboration avec la



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Signes de rapprochement. - II. Une bonne situation qui devient de plus en plus rare. Entente franco-allemande. - III. Des chiffres et des lettres pour trouver la solution. Plantés avant de taper dans la balle. - IV. Petit ensemble qui a du répondeur. Remplace, en beaucoup moins bien. - V. Pourvu qu'elle soit là, on se moque de l'emballage. Pour les amateurs de bonnes toiles. - VI. Mise en place

non sans mal. Préposition. Vif de bon matin. - VII. Protection en eaux profondes. Bouche-trou en bouche. - VIII. Armée secrète. Deux points en opposition. Rencontres dangereuses. - IX. Travail sur le cru. Départ en fanfare. - X. Fait poids à la ceinture du Nippon. A négocié en descendant.

VERTICALEMENT

1. La meilleure est la plus fidèle. - 2. Repris sous les yeux.

Plus facile à lire. - 3. Qui vous mettra mal à l'aise. - 4. Annonce la fin. Couvre. Travaille en usine. - 5. Adopté par Auguste avant d'occuper sa place. Mis en place par les autres. - 6. Protège en attendant de plus beaux jours. Un catalogue qui n'est pas au goût des Verts. - 7. Mettre au pied. Le germanium. - 8. Régulier. - 9. Couche fine. Qu'il faudra rendre un jour. - 10. Vous rendrez. Se prend chaque jour un peu plus. - 11. Supprimé. Musique à manivelle. - 12. Vieux sage chez Homère. Vieil américain.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 21

Horizontalement

I. Trompe-la-mort. - II. Reportage. Ah. - III. Apéro. Mincie. - IV. Nerf. Métallo. - V. Sial. ENA. SI. - VI. Interslice. - VII. Stère. Lang. - VIII. Vibre. II. - IX. Ourse. Lô. Une. - X. Résurrection.

Verticalement

1. Transistor. - 2. Repeint. Ue. - 3. Opérateurs. - 4. Morfler. Su. - 5. Pro. Rêver. - 6. Et. Mes. - 7. Lamentable. - 8. Agitai. Roc. - 9. Mena. Clé. - 10. Cl. Ea. Ui. - 11. Rails. Niño. - 12. Théologien.

A dévorer des yeux



Jules Gouffé, « Le Livre de cuisine », Paris, 1867. Galantine de dinde sur socle, planche XIX. Paris, Bibliothèque nationale de France. A Paris, au Musée d'Orsay, jusqu'au 3 mars, pour l'exposition « A table au XIX^e siècle ».

de la littérature « gourmande », l'auteur de *L'Almanach des gourmands* (1804-1812) et du *Manuel des Amphitryons* (1808) se nomme :
 ● Baptiste Adolphe Duval ?
 ● Alexandre Balthazar Laurent Grimod de La Reynière ?
Réponse dans Le Monde du 1^{er} février.

Réponse du jeu n° 257 paru dans Le Monde du 18 janvier.
 Louis XIV fonde, en 1713, l'Ecole de l'Académie.

CULTURE

DISPARITION

Le chercheur et intellectuel engagé contre le néolibéralisme est mort mercredi soir à l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, des suites d'un cancer

Pierre Bourdieu, le sociologue de tous les combats

LES CONTROVERSES suscitées par les interventions publiques de Pierre Bourdieu au cours des dernières années ont quelquefois obscurci l'image de celui qui est largement reconnu comme l'un des grands penseurs de la société contemporaine. Un de ses disciples, Louis Pinto, a rappelé, il y a deux ans, dans un livre consacré à « Pierre Bourdieu et la théorie du monde social », comment le travail du sociologue a représenté « une révolution symbolique » analogue à celles qu'on a pu rencontrer dans d'autres disciplines, en musique, en peinture, en philosophie ou en physique.

Ce qu'a apporté Pierre Bourdieu à la sociologie, expliquait Louis Pinto, est avant tout une « manière nouvelle de voir le monde social » en accordant « une fonction majeure aux structures symboliques ». L'éducation, la culture, la littérature, l'art, qui furent ses premiers sujets d'étude, appartiennent à cet univers. Mais les médias et la politique, dont Pierre Bourdieu fit, à la fin de sa vie, son champ d'investigation privilégié, relèvent également de cette approche. Ce qui caractérise les « champs de production symbolique », selon Louis Pinto, c'est le fait que les « rapports de forces entre agents » ne s'y présentent que « dans la forme transfigurée et euphémisée de rapports de sens ». Autrement dit, la « violence symbolique », thème central des travaux de Pierre Bourdieu, ne s'analyse pas comme une pure et simple instrumentation au service de la classe dominante, elle s'exerce aussi à travers le jeu des acteurs sociaux. C'est sans doute cette volonté de

surmonter les « fausses antinomies » de la tradition sociologique – entre interprétation et explication, entre structure et histoire, entre liberté et déterminisme, entre individu et société, entre subjectivisme et objectivisme – qui donne à la sociologie de Pierre Bourdieu son originalité.

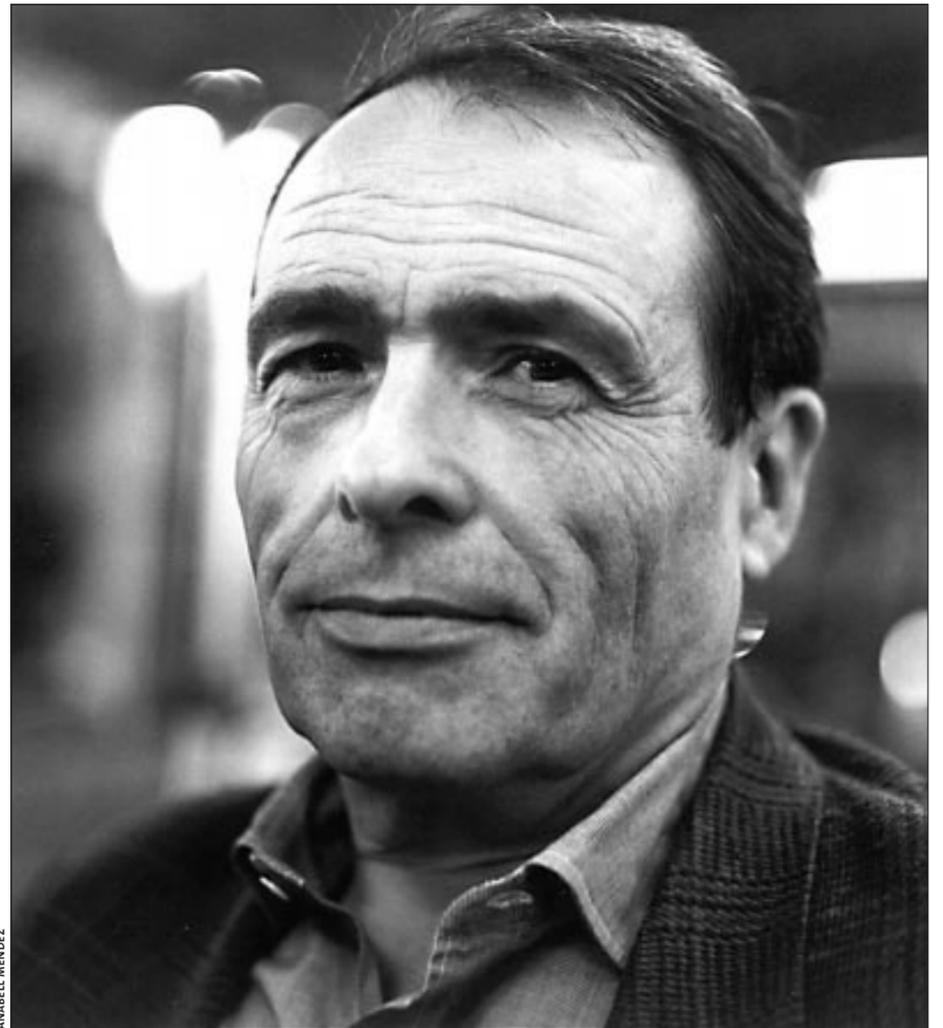
« Ce que je défends, c'est la possibilité et la nécessité de l'intellectuel critique. Il n'y a pas de démocratie effective sans vrai contre-pouvoir critique. L'intellectuel en est un, et de première grandeur »

Des Héritiers, un de ses premiers livres, publié en 1964 avec Jean-Claude Passeron, aux Structures sociales de l'économie en 2000, en passant par La Distinction en 1979 et l'ouvrage collectif La Misère du monde en 1993, pour ne citer que quelques-uns des quelque vingt-cinq livres qu'il a publiés, il a ouvert une voie d'une grande

richesse. En lui décernant sa médaille d'or, en 1993, le CNRS lui rendait un hommage mérité. Pierre Bourdieu, estimait le CNRS, « a régénéré la sociologie française, associant en permanence la rigueur expérimentale avec la théorie fondée sur une grande culture en philosophie, anthropologie et sociologie ». Mais Pierre Bourdieu n'était pas seulement un chercheur exceptionnel, reconnu par ses pairs à travers le monde, il était aussi un intellectuel soucieux d'intervenir dans le débat public, dans la tradition française de Zola à Sartre. Il avait fait beaucoup, dans les années 1990, pour donner une grande visibilité au mouvement social et incarner ce qu'il appelait une « gauche de gauche », c'est-à-dire une gauche refusant les compromis consentis, selon lui, par le Parti socialiste.

« Dix ans de pouvoir socialiste ont porté à son achèvement, nous déclarait-il en 1992, la démolition de la croyance en l'Etat et la destruction de l'Etat-providence entreprise dans les années 1970 au nom du libéralisme ». Face au silence des politiques, il en appelait à la mobilisation des intellectuels. « Ce que je défends, expliquait-il dans ce même entretien, c'est la possibilité et la nécessité de l'intellectuel critique ». Il ajoutait : « Il n'y a pas de démocratie effective sans vrai contre-pouvoir critique. L'intellectuel en est un, et de première grandeur ».

Ce combat contre le néolibéralisme sous toutes ses formes, Pierre Bourdieu y avait consacré ses dernières forces. De plus en plus, il s'efforçait de combiner la posture du savant et celle du militant en met-



Pierre Bourdieu.

tant ses connaissances scientifiques au service de son engagement politique. « Je me suis trouvé par la logique de mon travail, soulignait-il dans un de ses derniers ouvrages (Contre-feux 2, Pour un mouvement social européen), à dépasser les limites que je m'étais assignées au nom d'une idée de l'objectivité qui m'est apparue comme une forme de censure ». Il se disait soucieux de « faire sortir les savoirs de la cité savante » afin d'offrir de solides bases théoriques à ceux qui tentaient de comprendre et de changer le monde contemporain.

Cette lutte passait aussi par une mise en cause des médias, que Pierre Bourdieu jugeait soumis à une logique commerciale croissante et auxquels il reprochait de donner la parole, à longueur de temps, à des « essayistes bavards et incompétents ». Dans l'une de ses dernières interventions, en 1999, il s'était adressé aux responsables des grands groupes de communication.

Dans ces « Questions aux vrais maîtres du monde », il affirmait notamment : « Ce pouvoir symbolique qui, dans la plupart des sociétés, était distinct du pouvoir politique ou économique, est aujourd'hui réuni entre les mains des mêmes personnes, qui détiennent le contrôle des grands groupes de communication, c'est-à-dire de l'ensemble des instruments de production et de diffusion des biens culturels ».

Il s'élevait contre cette mondialisation-là, refusant le choix entre la mondialisation conçue comme « soumission aux lois du commerce » et au règne du « commercial », qui est toujours « le contraire de ce que l'on entend à peu près universellement par culture », et la défense des cultures nationales ou « telle ou telle forme de nationalisme ou localisme culturel ». Loin des souverainistes, il plaidait au contraire inlassablement pour plus d'universel. En se prononçant pour « un mouvement social européen », comme première étape

d'un internationalisme bien compris, il défendait cet idéal, fidèle à son rôle d'intellectuel critique.

Il restait en même temps attaché à sa conception de la sociologie, telle qu'il avait exposée, en 1982, dans sa leçon inaugurale au Collège de France. « La sociologie n'est pas un chapitre de la mécanique, disait-il, et les champs sociaux sont des champs de forces mais aussi des champs de luttes pour transformer ou conserver ces champs de forces ». Il ajoutait : « Le rapport pratique ou pensé que les agents entretiennent avec le jeu fait partie du jeu et peut être au principe de sa transformation ». Contre tous ceux qui l'accusaient de donner trop de poids aux structures et de s'en tenir un déterminisme démobilisateur, il proclamait ainsi sa croyance en la liberté de l'homme. Sa vie et son œuvre sont là pour témoigner de cette forte conviction.

Thomas Ferenczi

Les réactions de nombreux compagnons de route

● **José Bové**, dirigeant de la Confédération paysanne, l'avait rencontré à Millau le 30 juin 2000, lors du procès du démontage du Mc Donalds. « Il a participé aux débats pendant deux jours. Il était là, anonyme parmi tous ces gens. Ce qui nous a rapproché, c'est cette volonté de ne pas couper le monde en tranches, avec d'un côté les discours théoriques et de l'autre les actions militantes. Pour lui, la vie était elle-même un engagement. Il avait aussi cette pédagogie qui permettait aux gens de se mettre en mouvement ».

● **Suzan George**, vice-présidente d'Attac : « Cet homme a été d'une générosité incroyable. Nous avions une identité de vues sur beaucoup de choses, à tel point qu'il a tenu à faire la couverture de mon livre, le rapport Logano. Il avait par ailleurs un sens de l'humour presque américain, qui perlat. C'était l'un des rares chercheurs en sociologie reconnu aux Etats-Unis. C'est une grande perte pour toute une génération de chercheurs ».

● **Monique et Michel Pinçon-Charlot**, sociologues spécialistes de la grande bourgeoisie. Pour Monique Pinçon-Charlot, « c'est le plus grand sociologue du XXème siècle qui disparaît. Ils nous a permis d'exister, et nous nous sommes contentés, avec beaucoup d'enthousiasme, de mettre en œuvre son système théorique, de le faire

vivre sur le milieu de la grande bourgeoisie. On lui doit tout. Son système était une synthèse brillante, efficace, de tout ce qui s'était passé avant, en sociologie comme en philosophie. »

Pour Michel Pinçon-Charlot, « il n'avait pas que des amis dans la profession mais c'est un auteur incontournable. C'était certainement l'un des sociologues français les plus écoutés, respectés, invités à l'étranger. Il était à la fois un scientifique et quelqu'un d'engagé dans le siècle. Il a commencé son travail par un témoignage sur l'Algérie. Et ces dernières années, il s'était engagé très vigoureusement dans le mouvement de contestation de la pensée unique. Mais il n'a jamais abandonné son souci de scientificité et de rigueur pour être seulement militant. »

● **Francine Muel**, sociologue, membre du Centre de sociologie européenne fondé par Pierre Bourdieu, directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) : « C'est une perte intellectuelle considérable pour les sciences sociales. C'est quelqu'un qui nous a permis de construire, de réfléchir, d'avancer avec des outils conceptuels nouveaux et féconds sur la société et ses changements. L'audience considérable qu'il avait à l'étranger témoigne de cela. Cela va faire un très grand vide au niveau de la pensée. Il est important de se mobiliser pour essayer de continuer ce travail. »

● **Luc Boltanski**, sociologue, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess) : « C'est difficile d'avoir un jugement définitif pour ou contre Bourdieu dans la mesure où son œuvre est en partie de la tradition revisitée. Au delà du relief personnel, il a effectué un travail de synthèse et de transmission de la tradition sociologique. Pour être juste, il faut absolument distinguer une œuvre importante et discutée, dans le bon sens du terme, de l'espèce d'agit-prop des dernières années entretenue par un groupe de suiveurs dogmatiques. Comme pour le lacanisme, il y avait autour de lui, une espèce de petit groupe de suiveurs auto-proclamés fonctionnant comme une secte politique et se servant de cette appartenance comme un coup de pouce. La partie que je trouve la plus intéressante, c'est ce qu'il a fait en anthropologie. Le plus discuté à mon avis, c'est le durcissement du système à partir de la moitié des années 70 avec un fort accent positiviste. C'est à ce moment là que je me suis écarté de lui. Je laisse complètement de côté les dix ou quinze dernières années. Sur les médias notamment, ce n'était plus de la sociologie, c'était de l'agit-prop. Personnellement, j'ai été l'élève de Bourdieu à la Sorbonne puis son assistant au moment de la création du centre de sociologie européen avec Raymond Aron. Ce que je retiens aussi de lui, c'est la qualité du professeur dans les années 60-70. »

Un scientifique et un militant

Repères biographiques

- 1930 : naissance à Denguin (Pyrénées-Atlantiques) le 1^{er} août, d'un père fonctionnaire. Etudes à Pau, puis à Paris (Louis-le-Grand et Ecole normale supérieure). Agrégation de philosophie.
- 1955 : début de sa carrière d'enseignant au lycée de Moulins, puis aux facultés d'Alger, de Paris et de Lille.
- Depuis 1964 : directeur d'études de l'Ecole pratique des hautes études
- 1968 : après avoir appartenu à l'unité de recherches dirigée par Raymond Aron, il crée le Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, laboratoire associé au CNRS qu'il dirige jusqu'en 1988.
- Depuis 1975 : directeur de la revue Actes de la recherche en sciences sociales.
- Depuis 1981 : titulaire de la chaire de sociologie au Collège de France.
- 1993 : médaille d'or du CNRS
- 1995 : soutien appuyé aux grévistes de décembre contre le « plan Juppé ».

A partir de cette date, nombreuses interventions et prises de position politiques, notamment dans le

groupe Raison d'agir.

- 1996 : préside, le 24 novembre à Paris, les « états généraux du mouvement social ».

Principales œuvres

- 1958 : Sociologie de l'Algérie
- 1963 : Travail et travailleurs en Algérie
- 1964 : Le Déracinement et Les Héritiers
- 1966 : L'Amour de l'art
- 1968 : Le Métier de sociologue
- 1972 : Théorie de la pratique
- 1979 : La Distinction
- 1982 : Ce que parler veut dire
- 1984 : Homo Academicus
- 1988 : L'Ontologie politique de Martin Heidegger
- 1989 : La Noblesse d'Etat
- 1993 : La Misère du monde
- 1997 : Méditations pascaliennes
- 1998 : Contre-feux (Raison d'agir éditions) et La Domination masculine
- 2000 : Les Structures sociales de l'économie

ARCHITECTURE et PEDAGOGIE Un dialogue nécessaire

Colloque à la Sorbonne jeudi 31 janvier de 8h30 à 18h
en présence de Jack LANG

avec Gilles de Robien, Henri Gaudin, Anne-Marie Chatelet, Antoine Prost, Claude Mollard, Matthieu Poitevin...

entrée libre sur inscription au 01 46 33 94 88 ou marie-francoise.george@ifa-chaillot.asso.fr
accueil Place de la Sorbonne par la Chapelle

Ecoutez... et entrez dans La Légende !

NOSTALGIE
La Légende

Retrouvez toutes les fréquences sur 3615 NOSTALGIE ou au 08 36 68 05 05 nostalgie.fr

Théâtre de la Ville
PARIS

CHANSON AUX ABBESSES
LUNDI 28 JANVIER 20H30

Bonzom
AVEC 4 MUSICIENS

31 RUE DES ABBESSES PARIS 18
01 42 74 22 77
www.theatredelaville-paris.com

Quatre moments d'une œuvre foisonnante

Pessimisme sociologique contre fausse science

(...) « **CEUX QUI** déplorent le pessimisme désenchanté ou les effets démobilisateurs de l'analyse sociologique lorsqu'elle formule par exemple les lois de la reproduction sociale, sont à peu près aussi fondés à le faire que ceux qui reprocheraient à Gallée d'avoir découragé le rêve de vol en construisant la loi de la chute des corps. Enoncer une loi sociale comme celle qui établit que le capital culturel va au capital culturel, c'est offrir la possibilité d'introduire parmi les circonstances propres à contribuer à l'effet qu'elle prévoit – dans le cas particulier, l'élimination scolaire des enfants les plus dépourvus de capital culturel – les « *éléments modificateurs* », comme disait Auguste Comte, qui, si faibles soient-ils en eux-mêmes, peuvent suffire à transformer dans le sens de nos souhaits le résultat des mécanismes.

» Du fait que la connaissance

« Le plus grand service que l'on puisse rendre à la sociologie, c'est peut-être de ne rien lui demander »

des mécanismes permet, ici comme ailleurs, de déterminer les conditions et les moyens d'une action destinée à les maîtriser, le refus du sociologisme qui traite le probable comme un destin se justifie en tout cas : et les mouvements d'émancipation sont là pour prouver qu'une certaine dose d'utopisme, cette négation magique du réel qu'on dirait ailleurs névrotique, peut même contribuer à créer les conditions politiques d'une négation pratique du constat réaliste.

» Mais surtout, la connaissance exerce par soi un effet – qui me paraît libérateur – toutes les fois que les mécanismes dont elle établit les lois de fonctionnement doivent une part de leur efficacité à la méconnaissance, c'est-à-dire toutes les fois qu'elle touche aux fondements de la violence symbolique. Cette forme particulière de violence ne peut en effet s'exercer que sur des sujets connaissant, mais dont les actes de connaissan-

ce, parce que partiels et mystifiés, enferment la reconnaissance tacite de la domination qui est impliquée dans la méconnaissance des fondements vrais de la domination. On comprend que la sociologie se voie sans cesse contester le statut de science, et d'abord évidemment par tous ceux qui ont besoin des ténèbres de la méconnaissance pour exercer leur commerce symbolique.

» La nécessité de répudier la tentation régaliennne ne s'impose jamais aussi absolument que lorsqu'il s'agit de penser scientifiquement le monde scientifique ou, plus largement, le monde intellectuel. S'il a fallu repenser de fond en comble la sociologie des intellectuels, c'est que, du fait de l'importance des intérêts en jeu et des investissements consentis, il est suprêmement difficile, pour un intellectuel, d'échapper à la logique de la lutte dans laquelle chacun se fait volontiers le sociologue – au sens le plus brutalement sociologiste – de ses adversaires, en même temps que son propre idéologue, selon la loi des cécités et des lucidités croisées qui règle toutes les luttes sociales pour la vérité.

[...] » On comprend que l'existence de la sociologie comme discipline scientifique soit sans cesse menacée. La vulnérabilité structurelle qui résulte de la possibilité de tricher avec les impératifs scientifiques par le jeu de la politisation fait qu'elle a presque autant à craindre des pouvoirs qui en attendent trop que de ceux qui veulent sa disparition. Les demandes sociales sont toujours assorties de pressions, d'injonctions ou de séductions, et le plus grand service que l'on puisse rendre à la sociologie, c'est peut-être de ne rien lui demander. Paul Veyne remarquait qu'« on reconnaît de loin les grands antiquisants à certaines pages qu'ils n'écrivent pas ». Que dire des sociologues qui sont sans cesse invités à dépasser les limites de leur science ? Il n'est pas si facile de renoncer aux gratifications immédiates du prophétisme quotidien – d'autant que le silence, voué par définition à passer inaperçu, laisse le champ libre à l'inanité sonore de la fausse science. »

(Extrait de la leçon inaugurale de Pierre Bourdieu au Collège de France prononcée le 23 avril 1982.)



STÉPHANE GAUTIER / EDITING

Pour une gauche de gauche

« **LES VRAIES RÉPONSES** à la fascination rampante ou déclarée ne peuvent venir que des mouvements sociaux qui se développent depuis 1995. A condition que l'on sache les entendre et les exprimer au lieu de travailler à les déconsidérer par la diffamation publique ou les coups fourrés d'anciens apparatchiks politiques convertis en hommes d'appareil d'Etat. Ils suggèrent en effet des perspectives politiques et avancent même parfois des projets et des programmes constitués.

» La pression locale, dans certaines régions de gauche, a contribué à rappeler à la raison la droite la moins aveugle. Les manifestations anti-FN témoignent d'une capacité militante qui ne demande qu'à défendre des causes plus ambitieuses que le seul refus du fascisme. Le mouvement pour le renouveau des services publics – et notamment pour une éducation nationale plus juste, tel qu'il s'exprime aujourd'hui en Seine-Saint-Denis – est à l'opposé de la crispation identitaire sur une institution archaïque : il affirme la nécessité de services publics efficaces et égalitaires dans leur fonctionnement et dans leurs effets.

» Le mouvement des sans-papiers, voué aux gémonies par les « responsables » de tous bords, est une

résistance collective face à la politique obtuse qui, au nom de la lutte contre Le Pen, prend souvent ses idées et ses armes chez Le Pen (avec le succès que l'on sait...). Le mouvement des chômeurs apparaît comme une « *lutte tournante* », sans cesse recommencée contre les effets destructeurs de la précarisation généralisée. Les mouvements récents contre l'AMI et pour la taxation des capitaux témoignent de la montée en puissance de la résistance au néolibéralisme : elle est, par nature, internationale.

» Ces forces que nos professionnels de la manipulation suspectent d'être sous l'emprise de manipulateurs extérieurs sont encore minoritaires mais, déjà, profondément enracinées, en France comme dans d'autres pays européens, dans la pratique de groupes militants, syndicaux et associatifs. Ce sont elles qui, en s'internationalisant, peuvent commencer à s'opposer pratiquement à la prétendue fatalité des « *lois économiques* » et à humaniser le monde social. L'horizon du mouvement social est une internationale de la résistance au néolibéralisme et à toutes les formes de conservatisme. »

(Extrait d'un texte publié dans Le Monde du 8 avril 1998.)

La réaction de Jacques Derrida

« **C'ÉTAIT** un très vieil ami, avec lequel j'aurai tant partagé ! Notre amitié a été une relation toujours intense, et très riche, tendue, parfois difficile il est vrai. Je suis bouleversé par cette nouvelle. Nous nous sommes connus en khâgne à Louis le Grand en 1949, puis nous étions ensemble à l'Ecole Normale, il n'était pas encore sociologue alors, nous parlions de philosophie, surtout de Leibnitz et de Heidegger. Nous nous sommes retrouvés en Algérie, où je faisais mon service, lui faisait ses débuts de sociologue. Mais nos échanges ont véritablement repris à la fin des années 60, lorsqu'il a mis en chantier son projet de refonte de la sociologie, en inaugurant un travail qui intégrait la philosophie pour produire une « *sociologie de la sociologie* ». C'était, dans le monde entier, une grande et originale figure de la sociologie contemporaine.

Il avait l'ambition de rendre compte de tous les champs de l'activité sociale, y compris les champs intellectuels, et y compris la sienne propre. Cette construction « hyper-critique », autour d'un de ses mots préférés, « *objectiver* » (analyser et rendre objectif ce qui est à l'œuvre dans toute pratique spontanée) est au centre de sa démarche, et en fait le prix. Nous avons eu des débats, et des désaccords, sur son approche du champ philosophique, mais nous nous sommes souvent retrouvés côte à côte dans des projets militants, en particulier à propos de la situation des immigrés. Parmi ces actions communes figurent la fondation du Parlement des écrivains à Strasbourg en 1994. A partir de 1995, l'intellectuel engagé qu'il a toujours été a pris sur les luttes sociales des positions radicales, assez solitaires. Je me suis senti assez proche au moins de ce qui l'inspirait, même si nous n'avions pas les mêmes gestes et si nos façons d'approcher les choses ne se ressemblaient pas. Mais je perds un témoin et un ami irremplaçable. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

L'intellectuel

« **IL SAVAIT MIEUX** que quiconque que les jeux de vérité sont des jeux de pouvoir et que le pouvoir et le privilège sont un principe même des efforts pour découvrir la vérité des pouvoirs et des privilèges. (...) »

» Les actes politiques, qu'il accomplissait avec passion et rigueur, parfois avec une sorte de fureur rationnelle, ne devaient rien au sentiment de détenir les vérités et les valeurs ultimes, qui fait les pharisiens de la politique et

d'ailleurs. La vision critique, chez lui, s'appliquait d'abord à sa propre pratique, et il était à ce titre le plus pur représentant de cette nouvelle espèce d'intellectuels qui n'a pas besoin de se mystifier sur les mobiles et les motifs des actes intellectuels, ni de s'abuser sur leur efficacité pour les accomplir, en pleine connaissance de cause. »

(Extrait d'un texte de Pierre Bourdieu en hommage posthume à Michel Foucault publié dans Le Monde du 27 juin 1984.)

La réaction de Christophe Aguitton, membre fondateur d'Attac

CHRISTOPHE AGUITTON (membre fondateur d'Attac) : « Je suis effondré. Pierre Bourdieu a marqué la pensée de ces dernières décennies. Il a su faire le lien entre les approches théoriques et une pratique sociale. Il a été en fait l'artisan des retrouvailles entre les intellectuels et les mouvements sociaux, après des années d'incompréhension. Sa capacité à soutenir les luttes était déterminée, comme il l'a fait pendant le mouvement des chômeurs de 1997-1998. Il a quand même signé l'appel "Agir

ensemble contre le chômage" dès 1993. Il a été un moteur intellectuel des grèves de 1995, un protagoniste important. Je pense aussi à son appel pour l'Europe sociale, il y a dix-huit mois. Mais en même temps, dans sa pratique de soutien aux luttes, il imposait sa vision théorique des mouvements sociaux. Il venait sur le terrain quand c'était utile. Ils nous avait accompagnés pour soutenir l'occupation par un groupe de chômeurs de l'Ecole nationale supérieure de la rue d'Ulm, en janvier 1998. »

Contre la mondialisation, restaurer la politique

« **LE FATALISME** des lois économiques masque en réalité une politique, mais tout à fait paradoxale, puisqu'il s'agit d'une politique de dépolitisation ; une politique qui vise à conférer une emprise fatale aux forces économiques en les libérant de tout contrôle et de toute contrainte en même temps qu'à obtenir la soumission des gouvernements et des citoyens aux forces économiques et sociales ainsi libérées.

» Tout ce que l'on décrit sous le nom à la fois descriptif et normatif de "mondialisation" est l'effet non d'une fatalité économique, mais d'une politique, consciente et délibérée, celle qui a conduit les gouvernements libéraux ou même socio-démocrates d'un ensemble de pays économiquement avancés à se déposséder du pouvoir de contrôler les forces économiques, et celle surtout qui est délibérément organisée dans les "green rooms" des grands organismes internationaux, comme l'OMC, ou au sein de tous les "networks" d'entreprises multinationales (tels l'Investment Network formé de 50 multinationales comme Fiat, Daimler Benz, British Petroleum, Rhône Poulenc, ou l'European Service Network) qui sont en mesure d'imposer, par les voies les plus diverses, juridiques notamment, leurs volontés aux Etats.

» Contre cette politique de dépolitisation et de démobilité, il s'agit de restaurer la politique, c'est-à-dire la pensée et l'action politiques, et de trouver à cette action son juste point d'application, au-delà de l'Etat national, et ses moyens spécifiques, par delà les luttes politiques et syndicales au sein des Etats nationaux. Entreprises extrêmement difficile pour de multiples raisons : d'abord parce que les instances politiques qu'il s'agit de combattre sont extrêmement éloignées, voire inaccessibles, et ne ressemblent à peu près en rien, ni dans leurs méthodes, ni dans leurs agents, aux instances politiques contre lesquelles s'orientaient les luttes traditionnelles. Ensuite, parce que le pouvoir des agents et des institutions qui dominent aujourd'hui le monde économique et social repose sur une concentration extraordinaire de toutes les espèces de capital, économique, politique, militaire, culturel, scientifique, technologique, fondement d'une domination symbolique sans précédent, qui s'exerce notamment à travers l'emprise des médias.

» On peut admettre que certains des objectifs d'une action politique réaliste se situent au niveau européen (dans la mesure au moins où les entreprises et les organisations européennes constituent un élé-

ment déterminant, au moins négativement, des forces dominantes à l'échelle mondiale). Il s'ensuit que la construction d'un mouvement social européen unifié, capable de rassembler les différents mouvements, actuellement divisés, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, est l'objectif indiscutable pour tous ceux qui entendent résister efficacement aux forces dominantes.

RASSEMBLER SANS UNIFIER

» Les mouvements sociaux, si divers soient-ils par leurs origines, leurs objectifs et leurs projets, présentent indiscutablement tout un ensemble de traits communs qui leur donnent un air de famille. En premier lieu, notamment parce qu'ils sont issus, très souvent, du refus des formes traditionnelles de mobilisation politique, et en particulier de celles qui caractérisent les partis communistes de type soviétique, ils sont enclins à exclure toute espèce de monopolisation du mouvement par des minorités et à exalter et à encourager la participation directe de tous les intéressés et, proches en cela de la tradition libertaire, ils sont attachés à des formes d'organisation d'inspiration autogestionnaire caractérisées par la légèreté de l'appareil et permettant aux agents de se réapproprier leur rôle de sujets actifs (contre notam-

ment les partis politiques auxquels ils contestent le monopole de l'intervention politique).

Autre trait commun, ils s'orientent vers des objectifs précis, concrets et importants pour la vie sociale (le logement, emploi, santé, etc.). Troisième caractéristique typique, ils tendent à privilégier l'action directe, veillant à ce que leurs refus comme leurs propositions se concrétisent dans des actions exemplaires et directement liées au problème concerné. Quatrième propriété distinctive et commune, ils exaltent la solidarité, qui est le principe tacite de la plupart de leurs luttes.

» Le constat d'une telle proximité dans les fins et les moyens des luttes politiques impose de rechercher sinon l'unification sans doute impossible de tous les mouvements dispersés que réclament souvent les militants, surtout les plus jeunes, frappés des convergences et des redondances, du moins une coordination des revendications et des actions exclusive de toute volonté d'appropriation : cette coordination devrait prendre la forme d'un réseau capable d'associer des individus et des groupes dans des conditions telles que nul ne puisse dominer ou réduire les autres et que soient conservées toutes les ressources liées à la diversité des expériences, des points de vue et des programmes. Elle aurait

pour fonction principale d'arracher les mouvements sociaux à des actions fragmentées et dispersées en évitant qu'ils ne s'enferment dans les particularismes des actions locales, partielles et ponctuelles (sans tomber dans la concentration bureaucratique), cela en leur permettant notamment de surmonter les intermittences ou les alternances entre les moments de mobilisation intense et les moments d'existence latente ou ralentie. (...) »

» Il s'agirait de chercher à définir, à l'intersection des préoccupations de tous les groupes, des objectifs généraux dans lesquels tous puissent se reconnaître et collaborer en apportant leurs compétences et leurs méthodes propres.

RÉNOVER LE SYNDICALISME

» Il n'est pas interdit d'espérer que la confrontation démocratique d'un ensemble d'individus et de groupes reconnaissant des pré-supposés communs puisse engendrer une réponse cohérente et sensée à des questions fondamentales auxquelles ni les syndicats, ni les partis, ne peuvent apporter de solution globale. (...) »

» La politique néo-libérale contribue à l'affaiblissement des syndicats. La flexibilité et surtout la précarité d'un nombre croissant de salariés contribuent à rendre difficile toute action unitaire et

même le simple travail d'information en même temps que les vestiges de l'assistance sociale continuent à protéger une fraction des salariés. C'est dire combien est à la fois indispensable et difficile la rénovation de l'action syndicale qui supposerait la rotation des charges et la mise en question du modèle de la délégation inconditionnelle en même temps que l'invention des techniques nouvelles qui sont indispensables pour mobiliser des travailleurs fragmentés et précaires.

» L'organisation nouvelle qu'il s'agit de créer doit être capable de surmonter la fragmentation par objectifs et par nations, ainsi que la division en mouvements et en syndicats, institutions que leur confrontation dans des instances de concertation et de discussion ne pourrait que dynamiser. L'existence d'un réseau international stable et efficace devrait permettre de développer une action revendicative internationale, qui n'aurait plus rien à voir avec celle des organismes officiels dans lesquels sont représentés les syndicats (comme la Confédération européenne des syndicats) et qui intégrerait les actions de tous les mouvements qui s'affrontent à des situations spécifiques et par là limitées. »

(« Les objectifs d'un mouvement social européen », printemps 2000.)

Conférences Art total à l'Auditorium du Louvre



PARIS Ouvert le 21 janvier par « Archéologie d'une notion, persistance d'une passion », intervention remarquable de Julian Zugazagoitia, directeur adjoint du Guggenheim Museum New-York, le nouveau cycle de conférences du lundi, à l'Auditorium du Louvre, a pris pour thème ambitieux les « Aspirations à

l'œuvre d'art total ». Ce cycle, qui va chercher ses sources dans la tour de Babel et les cathédrales, traverse Bayreuth et le Bauhaus, pour arriver à ces explosions architecturales contemporaines et urbaines, dont le Musée Guggenheim de Bilbao, signé Frank Gehry, passe pour l'archétype. Architecture, musique, théâtre, peinture, littérature, toutes les formes de la création sont convoquées pour faire écho à cette lettre de Baudelaire à Wagner (1860), dont l'équipe du Louvre a su tirer l'essence : « D'abord il m'a semblé que je connaissais cette musique... que cette musique était la mienne... Le caractère qui m'a immédiatement frappé, c'a été la grandeur, et cela pousse au grand... J'ai senti toute la majesté d'une vie plus large que la nôtre... Le cri suprême de l'âme montée à son paroxysme. »

Les agendas des intervenants n'ont manifestement pas permis une chronologie qui fasse vibrer aussi le cours du temps avec autant d'ampleur, mais, malgré son mouvement de montagne russe, le cycle garde pour pierre angulaire l'idée nietzschéowagnérienne selon laquelle les arts auraient rompu le lien qui les unissait, chacun d'eux, dans son isolement, allant en se pervertissant. Revenant sur cette idée, Julian Zugazagoitia, et Jean de Galard, chef du service culturel du Louvre, ont invité quelques fortes personnalités. D'où il ressort que produire une « œuvre d'art total » ne consiste pas seule-

ment à associer plusieurs techniques, plusieurs disciplines ou plusieurs médias : « Il s'agit aussi d'englober le spectateur, d'investir tous ses sens, de conduire l'art et la vie à fusionner. C'est pourquoi le thème de l'œuvre d'art total revient également dans l'histoire de l'architecture ou dans celle du cinéma. » Sont invités, le 28 janvier, Hani Rashid, architecte, directeur d'Asymptote, USA (« Les mondes virtuels »); le 4 février, l'architecte américain « déconstructiviste » Peter Eisenman (« Le projet d'œuvre d'art total a-t-il encore un sens ? »); le 18 février, Glenn Most, de l'École normale supérieure de Pise, Italie (« Nietzsche, Wagner et la nostalgie de l'œuvre d'art total »); le 25 février, Éric Michaud, de l'université de Strasbourg (« Entre construction et destruction : du Bauhaus au national-socialisme »); le 4 mars, Antoine Compagnon, de l'université Paris-IV (« L'hypertexte proustien »); le 11 mars, Enrico Castelnuovo, de l'École normale supérieure de Pise (« L'œuvre d'art total comme rêve d'historiens d'art : les cathédrales »).

Frédéric Edelmann

Auditorium du Louvre, Musée du Louvre, 34, quai du Louvre, Paris-1^{er}. M^o Palais-Royal. Tél. : 01-40-20-51-51. Tous les lundis jusqu'au 11 mars, à 18 heures. Entrée libre. Internet : www.louvre.fr

Photo : « Vue du "Merzbau" », de Kurt Schwitters, 1920-1936. Reconstitution de 1994-1995 au Centre Pompidou. © Schwitters/Le Louvre.

Exposition

PARIS L'architecture... comme au cinéma

Fort du succès de sa dernière exposition en multiplexe, « Paris comme au cinéma », qui se poursuit jusqu'au 3 février, le Pavillon de l'Arsenal, haut lieu de l'architecture parisienne, inaugure jeudi 24 janvier un salon vidéo où pourront être visionnés quelque 120 documents tournés à l'occasion des conférences et des expositions organisées par l'établissement. Le Groupe Moniteur, qui, lors de la remise de l'Équerre d'argent, a réussi à réunir plus de 2 000 personnes dans les locaux dormants de la future Cité de l'architecture, au Palais de Chaillot, a remis le couvert et prêté main-forte au Pavillon, institution subventionnée par la Ville de Paris, en lui permettant d'organiser ce même jeudi, de 18 heures à 24 heures « Une nuit comme au cinéma », agrémentée de pop-corns

(à volonté) et de projections non-stop.

Pavillon de l'Arsenal, 321, boulevard Morland, Paris-4^e. M^o Sully-Morland. Tél. : 01-42-76-33-97. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h 30 à 18 h 30. Dimanche de 11 heures à 19 heures. Entrée libre.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^o Château-d'Eau. Tél. : 01-45-23-51-41. Le 25 janvier, à 21 heures. 16,77 €.

Classique

PARIS Sextuor d'ondes Jeanne Loriod

Jeanne Loriod, disparue en août 2001, s'est toute sa vie consacrée à l'instrument créé par Maurice Martenot et présenté pour la première fois au public en 1928, sur la scène de l'Opéra de Paris. Les ondes Martenot, jouées par un clavier de sept octaves dont le son est émis par des oscillations de lampes électroniques, ont suscité un répertoire en fait assez fourni, écrit le plus souvent sur commande de ses interprètes. En hommage à son interprète la plus connue et à sa fondatrice, en 1974, le Sextuor d'ondes Jeanne Loriod joue ce soir des pièces écrites spécialement pour une telle formation, dont l'œuvre méconnue mais fondatrice

d'Olivier Messiaen, *La Fête des belles eaux*, conçue pour l'Exposition universelle de 1937. Maison de la culture du Japon à Paris, 101, quai Branly, Paris-15^e. M^o Bir-Hakeim. Tél. : 01-44-37-95-00. Le 24 janvier, 20 h 30. 9 €, 12 €.

Flamenco

LES LILAS Pedro Soler

Toulousain de naissance, le guitariste Pedro Soler a appris l'art flamenco auprès de maîtres madrilènes qui lui ont transmis la connaissance de l'histoire et des styles du genre. Accompagnateur réputé, soliste de feu, Pedro Soler aime aussi les rencontres avec des mondes autres. Ainsi a-t-il fréquenté le jazz (Renaud Garcia-Fons), l'improvisation (Beñat Achiary) et des territoires musicaux cousins (l'Argentine, l'Inde...). Un récital en soliste de Soler est une ouverture sur l'imaginaire.

Le Triton, 11 bis, rue du Coq-Français, Les Lilas (Seine-Saint-Denis). M^o Mairie-des-Lilas. Tél. : 01-49-72-83-13. Le 25 janvier, à 20 h 30. De 8,50 € à 15 €.

Sélection disques classiques

LUDWIG VAN BEETHOVEN Sonates pour piano Walstein, *Les Adieux*, op. 90 Inger Södergren (piano).



Inger Södergren, Suédoise de Paris, s'était fait connaître, il y a vingt et un ans, par un premier disque consacré aux deux dernières sonates de Beethoven. Il lui avait valu les plus hautes récompenses. Elle revient aujourd'hui, après une dizaine d'enregistrements, tous primés !, avec trois sonates du même compositeur. Et l'on est, une fois encore, ému par ce jeu divinatoire, parfois instable. Mais cette instabilité incarne ces trois chefs-d'œuvre sans évacuer aucune des tensions nées de la difficulté de les jouer. Il y a du Claudio Arrau chez Södergren dont on dira qu'elle est une âme avec des doigts au bout... — A. Lo.

1 CD Calliope CAL 9306. Distribué par Harmonia Mundi.

FÉLIX MENDELSSOHN Premier et Second Concertos pour piano — Variations sérieuses ; Rondo capriccioso

Jean-Yves Thibaudet (piano), Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, Herbert Blomstedt (direction).

D'une de ses consœurs au jeu brillant, virtuose, enjoué mais un peu sec, le pianiste Yves Nat disait : « Jeanne-Marie Darré ? Mais, c'est le néant avec des doigts au bout ! » Lui-même doté de doigts un peu justes, Nat nourrissait sans doute un peu de jalousie envers sa consœur. Jean-Yves Thibaudet a un jeu fondamentalement assez proche de celui de Darré, mais il n'a pas son absence de complexes. Thibaudet n'est pas assez crépitant, pas assez féroce et dans le même temps sa sonorité est assez creuse (l'enregistrement qui érase la dynamique ne le sert pas). Ce disque s'écoute sans déplaisir, d'autant que les œuvres sont belles et que l'Orchestre du Gewandhaus est superbe bien qu'écrasé par la prise de son, lui aussi, mais que l'on est loin de l'engagement furieux et som-

bre de Rudolf Serkin (Sony), de la verve de Stephen Hough (Hyperion) dans les concertos et de l'imagination sonore inépuisable de Cortot, Horowitz et Alicia de Larrocha dans les *Variations sérieuses* ! — A. Lo.

1 CD Decca 468 600-2.

JOHANN SEBASTIAN BACH

Six Partitas BWV 825 à 830

Kenneth Weiss (clavecin).

Le jeune claveciniste américain Kenneth Weiss, installé en France, est l'un des secrets les mieux gardés du milieu de la musique ancienne. Excellent continuiste, professeur estimé, il est resté relativement en retrait de l'actualité du concert et du disque, où l'on entend parler davantage de ses contemporains Christophe Rousset, Pierre Hantaï

ou Skip Sempé. Weiss livre une somme en s'attaquant à un sommet de la littérature pour clavier, les *Six Partitas* du Cantor de Leipzig. Sa manière calme, sereine, souple d'aborder ces suites de danses est d'une magnifique noblesse. Les lignes mélodiques et les structures de ces pièces respirent avec une digne nonchalance qui va si bien à la musique de Bach, surtout lorsqu'elle est chargée, comme dans la très ouvragée « Sarabande » de la Partita n° 6 BWV 830. Dans cette pièce maîtresse, Weiss semble improviser sans amolir la colonne vertébrale de cette élégie supérieurement écrite. Ses « Allemandes » au rubato accentué sont du goût le plus parfait et son « Ouverture » de la Partita n° 4, d'une droiture impeccable. — R. Ma.

2 CD Satirino Records (distribués par Ambrosio). Email : info@satirino.fr/

THÉÂTRE

Les éclats bruts de Caryl Churchill racontés par Peter Brook

FAR AWAY, pièce de l'Anglaise Caryl Churchill, 62 ans, est jouée au Théâtre des Bouffes du Nord (*Le Monde* du 24 janvier). Il ne serait pas sérieux de ne pas dire une fois encore que toute œuvre jouée dans ce théâtre bénéficie d'un atout, dont l'ascendant l'emporte parfois, et même souvent, sur celui de l'œuvre jouée. Ce théâtre est ensorceleur.

Son architecture, très étrangement sans âge, ni profane ni sacrée, on ne sait quel tour de passe-passe qui le fait paraître plus petit qu'il n'est, et surtout les rouges et les gris, usés, passés, des murs tout autour de la scène, d'autant plus vivants qu'ils s'effacent, font de ce lieu une vieille fête outrageusement fardée, bon pied bon œil envers et contre tout, qui n'a rien perdu de sa magie. Ce qui est unique, vraiment, c'est que ce théâtre inverse le dedans et le dehors de tout, et de tous ceux qui se laissent prendre au piège. Les acteurs ne sont pas dans le décor, c'est le décor qui est en eux. Le public n'est pas dans le théâtre, c'est le théâtre qui est en lui, et qui ne le lâche pas une seconde.

HORREUR POUR HORREUR

L'œuvre aujourd'hui sublimée par le Théâtre des Bouffes du Nord est une grosse colère de 55 minutes contre la méchanceté de notre sphère. C'est en trois temps. Le premier : une petite fille, réveillée la nuit, vient en chemise dire à sa tante qu'elle vient de voir dans le noir son oncle asséner des coups de barre de fer à des enfants et des adultes, et les entasser dans une cabane, puis dans un camion. « C'est pour que les choses aillent mieux », lui dit sa tante, qui ajoute : « Tu pourras m'aider à nettoyer demain matin. » Horreur pour horreur, cette scène réveille en nous le souvenir du docteur Petiot, assassinant, pendant la guerre, les hommes et femmes qu'il s'engageait à faire passer en Espagne.

Le deuxième temps nous montre la même petite fille devenue grande, qui, avec un compagnon d'esclavage, fabrique des coiffures extravagantes, comme des sculptures hallucinées. Puis nous voyons passer, en file indienne, des hommes affublés de ces coiffures. Ce sont, nous dit l'auteur, des prisonniers que l'on conduit à leur exécution. Les chapeaux, « c'est tellement triste de les brûler avec les corps », dit la jeune femme, qui, pas insensible aux crises du monde, ajoute : « Je parie que l'industrie tout entière est pourrie. » Là, nous nous rappelons qu'au Moyen Âge les frères dominicains de l'Inquisition plaçaient une coiffure grotesque sur les femmes qu'ils faisaient brûler.

Le troisième temps, c'est la tue-rie universelle finale, en un cauchemar où les animaux et les hommes sont tout pareils, font tout ensemble. C'est le chapelier, survivant de la pourriture de l'industrie, qui raconte : « En Ethiopie, j'ai tué des troupeaux et des enfants. J'ai gazé des Espagnols, des programmeurs d'ordinateurs et des chiens. J'ai éternué des étourneaux à pleines mains. Et j'ai aimé le faire, mes mains étaient couvertes de sang et de plumes, ça m'excitait, c'était meilleur que le sexe. »

L'auteur, Caryl Churchill, et le metteur en scène, Peter Brook, s'emploient à dédramatiser ces visions. Presque à les neutraliser. Les horreurs ne sont pas jouées, mais racontées (sauf le passage, bref, des condamnés chapeautés). Nous assistons à des échanges courts, comme dépareillés. Déthéâtralisés, même. « Aboli bibelot d'humanité sonore », écrivait Mallarmé. En ajoutant un s, cela donne « insanité ».

Peter Brook, dans la feuille-programme, voit là « un humour quasi surréaliste ». Il a raison et met juste le doigt sur le mystère le plus frappant de ce spectacle : cette suite de saynètes n'a pas l'air écrit, pas l'air joué, pas l'air mis en scène. Vous diriez des cailloux de théâtre, surtout des éclats bruts, coupants, de théâtre, pas du tout modelés en « art », et le surréaliste qu'évoquerait alors Peter Brook serait Marcel Duchamp qui présentait, sans y rien toucher, une roue de bicyclette, un porte-bouteilles, un peigne, une pelle, ou une housse de machine à écrire, comme des sculptures — ce en quoi il ne mentait pas, c'était une question de liberté de regard.

Far away est une pièce qui donne l'impression inexplicable d'être constituée d'éléments bruts, qui échappent à toute définition. Les quatre acteurs jouent sans jouer, comme des enceintes qui récitent, sans plus. Le Théâtre des Bouffes du Nord parfume ses drogues dans le spectacle. Peter Brook est formel : Caryl Churchill est « un grand écrivain ».

Michel Cournot

FAR AWAY, de Caryl Churchill, traduction de Marie-Hélène Estienne. Mise en scène : Peter Brook. Avec Kathryn Hunter, Jodhi May, Julio Manrique, et, en alternance, les jeunes Louise Andrieu et Marie Winckler.

THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris-10^e. M^o La-Chapelle. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 heures et 20 h 30. Tél. : 01-46-07-34-50. De 14 € à 24,50 €. Jusqu'au 30 mars.

David Gilmour confortablement engourdi

ILS NE S'ADRESSENT plus la parole et se disputent un héritage par concerts interposés. En juin, le bassiste Roger Waters, qui a cru saborder Pink Floyd en 1984, essaiera de remplir le Palais omnisports de Paris-Bercy. Son ennemi juré, le guitariste David Gilmour, qui a osé reprendre les rênes du mastodonte, joue actuellement au Palais des Congrès. Un mot d'abord sur Trashmonk, en première partie de Gilmour. Derrière ce nom s'abrite Nick Laird-Clowes, auteur en 1999 d'un intrigant album, *Mona Lisa Overdrive*. Le guitariste anglais murmure de charmantes comptines détraquées qui cultivent une certaine parenté avec l'univers de Syd Barrett, fondateur de Pink Floyd.

Place à la vedette quinquagénaire. David Gilmour a mis la créature psychédélique en hibernation et tente sa chance en solitaire. Sans avoir publié quoi que ce soit entre temps. Ce concert se veut simple, privilégiant l'instrumentation acoustique. L'affaire commence plutôt bien avec *Shine on You Crazy Diamond*, l'hommage du Floyd à Barrett, option minimaliste à la guitare sèche. Excellente idée, qui sera pratiquement la seule de la soirée. Rejoint par sept musiciens et neuf choristes, Gilmour ne forme bientôt plus qu'un bloc d'immobilisme, ne s'animant que pour changer de guitares (ce qu'il fait incessamment). Derrière de grands draps mauves, la scène du glacial Palais des Congrès est idéale pour cette musique désincarnée. Des versions plus inspirées de *Wish You Were Here* et de *Comfortably Numb* (« Confortablement engourdi », titre de circonstance) rallumeront un espoir vite éteint par la reprise de *Shine on You Crazy Diamond*, noyée dans une débauche de chœurs.

Bruno Lesprit

Le 24 janvier, à 21 heures, au Palais des Congrès, place du général Koenig, Paris-17^e. Tél. : 01-40-68-00-05. 47,30 € et 95,70 €.

CULTURE

Publicités

EN

RÉGIONS

Pour communiquer dans cette rubrique, vous pouvez nous contacter au :

01.42.17.39.65

04 78 37 46 30

THÉÂTRE LES ATELIERS Lyon

22 janv. au 7 fév. 2002

La Cheminée

Margarit Minkov

Véronique Bellegarde

avec Jean-Quentin Châtelain et Catherine Malisse

28 janv. au 7 fév. 2002

Je crois ?

Emmanuel Bourdieu

Denis Podalydès

5 rue Petit David 69002 Lyon

www.theatresateliers.com

Sean O'Casey

Nannie sort ce soir

Mise en scène, Marc François

24 janvier - 17 février

Théâtre de Gennevilliers C.D.N.

Réservations 01 41 32 26 26

Susan Buirge, chorégraphe des ailleurs

Américaine, c'est en France qu'elle a connu une seconde naissance, fortifiant son tempérament d'insoumise comme son goût du nomadisme

D'UN COUP de chapeau rouge qu'il faut oser porter, Susan Buirge salue l'Indien qui monte la garde à l'entrée du restaurant du Musée de l'homme. « Je suis née le 4 juillet 1970, le jour de mon arrivée en France, sortant du ventre d'un avion », déclare-t-elle avec aplomb, tandis qu'elle s'assoit face à la tour Eiffel. Oublier Minneapolis, sa ville natale ? Cette idée de Musée de l'homme est une mise en scène. Ce qu'elle confirme. Origine et identité sont les deux mamelles qui nourrissent son œuvre, et sa vie de citoyenne. « J'avais pensé vous fixer rendez-vous devant un bureau d'immigration pour tirer mon chapeau à Bertrand Delanoë d'avoir eu l'idée d'un Conseil des étrangers, reprend-elle avec sa vivacité tempétueuse. Cet acte qui reconnaît notre participation à la vie de la cité nous octroie de fait un statut. »

La chorégraphe a conservé sa nationalité américaine, mais ne le lui dites surtout pas. Elle avoue avoir songé au ministère de la défense pour cette rencontre. Un choix lié aux attentats du 11 septembre. « Déjà, quand j'ai quitté mon pays, j'étais gênée par cette arrogance américaine à s'affirmer seule contre les autres cultures. N'oublions pas que les Etats-Unis ont construit leur richesse sur une terre qu'ils ont volée aux indigènes. Mais au-delà des terres, j'en veux à mon pays de n'avoir jamais rendu aux Américains leur noblesse. » No comment.

Du vol de territoires à la colonisation nouvelle qu'est la mondialisation, sans oublier la planète saccagée, Susan Buirge passe à l'offensive. Puis revient à son thème préféré : ce qui nous constitue. Elle évoque le sang indien lointain qui l'habite. « Mon goût de la danse me vient peut-être de cet héritage », dit-elle. Elle décrit cette photo où sa mère figure, sur pointes, avec un bol à la main, dansant avec une araignée, sur un poème d'enfant : « Ma mère avait été chez le forgeron pour qu'il glisse des armatures métalliques dans ses chaussures. C'était à Mason City, Iowa. » Elle aussi, sans avoir jamais vu de danse, inventait dès cinq ans des petites chorégraphies : « La terre de mon grand-père maternel appelait les femmes à la danse », murmure-t-elle.

Elle se rappelle ses premières années à New York, chez Alwin Nikolais, grande peintre de la danse, où il y avait aussi Carolyn Carlson : « Dès que j'ai eu des percussions entre les mains, j'étais comme un poisson dans l'eau ! Encore aujourd'hui j'adore battre le tambour en donnant mes cours. » Danse, musique : mémoire du sang indien, mémoire des gènes. Elle réaffirme

BIOGRAPHIE

► 1940

Naissance à Minneapolis.

► 1962

New York. Julliard School. C^o Nikolais

► 1970

Renaît à Paris.

► 1989

Voyage à travers le Moyen-Orient et l'Asie.

► 2001

Au Québec chez les Indiens Montagnais.

pourtant que c'est bien en France qu'elle est née à elle-même. Travaillant à devenir une vraie Française, elle épouse un Normand, le peintre Jean-Luc Poivret. « Dans un scénario digne de Hollywood, la danseuse américaine qui arrive à Paris ne peut qu'épouser un peintre ! », se moque-t-elle avec sérieux. Grace Kelly avait fait rêver sa génération.

CHEMINEMENT SPIRITUEL

Elle découvre les délices de l'escalope à la crème, le déjeuner dominical du côté de Bayeux. Ses beaux-parents l'initient à l'Histoire de France. A celle de l'Europe. Sur cette terre de Normandie, son père a débarqué parmi les premiers. Il était médecin, engagé volontaire. « Je n'aurais jamais pu devenir chorégraphe aux Etats-Unis. Il me fallait cette ouverture culturelle qui règne en Europe. A mon arrivée, cette diversité m'a soufflée ! » Fièvre, à Paris, d'habiter rue La Bruyère. Attachée aux symboles et aux dates, elle divorce en l'an 2000. C'est justement la pièce *Sas*, qu'elle créait en 1982 dans des décors de son ancien mari, qu'elle remonte en ce moment même. On y voit un avion en train d'atterrir ou de piquer du nez. Comprendra qui voudra.

A la lueur des événements du 11 septembre ou pas. Susan Buirge aime la France,

c'est entendu. Mais perçoit non sans douleur qu'elle ne peut chorégrapheur qu'en se tenant éloignée de son pays d'adoption. Même à Paris, elle s'installe à l'hôtel quand ses idées font du sur-place. Il faut qu'elle soit l'Etrangère. Devient donc chorégraphe itinérante. Après un voyage de deux ans vers l'Est qui l'a conduite jusqu'au Japon, après six ans partagés entre Metz, où elle bénéficiait d'une résidence d'artiste, Paris et Kyoto, ville dans laquelle elle créait son fameux *Cycle des saisons* – grand succès de Montpellier-Danse 1998 –, elle a décidé pour la première fois de retraverser l'Atlantique.

Pas pour aller visiter le Minnesota, on s'en doute. Mais pour le Canada. Seule, elle est partie en avril 2001 pour le Grand Nord québécois, vivre avec les Indiens Montagnais, au bord des lacs et des forêts, et mettre en chantier sa prochaine création. Gordon Moar, le sage, guide son cheminement spirituel. Susan Buirge raconte comment elle a pisté des originaux. Exulte d'avoir su convaincre son accompagnateur de ne pas tirer des perdrix. Du Buirge tout craché : empêcher un chasseur de chasser. Aimera-t-elle qu'on l'empêche de danser ? Elle rit. Cette vie nomade, dans laquelle les objets n'existent pas, l'enchantent.

« La danse, au même titre que la nature,

participe à la survie de l'homme », dit-elle avec certitude. Elle a trouvé un titre à sa création : *L'Œil de la forêt*. Pour mener à bien ses expéditions, elle a constitué une garde rapprochée. Que des hommes ! Dont Francis Maréchal, qui l'a conviée à installer son centre de recherche et de composition chorégraphiques à l'abbaye de Royaumont qu'il dirige. « A niveau égal, les femmes entre elles ont des problèmes de pouvoir » : une assertion dont elle ne démord pas.

Dans la nuit qui tombe, ses yeux couleurent forget-me-not luisent. « Je m'amuse, je m'amuse », s'exclame-t-elle de cette voix de petite fille qu'elle emprunte quand elle veut séduire. Ou se faire obéir. « Je n'ai pas le physique d'une chorégraphe ? dit-elle, faussement dépitée par la question. Vous voulez que je vous montre des photos quand j'étais une danseuse jeune et svelte ? Je n'ai rien à déclarer. Aucun signe distinctif. Et encore tant à faire ! »

Dominique Frérot

« L'Œil de la forêt » et « Sas », les 25 et 26 janvier, 20 h 30, Théâtre des Louvrais, place de la paix, Pontoise. Tél. : 01-31-20-14-14. Gare RER : Cergy-préfecture (navette, à 20 heures). Prix des places : 16 €. Ce spectacle sera repris les 2 et 3 juillet au festival Montpellier-Danse.



SÉBASTIEN CAMBOLIVUE

LES GENS DU MONDE

■ Dans un communiqué diffusé sur son site officiel, le groupe EMI a annoncé, mercredi 23 janvier, qu'il mettait un terme au contrat passé entre sa filiale phonographique Virgin Records et **Mariah Carey**. Agée de 31 ans, la chanteuse américaine recevra 28 millions de dollars (32 millions d'euros) d'indemnités. Cette décision a été prise après l'« échec » commercial de *Glitter* (2 millions d'exemplaires vendus), premier des cinq albums que Mariah Carey devait enregistrer pour la maison de disques. La chanteuse avait obtenu en avril 2001 un contrat estimé à 70 millions de livres (113 millions d'euros), un record pour le secteur.

■ Le critique et historien du jazz **Ben Ratliff** a qualifié de « regrettable » la disparition du **Carnegie Hall Jazz Band**, formation dirigée par le trompettiste Jon Faddis, qui compte dans ses rangs quelques-uns des meilleurs solistes du genre. Dans un article publié dans le *New York Times* du 22 janvier, Ben Ratliff souligne qu'aucune raison économique ou de fréquentation des concerts de cette formation organisés dans la prestigieuse salle new-yorkaise n'a pu être avancée. Spécialisé dans une relecture du répertoire, mais aussi dans la création d'œuvres originales de jazz, le big band pourrait trouver un lieu d'accueil dans le nouvel auditorium de six cents places du Carnegie Hall, dont l'ouverture est prévue courant 2003.

■ Le maire de Paris, **Bertrand Delanoë** (PS), voyage. Après deux jours à Porto Alegre, au Brésil, il sera à New York les 30 et 31 janvier, prenant « prétexte » des concerts de l'**Orchestre de Paris** dans la métropole américaine. L'Élu parisien ne se rend pas au Brésil pour participer au sommet antimondialisation, mais à une rencontre entre collectivités locales. A New York, un rendez-vous est prévu avec le nouveau maire, **Michael Bloomberg**, à qui M. Delanoë fera notamment part de l'intention de la Ville d'offrir une œuvre d'art aux New-Yorkais « dans le cadre de l'après-11 septembre ». « Ce serait un geste d'amitié des Parisiens vis-à-vis des New Yorkais », a précisé le maire, qui emmène avec lui le général commandant les sapeurs pompiers de Paris, **Jacques Devarnot**, pour organiser une liaison avec les pompiers de la ville sinistrée.

■ **Emmanuelle Vion**, 27 ans, et **Jérôme Huguet**, 29 ans, viennent d'être recrutés en qualité de pensionnaires dans la troupe de la **Comédie-Française**. La première, formée à l'école du **Théâtre national de Bretagne**, interprétera le rôle de Léna dans *Léonce et Léna*, de Büchner, à partir du 23 mars. Le second, ancien élève du **Conservatoire**, interprétera le rôle de Léonce dans le même spectacle.

RADIO

► Alter ego

10 h 05, *France-Inter*
Sur le thème « Ce que vous voulez savoir sur le phénomène techno », Patricia Martin reçoit Xavier Pestuggia, ethnologue et auteur du livre *Le Phénomène techno-club, raves et parties* (éditions Imago).

► Festival d'Angoulême

17 h 00, *France-Info*
Partenaire du 29^e Festival international de la bande dessinée à Angoulême, France-Info propose jusqu'au 27 janvier, de 17 heures à 20 heures, reportages, chroniques et interviews.

► Appel d'air

19 h 30, *France-Culture*
Un reportage d'Elodie Maillot, « Dans la boucle du Niger », avec Kadiatou Konaré, fille de l'actuel président Alpha Oumar Konaré et auteur d'un guide culturel du Mali ; Inéby Kida, tisserand sur le marché de Mopti ; Moussa Ouane, réalisateur de documentaires, et (sous réserve) le compositeur Ali Farka Touré.

► Pollen

21 h 05, *France-Inter*
Jean-Louis Foulquier reçoit en direct Sanseverino et La Blanche.

► Radio Nova live

23 h 00, *Radio Nova*
Concert de Jeff Sharel, compositeur de musique au croisement entre deep house et musique africaine, enregistré en octobre 2001 lors du festival Factory au Trabendo à Paris.

DOMINIQUE DHOMBRES

Des produits maison

ILS N'Y connaissent rien ? Peu importe ! Ce qui compte, c'est qu'ils soient connus. Jenifer, la lauréate de Star Academy, et Thierry Roland, le plus célèbre journaliste sportif de France et de Navarre, étaient hier soir les invités de Jean-Pierre Pernaut sur TF1 pour un « Combien ça coûte » consacré à l'ésotérisme et à l'astrologie. Si on ne voyait pas très bien leur lien avec le thème de l'émission, on percevait beaucoup mieux leurs rapports avec TF1.

Ils sont, l'un et l'autre, des produits de la chaîne. La jeune chanteuse a même été entièrement fabriquée par elle, comme une héroïne virtuelle sur un écran d'ordinateur. « Merci, TF1 », disait-elle, tout émue, le 12 janvier, lorsqu'elle l'a emporté sur ses petits camarades de la Star Academy, enfermés avec elle pendant trois mois dans un château de Seine-et-Marne. « Combien ça coûte », hier soir, c'était comme ces restaurants où le maître d'hôtel prend un air pénétré pour vous dire que, bien sûr, dans cet établissement, tout est « fait maison ». Et puis, comme l'affirmait Jean-Pierre Pernaut, les deux événements les plus importants de l'année 2002 sont évidemment la Star Academy et, bientôt, la Coupe du monde de football.

C'est imparable, non ? Jenifer ne s'est pas fait prier pour chanter, encore une fois, le vieux tube recyclé de Nicoletta, *La Musique*, qu'on entend déjà dès qu'on met le nez dans un supermarché. Thierry Roland a confié qu'il refusait de passer sous une échelle et craignait d'apercevoir un chat noir.

L'avantage de la cuisine maison, c'est qu'elle est sans surprise. On a donc eu le déroulé implacable des rubriques de « Combien ça coûte », le quizz sur le coût de ceci, ou le salaire de celui-là, et le jeu où on peut gagner je ne sais plus quoi si on a bien retenu le prix d'un objet présenté au cours de l'émission. J'ai noté avec fascination que, dans la région de Cambrai, il faut dépenser 76,22 euros pour nettoyer sa maison de toute présence paranormale. Le principal avantage de « Combien ça coûte », c'est bien sûr de se familiariser avec l'euro. Cela fixe les idées de savoir à combien s'élève une intervention à domicile d'un chasseur de fantômes. Jean-Pierre Pernaut aurait d'ailleurs dû hier soir interroger Valéry Giscard d'Estaing sur la somme exacte qu'il réclame pour exercer ses nouvelles fonctions de président de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Il était question d'argent et de revenants, non ?

TÉLÉVISION

Les cinq ans de « Tracks »

Le terme anglais *tracks* signifie pistes. Ce qui, sur un 33-tours ou sur un CD, correspond à un morceau musical séparé du suivant par quelques secondes de blanc. A la manière d'une compilation, le magazine « Tracks », qui fête ses cinq ans d'existence, explore donc sur Arte des pistes variées. D'abord uniquement musicales, puis, à mesure que l'émission gagnait en durée (45 minutes hebdomadaires), celles de courants de pensée, de mouvements collectifs, de paroles hors du tout-venant. Qu'une émission plutôt consacrée à la musique puisse avoir vécu plus d'une saison à la télévision est déjà un record (par quel miracle la microfenêtre « Jazz 6 » sur M6 est-elle encore de ce monde ?). Que « Tracks » ait su et pu évoluer hors de son cadre d'origine sans pour autant le délaisser est un autre sujet de contentement. Le magazine fête donc sa singularité avec une spéciale de deux heures et a rassemblé pour cela ses sujets en diverses thématiques (gros bruit, festivals, tribus, héros, politiques, art...) ponctuées d'interventions de téléspectateurs et d'inserts sur les secrets de fabrication. Un amoncellement rétrospectif bien mené, mais qui paradoxalement ne rend pas compte du rythme de l'émission dans son format habituel où le passage d'un sujet à l'autre est de fait plus varié, suscitant surprises, attentes et envie d'y revenir. Comme dans un grand disque. – S. Si.

« Tracks », vendredi 25 janvier, 19 heures, et à 0 h 20 un best-of. Arte.

NE PAS MANQUER

► Le Silence de la terre

20 h 15, *Arte*
Ce documentaire raconte comment un an après le terrible tremblement de terre du 26 janvier 2001 en Inde, huit ONG encore présentes sur place continuent d'aider la population au quotidien.

► Thalassa

20 h 55, *France 3*
Georges Pernoud et son équipe nous emmènent dans un « Voyage au pays des baleines » avec de

nombreux reportages à travers les mers du monde.

► Cendrillon

21 h 00, *Mezzo*
Chorégraphie de Rudolf Noureiev sur une musique de Prokofiev, mise en scène par Petrika Ionesco. Par le corps de ballet de l'Opéra national de Paris. Avec Sylvie Guillem, Charles Jude.

► On l'appelle monsieur

Saint Laurent
21 h 00, *Canal+*
Trois jours après le dernier défilé d'Yves Saint Laurent, au Centre

Pompidou à Paris, Canal+ consacre une soirée spéciale au couturier qui arrête ses activités au moment du quarantième anniversaire de sa maison. Deux documentaires réalisés par David Teboul, *Yves Saint Laurent, le temps retrouvé* et *Yves Saint Laurent 5, avenue Marceau* suivis de *Belle de jour*, de Luis Buñuel (1967), dans lequel, pour la première fois, Saint Laurent habitait Catherine Deneuve.

► Des livres et moi

22 h 00, *Paris Première*
Frédéric Beigbeider reçoit Philippe Drijan pour son livre *Ardoise* (éditions Julliard).

► En direct de Palestine

22 h 15, *Arte*
Tourné avant le dynamitage des studios par l'armée israélienne le 19 janvier, le documentaire *En direct de la Palestine* réalisé par Rashid Masharawi livre une chronique intimiste de la radio La Voix de la Palestine, créée en juillet 1994 par Yasser Arafat. Radio de l'autorité palestinienne basée à Ramallah, ses journalistes travaillent au rythme de l'Intifada. Le réalisateur, sans raconter l'histoire de la radio, filme au jour le jour, sans discours, sans commentaires, la vie, le stress, l'humain. Un film de l'intérieur et un regard inédit.

► Ombre et lumière

0 h 55, *France 3*
Philippe Labro reçoit le restaurateur Bernard Loiseau.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 24 JANVIER

TF1

16.30 Alerte à Malibu Le scooter des mers. Série. **17.25** Melrose Place Amour et séduction. Série. **18.15** Exclusif Magazine **18.55** Le Bigdil Jeu **19.55** Météo, Journal, Météo.



20.55 BRIGADE SPÉCIALE. Enfance volée. Série. Avec Isabelle Renaud, Delphine Rollin, J.-F. Garreaud (Fr., 2001). 1858637 *Enquêtes sur des disparitions d'enfants, dont la troisième victime, Elisa, a été kidnappée à la sortie de son école. Les enquêteurs soupçonnent dans un premier temps un ancien instituteur au passé trouble.*

22.45 UNE FAMILLE EN ENFER Téléfilm. J. Laing. Avec Kelly McGillis, Kieren Hutchinson, Barry Corbin (EU, 2001) **5474386**
0.30 Les Coulisses de l'économie **1.15** Exclusif. Magazine.

1.50 Vis ma vie **3.25** Reportages Soixante ans ! Et bien danse maintenant **3.50** Histoires naturelles Le pinceau et le fusil. Documentaire **4.20** Magazine **4.45** C'est quoi l'amour ? Magazine (70 min) **0.**

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

15.30 Jugé coupable ■ ■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1999, v.m., 125 min) **0**
16.00 L'Étoffe des héros ■ ■ Philip Kaufman (Etats-Unis, 1983, v.m., 190 min) **0**
17.20 Arrowsmith ■ ■ John Ford (Etats-Unis, 1931, N., v.o., 100 min) **0**
17.30 Les Sans-Espoir ■ ■ Miklos Jancso (Hongrie, 1965, N., v.o., 90 min) **0**
19.00 La Fièvre dans le sang ■ ■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1961, 120 min) **0**
20.45 Histoire du journalisme en temps de guerre : Premier voyage ■ ■ Marcel Ophuls (France, 1994, 90 min) **0**
20.55 Dead Man ■ ■ Jim Jarmusch (EU - All., 1995, N., v.o., 120 min) **0**
21.00 Règlements de comptes à OK Corral ■ ■ John Sturges (Etats-Unis, 1957, v.o., 120 min) **0**
22.50 Personne ne parlera de nous quand nous serons mortes ■ ■ Agustín Díaz Yanes (Espagne, 1995, v.o., 100 min) **0**
23.30 La Caravane héroïque ■ ■ Michael Curtiz. Avec Errol Flynn (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 120 min) **0**
0.30 Un homme dans la foule ■ ■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1957, N., v.o., 125 min) **0**

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

15.30 Jugé coupable ■ ■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1999, v.m., 125 min) **0**
16.00 L'Étoffe des héros ■ ■ Philip Kaufman (Etats-Unis, 1983, v.m., 190 min) **0**
17.20 Arrowsmith ■ ■ John Ford (Etats-Unis, 1931, N., v.o., 100 min) **0**
17.30 Les Sans-Espoir ■ ■ Miklos Jancso (Hongrie, 1965, N., v.o., 90 min) **0**
19.00 La Fièvre dans le sang ■ ■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1961, 120 min) **0**
20.45 Histoire du journalisme en temps de guerre : Premier voyage ■ ■ Marcel Ophuls (France, 1994, 90 min) **0**
20.55 Dead Man ■ ■ Jim Jarmusch (EU - All., 1995, N., v.o., 120 min) **0**
21.00 Règlements de comptes à OK Corral ■ ■ John Sturges (Etats-Unis, 1957, v.o., 120 min) **0**
22.50 Personne ne parlera de nous quand nous serons mortes ■ ■ Agustín Díaz Yanes (Espagne, 1995, v.o., 100 min) **0**
23.30 La Caravane héroïque ■ ■ Michael Curtiz. Avec Errol Flynn (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 120 min) **0**
0.30 Un homme dans la foule ■ ■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1957, N., v.o., 125 min) **0**



20.50 LES ENFANTS DE LA TÉLÉ Divertissement présenté par Arthur et Pierre Tcherna, avec la participation de Cécile Siméone, Isabelle Kuentz, Nicolas Deuil, Cyril Hanoua, Christophe Renaud, Jean-Yves Lafesse. Invités : Alain Chabat, Gérard Darmon, Christian Clavier, Chantal Lauby. 70889564

23.10 SANS AUCUN DOUTE Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de maître Didier Bergès, Camille Robiaud, Christelle Larbaniex, Hervé Pouchol, Nicolas Rossignol, Caroline Cortot, Damien Castagnera, Stany Coppet. 6679516
Des personnes imprudentes se font parfois rouler par des escrocs de tout poil. « Sans aucun doute » dresse un tableau des « entourloupes » possibles.

1.25 Les Coups d'humour Gilles Détrou **2.00** Mode en France **3.00** Exclusif **3.35** Reportages Patrouille de France, les hommes de l'air **3.55** Histoires naturelles Artisans pêcheurs en pays de Caux **4.30** Magazine (30 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.25 Hôtel de France ■ ■ Patrice Chéreau (France, 1987, 100 min) **0**
13.25 Lune rouge ■ ■ John Bailey (Etats-Unis, 1994, 100 min) **0**
14.25 Les Yeux noirs ■ ■ Nikita Mikhailov (Italie, 1987, v.m., 115 min) **0**
14.35 Le Dernier Train de Gun Hill ■ ■ John Sturges (Etats-Unis, 1958, 95 min) **0**
15.25 La Croisée des destins ■ ■ George Cukor. Avec Ava Gardner, Stewart Granger, Bill Travers (Etats-Unis, 1956, 110 min). **TCM**
16.15 Le Roman de Mildred Pierce ■ ■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1945, N., v.o., 110 min) **0**
19.00 L'angle vole au soleil ■ ■ John Ford (Etats-Unis, 1957, v.m., 105 min). **TCM**
20.40 Un plan simple ■ ■ Sam Raimi (Etats-Unis, 1999, 125 min) **0**
21.00 America, America ■ ■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1963, N., v.o., 170 min) **0**
22.45 L'âme des guerriers ■ ■ Lee Tamahori (Nouvelle - Zélande, 1994, v.o., 100 min) **0**
23.50 Rocco et ses frères ■ ■ Luchino Visconti (Italie, 1960, N., v.o., 170 min) **0**
0.00 Graine de violence ■ ■ Richard Brooks (Etats-Unis, 1955, N., v.m., 100 min). **TCM**
0.20 Les Poupées du diable ■ ■ Tod Browning (Etats-Unis, 1936, v.o., version colorisée, 75 min) **0**

Les codes du CSA **0** Tous publics **1** Accord parental souhaitable **2** Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans **3** Public adulte. Interdit aux moins de 16 ans **4** Interdit aux moins de 18 ans. Les cotes des films ■ On peut voir ■■ A ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. Les symboles spéciaux de Canal + DD Dernière diffusion ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants.

FRANCE 2

16.55 Des chiffres et des lettres **07.30** Qui est qui ? **18.05** Friends Série **09.00** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Au petit déjeuner. Série **20.00** Journal **20.30** Question ouverte **20.50** Météo **20.55** Point route.



21.00 ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Guillaume Chenu. Flies au bord de la crise de nerfs ; Obésité City. 7860453 *Dans son premier reportage, l'équipe d'« Envoyé spécial » a filmé le quotidien des policiers de Chambéry. Dans cette ville moyenne de province, le malaise est aussi palpable que dans les grandes villes de France.*

23.10 COMME AU CINÉMA Magazine présenté par Frédéric Lopez. Lesujet culte du mois : recettes de péplum ; François Ozon : portrait d'un jeune prodige ; Les flics dans l'objectif ; Les tournages du mois. 2279750

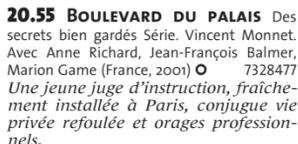
1.15 Journal de la nuit **1.35** Météo **1.40** Nikita Un homme bien placé. Série **02.25** Fallait y penser Magazine **4.25** 24 heures d'Info **4.35** Météo **4.40** Pyramide Jeu **5.10** Doc Urti Les fontaines de Paris (45 min).

MAGAZINES

17.00 Les Lumières du music-hall. Paul Anka. Michèle Torr. **Paris Première**
19.00 Explorer. Les oiseaux macareux. Les canyons des profondeurs. Kamikaze. Le mystère des Mayas. **National Geographic**
21.55 Recto Verso. Invité : Alain Souchon. **Paris Première**
0.40 Rive droite, rive gauche. **Paris Première**
17.00 Deux ans dans les îles Galapagos. **National Geographic**
17.05 Dalai-lama, le sourire et la conscience. [1/2]. **Histoire**
17.30 D'îles en îles. Maui à Hawaï. **Voyage**
18.00 Mammifères marins. Les chasses du dauphin roi. **National Geographic**
18.00 Jacques Lacarrière, l'Ulysse des temps modernes. [2/4]. **Chemin faisant. Histoire**
18.25 La Guerre en couleurs. La bataille de Sicile. **La Chaîne Histoire**
19.05 Tous les parfums de l'Arabie. **Odysée**
19.15 Planète actuelle. Les Splendeurs naturelles de l'Afrique. [7/12]. Le monde des oiseaux. **Planète**
19.50 Les Mystères de l'Histoire. [1/2]. La crise des missiles de Cuba. **La Chaîne Histoire**
20.00 Fourmis infernales. **National Geographic**

MAGAZINES

17.00 Les Lumières du music-hall. Paul Anka. Michèle Torr. **Paris Première**
19.00 Explorer. Les oiseaux macareux. Les canyons des profondeurs. Kamikaze. Le mystère des Mayas. **National Geographic**
21.55 Recto Verso. Invité : Alain Souchon. **Paris Première**
0.40 Rive droite, rive gauche. **Paris Première**
17.00 Deux ans dans les îles Galapagos. **National Geographic**
17.05 Dalai-lama, le sourire et la conscience. [1/2]. **Histoire**
17.30 D'îles en îles. Maui à Hawaï. **Voyage**
18.00 Mammifères marins. Les chasses du dauphin roi. **National Geographic**
18.00 Jacques Lacarrière, l'Ulysse des temps modernes. [2/4]. **Chemin faisant. Histoire**
18.25 La Guerre en couleurs. La bataille de Sicile. **La Chaîne Histoire**
19.05 Tous les parfums de l'Arabie. **Odysée**
19.15 Planète actuelle. Les Splendeurs naturelles de l'Afrique. [7/12]. Le monde des oiseaux. **Planète**
19.50 Les Mystères de l'Histoire. [1/2]. La crise des missiles de Cuba. **La Chaîne Histoire**
20.00 Fourmis infernales. **National Geographic**



20.55 BOULEVARD DU PALAIS Des secrets bien gardés Série. Vincent Monnet. Avec Anne Richard, Jean-François Balmer, Marion Game (France, 2001) **7328477**
Une jeune juge d'instruction, fraîchement installée à Paris, conjugue vie privée refoulée et orages professionnels.

22.40 NEW YORK 911 Un début de semaine difficile 9562632. Un retour prématuré 1789816. Série. Avec Eugene Byrd, Michael Beach. **4099125**
Un des membres de l'équipe est scandalisé par le curieux traitement d'une affaire de braquage par les journalistes : ceux-ci semblent en effet avoir des préjugés raciaux.
0.15 Journal de la nuit, Météo.

0.45 Histoires courtes *Emilie est partie.* Thierry Klifa. Avec Danièle Darrieux *Miskina.* Nicolas Lartigot **0.120** Envoyé spécial Flies au bord de la crise de nerfs. Obésité City **3.20** Comme au cinéma Magazine (100 min).

DÉBATS

22.30 Bibliothèque Médecins. L'ami Hugo. Invités : Robert Badinter ; Bachir Boumaza ; Max Gallo ; Jean-François Kahn ; Jean-Marc Hovasse ; Bertrand Poirot Delpech. **Public Sénat**
17.00 Les Lumières du music-hall. Félix Leclerc. Catherine Lara. **Paris Première**
17.10 ET 20.10 100 % politique. Invités : Jack Lang ; Stéphane Rozès. **LCI**
18.40 ET 1.10 Le Club de l'Economie. Jean Pierelevade. **LCI**
19.00 Explorer. Courses sous-marines. La folie du hareng. Le flamenco. **National Geographic**
20.10 La Vie des médias. L'exception culturelle. Invité : Ridley Scott. **LCI**
22.00 Des livres et moi. Invités : David Lodge ; Philippe Djjan. **Paris Première**
23.05 Dites-moi. Invité : Robert Hossein. **RTBF 1**
17.05 Les Mystères de l'Histoire. Stonehenge, l'éternel mystère. **La Chaîne Histoire**
18.00 Les Brûlures de l'Histoire. L'Europe, de Rome à Maastricht. **La Chaîne Histoire**
18.30 Les Secrets de la Méditerranée. Une montagne dans la mer, la Corse. **Odysée**
19.50 Dizzie Gillespie Quartet. **Muzzik**
19.55 Projos du week-end : Mel Gibson. **CineCinemas 1**

DOCUMENTAIRES

17.05 Les Mystères de l'Histoire. Stonehenge, l'éternel mystère. **La Chaîne Histoire**
18.00 Les Brûlures de l'Histoire. L'Europe, de Rome à Maastricht. **La Chaîne Histoire**
18.30 Les Secrets de la Méditerranée. Une montagne dans la mer, la Corse. **Odysée**
19.50 Dizzie Gillespie Quartet. **Muzzik**
19.55 Projos du week-end : Mel Gibson. **CineCinemas 1**

FRANCE 3

16.30 MNK Magazine **17.35** A toi l'actu@ Magazine **17.50** C'est pas sorcier **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport Magazine **20.25** C'est mon choix... ce soir.



20.55 LES FANTÔMES DU CHAPELIER ■ ■ Film. Claude Chabrol. Avec Michel Serrault, Charles Aznavour (Fr., 1982). 278453 *Une série de meurtres par strangulation est commise dans une petite ville bretonne. Un tailleur juif est témoin de l'un de ces crimes, perpétré par un bourgeois irréprochable.*

23.30 PIÈCES À CONVICTION Grand banditisme : la nouvelle donne. Magazine présenté par Elise Lucet. Invités : Hervé Lafranque, François Marcantoni, D. Artaud, C. Dubois, O. Fose, L. Aime-Blanc. 8131347

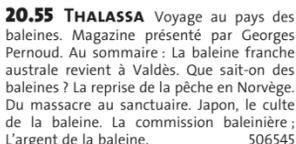
1.05 J'ai pas sommeil Magazine **1.40** Espace francophone Mémorial, l'actualité du monde francophone. Magazine **2.05** Ombre et lumière Magazine. Invitée : Marie-Claire Noah (30 min).

MAGAZINES

20.15 C'est ma planète. [6/6]. **Planète**
20.20 Hollywood Stories. [2/2]. Princesse Diana. **Paris Première**
20.30 La Semaine des sales bêtes. L'Invasion des serpents. **National Geographic**
20.45 : La Construction européenne. Le Plan Marshall en action. Des flits pour l'Europe. **La Chaîne Histoire**
21.00 Les Plus Belles Routes du monde. Irlande et Bretagne, la route des légendes celtiques. **Voyage**
21.05 La Grande Aventure de la presse filmée. [4/4]. **TV 5**
21.30 Profession éco-reporter. **National Geographic**
22.15 A la découverte des récifs sous-marins. Les requins dormeurs géants. **Odysée**
22.25 La Construction européenne. Les Brûlures de l'Histoire. L'Europe, de Rome à Maastricht. **Chaîne Histoire**
22.40 Bardot : Une première. **Téva**
22.45 Les Secrets de la Méditerranée. Une montagne dans la mer, la Corse. **Odysée**
22.55 Jean Nouvel architecte. La poétique de l'espace. **Canal Jimmy**
23.00 Tempête dans les hauts fonds. **National Geographic**
20.00 Football. Coupe d'Afrique des nations (1^{er} tour, Groupe A) : Mali - Nigeria. **Eurosport**

MAGAZINES

20.15 C'est ma planète. [6/6]. **Planète**
20.20 Hollywood Stories. [2/2]. Princesse Diana. **Paris Première**
20.30 La Semaine des sales bêtes. L'Invasion des serpents. **National Geographic**
20.45 : La Construction européenne. Le Plan Marshall en action. Des flits pour l'Europe. **La Chaîne Histoire**
21.00 Les Plus Belles Routes du monde. Irlande et Bretagne, la route des légendes celtiques. **Voyage**
21.05 La Grande Aventure de la presse filmée. [4/4]. **TV 5**
21.30 Profession éco-reporter. **National Geographic**
22.15 A la découverte des récifs sous-marins. Les requins dormeurs géants. **Odysée**
22.25 La Construction européenne. Les Brûlures de l'Histoire. L'Europe, de Rome à Maastricht. **Chaîne Histoire**
22.40 Bardot : Une première. **Téva**
22.45 Les Secrets de la Méditerranée. Une montagne dans la mer, la Corse. **Odysée**
22.55 Jean Nouvel architecte. La poétique de l'espace. **Canal Jimmy**
23.00 Tempête dans les hauts fonds. **National Geographic**
20.00 Football. Coupe d'Afrique des nations (1^{er} tour, Groupe A) : Mali - Nigeria. **Eurosport**



20.55 THALASSA Voyage au pays des baleines. Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : La baleine franche australe revient à Valdès. Que sait-on des baleines ? La reprise de la pêche en Norvège. Du massacre au sanctuaire. Japon, le culte de la baleine. La commission baleinière ; L'argent de la baleine. 506545
22.25 Météo **22.30** Soir 3

22.50 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation d'Ariane Massenet, Stéphane Blakowski, Alexis Trégarot. 4099125
Toujours à la pointe de l'actualité médiatique, Marc-Olivier Fogiel et son équipe ont su conquérir une part d'audience importante.

0.55 Ombre et lumière Magazine. Invité : Bernard Loiseau. **1.25** Toute la musique qu'ils aiment Magazine. Invité : Marcel Bluval (65 min).

MAGAZINES

19.55 Manchots et pétrole ne font pas bon ménage. **Odysée**
20.00 Crabes rouges et fourmis folles. **National Geographic**
20.15 Hollywood Stories. Charlie Sheen. **Paris Première**
20.15 Histoires de la mer. [1/13]. **Planète**
20.45 L'Effet boeur. **Planète**
21.00 Mangeurs d'hommes. Les requins. **Nat. Geographic**
21.00 Civilisations. La Momie perdue. **Histoire**
21.20 Deuxième Guerre mondiale. Nuremberg, procès de la tyrannie. **La Chaîne Histoire**
21.20 Spécial George Harrison. George Harrison et Ravi Shankar : « All Things Must Pass ». **Canal Jimmy**
22.00 Boat people, les oubliés de l'espoir. **Histoire**
22.30 Mars, des traces de vie. **Planète**
23.25 Un remède contre l'obésité. **Planète**
23.40 Les Mystères de l'Histoire. [1/2]. La crise des missiles de Cuba. **La Chaîne Histoire**
23.45 Le Son de Hollywood. **Mezzo**
0.30 L'Islam en questions. [1/3]. L'ex-URSS. **Chaîne Histoire**

SPORTS EN DIRECT

13.00 Biathlon. Coupe du monde. Relais 4x7,5 km dames. A Anterselva (Italie). **Eurosport**
17.00 Bobsleigh. Coupe du monde masculine. Bob à deux (1^{er} manche). **Eurosport**
20.00 Handball. Championnats d'Europe hommes 2002. France-Allemagne. **Eurosport**
20.30 Football. Coupe d'Afrique des nations (1^{er} tour, groupe A) : Libéria - Algérie. **Eurosport**

FRANCE 5 / ARTE

17.05 Fenêtre sur le Sahara. Documentaire **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Voyages, voyages. La Palma. Documentaire **19.45** Arte info **20.15** Reportage. Le Cross de la Légion. Documentaire. P.-Henri Mentheon.



20.45 LES BOUFFONS Téléfilm. Sebastian Schipper. Avec Frank Giering, Florian Lukas, Antoine Monot Jr (All., 1999). 955434 *Lorsque Floyd annonce à ses deux copains son intention de quitter Hambourg pour Singapour, ces trois meilleurs amis du monde décident, le premier choc passé, de fêter dignement ce départ.*

22.00 THEMA - LA RÈGLE DE TROIS : LES MATHS AU QUOTIDIEN Le pourquoi du comment. Documentaire. 100025453
22.55 Thema. Donald au pays de mathémagique. H. Luske. Animation (EU, 1959) **0.25** L'Ange des maudits ■ ■ Film. Fritz Lang. Western (EU, 1952, v.o.). **1.55** L'Épouse de l'« Orient-Express » Documentaire (65 min).

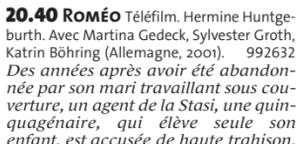
20.15 C'est ma planète. [6/6]. **Planète**
20.20 Hollywood Stories. [2/2]. Princesse Diana. **Paris Première**
20.30 La Semaine des sales bêtes. L'Invasion des serpents. **National Geographic**
20.45 : La Construction européenne. Le Plan Marshall en action. Des flits pour l'Europe. **La Chaîne Histoire**
21.00 Les Plus Belles Routes du monde. Irlande et Bretagne, la route des légendes celtiques. **Voyage**
21.05 La Grande Aventure de la presse filmée. [4/4]. **TV 5**
21.30 Profession éco-reporter. **National Geographic**
22.15 A la découverte des récifs sous-marins. Les requins dormeurs géants. **Odysée**
22.25 La Construction européenne. Les Brûlures de l'Histoire. L'Europe, de Rome à Maastricht. **Chaîne Histoire**
22.40 Bardot : Une première. **Téva**
22.45 Les Secrets de la Méditerranée. Une montagne dans la mer, la Corse. **Odysée**
22.55 Jean Nouvel architecte. La poétique de l'espace. **Canal Jimmy**
23.00 Tempête dans les hauts fonds. **National Geographic**

DANSE

18.50 Accent on the Offbeat. Chorégraphie et musique de Peter Martins. Par le New York City ballet. Avec le Wynton Marsalis Ensemble. **Muzzik**
20.35 Bach. *Préludes et fugues* BWV 859, 860 et 861. Avec Jorg Dermus (piano). **Mezzo**
21.00 Berlioz. *La Symphonie fantastique et Harold en Italie.* Par l'Orchestre de Paris, dir. C. Eschenbach. **Mezzo**
22.40 Tchaïkovski et Moussorgski par Brigitte. Avec Brigitte Engerer (piano). **Mezzo**
21.00 L'homme qui a capturé Eichmann. William A. Graham. **Histoire**
22.05 Un pique-nique chez Osiris. Nina Companeez [1 et 2/2]. **Festival**
19.55 Le Caméléon. Le grand plongeon **Série Club**
22.25 The Practice. Confessions **Série Club**
22.30 L'Institut. Tu m'aurais promis. **TV 5**
23.40 Profiler. Sombres desirs (v.m.) **TSR**
0.05 Le Caméléon. Un happy landings (v.o.) **Série Club**
0.20 Ally McBeal. The Ex-Files (v.o.) **Téva**

MUSIQUE

20.15 C'est ma planète. [6/6]. **Planète**
20.20 Hollywood Stories. [2/2]. Princesse Diana. **Paris Première**
20.30 La Semaine des sales bêtes. L'Invasion des serpents. **National Geographic**
20.45 : La Construction européenne. Le Plan Marshall en action. Des flits pour l'Europe. **La Chaîne Histoire**
21.00 Les Plus Belles Routes du monde. Irlande et Bretagne, la route des légendes celtiques. **Voyage**
21.05 La Grande Aventure de la presse filmée. [4/4]. **TV 5**
21.30 Profession éco-reporter. **National Geographic**
22.15 A la découverte des récifs sous-marins. Les requins dormeurs géants. **Odysée**
22.25 La Construction européenne. Les Brûlures de l'Histoire. L'Europe, de Rome à Maastricht. **Chaîne Histoire**
22.40 Bardot : Une première. **Téva**
22.45 Les Secrets de la Méditerranée. Une montagne dans la mer, la Corse. **Odysée**
22.55 Jean Nouvel architecte. La poétique de l'espace. **Canal Jimmy**
23.00 Tempête dans les hauts fonds. **National Geographic**
20.00 Football. Coupe d'Afrique des nations (1^{er} tour, Groupe A) : Mali - Nigeria. **Eurosport**



20.40 ROMÉO Téléfilm. Hermine Huntgeburth. Avec Martina Gedeck, Sylvester Groth, Katrin Böhring (Allemagne, 2001). 992632 *Des années après avoir été abandonnée par son mari travaillant sous couverture, un agent de la Stasi, une vingt-quatrième, qui élève seule son enfant, est accusée de haute trahison, emprisonnée et jugée...*

22.15 LA VIE EN FACE - EN DIRECT DE PALESTINE Documentaire. Rashid Masharavi (2001, 55 min). 7536187
Le quotidien des journalistes de « La Voix de la Palestine », dont les locaux situés à Ramallah en Cisjordanie ont été détruits à l'explosion, après avoir été évacués, par les soldats de Tsahal, le samedi 19 janvier, lors

DISPARITIONS

Michel Fleury

Un archéologue flamboyant

SECRETÉNAIRE GÉNÉRAL et vice-président de la Commission du Vieux Paris depuis 1975, Michel Fleury est mort vendredi 18 janvier à son domicile parisien. Il était âgé de 78 ans.

Chartiste, archivist-paléographe, archéologue, historien, Michel Fleury avait tous les titres pour être un homme de cabinet, paisible, confiné à l'étude de quelques savants grimoires. Ce fut en réalité un homme de terrain, un militant du patrimoine et de l'architecture, au verbe puissant et au teint coloré, bataillant, polémique sans cesse contre les « vandales », ouvrant des chantiers, échangeant des propos peu amènes avec certains de ses confrères qui ne partageaient pas son point de vue, notamment celui de la « conservation du patrimoine », qu'il opposait à la « restauration ». Ces prises de position ne lui ont pas suscité que des amis. Cet homme de droite qui revendiquait très fort ses convictions, avait une tribune, la Commission du Vieux Paris - conseil du maire de Paris en matière de patrimoine -, où il siégeait depuis 1955. Il n'y mâchait pas ses mots, comme en témoignent les comptes-rendus publiés dans le bulletin de cet organisme.

Né le 17 novembre 1923 à Paris, Michel Fleury avait commencé sa carrière aux Archives nationales en 1949. Il fut ensuite directeur des Antiquités historiques d'Ile-de-France de 1965 à 1983 et enseigna

à partir de 1958 à la IV^e section de l'École pratique des hautes études, où il occupa différents postes de responsabilités, dont celui de président de 1980 à 1983. On lui doit quelques notables sauvetages urbains, notamment celui de l'ilot Maubert, entre le boulevard Saint-Germain et la Seine, dont fait partie la rue de Bièvre, chère à François Mitterrand.

Il fut moins heureux dans le quartier des Halles, où il ne put empêcher la destruction des pavillons de Baltard. Il a mené ou supervisé à Paris de nombreuses fouilles archéologiques. Celles du parvis de Notre-Dame, en 1965, ont débouché sur la construction d'une crypte archéologique dont les excroissances viennent, hélas ! gâcher la perspective de la cathédrale parisienne. Il connut plus de succès avec la crypte archéologique du Louvre, qui met en valeur les vestiges médiévaux de l'ancienne forteresse de Charles V, et qu'il avait contribué à exhumier au prix d'une intense polémique avec ses confrères archéologues à l'œuvre dans la cour Napoléon du Louvre.

Michel Fleury est l'auteur, avec Louis Réau, d'une *Histoire du vandalisme* fort remarquable, et d'une vingtaine d'ouvrages, presque tous consacrés à l'histoire parisienne ; parmi ceux-ci, *Naissance de Paris*, où il examine l'évolution de la ville du néolithique jusqu'au XX^e siècle.

Emmanuel de Roux

Le Père Yves Aubry

Le fondateur du Bon Larron

PRÊTRE du diocèse de Versailles, le Père Yves Aubry, fondateur de l'association d'aide aux prisonniers Le Bon Larron, est mort vendredi 18 janvier, à l'âge de 81 ans.

Né le 18 octobre 1921, à Flers (Orne), Yves Aubry est ordonné prêtre à Versailles en 1947. D'abord nommé vicaire à Corbeil en 1948, il est aumônier fédéral de l'Action catholique ouvrière en 1951, curé de Mantes-la-Ville en 1960 et curé de Trappes de 1966 à 1976. C'est alors que son ministère connaît un tournant qui va orienter toute sa vie au service des détenus. Nommé aumônier de la prison de Bois-d'Arcy dès la fin de sa construction en 1980, le Père Yves Aubry découvre que tout prisonnier, tel le bon larron de l'Evangile, peut passer « de l'enfer au paradis » dans sa cellule s'il rencontre le Christ incarné dans un visiteur. Sur cette foi en l'espérance, le Père Yves Aubry fonde peu après la Fraternité des prisons Bon Larron, reconnue par l'épiscopat.

L'association comprend des visiteurs de prison et des correspondants. Estimant que la « reconstruction de la personne » doit se poursuivre après la sortie de prison, le Père Yves Aubry accueille les anciens détenus sur une péniche amarrée près de Paris, où leur est proposée une aide matérielle, spirituelle ou éducative. En 1989, il rencontre à Londres Charles Colson, ancien conseiller de Richard Nixon, qui fut incarcéré lors du Watergate et qui avait aussi fondé une fraternité des prisons en 1976, aux Etats-Unis, selon les mêmes intuitions spirituelles que le Père Aubry. Depuis cette rencontre, Le Bon Larron est affilié à

cette fraternité internationale présente dans 95 pays. Le Père Yves Aubry est l'auteur d'un ouvrage *Prison, terre de métamorphose* (Fayard), paru en 1999. En situation de retraite depuis 1996, il demeurerait le conseiller spirituel de l'association, qui compte 1 200 membres en France.

Jean-Pierre Dubois

■ **PIERRE BOURDIEU, sociologue, ancien professeur au Collège de France, est mort mercredi 23 janvier des suites d'un cancer à l'hôpital Saint-Antoine à Paris. Il était âgé de 71 ans (lire page 29).**

■ **EDVALDO IZIDIO NETO**, footballeur brésilien plus connu sous le nom de Vava, est mort samedi 19 janvier à Rio de Janeiro d'une insuffisance cardiaque à l'âge de 67 ans. Né le 12 novembre 1934 à Recife, Vava avait été l'avant-centre de l'équipe vainqueur de la Coupe du monde en 1958 et en 1962, aux côtés de joueurs mythiques comme Pelé, Didi ou Garrincha : il avait inscrit cinq buts en Suède en 1958 et quatre au Chili en 1962. Vava avait débuté sa carrière en 1952 comme milieu de terrain de Recife. Mais c'est à Vasco de Gama qu'il connut la gloire en devenant champion de l'Etat de Rio en 1956 et 1958. Entre les deux Coupes du monde, il avait émigré à l'Atletico Madrid, avec lequel il remporta deux Coupes d'Espagne en 1960 et 1961. A son retour au Brésil, il joua à Palmeiras, avant de porter les couleurs de l'America au Mexique et des San Diego Toros aux Etats-Unis. Vava raccrocha définitivement ses crampons en 1967.

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 21-mardi 22 janvier est publié :

● **Architectes et urbanistes** : un arrêté relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de chacune des commissions de spécialité compétentes à l'égard du corps des architectes et urbanistes de l'Etat.

NOMINATION

Bernard Pottier a été nommé

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Mme Germaine AUDIGIER, née DUVAL,

s'est éteinte le 18 janvier 2002, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 21 janvier, au cimetière de Chamarande (Essonne).

Marcelle Duval, sa sœur,
Béatrice, Claire, François, Bernard, Pierre,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et ses arrière-petits-enfants.

26, rue Fabert,
75007 Paris.

– Le président,
Et le secrétaire perpétuel.
Les membres de l'Académie nationale de médecine,
ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confrère, le

professeur Yves BOUVRAIN, membre de l'Académie de médecine,

survenu à Paris, le 21 janvier 2002, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Le secrétaire perpétuel,
professeur Louis Auquier.

Christo CHARIDEMOU

nous a quittés le 19 janvier 2002, dans sa cinquante-septième année.

Ses amis de Courbevoie, et d'ailleurs, le pleurent.

Ils garderont fidèlement son souvenir.

Ils demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pour l'homme de cœur qu'il était.

– Le premier président,
Le procureur général,
L'association des magistrats et anciens magistrats de la Cour des comptes,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Dinah DERYCKE,
conseillère référendaire
à la Cour des comptes,
sénatrice du Nord.

Cour des comptes,
13, rue Cambon,
75100 Paris 01 SP.
(Le Monde du 23 janvier.)

– Le président de l'université Paris-I - Panthéon-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 20 janvier 2002, de

M. Jean-Toussaint DESANTI, professeur émérite de philosophie à l'université Paris-I - Panthéon-Sorbonne.

– Le directeur,
Les enseignants,
Les anciens étudiants de l'UFR de philosophie de l'université Paris-I,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur collègue, maître et ami,

Jean-Toussaint DESANTI,

survenu le 20 janvier 2002.

Dans son enseignement comme dans ses livres, Jean-Toussaint Desanti incarnait l'intelligence philosophique au travail. La générosité de l'homme et du professeur, l'acuité de sa pensée resteront dans toutes les mémoires.
(Le Monde du 22 janvier.)

– Mlle Emma Desportes de Linières, sa fille,
Mme Lydia Ewandé,
Ainsi que toute la famille,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Edmond Maximilien DESPORTES de LINIERES, chevalier de la Légion d'honneur, exécuteur testamentaire et président fondateur de l'Association Charles Dullin,

survenu le 22 janvier 2002, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

La cérémonie sera célébrée le vendredi 25 janvier, à 14 h 50, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, à Paris-20^e, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

14, rue des Volontaires,
75015 Paris.

– Les associés,
Et collaborateurs d'Andersen
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Oldrich FISCHMEISTER, HEC 1970, associé d'Andersen,

survenu le mardi 22 janvier 2002, à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 26 janvier, à 9 h 15, au temple de La Celle - Saint-Cloud (Yvelines) (Porte d'Orient).

41, rue Ybry,
92200 Neuilly.

– Le docteur Dominique Lacour,
Julie Lacour,
son fils, sa petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean René LACOUR, chevalier de l'ordre du Mérite, membre de l'Académie de chirurgie, ancien chef du service de chirurgie à l'hôpital Gustave-Roussy, docteur honoris causa de l'université Laval, Québec (Canada),

survenu le 21 janvier 2002, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La levée du corps aura lieu le 25 janvier, à 11 heures, à la chambre mortuaire de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

20, avenue de Versailles,
75016 Paris.

– Le professeur Thomas Tursz, directeur de l'Institut Gustave-Roussy, Le conseil de direction, Ses collègues, ses élèves, L'équipe médicale et le personnel de l'Institut Gustave-Roussy,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Jean LACOUR, ancien chef du département de chirurgie générale, ancien sous-directeur de l'Institut Gustave-Roussy, professeur au collège de médecine des Hôpitaux de Paris, membre de l'Académie de chirurgie,

survenu le 21 janvier 2002.

Ce grand médecin était un des pères fondateurs de la chirurgie oncologique française.

Ils adressent à sa famille et à ses proches leur témoignage d'affection et de sympathie.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Caroline Rossi, sa compagne,
Eléonore et Cédric, ses enfants,
Elisabeth Mathiot-Ravel, Elisabeth Mathiot, sa mère,
Ses frères et sœurs,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jean MATHIOT,

survenu le 19 janvier 2002, à Marseille.

Les obsèques auront lieu le samedi 26 janvier, à 10 heures, au crématorium de Manosque, quartier La Rochette.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Léopoldine SCHWALBACH, une personnalité hors du commun,

née Weizmann, est décédée à Lyon, le mardi 15 janvier 2002, dans sa cent quatrième année.

Après de brillantes études (docteur en philosophie), faites en Allemagne en compagnie de Hannah Arendt, Karl Löwith et Herbert Marcuse, cette militante antinazie fut contrainte, avec son mari Johann, de passer la guerre dans la clandestinité en région lyonnaise. Suite à diverses études sociologiques sur le terrain, ils publient ensemble deux livres sous les pseudonymes d'André Andrieux et de Jean Lignon : « *L'Ouvrier d'aujourd'hui* » (Denoël, 1960) et « *Le Militant syndicaliste d'aujourd'hui* » (Gonthier, 1973).

Ils ont travaillé avec les équipes CFDT pendant près de vingt ans et ont écrit dans les revues *Esprit* et *Etudes*. Sous son nom de Léopoldine Weizmann, paraissent une réflexion philosophique : « *Heidegger était-il nazi ?* » (*Etudes*, mai 1988) et, en 1995, un dernier livre publié en Allemagne, préfacé par Alain Touraine et Jürgen Habermas, qui évoque son parcours intellectuel, sa réflexion philosophique et ses jugements politiques : *Zum Bericht über eine Generation* (Info Verlag).

Ses amis se souviendront de son érudition hors du commun, de son implacable rigueur intellectuelle, de sa volonte farouche et de son engagement, qu'elle a maintenus jusqu'à ses derniers instants.

Remerciements

– Denise René,
Et sa famille,
très touchées des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

docteur Marcel BLEIBTREU,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

Anniversaires de décès

– Le 25 janvier 2000,

René BAROUD

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient pour lui une affectueuse pensée.

– De la tâche et du plaisir de vivre, esquive.
Esquive furtive, ô déjà loin dérivée.
Où ! C'était l'éclat de ta voix qui, si vite, à l'incroyable a acquiescé, du doux désir de vivre si légèrement déliée.

Maïg QUEFFÉLEC,
25 janvier 1999.

Rectificatifs

– Dans l'annonce parue le 16 janvier 2002, dans la rubrique Anniversaires de décès de

M. Norbert PETRANKER,

il fallait lire :

De tes yeux grand ouverts sur le monde.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30
Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

Spécial
SAINTE VALENTIN
c'est dans le carnet du Monde le 14 février !
tarif: 13,35 € TTC la ligne
01.42.17.39.80
01.42.17.21.36
carnet@mondepub.fr

Colloques

Le colloque : « **Le sens de l'hospitalité** », organisé par la BPI au Centre Georges-Pompidou, se tiendra le 26 janvier 2002, petite salle, entre 11 heures et 19 h 30, avec Anne Gotman, Carmen Bernand, J.M. Belorgev, Laurent El Ghazi, André Bervand, Alain Montandon, Alice Ferney, Anne-Sophie Vergne, René Schärer, Abdelwahab Meddeb, Maurice Aymard, Jacques Derrida, Colette Fellous.
Entrée libre dans la mesure des places disponibles.
Renseignements au : 01-44-78-45-32.

Ecrire le sport : colloque international, 31 janvier-2 février 2002, Limoges, Bibliothèque francophone multimédia.
Renseignements : 05-55-43-56-08 (ou 79-68-36).

Métamorphose de l'argent. Un colloque proposé par la BPI/Centre Pompidou, les 1^{er} et 2 février 2002, de 11 heures à 19 heures, réunissant sociologues, psychanalystes, économistes, journalistes, magistrats...
Autour des représentations et des bouleversements de nos usages. Entrée libre, programme détaillé au 01-44-78-49-02.

Colloque du Consistoire israélite de Paris : « **Joseph Roth : le destin tragique d'un écrivain juif d'Europe** ».

Avec Monsieur le maire du 16^e arrondissement, Pierre-Christian Taittinger, le président Moïse Cohen, les professeurs Erika Tunner et Maurice-Ruben Hayoun, le docteur Emil Brix, de Vienne, et M. Gerhard Weinberger, ministre plénipotentiaire près l'ambassade d'Autriche.

Le jeudi 31 janvier 2002, à 20 heures. Mairie du 16^e arrondissement, 71, avenue Henri-Martin, Paris-16^e. Renseignements et inscriptions, tél. : 01-40-82-26-02. E-mail : mrh@consistoire.org

Conférences

Vendredi 25 janvier, 20 h 15 à 21 h 30, « **Christianisme, bouddhisme et théosophie** ». Loge unie des théosophes, 11 bis, rue Kepler, Paris-16^e. Entrée libre et gratuite. Tél. : 01-47-20-42-87. www.theosophie.asso.fr

Débats

Le Centre hébraïque d'étude et de réflexion organise le dimanche 27 janvier 2002, de 18 heures à 21 heures, à la salle Olympique-Gouges (15, rue Merlin, Paris-11^e, métro Voltaire), un grand débat sur le thème « **Science et tradition juive, antagonisme ou complémentarité ?** »
Intervenants : le professeur Jacques Goldberg (Sorbonne), Rav Moché Kaufmann, M. Gérard Zysek, M. Henri Infeld (Anvers). Renseignements et inscriptions au : 01-13-14-60-14.

Cours

Formations informatiques à domicile (prise en main matériel, Internet, multimédia, bureautique), dépannage micro. Une équipe de formateurs et de techniciens à votre service en Ile-de-France.

Aldisa
Bureautique & Internet

Pour toute information, contactez le 01-46-67-18-90.

Communications diverses

Michel Suzanne PERNOT, Montrichard-ligne de démarcation
Jean SEGAL : 01-43-28-71-10.

Soutenances de thèse

– Mlle Katia Malaussena soutiendra sa thèse de doctorat « **Essai d'archéologie comparée des commémorations nationales anglaises, françaises et québécoises (1980-2000)** », université Paris-XIII, vendredi 25 janvier 2002, à 9 heures, salle 300 UFR de lettres, 99, avenue Jean-Baptiste-Clément (Villetaneuse).

Tous les jours dans le « Carnet du Monde »
NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS
FORFAIT 10 LIGNES
120 € - 787,15 F TTC
La ligne suppl. : 12 € - 78,71 F TTC
TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC
La ligne suppl. : 10,00 € - 65,60 F TTC
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42
Fax : 01.42.17.21.36
e-mail: carnet@mondepub.fr
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.



HERMÈS
PARIS

SALLE GAVEAU

45, RUE LA BOÉTIE, PARIS 8^e
(MÉTRO MIROMESNIL)

DU LUNDI 21 JANVIER AU VENDREDI 25 JANVIER INCLUS,
SE TIENDRONT LES VENTES TRADITIONNELLES DE SOLDES
DE 9 H À 18 H SANS INTERRUPTION.

Autorisation préfectorale n° 002/15 VDN établie le 15 janvier 2002 pour la période du 21 au 25 janvier 2002. Hermès Sellier, RCS 696 520 410 Paris

PIERRE GEORGES

Premiers ministrables

IL N'EST PAS interdit de se moquer un peu. Y compris du journal qui vous offre le couvert, le rond de serviette, et bientôt, tel que c'est parti, un lit de camp.

Le Monde, hier, s'est lancé dans un jeu journalistique vieux comme l'élection présidentielle et au charme inusable : la quête hypothétique de l'éventuel « premier ministrable ». Et donc, à tout sortant, tout honneur, cet exercice virtuel a porté, mercredi, sur les « premiers ministrables » appelés à disputer, au joli mois de mai, sous la casaque Chirac, le grand prix 2002 du président de la République.

« Six premiers ministres pour Chirac ». Ainsi était titrée, en manchette, la « une » du Monde. A ce propos, et afin d'évacuer ici toute contestation sur la forme même de cette manchette, deux remarques.

La première tient au résumé à son seul nom, « Chirac », du patron de l'écurie. Que le lecteur n'y voit pas une désinvolture, un manque d'égards regrettables pour la personne et la fonction. Mais c'est ainsi. Faute de place et de signes disponibles, l'utilisation du prénom est impossible. Quant au M. comme monsieur - impératif naguère dans ce journal et dont seuls les défunts et les repris de justice étaient notoirement privés -, il n'est plus d'époque. Manque de dynamisme ! Et d'ailleurs, campagne électorale fait foi : qu'entend-on scander, ici et là, déjà ? « M. Chevènement, président ! » ? « M. Jospin, président ! » ? « M. Chirac, président ! » ? Evidemment, non !

La deuxième remarque tient à l'ablation, délibérée, de l'article « les » devant ces six premiers ministres, qui aurait ainsi transformé la manchette « Six premiers ministres pour Chirac » en une

autre : « Les six premiers ministres de Chirac ». Choix délibéré, en effet. D'abord parce que cela eût pu engendrer des rapprochements sarcastiques, genre *Les Cinq Sous de Lavarède* ou les Sept Nains de Blanche-Neige. Ensuite, et plus sérieux, parce que, sous cette forme, et sans l'adjonction du qualificatif « éventuels », le risque de confusion eût été plus sérieux.

Six, en effet, c'eût été cinq de trop. Un Matignon chiraquien à six têtes, imaginez l'hydre abominable ! Tandis que, avec des « premiers ministrables », c'est toujours cinq - voire six de trop pour qui n'en sont pas -, mais d'une essence autrement volatile.

Le « premier ministrable », condition nécessaire mais pas suffisante, est un homme ou une femme déjà heureux. Pas élu, mais heureux. Touché par le doigt de Dieu. Virtuellement crédibilisé. Appelé à fonder sa propre garde pour occire la concurrence. Courtisé déjà, sollicité encore plus, adoubi. Et, qui plus est, ayant droit dans *Le Monde* à son profil, à sa photo, sa « bobine » en terme de maquette, et à l'énoncé de ses multiples qualités et atouts. Le tout dans un ordre de parade définitivement alphabétique, ce qui montre bien l'objectivité bienveillante et neutraliste de ce quotidien.

Le « premier ministrable » est un homme ou une femme qui peut rentrer tête haute le soir à la maison, sous les acclamations de sa famille, parentèle, amis, voisins et concierge. Imaginez la légèreté fierté de la bignole chassant le VRP, le démarcheur, le fâcheux : « Enfin quoi, monsieur, j'ai un premier ministrable dans l'immeuble ! » Et de fait, le premier ministrable est déjà dans l'escalier de sa propre gloire !

EHINOS (Thrace occidentale)

de nos envoyés spéciaux

La route monte directement à l'assaut du massif du Rhodope, qui culmine, en Bulgarie, de l'autre côté de la frontière. A quelques kilomètres de Xanthi, la préfecture de Thrace occidentale, le voyageur franchit une limite aujourd'hui invisible, mais qui, voilà quelques années encore, était marquée par une barrière. La « barra » signalait l'entrée dans le territoire des Pomaks. Elle était fermée la nuit de 23 heures à 6 heures. Celui qui avait trop tardé en ville était condamné à attendre le lendemain pour rentrer chez lui.

Les 35 000 Pomaks de Grèce sont concentrés dans cette petite région, à quelques kilomètres à vol d'oiseau de leurs cousins de Bulgarie. L'origine des Pomaks est incertaine, en tout cas disputée. Ils seraient des Slaves islamisés pendant la conquête ottomane. En Thrace occidentale, dans la courte période d'entente entre le président grec Venizelos et Atatürk, on les confondait volontiers avec les Turcs, et certains avaient officiellement protesté. Maintenant, on les appelle Pomaks, pour les distinguer de la minorité turque. Mais ceux qui revendiquent le plus farouchement une identité musulmane veulent être turcs.

Ehinos est leur fief. Le gros bourg accroché aux contreforts du Rhodope est le repaire d'Aga, le « faux mufti », ainsi dénommé parce qu'il s'est proclamé mufti à la place du mufti grecques. Tout est calme dans le village, sur lequel flotte une odeur de tabac séché. Les hommes sont au café pour regarder, en ce milieu de matinée, un concours de chant à la télévision turque. Ici on ne sert pas d'alcool, pas même de bière. Quelques kilomètres plus loin, à Satres, on se veut plus libéral. Quand le maire, Tzelal Kiats, reçoit, l'ouzo coule à flots : « S'il vient, l'iman ne dira rien, mais il ne boira pas. En tout cas pas en public », précise-t-il.

La région vit de la culture du tabac. La plus petite parcelle de terre arable est plantée de

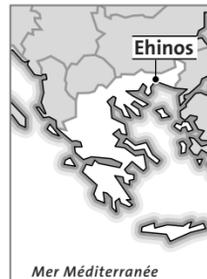


JOHN DEMOS/APERON

Une région qui vit de la culture du tabac.

grandes feuilles vertes, une tradition depuis le milieu du XIX^e siècle. Mais une tradition menacée par les décisions de l'Union européenne. Invoquant la santé publique, Bruxelles ne veut plus subventionner le tabac. Le préfet de Xanthi, Georges Pavlidis, a écrit à Heinz Fischler pour demander le maintien des aides. Le commissaire à l'agriculture est intraitable. « Nous avons essayé de développer les activités de substitution, explique Georges Pavlidis, mais ça n'a pas marché, ni l'artisanat ni l'élevage. »

L'élevage ? Les Pomaks rappellent qu'il y avait plusieurs millions de têtes de bétail jusqu'à ce qu'en 1983 un ministre socialiste, Yannis Kapsis, décide de chasser les troupeaux sous prétexte de protéger la forêt, en fait pour pousser les Pomaks à l'exode. Restaient le tabac et le travail saisonnier en Europe occidentale. A Ehinos, le patron du café, Ahmet Kopen, porte un maillot jaune où s'inscrit en lettres noires le nom d'une



société allemande : Wismarer Korrosionsschutz GmbH. Avec une dizaine d'hommes, il va chaque année passer trois mois d'hiver dans les chantiers navals de Wismar (ex-RDA) pour nettoyer les cales des bateaux et les peindre contre la corrosion. Un travail insalubre, payé de 2 000 à 3 000 € par mois. Le billet, l'hébergement et la nourriture sont à la charge de la société. En trois mois, il gagne autant qu'en un an avec le tabac.

Plus haut dans la montagne, le maire de Thermes, Hassan Nazir, voudrait développer l'écotourisme en exploitant les sources d'eau chaude. Fichu noué sous le menton et longue gabardine noire comme en portent les islamistes turques, sa femme sert les jus de fruit. Des hommes âgés se dirigent vers la mosquée à l'heure de la prière. La religion n'est pas un sujet de conversation. « C'est comme avec le sanglier, mieux vaut ne pas en parler », dit Hassan, et revenir aux affaires.

C'est le ministère grec des affaires étrangères qui supervise l'administration du pays pomak et de la minorité musulmane en général, en vertu du traité de Lausanne de 1923 qui a tracé la frontière entre la Grèce et la Turquie. Le démantèlement de la discrimination, commencé au début des années 1990 par le gouvernement conservateur de Constantin Mitsotakis, s'est accéléré. Les Pomaks ne vivent plus dans une réserve, même s'ils sont, pour quelques années encore, dans une enclave. Le maire de Thermes montre la route qui va vers la Bulgarie. Il ne reste plus que 500 mètres à percer, et la frontière sera atteinte. « Ma tante habite en Bulgarie, dit-il, mes cousins sont venus une fois, mais je ne suis jamais allé de l'autre côté. » Il faudra encore quatre ou cinq ans pour que la route soit construite, côté bulgare, par l'Union européenne et qu'on circule librement. « Pendant la guerre froide, avoue un diplomate grec, nous avions encore plus peur des Bulgares que des Turcs. »

Didier Kunz et Daniel Vernet

 IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Marguerite Long et le concerto de Ravel

CE FUT, aux Concerts Lamoureux, une émouvante évocation : il y a vingt ans, dans cette même Salle Pleyel, Marguerite Long, dédicataire du *Concerto en sol* de Ravel, en donnait la première audition. Le maître avait pris des mains de Pedro de Freitas Branco la baguette pour diriger lui-même son dernier ouvrage. Dimanche, Marguerite Long se retrouvait sur la même estrade pour interpréter le concerto qu'elle fit applaudir en tant de pays parcourus

pour la défense de l'illustration de la musique française. Vingt ans déjà ! Nul ne l'eût dit en écoutant le concerto exécuté avec la même agilité, le même esprit si vif, avec le même sentiment dans l'andante admirable qui déroule sa longue phrase chargée de tendresse contenue. Rien n'avait changé - et si Jean Martinon n'avait pris la place que l'auteur occupait il y a vingt ans sur l'estrade, qui aurait douté que Maurice Ravel ne fût encore là, tant la ferveur de l'interprète et

des auditeurs le rendait présent pour tous ? Mais pourquoi les Concerts Lamoureux ont-ils mêlé Brahms et Stravinsky à cette manifestation du souvenir, alors qu'il eût été si facile de mettre au programme, comme le 14 janvier 1932, la deuxième *Suite de Daphnis*, la *Valse*, la *Rhapsodie espagnole*, la *Pavane* et le *Boléro*, pour entourer le *Concerto en sol* ?

 René Dumesnil
(25 janvier 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



Opération bacs blancs.

Du 24 janvier au 27 février, Abcbac.com et lemonde.fr permettent de s'entraîner aux épreuves du baccalauréat et de faire corriger sa copie. www.lemonde.fr/education

■ **Internet, une chance pour l'Afrique.** Une rencontre avec John Sarpong, créateur du portail Africast.com. interactif.lemonde.fr

■ **Pierre Bourdieu.** lemonde.fr republie le dialogue entre le sociologue et Günter Grass, intitulé « La tradition "d'ouvrir sa gueule" ».

CONTACTS

RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05. Tél : 01-42-17-20-20 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 6
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

 Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

 Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>

 Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

 Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

Télématique

3615 lemonde

Documentation

 Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

Collection

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Histoires d'euros ».

Tirage du Monde daté jeudi 24 janvier 2002 : 514 057 exemplaires.

1 - 3

Samedi avec *Le Monde* daté dimanche/lundi - Dossier spécial 8 pages

Ils seront tous à Porto Alegre !

Dans un monde plus complexe, *Le Monde* est plus complet

HUMOUR ANGLAIS

Edward Carey,
David Lodge,
Julian Barnes,
Joseph Connolly,
Louis de Bernières,
John Lanchester
pages II et III



BANDE DESSINÉE



pages IV et V

PAROLES D'ÉCRIVAINS

Deux recueils
d'entretiens
avec Marguerite Yourcenar
et Julien Gracq
page VI



JEUNESSE
page VII

IMAGES

DE L'IDENTITÉ JUIVE
Eugen Weber rend compte
de l'ouvrage de Jacques
Attali sur les juifs et l'argent.
Et aussi : P. Birnbaum,
D. Nirenberg, P.-A. Taguieff...
pages VIII et IX

Ombre vive

Chacun sait que les chauves-souris utilisent leurs oreilles pour s'orienter et détecter les obstacles éventuels à leur navigation. Mais entendent-elles des formes ou voient-elles avec leurs oreilles ? Cette délicate question résumait bien la singulière démarche de Roberto Casati et Jérôme Dokic, qui livrèrent en 1994, dans une indifférence regrettable, une brève analyse philosophique, stimulante quoique assez ardue, de la perception auditive. Six ans après *La Philosophie du son* (éd. Jacqueline Chambon), le jeune chercheur d'origine milanaise, médaille de bronze du CNRS 1996 et cofondateur de la *European Review of Philosophy* dont il assume une part de la direction, publiait seul, chez Mondadori, un essai bien plus accessible, récréatif même et pourtant éminemment sérieux, à la gloire de l'ombre – est-ce parce que les chauves-souris voient l'espace mais ignorent les ombres ? La malice dont fait preuve l'astucieux essayiste permet de ne rien exclure.

Avec une louable célérité, les éditions Albin Michel proposent déjà, dans l'alerte traduction de Pierre-Emmanuel Dauzat, rarement à pareille fête, cette *Scoperta dell'ombra*, en passe de conquérir le public anglophone (*The Discovery of the Shadow*, Knopf aux Etats-Unis, and Little Brown au Royaume-Uni). Et c'est clairement un événement.

Loin de décliner en variations les éléments de son champ de recherche, la métaphysique et la philosophie de la perception, de l'ouïe à la vue, Roberto Casati invente un ton, à force d'en juxtaposer plusieurs. Dès la couverture, le fragment d'illustration de Nadia Morelli désarçonne : un lapin agile, en équilibre sur une patte, imite dans un jeu d'ombre une main humaine. Cette pirouette liminaire annonce assez que l'œil, autant que l'esprit, participe à ces jubilatoires « leçons de ténèbres », aussi harmonieuses mais moins terribles que les partitions baroques.

De l'observation des gratte-ciel new-yorkais des années 1930, curieusement coiffés d'invasibles ziggourats, à la méthode expérimentée par Eratosthène (II^e siècle avant notre ère) pour déterminer la forme et la dimension de la Terre, des corps transparents qui ne retiennent pas les

*En un essai atypique,
aussi alerte qu'érudit,
le philosophe*

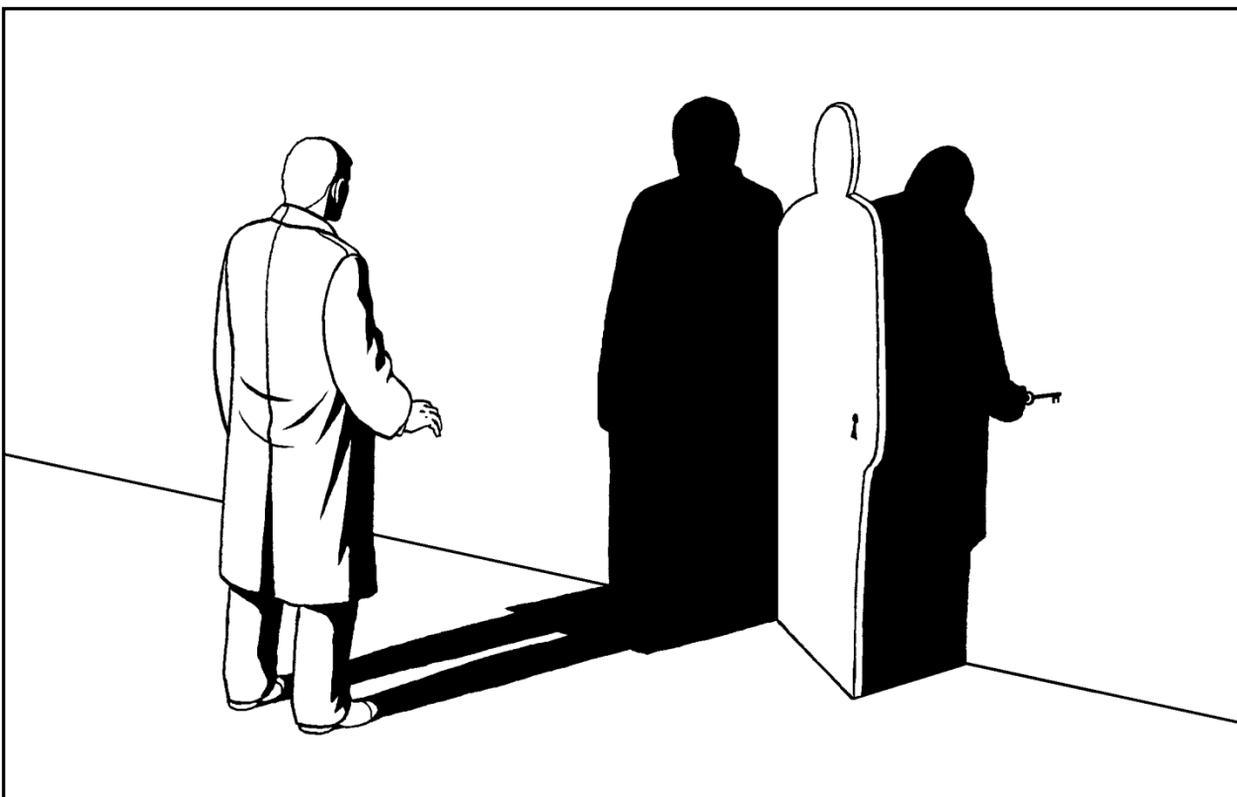
*Roberto Casati pourfend
l'obscurantisme
hérité de Platon
qui ne reconnaît
que la lumière.
Inventant, sur le modèle
du jeu, le « livre
de société »*

ombres sur les toiles du peintre du Quattrocento Masaccio à l'évocation des ombres envolées de Peter Pan chez James Barrie (1904) ou de Peter Schlemihl chez Chamisso (1813) ou la menace obstinée de celle de Peter Kurten, *M. le Maudit* pour Fritz Lang (1931), du théâtre d'ombres japonais aux spectacles parisiens du Chat noir, où l'exigence illusionniste prime sur l'impératif dramatique (ce qui explique que ces « chinoïseries » ne survécurent pas à l'invention du cinématographe), rien n'échappe au champ d'investigation de Casati, qui livre pêle-mêle les éléments d'une histoire de la perception de l'ombre quand son propos premier reste la célébration de cette même ombre comme moteur de la pensée occidentale. Offrant en prime les étapes plus ou moins ordonnées d'un périple qui brosse une histoire vivante des sciences, finalement, de révisions en repentirs, tenues pour « exactes ». Thalès et Galilée,

Philippe-Jean Catinchi

l'é, Aristarque et Cassini, ou l'astronome errant Al Birûnî (XI^e siècle) auteur d'un *Traité complet des ombres*, le plus important jamais consacré au sujet...

Une telle démarche, si peu académique, ne doit en fait rien au hasard ; elle répond à l'originalité d'une notion si intégrée qu'on ne la remarque plus, qu'on la saisit à peine et que l'esprit peine à s'en emparer. « *Le cerveau se sert continuellement des ombres de façon fort astucieuse pour apprendre comment sont faits les objets et où ils se trouvent. Dans le même temps, il ne sait pas bien à quoi s'en tenir avec elles. Les ombres sont des objets étranges, qui nous laissent perplexes.* » « Entité mineure », l'ombre est perçue depuis la fable de la caverne, au septième livre de *La République* de Platon, comme une notion négative : manque de lumière, diminution de l'objet qui la projette, nature incertaine qui suscite le soupçon, la peur, écran enfin à la connaissance directe.



ILL. MARC-ANTOINE MATHIEU

Ce discrédit hâtif, Roberto Casati le récuse tout au long de cet essai atypique. Jusqu'à asseoir sa structure sur une astucieuse mise en scène, puisque le philosophe compose un pastiche de dialogue socratique découpé en cinq scènes, qui encadrent les quatre parties de l'ouvrage. Platon dialogue, des hauteurs de l'Acropole au bord de la mer, aux alentours du Pirée, avec Skia, son ombre, qui lui reproche sa trop faible considération et le tort considérable que le mythe de la caverne lui porte, « *montrée du doigt pendant des siècles comme épouvantail de la philosophie* ». Ponctuant la démonstration, ces échanges ont leur rythme propre, scandant le passage du temps, l'espace d'une journée, avec les variations que la course du soleil commande, jusqu'à ce que Skia semble gigantesque à l'heure du crépuscule. Fin de l'échange et de la plaidoirie.

Mais derrière ce jeu de scène – ne manquent pas même les indications théâtrales (« rideau ») –, rien n'est gratuit et le débat sur la nature de l'ombre (piège pour l'esprit ou auxiliaire de la science ?) toujours au cœur du propos. La vertu de Casati est de ne jamais sacrifier le docte au sentencieux, alors même que son information ne supporte aucune approximation. Et de ne pas exclure la malice : ne voit-il pas dans l'adoption d'un « temps universel » lu à Greenwich « *l'un des tout premiers exemples de mondialisation* » ?

L'apprentissage scientifique comme une mallette de jeux. Avec des énigmes et des devinettes. « *Trouvez l'erreur* », suggère la légende d'une eau-forte du graveur Piranèse représentant la basilique Saint-Pierre où les ombres dénoncent un soleil en plein nord. La photo n'est pas en reste, qui révèle l'imposture de l'Américain Robert Peary, prétendument « *conquérant du pôle Nord* » en

avril 1909, dont les clichés triomphalistes accusent des ombres bien trop courtes (toutefois la *National Geographic Society* n'accepte de se déjuger qu'à la fin du XX^e siècle !). Et que dire des « *cas-se-tête* » proposés en rafale dès les premiers chapitres...

Pourtant ces entrées ludiques ne détournent jamais du véritable propos, et les deux dernières parties, plus classiquement conduites mais tout aussi vivantes, grâce à l'art si subtil qui conduit à mener le raisonnement du découvreur en tenant la main du lecteur-spectateur – car il y a toujours une once de spectaculaire dans les mystères du clair-obscur. Comme on suit la mesure légendaire par le Mésésien Thalès de la hauteur des pyramides égyptiennes ou, à l'invitation de Parménide, les rythmes lunaires, « *porte d'entrée de l'astronomie naturelle* » que pousse Anaxagore dès le V^e siècle, on assiste aux « *guerres de l'ombre* » avec Kepler, Galilée, Gassendi et quelques autres, puis on s'invite au laboratoire optique que peintres, physiciens et mathématiciens visitèrent à l'envi.

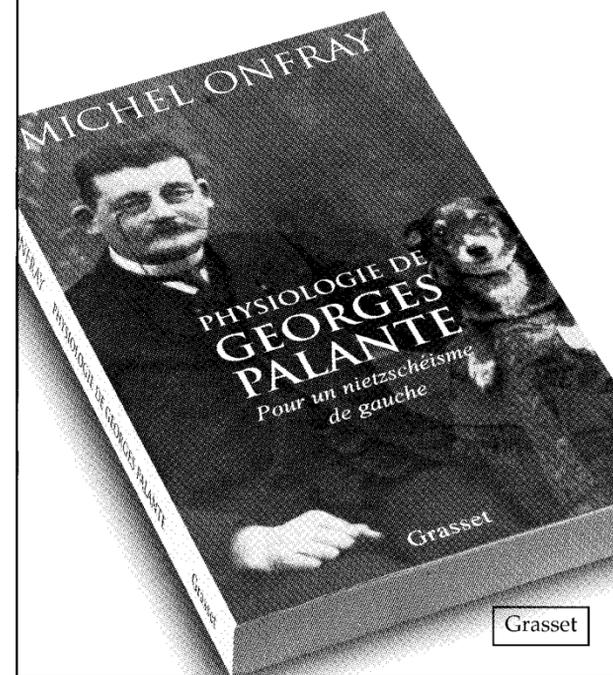
L'illustration, abondante, judicieuse et commentée quand elle est visuelle, est parfois plus personnelle, Casati n'hésitant pas à livrer ses propres impressions face à l'éclipse du 11 août 1999, qu'il observe en mer Noire : « *La mise en scène ne lésine pas sur les effets brutaux. La température baisse. Un mystérieux vent frais se lève. L'ombre descend comme un ouragan sur la mer. La lumière s'éteint et, l'espace de quelques secondes, tombe une nuit métallique. L'esprit est pris au dépourvu par la vitesse à laquelle la nuit s'installe. [...] Au milieu de tout cela danse un soleil noir qui n'est plus fournaisier mais pierre de malheur (...)* » L'esprit, désarmé une fois encore par les sortilèges de l'ombre...

Mais pouvait-il l'emporter face à un concept que Casati philosophe qualifie de « *véritable parasi-*

te mental », avant de s'attendrir presque sur les ombres, « *pirates métaphysiques* » qui donnent un charme particulier à la science, inaccessible aux « *esprits assujettis par Platon* ». Gageons que l'acuité lumineuse d'un essayiste qui lit dans l'ombre « *la mémoire de la lumière* » ne connaîtra pas d'éclipse.

LA DÉCOUVERTE DE L'OMBRE De Platon à Galilée, l'histoire d'une énigme qui a fasciné les grands esprits de l'humanité (La Scoperta dell'Ombr) de Roberto Casati. Traduit de l'italien par Pierre-Emmanuel Dauzat, Albin Michel, « Bibliothèque Idées », 296 p., 22,90 €.

“L'individu est la mesure de l'idéal.”



Grasset

L'humour, cette « révolte supérieure de l'esprit » selon André Breton, est pince-sans-rire s'il est anglais. Les gens de la Tamise ont un art consommé du contrôle de soi et de la satire, féroce ou teintée de flegme. Six romanciers nous en offrent une palette contemporaine : du loufoque esquissé par Edward Carey à l'ironie propre à Julian Barnes, de l'exercice de style peaufiné par David Lodge au burlesque de Joseph Connolly et à la drôlerie de Louis de Bernières et de John Lanchester. « L'humour est l'art de perdre », disait Romain Gary. Mais aussi de perdre son temps en lisant british

Humour anglais

On dit qu'il voyage mal, que son essence subtile s'évapore en passant d'un pays à l'autre, d'une langue à l'autre. L'humour, considéré comme une spécificité anglaise, serait insaisissable, aussi intransportable que le climat et le degré d'humidité de l'air qui l'ont produit. Le mot même d'humour est intraduisible, Valéry l'assurait, lié précisément à sa charge d'indéterminé. Freud, quant à lui, voyait dans l'humour quelque chose de... du moi qui s'affirme victorieusement et « refuse de se laisser imposer la souffrance par le monde environnant », bien plus, la transforme, cette souffrance, en une occasion de plaisir. Le condamné que l'on mène à la potence un lundi s'écrie : « Voilà une semaine qui commence bien ! »

L'humour traduit ce contrôle de soi, cette distance vis-à-vis des autres et de soi-même que les Anglais sont censés posséder au plus haut point. Il est une attitude de base, un ingrédient indispensable, mêlé en de plus ou moins fortes proportions aux humeurs qui traversent la littérature. Humour jubilatoire de Laurence Sterne, humour noir de H. H. Munro, alias Saki, suivi de sa cohorte d'animaux sauvages, humour rose, teinté de fantaisie, de David Garnett qui changea une femme en renard, humour féroce d'Evelyn Waugh qui fustigeait avec indignation la société, humour serein d'Anthony Powell regardant passer la ronde des bouffons et des nymphes (*La Danse de la musique du temps*), humour désenchanté, d'un beau gris automnal, de Barbara Pym et de ses consœurs (Anne Fine, Alice Thomas Ellis...). L'humour par-

court toute la gamme des tons, du plus clair au plus sombre, pour mieux accepter le monde ou, au contraire, pour mieux le détruire.

Aujourd'hui l'humour, choisissant franchement sa couleur, ne donne que rarement dans les demi-teintes. Ce n'est pas sur le mode de l'*understatement*, de l'euphémisme stoïque qu'il s'exerce et il néglige cette forme suprême d'indifférence, ou de politesse, qu'on appelle le flegme britannique. Chargé d'une formidable violence burlesque, il transmet avant tout la rage – une fureur vindicative à l'égard des personnages et des valeurs de leur classe.

NOIR ET GRINÇANT

C'est Martin Amis, condamnant la société permissive des années 1970 dans des romans d'une méchanceté ulcérée, telles *Poupees crevées* (1975), qui met en scène pour un week-end d'orgie un nain obèse, puant et contrefait, un jeune homme obsédé par la perte de ses dents et divers personnages pour qui le sexe est une fonction organique, aussi insignifiante que l'excrétion ou la digestion. Devant la violence de l'attaque, le lecteur est pris entre une vague dégoût et son admiration pour la vigueur de l'auteur : la maîtrise de l'écriture, l'audace de la vision – cette inventivité morbide. Plus récemment, sur le même mode grinçant et satirique, *Drôle de bazar* de Joseph Connolly, une sinistre comédie des erreurs, montre avec efficacité les horreurs de la vie conjugale au sein de la bourgeoisie londonienne – une guerre des sexes qui n'atteint pas à la puissance dévastatrice et à la terrifiante noirceur d'Amis, mais qui de ce fait provoque franchement le rire. A son meilleur, Connolly

rappelle Tom Sharpe, maître en loufoquerie et excès en série.

Dans une veine plus tempérée, deux écrivains qui ont fait leurs preuves depuis longtemps, Julian Barnes et David Lodge jouent avec assurance de tous les ressorts de l'humour. L'un prend volontiers pour thème le couple et ses mésaventures tragi-comiques, quand il ne préfère pas les rapports entre la France et l'Angleterre – autre couple, autres malentendus. L'autre, fin critique et théoricien averti, introduit dans son *Tout petit monde* (1984) et son *Jeu de société* (1988) les techniques de pointe en matière de post-modernisme : parodie, pastiche, camouflage, citations, emprunts, jeux de langue... David Lodge, et bien d'autres à sa suite, en revient donc à des textes classiques et à des genres anciens pour mieux les subvertir. Esprit ludique de rigueur. Citons ici Michael Frayn avec *Tête baissée* (1999), un suspense érudit et comique, où s'affrontent universitaires suspects et aristocrates bouseux dans la chasse à l'argent, ou John Lanchester, nouveau venu remarqué, qui use avec talent de recettes éprouvées pour expédier dans les rues de Londres son quinquagénaire naïf et bedonnant (*Mr. Phillips*).

SUR LE MODE DE LA SATIRE

Evelyn Waugh, qui de notre siècle avait tout compris, comme le dit Simon Leys, l'un de ses grands admirateurs, reste le modèle accompli. Jonathan Coe, avec sa satire irrésistible de l'aristocratie anglaise possédante – belles demeures et parcs verdoyants –, de ses rituels et de ses travers, pourrait bien marcher sur ses traces. *Testament à l'anglaise* (1994) est une charge virulente contre



Laurence Sterne par Edward Carey

l'ère Thatcher, décidément une source d'inspiration inépuisable.

L'humour en Angleterre est une longue tradition, on le sait. Pour fendre la bêtise, le conformisme, l'ironie sceptique, la plaisanterie bête, l'ennui installé et l'imposture régnante... il a aujourd'hui de

quoi faire. Il semble d'ailleurs se porter mieux que jamais. A moins que, refusant ces lourdes tâches, il ne préfère l'évasion, la mise en liberté de l'esprit : tourner le dos, fermer la porte, c'est encore de l'humour, Lewis Carroll le prouva. **Christine Jordis**

Road movie canin

En compagnie du flamboyant Le Rouquin, Louis de Bernières offre une fable drôle et enlevé

LE ROUQUIN

Une histoire australienne de Louis de Bernières. Traduit de l'anglais par Fanchita Gonzalez Batlle, Mercure de France, 130 p., 13,50 €.

Difficile de parler d'humour anglais sans évoquer Louis de Bernières. Alors que sortait en France sa trilogie sud-américaine – *Senor Vivo et le Baron de la coca*, *La Guerre des fesses de Don Emmanuel* et *La Calamiteuse progéniture du cardinal Guzman*, tous publiés chez Stock –, les lecteurs découvraient une singulière façon de faire rire en traitant l'absurde comme une chose normale. Pour Louis de Bernières, ce procédé est le moteur même de l'humour. Mais un humour qui puise de part et d'autre de la Manche, alliant à l'*understatement* une forme de truculence à la Rabelais ou de mordant à la Voltaire.

Rien d'étonnant d'ailleurs : comme l'indique son nom, ce grand lecteur de *Candide* a du sang français dans les veines. « Mes ancêtres ont quitté la Normandie il y a mille ans », expliquait-il au *Monde* en 1995. *Ils sont venus avec William the Bastard, qui nous appelez Guillaume le Conquérant. Puis ils sont repartis en France après s'être disputés avec lui. Plus tard, ils ont eu la mauvaise idée de se faire huguenots quand il ne fallait pas. A la Révolution, beaucoup ont perdu la tête. Les autres ont regagné l'Angleterre, où la politique se pratique avec moins d'enthousiasme.* »

Né en 1954, le jeune Louis de Bernières s'installe à dix-huit ans dans la

montagne, entre la Colombie et le Venezuela. Il est enseignant, cowboy, jardinier, mécanicien, docker. Et il prend des notes pour ses mille cinq cents pages sud-américaines où défilent, en une hilarante galerie de portraits, ploutocrates cyniques, guérilleros de pacotille et intrigants de tout poil. Cette trilogie lui vaut d'être salué d'emblée pour sa verve et sa drôlerie.

Mais c'est avec *La Mandoline du capitaine Corelli* (Denoël, 2001) que Louis de Bernières triomphe vraiment. Un million d'exemplaires vendus dans le monde, plus de quarante traductions, un film : l'histoire de ce quatrième roman, situé sur l'île grecque de Céphalonie pendant la seconde guerre mondiale, dévoile un Louis de Bernières moins baroque, plus lyrique, mais toujours aussi spirituel. Les librairies anglaises sont prises d'assaut – c'est le livre que lit Julia Roberts dans *Coup de foudre à Notting Hill* – et l'accueil dépasse toutes les espérances. « *Sauf en France* », note Louis de Bernières avec une pointe de regret pour le pays de ses ancêtres.

Aujourd'hui, il revient à une veine plus légère. Après ce succès, il s'offre, comme l'écrivain son éditeur, « de petites vacances ». Il nous raconte l'histoire d'un chien. Pas un toutou pour moquette épaisse. Non, un chien sans domicile fixe, épris de liberté et de grands espaces, un nomade, comme lui, fou d'aventures et de rencontres, qui aime voir du pays sans attaches ni contraintes. Après Médor, Mirza, Baltique, Milou et Rantanplan, il va donc falloir faire entrer Le Rouquin (Red Dog) au panthéon canin. D'autant que cette bête a vraiment existé, elle a même sa statue, à Karratha, au nord de l'Australie.

Dans une langue simple, traduite de manière fluide et accessible aux lecteurs de tous âges, Louis de Bernières nous conte les facettes de cet animal flamboyant, ses errances, ses ruses, ses longues virées, ses attachements, ses dépits amoureux. Il faut y voir une fable rapide et drôle. Louis de Bernières, décidément, est toujours là où on ne l'attend pas. On dirait que cette fois, il a voulu prendre à contre-pied La Fontaine. Ce dogue-là, « aussi puissant que beau » mais sans « col pelé », courra longtemps dans notre imagination.

FI. N.

Affreux, sales et méchants

DRÔLE DE BAZAR (Stuff)

de Joseph Connolly. Traduit de l'anglais par Serge Chauvin, Gallimard, 402 p., 22,50 €.

De Joseph Connolly, on a déjà pu lire aux éditions de L'Olivier, *Vacances anglaises* (« Points-Seuil ») et *N'oubliez pas mes petits souliers*. On retrouvera ici la même verve iconoclaste, décapante, confinant souvent au grotesque, dérapant sur les chapeaux de roue à deux doigts de la vulgarité. On l'aura compris si on ne le connaît pas déjà, Joseph Connolly ne fait pas dans la légèreté, ignore l'*understatement* et tient plus de Tom Sharpe ou des Monty Pythons que d'Oscar Wilde ou de Wodehouse.

Emily donc, est une ravageuse d'hommes qui humilie son mari, ses enfants, son amant et la plupart des gens mais aussi une femme d'intérieurs (le sien et ceux des autres) à succès. Elle a le sens des affaires et sa petite entreprise de décoration fonctionnerait à merveille si elle n'avait pris pour associé son rêveur de mari, Kevin, un pauvre bougre, toujours aussi soucieux de bien faire qu'à côté de la plaque. Leur fils est un affreux jeune et leur fille s'est entichée du fils de Raymond, l'ami de Kevin qui est aussi l'amant d'Emily. La femme de Raymond est une souillon alcoolique dotée d'une mère gâteuse qui vit sous le même toit. Raymond est un porc, mais les femmes sont folles de lui, sauf Emily, bien sûr, et il la hait, bien entendu. Liaison abjecte.

Avec de tels personnages, ou plutôt de tels ingrédients, Connolly a concocté une mixture bien épicée. Dans la déferlante de catastrophes tout aussi improbables que méritées par les unes et les autres, surgit quand on s'y attend le moins, une petite brise de folie plus douce, voire plus tendre, qui fait dérailler vers un peu d'espoir et de compassion, quand tout s'effondre au propre et au figuré au moment du cataclysme final.

M. SI.

Le bon plaisir d'Edward Carey

Premier roman, loufoque, d'un touche-à-tout britannique dont les dessins stimulent l'écriture.

L'OBSERVATOIRE (Observatory Mansions)

de Edward Carey. Traduit de l'anglais par Muriel Goldrajch, Phébus, 392 p., 21 €.

Le réalisme, non merci, sans façon. Pour être tout à fait franc, Edward Carey « déteste ça » – même s'il reconnaît l'importance de cette tradition dans la littérature anglaise, même s'il n'a pas l'intention de froisser des confrères. D'ailleurs, à la réflexion, ce romancier de trente et un an ne paraît pas particulièrement soucieux de fréquenter les-dits confrères, compte tenu sans doute de la multiplicité de ses activités (Confrères en quoi, d'abord ? Écriture ? Dessin ? Sculpture ? Théâtre ?), mais aussi de sa singularité dans le paysage littéraire. Car *L'Observatoire*, son premier roman, campe sur les terres isolées du loufoque – voire, parfois, du grotesque –, sans attaches claires avec le roman britannique contemporain.

On peut lui trouver quelques ressemblances avec un Lewis Carroll rigolard et désabusé, qui aurait choisi la décrépitude comme destination pour son Alice. Ou alors avec un Garcia Marquez, pour le merveilleux, mais la fable en moins. Une chose est sûre : *L'Observatoire* est un drôle de livre très réussi, extraordinairement imaginaire et savoureux, en dépit de quelques longueurs et de minimes redites. Un roman composé de courts chapitres (« Franchement, quel intérêt, ces longues tirades, ces textes où tout doit s'enchaîner d'un bout à l'autre de l'histoire ? », s'exclame l'auteur, d'un air faussement exaspéré, sa houppe blonde descendant sur son visage rieur et juvénile), organisés comme les étapes d'un chemin de croix sans queue ni tête. En l'occurrence, la lente et pénible progression vers le présent d'un groupe de gens, liés par leur commune occupation d'un immeuble à moitié en ruine.

L'immeuble, dit « le manoir de l'Observatoire », semblable à « un vieillard assis, ses bras flasques serrés autour de ses genoux arrondis », lui a été inspiré par une grande maison de style Tudor que possé-

daient ses parents à la campagne, dans le Norfolk. Et « Le Portier », gardien mutique des lieux, par le concierge de l'immeuble qu'il occupe de temps en temps, à Londres. Sans oublier le nom de son narrateur, Francis Orme, qui vient, lui, d'une rue de son quartier. Ou encore les mannequins de cire parmi lesquels évolue le dénommé Orme, héritage d'un bref emploi de surveillant au Musée de Madame Tussaud.

Car tel est le bon plaisir d'Edward Carey – et sa source d'inspiration : connecter entre eux des univers disparates, puis bondir de l'un à l'autre en laissant son imagination faire des petits à sa guise. Par

drier des gants », obsédé d'immobilisme et de pureté ; ou encore celle de la femme-chien, arrivée au manoir avec un collier autour du cou ; et aussi celle du père Orme, ce « génie du non-faire », ou de Claire Higg, qui vit devant son téléviseur, entourée des personnages de séries dont elle porte le deuil lorsqu'il meurent. Le tout dans une organisation totalement crédible, malgré l'in vraisemblance absolue des personnages et des situations.

Mais le périmètre du roman, pour Carey, ne se limite pas à l'écriture. Pour preuve, *L'Observatoire* est rempli de dessins (les siens) et son prochain livre, à paraître au printemps 2003, comprendra des



Edward Carey

Agé de trente et un ans, le romancier anglais Edward Carey a obtenu un succès respectable avec *L'Observatoire*, son premier roman, aujourd'hui traduit en plus de dix langues. Après avoir passé cinq ans dans une école militaire qui devait le conduire dans la marine, il a effectué des études théâtrales. Il a écrit plusieurs pièces, dont une pour le Théâtre national de Roumanie. Il est aussi illustrateur et sculpteur à ses heures.

exemple, l'écrivain (qui ne voit pas du tout pour quelle raison il faudrait se limiter à un seul métier) se sert de ses dessins pour stimuler son écriture. Dans des gros cahiers de toile noire qui empestent le café, il dessine des gens, des situations, des paysages incongrus qui en engendrent d'autres, aussitôt transférés dans le récit.

C'est à partir du théâtre, sa première vocation, qu'il est un jour venu au roman. « Au départ, je voulais être comédien, jusqu'au moment où quelqu'un a eu la mauvaise idée de me confier le rôle de Hamlet. J'ai été assez mauvais, je crois. Puis j'ai écrit plusieurs pièces, avant de découvrir que le roman, contrairement au théâtre, permet d'être le seul maître, de prendre la place que l'on veut, d'envahir tout l'espace. » Ce qu'il aime, lui, c'est « le cirque », l'aspect « carnavalesque » des choses. D'où le loufoque et la drôlerie qui émanent de son livre, pourtant grave par certains aspects. On y découvre des figures incroyables, comme celle de Francis Orme, qui vit avec des gants blancs, tenant un « calen-

photos. « Je vais sculpter la statue de deux sœurs jumelles, qui sont les personnages centraux de mon deuxième roman, explique-t-il. Puis j'introduirai dans mon livre les clichés correspondant aux principales phases de l'élaboration de cette œuvre. » Pas la moindre pédanterie chez ce touche-à-tout sans domicile fixe, qui écrit chacun de ses livres dans un lieu différent. Et pas la moindre trace, du coup, des obsessions de collectionneur sur lesquelles s'appuie son récit. Car, à l'image de Francis Orme, accumulateur fou (le catalogue complet de son exposition secrète, composée de 996 lots, figure à la fin du livre), le livre joue de toutes les formes de taxinomie. La suite des chapitres s'apparente aux tableaux d'une exposition, l'auteur se plaît à énumérer des choses et des gens, les objets se dilatent de manière extraordinaire, au point d'empêcher sur le monde des humains, le temps s'abolit. Dans ce monde-là, seul compte le temps de la fiction, sans autre devoir vis-à-vis du réel que de le supplanter.

R. R.

ALAIN VEINSTEIN
rencontre
AUX CAHIERS DE COLETTE
le samedi 26 janvier
à partir de 17h.
à l'occasion de la parution
de son roman
L'Interwiever
(aux Ed. Calman Lévy)
23-25, rue Rambuteau, Paris 4^e
Tél. 01 42 72 95 06

David Lodge, « victime » de son succès

Le romancier anglais s'avoue un peu « prisonnier du label comique » qui a fait sa fortune.

Pour autant, dans cette veine, il prolonge sa peinture de la société anglaise. Et l'on ne peut que s'en réjouir

PENSÉES SECRÈTES

(Thinks...)

de David Lodge.
Traduit de l'anglais
par Suzanne V. Mayoux,
Rivages, 402 p., 20,60 €.

Tout au fond des pensées les plus secrètes de ses personnages, David Lodge laisse parfois flotter quelques fantômes intéressants. Prenez Ralph Messenger, par exemple, beau parleur et spécialiste de sciences cognitives à l'université de Gloucester. Un jour qu'il s'exprime – sans témoins – devant son magnétophone, pour mener à bien des recherches sur la structure de la pensée, Messenger rêve au plaisir immense que doivent ressentir les lauréats du prix Nobel. « On s'endort chaque soir en souriant à la pensée d'être un Nobel et on se réveille heureux, d'abord sans savoir pourquoi, mais aussitôt on s'en souvient. » David Lodge, lui, n'aura sans doute jamais ce plaisir-là, cette supposée béatitude éternelle. Et pour cause : après deux premiers romans raisonnablement « sérieux », cet Anglais de soixante-sept ans a délibérément opté pour la veine comique. Avec le succès que l'on sait, chacun de ses livres faisant un tabac. Mais il arrive que David Lodge, par ailleurs universitaire et critique littéraire, auteur de plusieurs ouvrages théoriques sur le langage, en vienne à regretter cette étiquette un peu trop fermement collée sur son front – comme si ce fructueux destin littéraire l'avait privé d'autres voies possibles.

« Je suis parfois prisonnier de ce label comique et je me sens obligé de résister à la tentation de ne pas me reproduire moi-même. Mais les éditeurs, le marché et les lecteurs vous poussent dans le sens qu'ils attendent. » David Lodge est arrivé d'un pas rapide dans le bar de l'hôtel parisien où il séjourne pour quelques jours. Pas vraiment

le chic anglais, avec son gilet de lainage grisâtre et ses chaussures de sport incongrues, mais un regard très aigu sous le maquis des sourcils en bataille. Après avoir averti qu'il est un peu sourd, Lodge consent aimablement à évoquer son changement de cap littéraire. Car c'est sous une autre étiquette, celle d'écrivain catholique, qu'il a fait ses débuts dans la carrière. À l'époque où Graham Greene et Evelyn Waugh prônaient la compatibilité entre littérature et engagement religieux, lui publie *The Picturegoers*, en 1960 et *Ginger, You're Barmy*, en 1962. Rien à faire, pourtant, ses livres stagnent dans une relative confidentialité. Du moins jusqu'au jour où leur auteur fait l'expérience du scénario pour une revue de cabaret, avec son ami et confrère enseignant-romancier, Ray Bradbury.

Et là, non seulement la revue rencontre un franc succès – du moins jusqu'à l'assassinat de John

Kennedy, malencontreusement survenu après deux semaines de représentations – mais le tout nouveau chansonnier découvre la satisfaction de voir les gens rire de ses trouvailles. Laissant de côté le roman qu'il était en train d'écrire, il se lance alors dans la rédaction d'un livre où il met à profit ce talent si gratifiant. Ce sera *La Chute du British Museum* (Rivages poche n° 93), son premier best-seller. Après ce coup d'éclat, David Lodge reprend l'ouvrage abandonné, qui deviendra *Hors de l'abri* (Rivages poche n° 189)... dans l'indifférence générale. « *Découragé* », il revient vers l'humour qu'il ne quittera plus vraiment, même s'il poursuit sa carrière universitaire (jusqu'en 1986) et si certains de ses romans – *Thérapie*, par exemple (Rivages poche n° 240) – n'entrent pas tout à fait dans cette catégorie.

L'ensemble de ses livres ont cependant en commun d'analyser

des situations sous leur angle humoristique, y compris lorsque les personnages se trouvent dans de mauvaises passes. De plus, tous ses récits enregistrent, au fil des années, les évolutions de la société britannique – fût-ce au travers des communautés plus ou moins closes que David Lodge affectionne et dont il s'est fait le maître incontesté, à commencer par les campus universitaires. Telles sont deux des caractéristiques de *Pensées secrètes*, son nouveau roman, qui voit s'affronter des personnages dans les étendues désolées du campus de Gloucester (fictif lorsque l'auteur l'a décrit, mais devenu réel depuis). Pour une fois, David Lodge a déserté le microcosme de Rummidge, ce campus imaginaire dont il a fait un lieu passablement célèbre, par l'intermédiaire de plusieurs romans (en particulier *Un tout petit monde* et *Jeu de société*, Rivages poche n° 69 et 44).

Grâce aux démêlés intellectuels et amoureux de Ralph Messenger, le scientifique, et de sa comparse Helen Reed, une romancière chargée d'un atelier d'écriture, l'auteur nous plonge dans le débat sur la conscience et la perception, sur l'existence même du monde et de l'homme. Même s'il comporte des passages trop bavards, même si l'intrigue sentimentale est convenue, Lodge réussit le curieux tour de force d'introduire un sujet ardu dans un roman populaire. Surtout, les réflexions sur la conscience et l'empathie l'amènent à des considérations tout à fait intéressantes (et parfois désopilantes, notamment dans les pastiches de ses contemporains) sur le roman, les rouages de son élaboration, ses mystères.

Raphaële Rérolle

★ A signaler : *Les Quatre vérités*, de David Lodge (Rivages poche n°362), et *David Lodge/Le Choix de l'éloquence*, de Jean-Michel Ganteau (éd. Presses universitaires de Bordeaux).



AHMETSIL POUR « LE MONDE »

Retrouvailles conjugales

Dix ans après, le trio de « Love etc. » – Gillian, Oliver et Stuart bien décidé à reconquérir sa femme – est de retour

Et avec eux, Julian Barnes, plus ironique que jamais

DIX ANS APRÈS

(Love, etc)

de Julian Barnes.
Traduit de l'anglais par
Jean-Pierre Aoustin,
Mercure de France,
« Bibliothèque étrangère »,
256 p., 18,50 €.

Comprennez-le. Ce n'est pas tout à fait sa faute à lui, Julian Barnes, s'il donne aujourd'hui une suite à *Love, etc.*, le livre qui lui valut le prix Femina étranger en 1992 (1). Dix ans après ses lecteurs lui demandaient encore des nouvelles de ses personnages. Ce qui nous vaut ce prolongement pour lequel Barnes a repris le titre de l'édition française du premier volume.

« Il y avait ceux qui pensaient que Gillian allait quitter Oliver, ceux qui croyaient que, par son stratagème, elle avait sauvé son mariage. Dans une sphère de ma cervelle, le livre continuait d'exister », explique l'auteur du *Perroquet de Flaubert*. Pour un peu, il s'excuserait presque d'avoir cédé à l'insistance de ses personnages, comme on passe un caprice à des enfants gâtés ou comme on ouvre la porte à des voisins un peu envahissants. Mais Barnes est trop bien élevé. A la dernière page, il a gommé « *The End* » et s'est remis au travail.

Et le roman est venu comme ça. Comme ces traits d'humour dont il est si délicieusement coutumier. Comme le fameux wit, l'humour anglais, dont on dit qu'il est « le fruit d'une fulgurance de l'esprit qui, parfois, surprend même celui qui l'énonce » (2). Surpris, Julian Barnes l'a été surtout par la facilité avec laquelle il a renoué avec ses personnages comme on retombe, en société, sur d'anciennes connaissances. Dans la première page de *Love, etc.*, Stuart apostrophait le lecteur : « Salut ! Je m'appelle Stuart Hughes. Enchanté de vous rencontrer. On se

serre la main ? » Dix ans après, c'est lui, à nouveau, qui vient lui taper sur l'épaule : « Salut ! On s'est déjà rencontrés. Stuart. Stuart Hughes. » Voilà, dit Barnes. C'est aussi simple que cela : « *J'ai écrit ces mots et c'est reparti, comme si je renouais avec des amis perdus de vue.* »

C'est reparti. Stuart, Gillian, Oliver : une femme entre deux hommes, deux couples qui se désagrègent et se reforment, le lent affadissement du désir, « *les choix oubliés* », les « *vies qu'on aurait pu avoir* », les doutes qu'on nourrit sur

la forme expérimentée dans *Love, etc.* Ce sont trois voix qu'il entrelace en prenant bien soin de s'éclipser derrière elles. Tantôt, elles se répondent en une sorte de « *trilogue* », tantôt elles sont juxtaposées en trois monologues qui ne communiquent pas. Mais, dans tous les cas, l'auteur y prend un plaisir non dissimulé : « *Je sentais bien que je pouvais exploiter cette forme de narration, la pousser jusqu'à l'extrême. Comme dans le chapitre où les personnages donnent des réponses à des questions que seul le lecteur se pose.* »



Julian Barnes

Né à Leicester en 1946, de parents professeurs de français, Julian Barnes, après des études de langues et de littérature à Oxford, commence, en 1972, une carrière dans le journalisme qu'il n'abandonnera qu'en 1986. Entre-temps, il publie, en 1980, son premier roman, *Metro-land*, qui reçoit le prix Somerset-Maugham, ainsi que son premier roman policier sous le pseudonyme de Dan Kavanagh, *Duffy*. Suivront notamment *Le Perroquet de Flaubert* (Stock, 1986, prix Médicis essai), *Une Histoire du monde en 10 chapitres 1/2* (Stock, 1990), *Love, etc.* (Denoël, 1992, prix Femina étranger, adapté à l'écran et réalisé par Marion Vernoux, avec Charlotte Gainsbourg, Yvan Attal et Charles Berling) ou *England, England* (Mercure de France, 2000). En Angleterre, vient de paraître chez Picador *Something to Declare*, un recueil de chroniques sur ses passions françaises (318 p., 6,99 £, 11,89 €).

soi-même, les blessures d'amour propre, les délices de la vengeance, les perversités de la séduction... Dans *Love, etc.*, Gillian avait quitté Stuart pour son meilleur ami, Oliver. Oliver et Gillian étaient partis en France et avaient eu deux filles, tandis que Stuart tentait de refaire sa vie en Amérique. Une décennie plus tard, tous se retrouvent à Londres. Le mariage de Stuart a tourné court et le « *premier homme* » rencontre avec l'idée claire de reprendre au second « *celle qu'il n'a jamais cessé de considérer comme sa femme* ».

A nouveau, Barnes se délecte de

« *Je me suis beaucoup amusé avec ça. Pour un écrivain, cette forme est fascinante. Elle permet de créer un contact très intime entre le lecteur et les personnages. Quant à l'auteur, il disparaît totalement, tout en menant le jeu plus étroitement que dans un roman conventionnel.* »

Encore une fois, chez Julian Barnes, on sera frappé par le brio, la drôlerie, la puissance de l'ironie. Et aussi par l'habileté à passer d'un genre à un autre, comme si, entre deux livres, Barnes sautait d'un bout à l'autre de lui-même. Quelle distance parcourue depuis « *l'hu-*

mour frais et ironique du premier roman *Metro-land*, jusqu'à la farce burlesque et satirique d'*England, England* », note Vanessa Guignery, maître de conférences à la Sorbonne, dans un essai récent, *Julian Barnes, l'art du mélange* (3). Dans un chapitre intitulé « *Les stratégies de l'humour* », Vanessa Guignery tente de démonter quelques ressorts du comique barnesien, de l'excentricité à l'irrévérence en passant par le persiflage ironique, la charge, la caricature ou la description technique totalement décalée – d'un rapport sexuel, par exemple. L'ampleur de cet éventail force l'admiration et situe Julian Barnes dans « *une tradition littéraire accueillante* » auprès des grands maîtres de l'esprit anglais : Swift, Carroll, Wilde, Evelyn Waugh...

Et lui, qui pense-t-il de cette canonisation universitaire ? Comment réagit-il à l'idée d'être entré ainsi, de son vivant, au noble panthéon du wit ? « *Je me vois un peu comme une pierre tombale, plaisante-t-il, en tentant presque de vous attendrir de son grand regard bleu. Bien sûr, c'est très flatteur d'être l'objet de colloques et d'études, surtout en France. Mais, en même temps, il y a une voix off qui me dit : "Pas si vite. Rien ne presse, s'il vous plaît... Encore un instant monsieur le bourreau !"* »

Florence Noiville

(1) Denoël et Folio n° 2632. Signalons également qu'*England, England*, paru en 2000 au Mercure de France, est désormais disponible en Folio (n° 3604).

(2) Voir la savoureuse anthologie d'humour anglais de Jean-Loup Chiflet, *Wit Spirit et Wit Spirit 2* (éd. Mots et Cie, 2000 et 2001).

(3) Presses universitaires de Bordeaux, 2001. Cet ouvrage est publié dans la collection « *Couleurs anglaises* », qui analyse, pour le public français, le meilleur de la production romanesque britannique contemporaine.

A pas comptés

John Lanchester offre un tableau réjouissant de Londres à travers la déambulation d'un oisif forcé

MR. PHILLIPS

(Mr. Phillips)
de John Lanchester.
Traduit de l'anglais
par Claude Demanueli,
Seuil, 270 p., 20 €.

Le lundi 31 juillet 1995, Mr. Phillips s'éveille, comme souvent, en entendant le bruit des avions qui vont atterrir à Heathrow. Mais après avoir longuement rêvassé dans un demi-sommeil, il ne se lève que vers 7 heures quand le camion des éboueurs tourne au

Sa vocation de comptable ne le quitte pas : il additionne, met en équation, fait des statistiques ou établit des proportions – c'est un peu trop calculé de la part de l'auteur, mais les résultats sont assez amusants pour que cela lui soit pardonné : ainsi en observant les passagers d'un bus, Mr. Phillips arrive, preuves à l'appui, à la conclusion que 33,6 % d'entre eux n'ont jamais fait de promenade sur la Tamise, n'ont jamais vu de macchabée et n'ont jamais fait l'expérience de la sodomisation. Certes, nombre de pensées et de réflexions de M. Phillips digressent



John Lanchester

Né à Hambourg en 1962, John Lanchester a passé son enfance à Calcutta, Rangoon, Brunei ou Hong Kong, a fait ses études à Oxford et vit à Londres. Il a été critique gastronomique – comme Will Self – à l'*Observer*, puis rédacteur en chef adjoint de la *London Review of Books*, mais après le succès de son premier roman, *Le Prix du plaisir* (Seuil) – l'histoire érudite et loufoque de Tarquin Winot, psychopathe, amateur de bonne chère, entre la France et l'Angleterre – qui a obtenu toutes sortes de prix, le principal étant le Whitbread Prize du premier roman, il écrit et collabore à différentes publications.

coin de la rue. Puis, comme chaque jour de semaine depuis vingt-sept ans, il part attendre son train à la gare de Clapham Junction. Il en redescend page 66, près du chemin de Battersea. Jusque-là, le lecteur a appris que Mr. Phillips n'a rien de particulier : il aime sa femme et ses enfants, n'apprécie pas trop ses voisins, a cinquante ans, perd ses cheveux, grisonne et prend du ventre. Mais alors, pourquoi donc se retrouve-t-il ainsi « *en costume-cravate, une mallette noire sexy à la main, dans ce quartier où il n'y a pratiquement pas de bureaux* » ? Après vingt-sept ans de bons et loyaux services comme comptable, dans une petite compagnie de restauration collective, il vient de se faire licencier – trois jours plus tôt, le vendredi – et il n'a encore rien dit à sa femme ni à ses enfants.

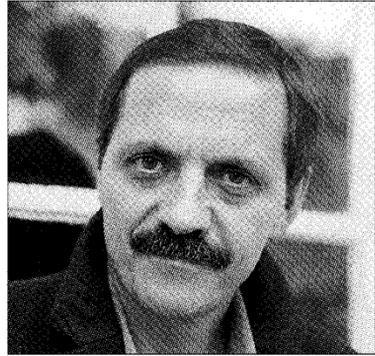
Tel Mr. Bloom à Dublin – mais la comparaison s'arrête là – Mr. Phillips va déambuler dans Londres, en oisif, un peu perturbé sans doute, mais sans trop penser à ce qui l'attend après ses trois mois de préavis, et comme une partie de son travail consistait à faire les calculs de coût des licenciements économiques, il sait à quoi s'en tenir. En ce premier jour de semi-liberté, de pré-retraite ou de paupérisation imminente, Mr. Phillips se laisse distraire par tout ce qu'il n'a jamais pris le temps de regarder.

principalement vers le sexe, les femmes, les filles. Mais même lorsqu'il se voit à la tête d'un harem, Mr. Phillips garde le rôle principal et le rang d'épouse numéro un, et s'il a vu 8 1/2 de Federico Fellini, il n'en fait pas mention. Entre réminiscences, fantômes et calculs savants, sa promenade va le conduire – il n'a pas de plan préétabli, il est ici ou là, sans trop savoir comment ni pourquoi – à la Tate Gallery devant les préraphaélites, dans un sex-shop à voir un film porno, dans un restaurant branché de Soho où il déjeunera avec son fils aîné, producteur de disques en pleine ascension ; il assistera dans un bus à un coup de foudre inattendu et prodigieux entre une jeune écolière et un clochard puant et à une conférence dans une église, portera les courses d'une vieille dame charmante qui s'avérera être la femme de son ancien professeur de religion, et se retrouvera même en plein milieu d'un braquage de banque.

S'il y a quelque chose d'un peu contraint, d'un peu raide, d'un peu fabriqué dans tout cela, on ne s'ennuie pas une seconde à suivre Mr. Phillips, même si à force d'être M. Tout-le-Monde, il semble plutôt M. Personne, on sourit, bien sûr et, étrangement, on referme le livre en se disant que finalement, tout cela est assez triste.

Martine Silber

JEAN-MARIE LA CLAVETINE



Le pouvoir des fleurs

« La tendance, en ce début d'année 1968, est au pouf mou rempli de polystyrène... Quelqu'un a poussé le chauffage à fond, il fait une chaleur atroce. On va encore s'attirer les remarques du propriétaire au moment de la facture, mais on s'en fout de la facture. Et de la propriété, donc ! On s'en fout, on prépare un monde d'amour. »

GALLIMARD

« Peter Pan »
de Loisel

Livraisons

● **PERSEPOLIS 2**, de Marjane Satrapi
Dans ce deuxième volume de *Persepolis*, Marjane Satrapi entremêle souvenirs de jeunesse et chronique politique des vingt dernières années de son pays d'origine, l'Iran. Elle y grandit au rythme de la révolution islamique, puis de la guerre avec l'Irak. Cette autobiographie – quatre tomes prévus – constitue un témoignage passionnant sur les soubresauts de l'Iran contemporain. Et compose un récit entre drôlerie et tragédie, servi par un graphisme en noir et blanc, sobre et émouvant (éd. L'Association, 88 p., 14 €).



« Green Manor 2, de l'inconvénient d'être mort », de Bodart et Vehlmann

● **ADIEU, RÊVE AMÉRICAIN**, de Pierre Christin et Jean-Claude Mézières
Les deux auteurs ont, ensemble ou en solo, parcouru les Etats-Unis depuis le milieu des années 1960. C'est ce cahier de leurs mythes dont ils tournent les pages, à l'aide de dessins, de photos, de publicités qui choisissent de parler bottes, bagnoles, machines à sous... Christin et Mézières racontent l'Amérique des cow-boys, celle des quads qui ont remplacé les pur-sang, du rêve californien, des cimetières de voitures, des villes fantômes ou des embouteillages de camping-cars. Sans oublier les ghettos, ces plaies ouvertes, et l'écho de l'attentat du 11 septembre, « terrible retour de flamme » pour cet « *Empire du Bien autodésigné* ». Un livre à méditer comme un adieu à la jeunesse d'un continent (éd. Dargaud, « Les Correspondances de Pierre Christin », 40 p., 13 €).

● **UN MONDE DE DIFFÉRENCE**, de Howard Cruse
Education sentimentale et politique d'un jeune Américain des années 1960 qui découvre tour à tour son homosexualité et la ségrégation raciale, particulièrement virulente dans le sud des Etats-Unis, où il grandit, avant de s'engager dans la lutte en faveur des droits civiques. Une fiction nourrie de souvenirs personnels, au graphisme hyperréaliste et pointilliste (éd. Vertige Graphic, 224 p., 20 €).

● **JONATHAN : LA SAVEUR DU SONGRONG**, de Cozey
Jonathan, jeune amnésique en quête de son passé, apparaît en 1975 dans *Tintin*. Treize albums plus tard, il est devenu le héros atypique d'une série humaniste. Ici, il se consacre à la cause du peuple tibétain en butte à la répression chinoise. Imprégnées de sagesse orientale et de philosophie bouddhiste, ses aventures séduisent autant par leur graphisme, réaliste et sensible, que par la générosité des idées défendues par l'auteur (éd. Le Lombard, 64 p., 9,45 €).

« Vlad »
de Griffio et Yves Swolfs

La BD vit sa septième année de paradis

Dans leurs rêves les plus fous, certains romanciers, y compris parmi les plus fêtés, doivent envier les auteurs de BD. Si le roman distingué à l'automne 2001 par le prix Goncourt, *Rouge Brésil*, de Jean-Christophe Rufin, a bénéficié d'un premier tirage de 250 000 exemplaires, le dernier album d'Astérix, *Astérix et Latraviata*, d'Albert Uderzo, a été imprimé ipso facto à huit millions d'albums, dont trois pour le seul marché francophone. Ce n'est pas un cas isolé : *L'Étrange Rendez-Vous*, deuxième aventure clonée de Blake et Mortimer due au tandem Jean Van Hamme et Ted Benoit, a été tirée à 600 000 exemplaires ; le dixième tome du *Petit Spirou*, de Tomé et Janry, à 400 000 ; le premier volume du nouveau cycle d'héroïc-fantasy intitulé *Lanfeust des étoiles*, d'Arleston et Tarquin, à 360 000.

Les ventes, elles, ne sont pas en reste. Pour le dernier album cité, 194 000 exemplaires ont trouvé preneurs, dix-huit jours après sa mise en vente, à la mi-décembre 2001. Quant à *Astérix et Latraviata*, il a littéralement pulvérisé les chiffres du secteur de l'édition francophone, avec une vente totale de 2 288 100 exemplaires, soit 400 000 de plus que l'aventure précédente d'Astérix, *La Galère d'Obélix*.

RÉEL ENGOUEMENT
Ce succès éditorial, qui ne va pas toujours de pair, loin s'en faut, avec la qualité du scénario ou du dessin, devrait toutefois donner un surcroît de tonus au 29^e Festival international de la bande dessinée d'Angoulême, qui a lieu du 24 au 27 janvier. Il est dû à l'intérêt croissant du public pour la BD, ainsi qu'à la légitimité qu'il accorde désormais à ce genre littéraire. Selon *L'Étude d'image et de notoriété* publiée en mai 2001 par le Club Entreprises du Festival d'Angoulême (qui va de la chambre de commerce et d'industrie d'Angoulême à France Télécom, en passant par McDonald's), 30 % des Français déclarent être « très intéressés » ou « assez intéressés » par la BD, notamment au sein des 18-39 ans. D'ailleurs, 25 % des personnes interrogées lisent entre un et cinq albums par an, tandis que 65 % considèrent la BD comme un « art à part entière ».

Autre preuve de l'aura qui entoure désormais le petit monde de la BD, l'enthousiasme que lui témoigne le cinéma. En 2002, outre le film *Mission Cléopâtre*, prévu pour le 31 janvier, inspiré des aventures d'Astérix et doté d'un budget qui en fait le plus important de l'histoire du cinéma français (48 millions d'euros), avec d'une distribution d'acteurs à faire pâlir n'importe quel producteur, la BD devrait fournir au septième art un riche contingent de scénarios et de héros. En plus de *From Hell*, adapté des récits retraçant la vie de Jack L'Éventreur et surtout de la BD éponyme d'Alan Moore et Eddie Campbell, sont prévues les sorties en

Alors que s'ouvre le vingt-neuvième Festival de bande dessinée d'Angoulême, le tirage des BD est en expansion, le cinéma s'intéresse de plus en plus au neuvième art, les ouvrages de référence sont légion et son activité a, pour la septième année consécutive, tiré l'édition vers le haut. Mais la saturation guette

salle de mais aussi de *Blueberry*, de Bob Morane et sa fameuse *Ombre jaune*, sans oublier les projets englobant d'autres héros de BD devenus des classiques comme *Jeremiah*, *Neige* ou *Peter Pan*.

La télévision a déjà confirmé son intérêt pour plusieurs personnages de BD qui lui assurent une forte audience auprès des enfants, mais aussi de leurs parents, qu'il s'agisse de séries d'animation comme *Lucky Luke*, *Titeuf*, *Cédric* ou de *Jack Palmer* et autres *Agrippine*...

Succès éditorial, succès médiatique, mais aussi succès d'estime. Car la BD n'est plus l'apanage de jeunes gens considérés comme de gentils atardés. Universitaires, philosophes – comme Michel Serres et son *Hergé, mon ami* (éd. Moulinsart), qui s'ajoute aux nombreux ouvrages déjà publiés

à propos du « père » de Tintin –, voire psychologues et psychanalystes, s'intéressent à ses différents aspects : portraits d'auteurs, monographies, guides, essais, ouvrages historiques, etc.

Deux livres très documentés – et, pour le second, abondamment illustré – viennent ainsi de paraître sur les origines de la BD franco-belge classique, relue à la lumière de l'invasion des « comics » américains et de la loi de 1949 sur les publications destinées à la jeunesse : *Haro sur le gangster ! La moralisation de la presse enfantine, 1934-1954*, de Thierry Crépin (CNRS Editions), et *L'Age d'or de la BD, les journaux illustrés, 1934-1944*, de Jean-Jacques Gabut (Catleya Editions). Sans oublier un *ABCaire de la BD*, de Philippe Mellot et Claude Moliterni (Flammarion), et *La Nouvelle BD : Blain, Blutch, David B., de Crécy, Dupuy et Berbérian, Guibert, Rabaté, Sfar*, de Hugues Dayez (éd. Niffle).

CROISSANCE CONTINUE

Les éditeurs sont en partie responsables de ce triple succès. Depuis sept ans, ils ont tenté d'enrayer une production excédentaire qui faillit les mener au bord du gouffre et restructuré leurs collections en les dotant parfois de vraies directions littéraires. Mais, regain d'intérêt du public aidant, et parce que les démons anciens ne sont pas si lointains, la production BD de l'année 2001 s'est établie à 1 292 nouveaux albums (contre 1 137 en 2000), selon les chiffres de Gilles Ratier, de l'Association des journalistes et critiques de BD. *Livres Hebdo* du 18 janvier évoque, quant à lui, un accroissement du nombre de titres de 25,1 % par rapport à 2000. Avec trente millions d'albums vendus en 2001 et un chiffre d'affaires estimé à 230 millions d'euros, la BD a enregistré une croissance très supérieure à la moyenne d'autres secteurs de l'édition (+ 8 %, contre + 4,5 %).

Cette recrudescence est certes due aux grandes maisons d'édition du secteur – Dargaud, Le Lombard, Casterman, Dupuis, Glénat et Vents d'Ouest, Les Humanoïdes associés, Soleil, Delcourt, etc. –, mais aussi à la multitude de petits éditeurs nés ces

« Un Monde de différence »
de Howard Cruse

dernières années. Laboratoires pour leurs aînées et tremplins pour les auteurs, Amok, Les Requins-Marteaux, Ego comme X, 6 Pieds sous terre, Pointe noire, Nuclea, etc., développent des collections au graphisme et aux récits inventifs, de l'autobiographie au « roman graphique » en passant par une relecture de l'histoire ou du fantastique, quand d'autres, plus établis mais toujours férus d'expérimentation, comme L'Association, jouent les empêcheurs de publier en rond. Il ne faudrait toutefois pas que ce renouveau de la BD se solde par une nouvelle saturation, précipitant les difficultés des ces structures éditoriales légères et menaçant les quelque 1 100 scénaristes et dessinateurs (parmi lesquels 80 femmes seulement...) qui vivent aujourd'hui, tant bien que mal, de leur art.

Yves-Marie Labé

Victor Hugo « cartooniste »



De haut en bas, et de gauche à droite :
1) Pista va chez les filles.
2) Pista convoite une jolie femme.
3) Pista reçoit le prix de poésie à l'Institut.
4) Pista a la croix d'honneur et crie : vive le roâ !
5) Pista monte la garde et appelle les républicains sacrés cochons.
(in Album de « Choses à la plume », vers 1835, édition Massin, tome XVII, n° 42-43 (1967))



ÉCRIVAINS

Les Editions Bénévent publient de nouveaux auteurs

Envois de manuscrits :
Editions Bénévent
9 rue Boyer - 06300 Nice
Tél : 04 93 26 90 93

livraisons

AUTOBIOGRAPHIE

● **PILULES BLEUES**, de Frederik Peeters
Frederik rencontre Cati. Elle est séropositive, comme son fils de trois ans. Tous deux doivent se soumettre à la trithérapie. Débute pour le jeune homme une liaison tamisée par l'anxiété et les questions, mais irradiée par l'« admiration amoureuse » qu'il porte à la jeune femme, à son courage et à son désir de vivre. Commence aussi pour lui une réflexion sur la médecine et son pouvoir, la science et ses interrogations, la société et ses classifications, ponctuée par des visions oniriques où gambade un mammoth citant Epictète ou Oscar Wilde. Ce roman en noir et blanc sur l'amour au temps du sida, exceptionnel par son ton dénué du moindre apitoiement sur soi-même, est aussi un bouleversant témoignage sur le pouvoir des sentiments et sur la quête du bonheur, envers et contre tout. (éd. Atrabile, « Flegme », 200 p., 19,82 €).

● **LA VALSE DES ALLIANCES**, de Will Eisner
L'Américain Will Eisner, 84 ans, qui créa le fameux *Spirit* en 1941, explore depuis les années 1970 une veine plus intimiste et sociale. Ses « romans graphiques » racontent le quotidien du petit peuple du Bronx ou de Brooklyn, quartiers de son enfance. Fin connaisseur de la condition humaine, Eisner dépeint ici les stratégies d'ascension sociale fondées sur le mariage. Lucidité redoutable et humour acide pour cette savoureuse galerie de portraits (éd. Delcourt, 168 p., 13,95 €).



« Le Scorpion 2 », de Marini et Desberg

● **PEEP SHOW**, de Joe Matt
Joe Matt se décrit, sans concessions, en jeune mâle nord-américain d'aujourd'hui, coïncé par ses obsessions sexuelles envahissantes et une morale progressiste étouffante. L'auteur évoque à la fois Woody Allen (pour les interrogations existentielles), Robert Crumb (pour l'acuité du trait et l'apitoiement sur soi-même) et... Bridget Jones (pour le grand vide de sa vie amoureuse). Un autoportrait sauvé de la complaisance par une acuité et un humour réjouissants (éd. Les Humanoïdes associés, 176 p., 13,90 €).

● **LA GUERRE D'ALAN**, tome 2, d'Emmanuel Guibert
Deuxième volet de la biographie d'Alan Ingram Cope, mise en images par Emmanuel Guibert, qui rencontra par hasard, en 1994, ce vieil Américain installé en France, avec qui il devint ami. Guibert fait le récit de sa vie avec un trait épuré, en refusant effets spectaculaires et décors superflus, afin de se concentrer sur les sentiments d'Alan Cope. Une BD très littéraire (éd. L'Association, 96 p., 15 €).

AVENTURES

● **LES GLACES, ISAAC LE PIRATE**, tome 2, de Christophe Blain
Au XVIII^e siècle, le peintre Isaac Sofer accepte d'embarquer aux côtés de Jean Mainbasse, ex-pirate en quête de terres nouvelles. Mainbasse lui promet l'Amérique et, peut-être, la fortune. En échange, Isaac doit immortaliser ses exploits. Le voyage est long, et l'issue incertaine... Christophe Blain renouvelle avec bonheur le récit de pirates. Ici, pas de combats épiques ni de héros flamboyants. Mais un époustouffant talent de dessinateur, au trait hachuré et spontané, relevé par de superbes aplats de couleurs (éd. Dargaud, 48 p., 9,45 €).



« Berlin, la cité des pierres », de Jason Lutes

● **LE SECRET DU PAPE, LE SCORPION**, tome 2, de Stephen Desberg et Enrico Marini
Yeux de velours, fine barbiche, le Scorpion a tout de l'aventurier. Quand il ne trafique pas des reliques anciennes, il conquiert les cœurs, sur les toits de Rome. Un tatouage sur l'épaule lui vaut la haine farouche d'un certain cardinal Trebaldi... Un zeste de *Fanfan la Tulipe*, une pincée de *Scaramouche* : le Scorpion est digne des grands romans populaires d'antan. Et le trait de Marini insufflé au récit la fougue des histoires de cape et d'épée (éd. Dargaud, 48 p., 9,45 €).



« La Ligue des gentlemen extraordinaires », d'Alan Moore et Kevin O'Neill

● **ZONE ROUGE, VLAD**, tome 3, de Swolfs et Griffo
Thriller futuriste inquiétant, dans le cadre de la Russie en pleine déliquescence des années 2050, sillonnée par Vlad, parti à la recherche de son frère jumeau, disparu alors qu'il détenait des documents ultrasécurs. Le trait réaliste de Griffo sert à merveille ce récit imprégné de teintes froides, en harmonie avec l'univers de désolation décrit par les deux auteurs (éd. Le Lombard, 48 p., 9,45 €).

● **L'ÉTRANGE RENDEZ-VOUS**, de Jean Van Hamme et Ted Benoît
Créés par Edgar P. Jacobs, disparu en 1987, Blake et Mortimer sont devenus deux figures légendaires de la BD franco-belge. Depuis 1996, les personnages renaissent grâce à de nouveaux auteurs respectueux de l'esprit de la série originale, au point d'être parfois verbeux et de bâtir des scénarios d'une complexité dépassant celle du maître. Le scénariste Jean Van Hamme (*XIII, Thorgal*) renoue ici avec le thème de la science-fiction chère à Jacobs, Ted Benoît se montre fidèle à son style graphique. L'infâme Orluk, âme damnée de ces aventures, n'a, quant à lui, rien perdu de sa superbe (éd. Blake et Mortimer, 64 p., 12,50 €).

POLICIERS

● **DE L'INCONVÉNIENT D'ÊTRE MORT, GREEN MANOR**, tome 2, de Vehlmann et Bodart
Ce récit met en scène les membres respectables d'un club londonien de l'époque victorienne, imaginant le crime parfait. Leur devise : le meurtre n'est rien sans un peu d'élégance. Le trait jovial et ironique de Bodart traduit parfaitement l'humour noir de ce recueil de nouvelles, qui doivent autant au *Mystère de la chambre jaune*, de Gaston Leroux, qu'aux récits de meurtres en chambre close signés John Dickson Carr (éd. Dupuis, 46 p., 9,29 €).

● **LE CHOUCAS N'EN MÈNE PAS LARGE, LE CHOUCAS**, tome 4, de Lax
Ancien ouvrier victime de l'horreur économique alors qu'il aborde la cinquantaine, le Choucas s'est reconverti en détective. Collectionneur des livres de la Série noire, il découvre que la vie d'un privé ne ressemble pas toujours à celle de ses lectures favorites... Lax affirme un ton original dans l'univers très balisé du roman noir. Son trait souple, ses astuces graphiques, ses textes empreints d'humour et truffés de références confèrent un ton savoureux à cette série (éd. Dupuis, 48 p., 8,70 €).

● **AU BORD DU CANAL**, de Bruno Heitz
Où l'on retrouve le perspicace Hubert, épicière-détective de Beaulieu-sur-Morme, dans cette sixième aventure dont le charme tient aussi à l'évocation de la France en noir et blanc des Jura 4, des *Economia* de village et des prêtres en soutane (quoique ici les confessionnaux s'avèrent lieux périlleux). Abandonnant une enquête chilienne, Hubert furète entre Beaucaire et Tarascon, où le danger n'a rien d'une fable à la Tartarin (Seuil, « Roman graphique », 120 p., 8,99 €).

ADAPTATIONS LITTÉRAIRES

● **CROCHET, PETER PAN**, tome 5, de Régis Loisel
Parution événement du Festival d'Angoulême, ce cinquième et avant-dernier tome d'une adaptation très libre du roman de James Matthew Barrie s'inté-

resse surtout au fameux capitaine Crochet. Régis Loisel a inventé un passé de gamin des rues londoniennes à son Peter Pan, qui cherche à fuir la misère et à oublier le manque d'amour en inventant de belles histoires pour ses copains orphelins. L'histoire de Loisel se termine au moment où commence le roman de Barrie, et propose une vision sombre et tourmentée, très loin de celle, idéalisée, de Walt Disney (éd. Vents d'ouest, 56 p., 12 €).

● **IBICUS**, tome 4, de Pascal Rabaté
Quatrième et dernier volet de la saga de Siméon Nevzorof. Adapté d'un roman d'Alexis Tolstoï (et non Léon...) écrit en 1924, *Ibicus* conte le destin d'un aventurier cynique et velléitaire, pris dans le maelström de la révolution russe. Dans cette fable au dessin expressionniste, Siméon aura endossé tous les rôles : faux comte mais véritable escroc, espion raté, organisateur de courses de cafards. Une épopée grinçante et dérisoire, à la morale incertaine mais pétrie de drôlerie (éd. Vents d'ouest, 144 p., 17,99 €).

HISTOIRE

● **BERLIN, LA CITÉ DES PIERRES**, de Jason Lutes
Premier tome de la trilogie conçue par l'Américain Jason Lutes, *Berlin* plonge dans les années déléterées de la République de Weimar, via les regards d'un journaliste de la *Weltbühne* et d'une artiste peintre, Marthe Muller. Ce récit en noir et blanc mélange avec un égal bonheur graphique les plans serrés et les vues panoramiques de la capitale du futur Reich, tout en croisant sa trame romanesque avec l'itinéraire de personnages historiques (von Hindenburg, Rosa Luxemburg, Franz Masereel, etc.), et en fourmillant de détails sur le quotidien du petit peuple berlinois. Dans la lignée du *Maus* d'Art Spiegelman (une des lectures fétiches de Jason Lutes), une BD ambitieuse, portée par un souffle



« Persepolis », de Marjane Satrapi

narratif fertile en rebondissements et par un trait d'une impeccable précision (Seuil-BD, 220 p., 20 €).

FANTASTIQUE

● **LA LIGUE DES GENTLEMEN EXTRAORDINAIRES**, d'Alan Moore et Kevin O'Neill
Quand les grands héros de la littérature populaire se rencontrent, ils forment la Ligue des gentlemen extraordinaires... Le capitaine Nemo, Allan Quatermain, Auguste Dupin, l'Homme invisible, Sherlock Holmes et le docteur Jekyll se réunissent afin de contrecarrer les projets néfastes de Fu Manchu et du docteur Moriarty. Un scénario surprenant bâti par Alan Moore, figure de proue de la BD anglo-saxonne, à qui l'on doit notamment *From Hell*, volumineuse « autopsie dessinée » de Jack l'Éventreur (éd. USA, 152 p., 25 €).



« Grand vampire, Cupidon s'en fout », de Joann Sfar

● **ANGOISSE, DYLAN DOG**, tome 3, de Tiziano Sclavi et Carlo Ambrosini
Dylan Dog exerce une profession originale : enquêteur en cauchemar. Avec son assistant, sosie de Groucho Marx, il est confronté au surnaturel tapi derrière l'anodin, en l'occurrence une projection du film *Angoisse*. Cette série italienne à l'ambiance oppressante, créée dans les années 1980, compte un admirateur de choix : Umberto Eco (éd. Hors collection, 96 p., 10,60 €).



« Le Minuscule mousquetaire », de Joann Sfar

● **CUPIDON S'EN FOUT, GRAND VAMPIRE**, tome 1, de Joann Sfar
Les aventures nocturnes de Fernand, vampire gentil et trouillard qui mord ses victimes d'une seule dent afin qu'elles croient à une simple piqûre de moustique. Imagination foisonnante, coup de crayon allègre : Joann Sfar est un authentique conteur. Mais, derrière la fantaisie et la tendresse, se devine l'inquiétude face à la mort et à la disparition des êtres chers... Un des auteurs les plus inspirés et les plus inventifs de la nouvelle BD (éd. Delcourt, 48 p., 9,45 €).

HUMOUR

● **L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS, LE MINUSCULE MOUSQUETAIRE**, tome 1, de Joann Sfar
Les tribulations d'un fier mousquetaire, transformé malgré lui en un personnage lilliputien après avoir absorbé une potion amaigrissante. Plongé dans un univers en miniature gouverné par les femmes, il devient modèle à l'Académie des beaux-arts et se pose quantité de questions existentielles... Humour et aventures, poésie et loufoquerie : le petit monde imaginé par Sfar ressemble à du Dumas revisité par Jacques Prévert et Lewis Carroll. Un délice (éd. Dargaud, 48 p., 9,45 €).

● **MAX ET NINA : POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE**, de Dodo et Ben Radis
Max et Nina se sont mariés. Voyage de noces, câlins, yeux dans les yeux, etc. Après les effusions, les désillusions. La vie de couple n'est pas une sinécure, et les petites incompréhensions du quotidien virent vite au rouge danger. Surtout quand il s'agit de supporter les peines de cœur d'un ex, d'héberger une grand-mère invivable ou d'accompagner dans sa mesure une héritière branchée en permanence sur son karma. Dessinée avec une avalanche de détails qui contribuent à la véracité de cette plongée dans le couple, cette incursion drolatique n'est pas sans arrière-pensées autobiographiques de la part des auteurs. Jalonné de remarques d'une justesse qui plongera dans un abîme de réflexions tout bipède se posant la question du bien-fondé d'une vie à deux, un récit réjouissant, à l'humour abrasif (Albin Michel, 64 p., 12,50 €).

Sélection réalisée par Yves-Marie Labé et Christophe Quillien

Labro, portraits et autoportrait

Mitterrand, Platini, Kennedy, Hemingway... sous le regard d'un journaliste attentif à leur parole, surtout à leur geste et qui ne craint pas l'admiration

JE CONNAIS GENS DE TOUTES SORTES

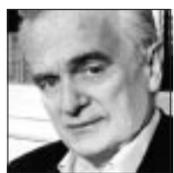
de Philippe Labro.
Gallimard, 346 p., 19,50 €.

Romanier, cinéaste, homme de radio, de télévision... Philippe Labro a construit son destin sur cet éclectisme. Pourtant, la soixantaine venue, s'il se retourne sur son parcours, quelque chose y tient une place à part, fondatrice : le journalisme de presse écrite. Et pas seulement parce qu'il a débuté par là, mais parce qu'il a toujours le besoin d'y revenir, parce qu'il aime observer, écouter, puis décrire. Par-dessus tout, il aime admirer, et l'exercice du portrait journalistique est une manière très agréable de dire son admiration, et aussi de confier quelque chose de soi de façon très détournée. C'est tout un jeu entre la révélation et la suggestion, entre l'aveu et la dissimulation, que Labro manie à merveille.

Peut-être aurait-on aimé que l'ai connu gens de toutes sortes soit aussi un album, que des photos accompagnent le texte. Mais, finalement, il vaut sans doute mieux que le texte soit seul, ouvrant le champ du rêve, de la reconstruction, de l'imagination. Vingt personnages sont là, sous le regard de Philippe Labro, attentif à leurs paroles, certes, mais plus encore à leur corps, à leurs gestes, à leur posture. Il a écrit ces portraits pour *Vogue*, dans les années 1970, pour *Le Point*, dans les années 1980, pour *Le Monde*, à la fin des années 1990. Il les rassemble en un volume et les commente, car le temps a passé, les modèles ont changé, ou sont morts, et le rédacteur a vécu et changé lui aussi.

Labro a une curiosité inlassable. Tout et tous l'intéressent, François Mitterrand comme Jean-Paul Goude, Michel Platini comme Jean-Jacques Goldman, Francis Fukuyama

comme Jack Nicholson ou Katherine Graham, la patronne du *Washington Post*, morte à l'été de 2001 et seule femme de ce livre – Labro s'en explique avec une honnêteté désarmante... Ce qui n'empêche pas, bien sûr, les préférences, les fascinations – Kennedy ou Romain Gary –, voire l'amitié, l'affection – Pierre Lazareff ou Jean-Pierre Melville. Lazareff, le maître, à coup sûr : « Pierre Lazareff est mort en 1972. Au milieu des années 70, puis dès 1980, dans l'univers de la presse



Extrait

« Voici que Papa (...) murmure, dans l'indifférence générale (...): "Je sais qu'il existe une autre dimension mais je n'arrive pas à l'atteindre." C'est quoi, "l'autre dimension"? L'inaccessible étoile? Connaissions-nous un seul génie (...) qui n'ait pas cherché sa "note bleue" et qui, l'ayant trouvée, n'en soit pas moins resté insatisfait, avide, obsédé, ou plutôt ignorant qu'il l'avait trouvée? A quel moment de sa création littéraire Papa Ernest a-t-il touché l'autre côté de la frustration, la pleine et savoureuse sensation de baigner dans la grâce? » (p. 85)

– puis dans ce que l'on appelle définitivement la communication –, ce genre d'homme n'a plus refait surface. On est passé à un autre univers, d'autres méthodes, d'autres objectifs, d'autres caractères, d'autres exigences, capitalistiques en particulier. C'est ainsi, chaque époque engendre ses monstres, ses anges, ses génies. Pour Lazareff, le moule est cassé. Et l'époque, qui fabriquait ces moules, l'est aussi, cassée. » Melville, personnage hors norme, cinéaste qui éblouissait le jeune Labro : il est mort d'une rupture d'anévrisme, à 54 ans, un soir qu'il dînait avec Philippe Labro ; tout cela est dit avec une émotion contenue, sans exhibitionnisme, mais avec la volonté claire de rendre à cet homme singulier un hommage particulier, choisi.

John Fitzgerald Kennedy et Ernest Hemingway sont plus lointains, et cet éloignement permet à

Philippe Labro plus de liberté et plus d'autoportrait, finalement. Le « style Kennedy », son charisme, l'énigme jamais résolue de son assassinat, sa femme, si mal traitée en privé mais s'activant, en public, pour embellir l'image du jeune président des Etats-Unis... tout cela fonde un mythe que même les révélations sur « le dark side de l'icône » – Labro les traite comme il convient – ne parviennent pas à ternir. Et Labro, comme tant d'autres, gardera toujours en

lui quelque chose de JFK. Toutefois, son « grand homme », ce n'est pas Kennedy, mais Hemingway, qui lui fournit les vingt plus belles pages de ce livre, pour honorer une dette éternelle envers l'homme qui l'a aidé à trouver sa « longueur d'onde », comme disait Morand. Hemingway « statue du Commandeur de la littérature américaine », Hemingway l'absolue lucidité, Hemingway modèle inimitable, inégalable, Hemingway qui autorise Labro, contre tant de ses contemporains se croyant « arrivés » et s'exerçant au mépris universel, de montrer que savoir admirer est une preuve d'intelligence de la vie.

Josyane Savigneau

★ A signaler : *Lettres d'Amérique, de Philippe Labro et Olivier Barrot, une série de rencontres avec des romanciers américains* (Nil, 300 p., 19,70 €)

Yourcenar entrevue

Les vingt-trois entretiens choisis par Maurice Delcroix ne brossent pas un portrait univoque de l'écrivain

PORTRAIT D'UNE VOIX

Vingt-trois entretiens accordés par Marguerite Yourcenar 1952-1987

Textes réunis, présentés et annotés par Maurice Delcroix, Gallimard, « Cahiers de la NRF », 480 p., 27,90 €.

Incidentement, au terme d'une lettre à son neveu Georges de Crayencour, en date du 28 mai 1979 – et mentionnée dans l'anthologie établie par Michèle Sarde et Joseph Brami (1) –, Marguerite Yourcenar évoque la visite à Petite Plaisance de Jacques Chancel et de l'équipe de techniciens venus réaliser les enregistrements d'une « Radioscopie » exceptionnelle (2) et commente les limites d'un exercice qui ne lui a jamais paru sans danger : « On se demande pourquoi les médias obligent un écrivain à parler sur tous les sujets, alors que son métier est d'écrire sur quelques-uns. Mais je sens que l'éditeur y tient pour des raisons publicitaires (...). Et surtout quand on vit à l'étranger, on ne peut guère couper tous les ponts. »

Il est vrai que, la retraite américaine de l'écrivain, dans une île de l'Etat du Maine, complique singulièrement la tâche de ceux qui entendent obtenir, en marge de l'œuvre, confidences personnelles, secrets de fabrication, ou mieux pistes d'interprétation et – mais cela reste exceptionnel – authentique dialogue fondé sur la double intelligence du texte. Face à un interlocuteur trop dilettante, Yourcenar soupire : « A quoi bon traverser l'océan?... (...) Il serait plus facile et moins coûteux (...) de lire mes livres où ma pensée s'exprime à chaque ligne. »

Les lecteurs de l'écrivain savent avec quelle incurable précaution Marguerite Yourcenar multiplia les paratextes (préface, note, carnets de notes, post-scriptum...) visant autant à éclairer le lecteur sur la genèse du texte, les révisions successives dont il fut l'objet, la réécriture étant l'une de ses obsessions récurrentes, qu'à proposer un subtil tuteur au texte livré sans défense à un lecteur prédateur dont elle se défie. Au point de rendre indispensable la publication conjointe de cet arsenal de commentaires à chaque réédition du texte. Aussi peut-on s'étonner qu'on puisse ranger au nombre de ses œuvres – ce que

fait un peu cavalièrement Gallimard pour la présente anthologie d'entretiens – une parole aussi peu contrôlée. D'autant que, par deux fois, la dame avait accepté l'idée d'une publication d'entretiens, exercices assimilés par elle « au jeu de la roulette russe », le dé clic demeurant toujours aléatoire « au milieu d[e] douzain[e]s de questions parfaitement vaines » (avec Patrick de Rosbo [Mercur de France, 1972], puis Matthieu Galey [Centurion, 1980]).



« Portrait d'une voix »

Reprise d'un commentaire de Marguerite Yourcenar sur l'optique de son évocation de l'empereur Hadrien, la formule mériterait la marque du pluriel, les vingt-trois entretiens retenus sur les quelque cent soixante rendez-vous médiatiques recensés ne brossent pas un portrait si univoque. Le calendrier des rencontres, étiré de 1951 à 1987, comme leur rythme, la complicité de l'interlocuteur et sa connaissance de l'œuvre s'avèrent des éléments déterminants pour espérer atteindre l'écrivain.

Toutefois, comme le chercheur, le lecteur qui avait apprécié la précieuse publication de *Sources II*, dans la même collection (1999) ne boudera pas le plaisir d'entendre une fois encore, malgré l'incertitude d'une leçon dont on voit mal comment elle pût être contrôlée, la voix légèrement traînante, déserte et volubile de Marguerite Yourcenar. Fût-ce au hasard d'un corpus disparate – en annexes, la remarquable bibliographie établie par Françoise Bonali-Fiquet, est l'un des atouts de la présente édition, où les présentations succinctes sont parfois naïvement sentencieuses.

Avec un souci chronologique louable, Maurice Delcroix a retenu deux douzaines de rencontres médiatiques, sensiblement celles sélectionnées dans la biographie de Josyane Savigneau (Gallimard, 1990), introduisant deux angles correctifs cependant. Il privilégie ainsi les interlocuteurs flamands (ce qui nous vaut une brève mais passionnante conversation de 1979 – l'année de « Radioscopie » et d'« Apostrophes » – avec Léo Gillet, qui récidiva sept ans plus tard [dialogue paru dans la NRF d'avril 1995]) comme les moments télévisés (outre Pivot, Denise Bombardier ou Francesca Sanvitale). Si le premier parti pris peut s'entendre, même si parfois l'affabilité de bon aloi de certains échanges frustré

ou banale. » Le ton est donné. Et la nécessité du propos en même temps.

Il serait cependant injuste de s'en tenir au facile repérage des répétitions – l'interlocuteur dialogue rarement au niveau de l'œuvre, l'argument d'actualité (publication, distinction littéraire, réception à l'Académie bien sûr) justifiant seul souvent la rencontre – et de déplorer le peu d'envergure de certains partenaires (l'article de Paul Guth désolé presque d'entrée). Au hasard du dialogue, le trait malicieux ou cinglant qui fit la signature de l'écrivain légitime l'entreprise. Doit-on se débarrasser de tous les hasards des curiosités pèse davantage que la volonté personnelle d'apparition médiatique de l'écrivain ? Ce n'est que dans son œuvre qu'on peut rencontrer Yourcenar. Ici, on se contentera de l'entrapercevoir.

Ph.-J.C.

(1) *Lettres à ses amis et quelques autres* (Gallimard, 1995, lire « Le Monde des livres » du 14 avril 1995).

(2) Le texte de l'émission, diffusée sur France-Inter en juin 1979, a été publié aux éditions du Rocher (1999).

Parlez-moi d'amour

Passion, jalousie, rupture, sexualité... autant de thèmes que Jérôme Clément a abordé des femmes – écrivains, cinéaste, chorégraphe... Instructif et passionnant

LES FEMMES ET L'AMOUR

de Jérôme Clément.
Stock/France-Culture,
430 p., 21,30 €.
En librairie le 6 février

Elles sont seize femmes. Ecrivains pour la plupart (Edmonde Charles-Roux, Françoise Giroud, Dominique Rolin, Irène Frain, Alice Ferney, Catherine Millet, Camille Laurens, Emmanuelle Bernheim, Elisabeth Badinter, Catherine Clément) et aussi peintres, plasticiennes (Lydie Aryckx, Annette Messager), cinéaste (Catherine Breillat), chorégraphe (Karine Saporta), comédienne (Geneviève Page) et gynécologue (Anne de Kervasdoué). Et, face à ce très bel aréopage, un homme, Jérôme Clément, autour d'un sujet unique et pour le moins inépuisable : l'amour. Sans doute, les auditeurs de France-Culture ont-ils encore en mémoire ces entretiens

réalisés par le patron d'Arte France au cours de l'été 2001. Ou plus exactement de ces extraits de conversations qui nous sont restituées cette fois dans leur intégralité.

Seize femmes donc et autant d'expériences singulières, de points de vue, d'analyses : sur la perception des prémices de l'amour, sa « construction » dans le temps, la passion (évoquée souvent comme destructrice) ; la notion de fidélité et son corollaire la jalousie (unaniment perçue comme un poison à combattre) ; la séparation (qu'Alice Ferney ou Camille Laurens associent à la mort) ; l'absence (ce « vide impossible à remplir » pour Françoise Giroud, qui « ravive la présence » selon Lydie Aryckx) ; la solitude (« à deux », Irène Frain) ; le rôle de la sexualité (une quête vers l'amour, Catherine Millet, et un « langage de la pensée », Catherine Breillat) ; ou encore l'évolution des mœurs (mais non des mentalités pour toutes ou presque) qui aboutit à un rapport

plus complexe entre hommes et femmes (Elisabeth Badinter)...

Passionnantes tant par la richesse que la diversité des thèmes abordés, ces conversations le sont aussi pour ce qu'elles révèlent du rapport intime et nécessaire avec l'acte de création. Ainsi que l'expliquent Dominique Rolin (« L'amour doit devenir écriture »), Lydie Aryckx (« Il faut être amoureux pour créer »), Catherine Breillat (« Le cinéma, c'est du désir, c'est ce que je privilégie. Nous ne sommes pas éduqués pour savoir que la chose la plus importante de la vie, son mouvement, c'est le désir ») ou Annette Messager (« L'amour (...) c'est un état où se perdre et se trouver comme le travail : on se met en état amoureux »).

Au final, loin de tenter une impossible conclusion, Jérôme Clément a préféré se prêter aux questions d'une femme, Laure Adler. Prélude peut-être à une suite que nous appelons de nos vœux.

Christine Rousseau

Julien Gracq tient parole

Tandis que Philippe Le Guillou relate une visite à Saint-Florent, l'auteur du « Rivage des Syrtes » signe un livre rassemblant les rares entretiens qu'il a accordés.

ENTRETIENS

de Julien Gracq.
Ed. José Corti, 316p., 18,50 €.

LE DÉJEUNER DES BORDS DE LOIRE

de Philippe Le Guillou.
Mercur de France, 92 p., 9,50 €.
En librairie le 6 février

Julien Gracq s'est peu confié aux journalistes, encore moins aux caméras de télévision. Ce choix du retrait, de quelque manière qu'on l'interprète, il le partage avec un nombre réduit d'écrivains du XX^e siècle. Cette attitude donne à sa parole, lorsqu'elle est enfin émise ou publiée, un poids auquel ne peut évidemment prétendre un discours multiplié et ininterrompu.

En rassemblant, dans l'ordre chronologique, sept entretiens de l'écrivain, donnés de 1970 à 2001, les éditions José Corti – éditeur fidèle à Gracq depuis 1938 – confèrent à ce livre la dignité d'une œuvre. La dix-neuvième, selon la liste des titres inscrits à la rubrique « du même auteur », et peut-être dernière si l'on songe à l'âge de Gracq (né en juillet 1910). Enfin, chacun des textes ici rassemblés (sauf un entretien radiophonique avec Jean Roudaut, jamais diffusé) a déjà été publié dans un journal (dont *Le Monde*) ou une revue ; quatre d'entre eux figurent dans le second volume des *Œuvres complètes* de Gracq dans « La Pléiade » (1995).

Nous ne sommes pas ici en présence d'une parole spontanée, directe, tenue devant des interlocuteurs de hasard ou de circonstance. Il est très

probable que ces dialogues ont été écrits ou réécrits par l'intéressé, à la virgule près. S'il y a eu, au départ, échange verbal réel, ce qui est donné à lire à l'arrivée, a été dument contrôlé et avalisé par l'écrivain. C'est d'ailleurs lui qui signe seul l'ouvrage, éclipse (très logiquement) les interrogateurs. De plus, Julien Gracq répu gnant autant à la confession intime qu'aux considérations générales sur le monde tel qu'il est ou devrait être, toutes les questions et leurs réponses ont la littérature et ses alentours pour sujet. Les interrogations à tonalité biographique elles-mêmes conduisent, ramènent, aux livres, vecteurs exclusifs du rapport au lecteur. Les réponses éclairent les œuvres, non au titre d'une critique ou d'un commentaire, mais à celui de la connaissance que l'auteur possède lui-même de son travail, de son origine et de sa signification.

Une stature d'homme de lettres se met ainsi en place, que l'écrivain maîtrise tant qu'il est là pour le faire. Précisons que la parfaite probité et la hauteur du propos de Julien Gracq, le détachement qu'il a toujours manifesté à l'égard des prestiges mondains ou sociaux, la conscience enfin qu'il a de son art, l'éloignent de tout soupçon de calcul vulgaire ou vaniteux. Le dernier entretien qui figure dans le volume, accordé l'an dernier à Bernhild Boie, a d'abord paru dans la revue de génétique textuelle, *Genesis* (1), précédé de la reproduction de quelques pages manuscrites de Gracq. Symbole peut-être d'une ouverture vers des travaux futurs où cette volonté de maîtrise n'aura plus valeur que d'anecdote.

Cette image traditionnelle de l'auteur parvenu, de son vivant, à une sorte de gloire, le livre de Philippe Le Guillou (2), qui relate une visite « à Saint-Florent-le-Vieil, au bord de la Loire lumineuse, le vendredi 6 février 1998 », en témoigne à sa manière. Livre de piété et d'admiration, ce *Déjeuner des bords de Loire*, dessine le profil éblouissant de l'écrivain – cette fois hors de son contrôle. Seul dans sa grande maison de famille depuis la mort, en 1996, de sa sœur, il apparaît dans une lumière déclinante, entouré de ses souvenirs, assis au-dessous de son portrait par Hans Bellmer. « Je vis parfois des journées cafardées... » C'est l'unique confiance de cet homme infiniment pudique et réservé, attentif à son interlocuteur, parlant « sans amertume, dans un mouvement de pessimisme lucide ». Il paye à nouveau sa dette à l'égard du surréalisme et de Breton et parle aussi, sans insistance, avec amusement, de son antipathie pour François Mitterrand, dont il déclina un jour l'invitation à se rendre à l'Élysée, avec la reine d'Angleterre. Ce que Le Guillou nomme la « parabole de l'ermite de Saint-Florent » prend corps. L'intéressé récuserait-il l'image ?

Patrick Kéchichian

(1) Ed. Jean-Michel Place, n°17, 2001, 192 p., 29,73 €.

(2) Romanier et auteur, notamment, d'un essai sur Gracq (*La Table ronde*, 1991).

★ Signalons également l'essai de Jacques Carion, *Julien Gracq et la poétique du paysage* (éd. La Renaissance du Livre, 50 p., 6 €).

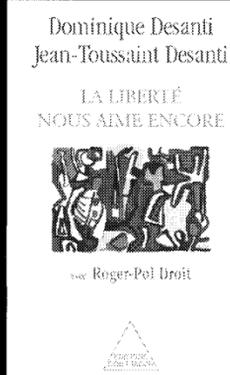
Dominique Desanti Jean-Toussaint Desanti

avec Roger-Pol Droit

LA LIBERTÉ NOUS AIME ENCORE

Mémoires intellectuels et politiques

EDITIONS ODILE JACOB



334 p. 21,50 € 14103 F

La furie et la rêveuse

Avec Estelle, redoutable poison qui transforme le foyer familial en guerre de tranchées, et Imogène qui préfère l'imaginaire livresque au réel, Anne Fine nous offre deux délicieuses et piquantes héroïnes

LA GUERRE SOUS MON TOIT (The Book of the Banshee) d'Anne Fine.

Traduit de l'anglais par Dominique Kugler, L'Ecole des loisirs, « Medium », 182 p., 10 €. A partir de 11 ans

MAUVAIS RÊVES (Bad Dreams) d'Anne Fine.

Traduit de l'anglais par Tessa Brisac, L'Ecole des loisirs, « Neuf », 196 p., 10,50 €. A partir de 9 ans

L'humour, c'est connu, ne résiste pas à la définition. Tâchez de le cerner, il disparaît aussi sec. Faites l'expérience avec Anne Fine : prenez l'Eurostar, écoutez, observez, interrogez cette grande dame de la littérature et de l'humour anglais. Puis rendez-vous à l'évidence : le mystère demeure entier. Bien sûr, on peut mettre des mots sur les choses : ironie, férocité, mordant des dialogues, sens terrible de la psychologie. Mais au fond, cette femme n'y peut rien. Elle a le sens de l'humour comme elle a les yeux bleus. Elle fait rire tous ceux qu'elle approche, « les grands (1), les petits, les mamies, les chats, les perroquets ». C'est pour cela que les Britanniques l'ont élue, après Quentin Blake, « Children's Laureate », c'est-à-dire, en quelque sorte, « ambassadrice de la littérature de jeunesse » pour les deux années à venir.

Dernièrement, à l'Institut français de Londres, Anne Fine conversait avec la romancière Agnès Desarthe, qui est aussi l'une de ses traductrices à l'Ecole des loisirs (2). Anne Fine : « J'écris parce que je n'aime pas tellement être avec les autres, surtout ceux qui me ressemblent. » La vie de bureau l'épouvante : « Le week-end, la grand-mère, les dix façons d'arroser son géranium : cela me donne des envies de meurtre. Il vaut mieux pour tous que je sois écrivain. » L'écriture comme mesure de précaution ? Sa plume canalise les pulsions assassines qu'elle transforme en irrésistibles jeux de l'esprit. Et comme « rien n'est sérieux en ce bas monde, que le rire », Anne Fine – qui est née à Leicester en 1947 – a passé trente ans derrière son bureau à écrire : « Quand je pense que j'aurais pu mener une vie normale ! »



JULIAN EDELSTEIN/RAPHO

Même ceux qui croient ne pas la connaître ont un jour croisé ses histoires. *Madame Doubtfire*, par exemple, c'est elle. Les affres de ce père divorcé – incarné à l'écran par Robin Williams –, qui n'hésite pas à se déguiser en femme de ménage pour retrouver ses trois enfants tous les soirs, lui ont valu un immense succès. Mais l'on s'amusera tout autant avec les mésaventures de ses cancre indécrottables (*Comment écrire comme un cochon*), les cruautés de ses abominables vieilles tantes (*Assis ! Debout ! Couché !*) ou les déboires cuisants de ses apprenties séductrices (*Charm School*, pas encore traduit).

Pour les plus grands, cette rentrée de janvier apporte deux nouveautés délicieuses. *La Guerre sous mon toit*, est l'hilarant portrait d'une adolescente en pleine rébel-

lion, Estelle, une ex-charmante petite fille devenue du jour au lendemain une véritable furie. L'ambiance familiale est un enfer. La mère, après une journée de travail, doit rentrer chez elle par la fenêtre du salon pour souffler un peu avant d'affronter sa fille. Dès le petit déjeuner, la mauvaise humeur d'Estelle « se répand comme un gaz toxique » sur un champ de bataille. Malheur à qui arrive à table sans son casque intégral. Toute l'habileté d'Anne Fine éclate dans ce parallèle entre cette guerre d'usure domestique et les grandes heures du premier conflit mondial – lequel passionne le jeune frère d'Estelle, Will. Le moral du reste des troupes, c'est-à-dire de l'entourage, est lui aussi particulièrement bien vu, oscillant entre la combativité courageuse, la passivité molle et le total découragement.

Mauvais rêves appartient à une veine plus inhabituelle. La petite Imogène, est tellement en empathie avec les livres que leurs mondes imaginaires sont pour elle comme des univers réels. Impossible d'approcher une histoire triste sans trembler de la tête aux pieds. Imogène, cette créature étrange, est sûrement un cas pathologique. Mais quelle aubaine pour Mel, qui préfère les livres aux êtres humains, de l'avoir rencontré.

Littérature, divorce, féminité, adolescence... : les livres d'Anne Fine ont toujours un substrat extrêmement sérieux. C'est évidemment pour cela qu'ils font mouche à tout coup. Ils détendent, désangoissent, décomplexent, désinhibent. Par les temps qui courent, cela n'est vraiment pas un luxe !

Livraisons

● DES INVITÉS BIEN ENCOMBRANTS, d'Annalena McAfee



Kaléidoscope réédite cet album, publié par Flammarion en 1984, sur le thème de la famille recomposée. C'est la première manière d'Anthony Browne, mais on y trouve, parfaitement aboutis, tous ses signes distinctifs : mur de brique, damier, main de gorille pour figurer l'intrusion de l'imaginaire (ill. d'Anthony Browne, Kaléidoscope, 36 p., 13,50 €. Dès 5 ans). Autre réédition du grand illustrateur britannique, Prix Andersen, *Hansel et Gretel*, le conte des Grimm revisité, sans grands singes, mais avec une inoubliable marâtre (Kaléidoscope, 36 p., 12,50 €. Dès 4-5 ans). Et pour tout connaître de

l'univers brownien, signalons la passionnante monographie de Christian Bruel aux éditions Etre, une analyse aussi complète que subtile et richement illustrée (320 p., 45 €. Pour adultes).

● PETIT CARTON, de Jérôme Ruillier

Une histoire d'amitié entre un SDF et un carton. Les dessins bichromes sont d'une grande simplicité, à l'image des thèmes traités – solitude, errance, espoir soudain renaissant à travers la perspective d'aller voir la mer. Du coup, l'apparente abstraction de ce sujet grave est parfaitement surmontée (Albin Michel, 40 p., 10 €. Dès 3-4 ans). Fl. N.

● CHERIQUIQUI, d'Alan Mets

Dans la basse-cour, Riquiqui, ce tout petit poulet, a des soucis. Trop souvent malade, il subit les moqueries des volatiles plus gros que lui, notamment du « grand Robert ». Pendant ce temps, le loup guette. Il parviendra à tous les attraper. Mais qui eût pensé que Riquiqui, malgré sa chétivité, réussirait à se transformer en sauveur ? Une nouvelle variation sur un thème connu : on a souvent besoin d'un plus petit que soi (éd. L'Ecole des loisirs, 34 p., 12,50 €. Dès 4 ans). St. L.

● LES TROIS PETITS COCHONS, d'après Charles Perrault

Inutile de revenir sur la maison de paille, de bois, de brique... Malgré sa notoriété, le conte, revisité dans ce livre en relief, est ici d'une originalité frappante. Cette nouvelle version ludique et colorée, manipulable à l'infini par les tout-petits, est un ravissement (éd. Kimiko, 12 p., 11,50 €. Dès 3 ans). St. L.

● PETITE PANDA ET SON DOUDOU, de Benoît Marchon

Du réveil au coucher, en passant par l'école, pas question pour Petite Panda de lâcher Doudou. Ce petit cartonné en couleurs et en vers met en scène un univers de tendresse où petits et grands se retrouvent. Un objet idéal pour moments de plaisir partagé (ill. Michel Bacckès, Actes Sud, 24 p., 7,47 €. Dès 3 ans).

● WIZZIL, de William Steig, illustré par Quentin Blake

Wizzil, la méchante sorcière, s'ennuie à mourir. Une seule solution : sortir et « torturer quelqu'un ». C'est ainsi qu'elle rencontre Marius, le vieux fermier, et qu'ils se découvrent des affinités. Avec la patte inimitable de deux maîtres de l'album anglo-saxons (Kaléidoscope, 36 p., 12,50 €. Dès 4 ans). Fl. N.

● SALUT LES BÉBÉS !, de Lionel Koechlin

Un livre immense qu'il n'est pas facile de ranger dans la bibliothèque ! Tant mieux, il sera toujours à portée de main avec son jeu sur les bébés animaux et leurs parents (un plus : le « bébé d'homme » figure entre le caneton et l'agneau) où il s'agit de replacer les pièces rondes d'un puzzle aux couleurs tendres et aux saynètes joliment câlines. Le texte se résume à des onomatopées, puisque le tout-petit imitera aussi bien que des signes d'imprimerie les voix de cette irrésistible ménagerie. Par le créateur de *Peluchon*, nouveau héros des tout-petits (Seuil, 14,95 €. Dès 2 ans). Ph.-J. C.

● PAS DE BOL !, de Susie Morgenstern et Theresa Bronn

Sortant des sentiers battus, les auteurs ont croisé la photo et le dessin pour raconter un de ces conflits minuscules qui traversent le quotidien des enfants ordinaires. Qui, de Yoyo ou de Nono, aura le bol que chacun convoite ? A l'heure du petit déjeuner, la querelle prend des allures de guerre tribale. Prêteux à rappeler ses droits, son besoin d'exister et d'être aimé, ce duel ne peut avoir de vainqueur. Aussi ne départagera-t-on pas la finesse du texte de Susie Morgenstern du beau travail de Theresa Bronn (éd. Thierry Magnier, 28 p., 10,52 €. Dès 3 ans). Ph.-J. C.

● C'EST MON ARBRE !, de Corinne Chalmeau

Les plus petits ont droit aussi à un doigt de littérature. Pour ça, il y a la collection « Rikiki » de Didier (où, avec *Loup que fais-tu ?*, Denis Cauquet nous fait chatouiller sans risque ce prédateur si familier des enfants), celle d'Albin Michel aussi, plus convaincante grâce à la malice de Corinne Chalmeau qui élabore une progression pour apprendre à compter en un tour de main (Albin Michel, « Mon petit doigt m'a dit », 12 p., 3,81 €. Dès 18 mois). Ph.-J. C.

● LES DOIGTS NIAIS, d'Olivier Douzou et Natali Fortier

Le doigt encore, dans une fable sur l'inégale répartition des richesses, la question des admissions aux frontières, des sans-papiers et autres indésirables. Cet album du Rouergue, d'un engagement civique salutaire, a le mérite d'être d'abord un superbe travail visuel, imaginaire à souhait, qui fait réfléchir sans lourdeur (éd. du Rouergue, 28 p., 10,37 €. Dès 3 ans). Ph.-J. C.

La lente reconnaissance des bébés lecteurs

Il a fallu attendre les années 1950 pour qu'une poignée d'artistes inventent des livres pour les tout-petits. Ces pionniers ont vite fait école, soutenus par le travail de René Diatkine, Marie Bonnafé et Geneviève Patte

Aujourd'hui, donner des livres aux bébés semble aller de soi. « Le temps passé à lire à un tout-petit est comme des pièces introduites dans sa tirelire », note le pédo-psychiatre Patrick Ben Soussan. Pourtant, cette idée simple n'a pas toujours prévalu. A partir des années 1950, lorsqu'une nouvelle génération d'artistes commence à inventer des livres pour les tout-petits, l'heure est au scepticisme. Des livres pour les bébés ? Pour quoi faire puisqu'ils ne savent ni lire ni parler ? Et que raconter à des enfants qui ne maîtrisent ni le langage, ni les symboles, ni l'abstraction nécessaires à la compréhension d'un récit ?

Quelques aventuriers, pourtant,

relèvent le défi. Ce sont des créateurs venus de tous horizons. De la publicité, comme l'Américain Leo Lionni, qui était aussi peintre, ami de Léger, De Kooning et Calder ; du design, comme l'Italien Bruno Munari, qui a travaillé pour la production industrielle ; du décor de théâtre, comme l'Anglaise Helen Oxenbury, qui s'intéresse aux matériaux et aux textures ; ou encore de la photographie, comme l'Américaine Tana Hoban, dont les œuvres ont été exposées au Musée d'art moderne de New York.

Il suffit de rouvrir aujourd'hui l'étonnant *Max et les maximonstres*, de Maurice Sendak (1963), le robotratif *Léo*, de Robert Kraus et Jose Aruego (1971) ou le désopilant *Julius* (hélas non traduit) de John Burningham, pour constater que ces pionniers n'ont pas pris une ride. Dans la modernité qui les unit, l'un des points communs les plus frappants est sans doute l'emploi de la couleur. Élémentaire, dira-t-on, lorsqu'il s'agit de concevoir, pour des « non-lecteurs », des livres sans mots et des histoires sans paroles. Pas si sûr. Pour beaucoup, la couleur est une grammaire particulière qui permet d'associer des objets pour découvrir le monde. Exemple : l'indémoudable imagier de Tana Hoban, *Des couleurs et des choses*, où chaque teinte ouvre un chemin vers l'extérieur. Quelquefois, les taches de couleurs sont tout simplement les personnages de l'histoire, comme dans le classique *Petit Bleu, petit Jaune* de Léo Lionni, qui est à l'album pour enfants ce que l'abstraction est à la peinture. Lionni stylise son histoire au maximum, faisant dépendre les péripéties de son « intrigue » de la place des taches sur la page blanche. Qui avant lui y avait pensé ?

Des couleurs, des formes, quelques mots – ou rien du tout comme chez Anno –, avec cette boîte à outils minimaliste, les premiers créateurs – parmi lesquels il faut

drair citer aussi Lobel, Ungerer et beaucoup d'autres – ont réussi à tout exprimer, de l'amour à la violence en passant par la vie dans la cité. Ils ont inventé une grille de lecture du monde, construisant, déconstruisant la symbolique des couleurs et des formes, comme, à l'infini, on combine des mots ou des notes de musique. D'Alex Sanders à Kveta Pacovska, d'Elzbieta à Bénédicte Guettier, les suivants ont entendu la leçon. Et les formules visionnaires, tel l'indémoudable *Imagier du Père Castor*, ont trouvé leurs équivalents modernes, tel le must d'Antonin Louchard et Katy Couprie, *Tout un monde* (éd. Thierry Magnier).

Psychiatre, psychanalyste et fondatrice, avec René Diatkine, de l'association Actions culturelles contre les exclusions et les ségrégations (Acces), Marie Bonnafé – dont Calmann-Lévy réédite l'excellent *Les Livres, c'est bon pour les bébés* – insiste sur le partage nécessaire pour que le livre trouve sa juste place. Que l'histoire soit lue, récit de mots autant que d'images, et le petit respectera l'objet qui étanche sa soif d'imaginaire. A condition, bien sûr, que le texte et l'illustration soient d'égale qualité. Car Marie Bonnafé tient à souligner que les enfants opèrent des choix personnels, même si, bien sûr, le rôle des adultes qui les encadrent – professionnels engagés ou simples proches soucieux de préserver une sphère d'intimité qui aide à se construire – reste primordial.

Tout est bon dès lors, des contes (de *L'Ogresse*, de Nacer Khemir, aux *Trois Boucs*, de la collection de Didier « A petits petons ») aux comptines et poésies (*Oulibouniche*, de Lynda Corazza, *Loup*, d'Olivier Douzou [éd. du Rouergue], les « Pirouette » de Didier, avec Charlotte Mollet notamment, ou *Ma famille en comptines*, de Jean-Hugues Malineau et Frédéric Mansot, sur une composition de

Dunoyer de Segonzac (Actes Sud), sans parler des créations originales texte/musique auxquelles Gallimard initie l'âge le plus tendre) en passant par les histoires à répétition (*Clown*, d'Elzbieta [Pastel], ou *Alboum* de Claveloux et Bruel [éd. Être]); des univers proches (*Mon Papa*, d'Anthony Browne [Kaléidoscope]) aux moins familiers (Komagata, Ungerer ou Ponti), voire aux plus étranges (*Chien bleu*, de Nadja, *Ma vallée*, de Claude Ponti, *Maman !* de Mario Ramos)...

C'est que désormais les équipes d'animation – notamment mises en place au lendemain du colloque sur la langue et les conditions de son apprentissage (1979), où le professeur Diatkine et Geneviève Patte, à la tête de La Joie par les livres, conjuguèrent leurs efforts pour affronter la question de l'insertion sociale des faibles lecteurs – ont assez de pratique pour cerner les vraies priorités : préserver l'accès au récit, par le dialogue et le jeu, accepter que l'univers « sauvage et secret » du tout-petit (des gros mots aux histoires « cacaboudin ») puisse être intégré sans excessive injection d'un « folklore d'adulte », saisir le bénéfice des livres animés (fenêtres, languettes à tirer...), sans en surévaluer la portée...

Ce qu'il reste en 2002 du militantisme des origines, c'est l'énergie combative, la conviction que l'avenir de la lecture comme de l'équité sociale se jouent là. Raison de plus pour suivre les distinctions « petite enfance » décernées chaque année par les départements du Val-de-Marne ou de la Seine-Saint-Denis ou encore le prix Pitchou du Salon jeunesse de Saint-Paul-Trois-Châteaux, dont le lauréat 2002 sera connu le 31 janvier.

Philippe-Jean Catinchi et Florence Noiville

★ A signaler *Tout petit tu lis*, sélection réalisée par le Centre de promotion du livre de jeunesse, 64 p., 3,8 €.

autour de **Martin HEIDEGGER** par **Max DORRA** auteur de **Heidegger, Primo Levi et le séquoia** (éd. Gallimard) et **Dominique JANICAUD** auteur de **Heidegger en France** (éd. Albin Michel)

VENDREDI 25 JANVIER à 18H

à

LA LIBRAIRIE DES **puf**

49, Bld St Michel
PARIS 5^e-tel 01 44 41 81 20

Les Éditions de l'Orme sont de nouveau distribuées par ALTERNA - Tél.: 02.37.30.57.00 - Fax: 02.37.30.57.12 inchangés

Radio RCF après lecture de quelques « Histoires Miniatures » :

« Je vous recommande chaleureusement cet ouvrage plein d'humour de rêves et de nostalgie. »

2^{ème} ÉDITION

LES PARADIS PERDUS
BONNE MAMAN, DIS BONNE MAMAN, RÉCÔNTE
Jacques DARCANGE
Éditions de l'Orme

Une plume insolente dans le style des écrivains du XVIII^{ème} siècle. Un parcours initiatique à travers les Mythes Fondateurs de l'Humanité.
Sirius

10,67 €

Sans cesse métamorphosé, renouvelé, le regard sur les juifs s'accompagne depuis l'Antiquité d'une légende noire, dont l'antisémitisme moderne prolonge la fortune. Tandis que Jacques Attali revisite l'histoire de la communauté à la lumière de ses rapports avec l'argent, l'un des principaux fantasmes antisémites, David Nirenberg, analyse en historien les persécutions qui ont frappé les minorités dans l'Europe médiévale, comme Pierre Birnbaum revient sur une identité divisée par l'enjeu moderne de la citoyenneté. Plusieurs ouvrages, de Raphaël Draï, Guy Konopnicki et Pierre-André Taguieff, traitent du perpétuel retour des stéréotypes de l'antisémitisme ou de la judéophobie. Enfin le journaliste suédois Göran Rosenberg repose, pour aujourd'hui, la question du messianisme

Images de l'identité juive

Mythe et réalité dans l'économie des convictions

Mine de poésie bancaire, de géographie d'affaires et d'élégies généalogiques, le dernier livre de Jacques Attali retrace l'histoire du peuple juif dans ses rapports avec l'argent

LES JUIFS, LE MONDE ET L'ARGENT
Histoire économique du peuple juif
de Jacques Attali.
Fayard, 638 p., 25 €.

Voici l'histoire du peuple juif dans ses rapports avec le monde et l'argent », annonce Jacques Attali. Histoire des juifs de par le monde, écrite d'un point de vue juif, l'argent servant de fil conducteur. Tracées par une plume alerte, les fortunes d'un peuple se muent en géographie, ses exils deviennent porteurs d'une culture morale et financière.

Au commencement, le voyage et l'échange, et le dieu, unique, de la tribu d'Ever. Puis d'Abraham, éleveur de bétail immigré en Canaan, obéissant aux ordres d'un dieu capricieux et cruel, qui pourtant lui interdit le sacrifice humain, qui lui ordonne de s'enrichir pour mieux le servir, de négocier au lieu de combattre (ce qui n'évitera pourtant ni combats ni sacrifices). Sécheresse et famine poussent bientôt Israël et ses troupeaux vers l'Égypte. La persécution conseille la fuite, la redécouverte de la Terre promise et la réaffirmation du dogme orgueilleux de l'élection d'Israël. Dieu révèle aussi le code moral qui imposera le travail, le repos hebdomadaire, qui protégera la propriété privée et les contrats, prohibera la fraude, le vol et le prêt à intérêt entre gens d'un même peuple.

Ce peuple de pâtres, d'agriculteurs et d'artisans vit au carrefour des routes marchandes, ce qui veut dire aussi des chemins guerriers. Exil à Babylone, retour. Alexandre passe, qui conquiert l'Égypte « accompagné de mercenaires juifs » et fonde Alexandrie où s'installera une vaste communauté juive, ce qui suscite des réactions hostiles chez les Égyptiens et les Grecs qui les dénoncent comme misanthropes, lépreux, ourdisant des complots mystérieux. Des documents d'époque publiés par Théodore Reinach présentent les juifs com-

me insociables, ne partageant avec leurs semblables ni la table, ni les libations, ni les prières, ni les sacrifices. On les accuse d'impiété, de sentir mauvais, et aussi de meurtres rituels. L'avenir se nourrira de ces fantasmes malveillants. Mais, comme Reinach l'écrira vingt-deux siècles plus tard, l'histoire des préjugés est une des parties, et non des moins notables, de l'histoire de l'esprit humain.

Ptolémées, Séleucides, Romains. Sous la férule de ceux-ci naît à Bethléem, en -4, un certain Joshua, dont la secte messianique prendra le pas sur les autres avant de devenir une religion conquérante : celle du Christ. En 70, le Temple, après avoir été pillé pendant des siècles par tout conquérant de passage, est détruit pour de bon. Un nouvel exil commence pour

Eugen Weber

les juifs et pour ces hérétiques juifs qui rendent un culte au Christ. Pour ces derniers, la richesse nuit au salut ; pour les juifs, elle est un moyen de mieux servir Dieu. L'antijudaïsme chrétien, insiste Attali avec raison, sera inséparable de la dénonciation économique ; et celle-ci sera amplifiée par l'association des juifs et des métiers d'argent.

Babylone, Alexandrie, Rome, Constantinople, Bagdad, Cordoue. Privé d'aspirations politiques, le judaïsme se plonge dans les spéculations religieuses. Abstraction, spéculation idéologique et financière vont de pair : les juifs développent des instruments de crédit.

Le centre de gravité se déplace vers les États chrétiens d'Europe de l'Ouest, l'Europe orientale réservant des déboires à venir. L'Église préfère confier les terres à des chrétiens à qui elle peut faire payer une dîme, et aussi parce que les juifs préfèrent la mobilité. Elle interdit à ses fidèles le prêt à intérêt. Banquiers nécessaires, souvent uniques, de la société chrétienne au Moyen Âge (et au-delà), on leur défend d'autres occupations et on leur reproche celle-ci. Avant de

devenir juifs de finance et juifs de cour, ils sont juifs du Trésor. « Protégés », ils sont isolés et humiliés en châtiement de leur incrédulité. Mais ils sont, avec les clercs, les seuls à savoir lire. Des marchands spéculateurs, lettrés (ils voyagent avec leurs livres), viennent vendre leurs épices, et pratiquer l'usure – mot qui longtemps désigne à la fois le profit commercial et l'intérêt du crédit. Dans un monde clos qui soupçonne le horsain, ils sont les horsains par excellence. Pratiques religieuses et alimentaires bizarres, physionomies inquiétantes... Ils constituent un élément hétérogène, mal assimilable, et leur persécution confirme les préjugés. Il est difficile de se passer de crédit et donc des juifs, mais on leur en veut de ne pas pouvoir se passer d'eux.

Cela justifie spoliations, agressions, expulsions (avec confiscation des biens), ou massacres.

Lettrés, lecteurs (et suspects comme tels), ils joueront un rôle essentiel dans la diffusion de l'imprimerie. Voyageurs, cartographes, astronomes, ils organiseront et financeront la découverte des Amériques.

Les juifs sont plus tard engagés dans les débuts de l'industrie hollandaise, britannique, française, allemande, polonaise, autrichienne. Attali nous montre des cohortes de banquiers (dont bien sûr les Rothschild), d'innovateurs comme Charles Havas (première agence de presse, 1832) et les frères Pereire (réseau PLM, 1857), d'hommes d'État comme Adolphe Crémieux, le garde des sceaux qui, en 1848, abolit l'esclavage dans les colonies et la peine de mort pour délit politique.

Mais c'est aux États-Unis que dès le XIX^e siècle les juifs triomphent, fondant la première banque de Los Angeles, la première confédération du travail, créant l'essentiel de Hollywood : Universal, Fox, Paramount, Warner Bros, MGM. Grands syndicalistes (Gompers, Hillquit, Hillman), grands banquiers (Guggenheim, Warburg, Lazard), grands manufacturiers (Levi Strauss), grands gangsters

(Mayer Lansky, Bugsy Seigel, Dutch Schultz).

Le succès ne pardonne pas. En 1879, le journaliste allemand, Wilhelm Marr, invente le mot « antisémitisme », en 1886, Edouard Drumont publie *La France juive*, en 1897 paraissent les *Protocoles des sages de Sion*. Adolf Hitler naît en 1889 : c'est lui qui parvient presque à faire ce qu'une succession des princes chrétiens n'avait pas réussi : l'extermination comptabilisée, l'extirpation de masse. Entre 1933 et 1945, les deux tiers des Juifs d'Europe ont disparu. L'argent n'a pas détourné la violence...

L'histoire ne s'arrête pas là, puisqu'elle nous mène jusqu'à nos jours. Succès économique : depuis la naissance de l'État d'Israël en 1948, nous dit Attali, le PIB a été multiplié par vingt, le revenu par tête par quarante – l'endettement aussi. Entre-temps, l'antisémitisme chrétien s'est atténué, l'antisémitisme arabe a pris son essor. Conflit apparemment insoluble : deux peuples sur une même terre qui se la disputent. Il n'y a presque plus dans le monde d'argent spécifiquement juif, estime Attali, mais l'antisémitisme économique continue à prospérer. Tandis que d'autres « nomades » – émigrés, réfugiés, exilés – prennent la place des juifs comme boucs émissaires (maints d'entre eux étant des Arabes, donc des « Sémites » aussi), on continue à dénoncer le pouvoir financier, culturel et politique des juifs.

Le récit de tout cela sera pour une autre fois. En attendant, notre auteur a gagné son pari : vivant, trépidant, informé, coloré, haletant, son gros livre est une mine de poésie bancaire, de géographie d'affaires, d'élégies généalogiques, d'exotismes financiers. Il se lit facilement ; et c'est là l'écueil. Car le plaisir de lire et de tourner les pages ne peut nous faire oublier cette vision d'un peuple à la fois héroïque et victimisé. Version univoque, qui inspire des élisions, par exemple quand Attali cite le Lévitique (19,18) : « Ne te venge pas et ne garde pas rancune », mais oublie la suite : « contre les enfants de ton pe-

ple ». Il parle du royaume juif du Yémen, détruit au début du VI^e siècle par une agression chrétienne, mais il omet d'expliquer que les persécutions dirigées par l'un des princes convertis au judaïsme contre les chrétiens du Nedjéra amenèrent une invasion éthiopienne et la ruine du royaume himyarite.

On ne prête qu'aux riches : les juifs, le plus souvent, sont les victimes. On note pourtant avec plaisir que les esquisses de destins particuliers – qui font l'un des charmes du récit d'Attali – tracent surtout des succès, parfois des triomphes. Et quand les juifs souffrent, c'est parfois en partageant le sort des autres : ainsi, comme Attali ne l'indique pas, la politique d'immigration américaine de l'entre-deux-guerres n'affecte pas que des juifs.

Ce sont là des détails, sujets à contestation – surtout aujourd'hui, quand on affirme le droit à la différence et au particularisme. Moins discutables est l'indifférence de Attali à la dimension proprement religieuse de la persécution d'un peuple, certes décide aux yeux de ses détracteurs, mais surtout obstiné dans ses « erreurs ». Le refus opiniâtre d'une conversion longtemps prédite et attendue retardait l'Apocalypse salvatrice, la seconde venue du Christ, la régénération du monde. La poursuite du salut universel justifiait toute stratégie et toute tourmente. Notre auteur le sent bien, du moins on l'espère, mais sa thèse fixe ses yeux sur l'économie des convictions et des croyances qui a longtemps dominé les relations judéo-chrétiennes.

Théodore Reinach, le savant de l'avant-dernière fin de siècle, nous le dit : « *Anti-judaïsme théologique, ethnique, économique, sentimental, littéraire, social se mêlent et se grossissent mutuellement mais découlent de la même source : l'antagonisme religieux* ». Peut-être, après avoir avec tant d'agilité épousé les questions d'argent, Jacques Attali se tournera-t-il vers l'autre grande force qui régit l'humanité : la religion ?

Persécution, théories et pratiques

Discuté pour certaines de ses thèses mais couvert d'éloges aux États-Unis, l'essai de David Nirenberg discute de la continuité des persécutions contre les minorités dans l'histoire de l'Europe

VIOLENCE ET MINORITÉS AU MOYEN ÂGE
(Communities of Violence)

de David Nirenberg.
Traduit de l'anglais par Nicole Genet, préface de Claude Gauvard, PUF, « Le nœud gordien », 356 p., 28 €.

En 1996, Daniel Jonah Goldhagen, dans un livre qui eut un écho considérable et suscita une controverse de grande portée, soutenait que, pour comprendre la Shoah, il convenait d'envisager l'antisémitisme allemand comme spécifiquement éliminationniste et suivre ainsi son élaboration dans le temps long. Pour le politologue de Harvard, l'antisémitisme était un « trait permanent de la civilisation chrétienne » qui « se fait plus ou moins manifeste » selon les périodes. La même année, et toujours aux États-Unis, paraissait un autre ouvrage d'une importance majeure, *Communities of Violence*, de David Nirenberg, qui discute aussi de la continuité des persécutions des minorités dans l'histoire de l'Europe. Par-delà la diversité des approches, cette coïncidence montre toute l'actualité intellectuelle de la question.

L'historien porte son regard sur les violences contre les minorités (juifs et lépreux surtout) dans le royaume de France et la Couronne d'Aragon en 1320-1321 mais aussi sur les relations, pour la seconde, entre chrétiens, juifs et musulmans au XIV^e siècle. Au contraire de nombreux auteurs, Nirenberg refuse la démarche téléologique qui insiste sur la « continuité entre les haines du passé et celles du présent » en

interprétant souvent des contextes variés à partir de la Shoah. Grâce à la subtilité de son approche des sociétés médiévales, ce travail remet en cause l'idée d'une « intolérance croissante » à l'égard des minorités depuis le Moyen Âge, comme celle de la formation progressive d'une « mentalité persécutrice ». Contre la vision d'actes de violence « irrationnels », l'historien restitue aux acteurs toute leur capacité d'analyse. Il considère en effet que les gens du Moyen Âge manipulaient les accusations, sachant bien lesquelles employer selon les enjeux. Ainsi les discours sur le « métissage » d'une communauté à l'autre – qui suscite peurs et angoisses – et les accusations de relations sexuelles qui transgressent les frontières communautaires, en particulier contre les juifs et les musulmans, ont « servi à nourrir une multitude de stratégies et ils ont été dirigés par des individus pour servir leurs intérêts, dans des situations quotidiennes nombreuses et variées », d'autant plus que ces imputations pouvaient entraîner des condamnations judiciaires.

De même, les « pastoraux », ces bandes de « croisés » qui écumèrent en 1320, le sud de la France puis l'Aragon en s'en prenant aux juifs « savent ce qu'ils font ». Leurs griefs contre le roi de France passent par la mise en cause d'un groupe qui fait partie de son « trésor ». Attaquer les juifs, c'est attaquer ceux qui sont perçus comme des « agents fiscaux de l'État » et qui versent de lourdes taxes – payées largement grâce aux prêts accordés aux chrétiens – au roi qui les protège ; c'est donc – et voilà une autre idée-force de l'ouvrage – résister à la monarchie. Les violences à l'encontre des lépreux expri-

ment également une défiance envers le pouvoir : elles bafoient l'autorité du roi en la matière. De plus, de nombreuses léproseries sont sous protection royale et la lèpre touche au pouvoir thaumaturgique des souverains.

Les populations locales savent s'adapter et user assez vite du discours dominant comme en témoignent les accusations de lèpre qui se multiplient, lors de conflits, dans la Couronne d'Aragon, après que des lépreux et des étrangers eurent été accusés, en 1321, d'empoisonner les eaux. Bref, démontre Nirenberg, les violences contre et entre les minorités doivent être étudiées dans leur contexte politique, économique et social, analysées dans l'action, pour leur « valeur stratégique ».

Ce faisant, l'auteur souligne la nécessaire articulation entre les explosions de violence (celles de 1320-1321 ou les massacres de 1348 et 1391) souvent mises en exergue par l'historiographie, et les oppositions quotidiennes, la violence banale parfois ritualisée comme l'attaque des quartiers juifs lors de la Semaine sainte dans la Couronne d'Aragon. Ce « carnaval cléricale antiroyal » assimilé à nouveau les juifs et le roi, mais sa violence reste contenue : celle-ci « semble avoir été une question de bruit et de lapidation des murs entourant le quartier juif ». Plus généralement, l'historien constate que, si les dénonciations pour « métissage » servent abondamment, elles ne débouchent que rarement sur une condamnation ou sur la mort. Les accusations se négocient, les acquittements se monnaient. Voilà Salomon Churchill, juif de Daroca, qui fait, apparemment, l'amour avec des

femmes juives, musulmanes et chrétiennes et se vante en plus de pouvoir payer une amende afin d'éviter le châtiement.

Il convient donc de placer au cœur de l'enquête « la cartographie de ces eaux calmes mais dangereuses, ce que nous pourrions appeler les bancs de sable de la violence quotidienne ». Celle-ci participe en effet de la régulation des relations entre les communautés qui sont tout autant faites de moments de coopération, à travers le prêt d'argent ou le commerce : forgerons musulmans et chrétiens se retrouvent ensemble dans la confrérie de saint Eloi. La violence, plus ou moins ritualisée, et cela aussi s'inscrit en faux contre la logique cumulative de la persécution, sert à rappler le tracé des frontières qui séparent ces mêmes communautés. « *Attaques et victimes sont étroitement liés et leurs relations sont extrêmement variées : les moments de violence en font partie et y prennent sens* ». Ainsi la notion d'« intolérance » perd-elle, avec Nirenberg, beaucoup de sa pertinence.

Couvert d'éloges et de prix aux États-Unis, discuté à l'occasion pour certaines de ses conclusions comme pour son emploi de l'anthropologie, le livre de David Nirenberg est d'une richesse impressionnante tant par le contenu même de la recherche que pour les méthodes déployées. Il montre, au final, qu'il est possible d'étudier ces mondes anciens selon le point de vue d'une sociologie de l'action qui restitue à « l'homme de la rue » sa pleine capacité à jouer des références et des modèles pour conduire son existence, avec ou contre l'autre.

Nicolas Offenstadt

Une identité à trait d'union

Un recueil de Pierre Birnbaum relit l'exil comme « domicile » fragile entre mémoire et citoyenneté

SUR LA CORDE RAIDE
Parcours juifs entre exil et citoyenneté

de Pierre Birnbaum.
Flammarion, 468 p., 24 €.

On sait les travaux décisifs que Pierre Birnbaum a consacrés aux *Fous de la République* (Fayard, 1992), grandes figures de ce franco-judaïsme dont il a ailleurs retracé les enthousiasmes féconds comme les fractures douloureuses. Les « parcours juifs » qu'il emprunte aujourd'hui élargissent la réflexion, débordant le cadre français (même si la seconde partie y renvoie exclusivement), pour analyser les différents comportements observés au cours des phases, plus ou moins heurtées selon les contextes nationaux, de l'émancipation politique. Avec les tentations, inconciliables, d'élire l'exil pour domicile ou de faire retour à Sion, en esprit ou en acte.

Funambules en équilibre précaire face à des impératifs et des aspirations fréquemment contradictoires, les juifs tels que les observe Birnbaum ressemblent à ces danseurs de corde, virtuoses menacés dont on redoute à chaque instant la chute. Une métaphore de l'inconfort que retrouvent parallèlement Kafka et Freud, avant Levinas, corde raide ou pointes pareillement éprouvantes. En fait, malgré l'intelligence de l'articulation, *Sur la corde raide* n'est pas un livre original, mais la reprise de seize textes – et quelques inédits en français –, articles, contributions et communications diverses, dont la publication sur vingt ans, la conclusion elle-même provenant d'une conférence synthétisant un long questionnaire autour d'« exil, domicile et

citoyenneté », prononcée à Stockholm fin 2001. Sans esquiver encore cette « histoire minutieuse de l'exil juif », que Yosef Yerushalmi appelait récemment de ses vœux, Pierre Birnbaum revient sur le vécu écartelé du marrane, qui s'émancipe, s'assimile au prix d'une acculturation qui ne vaut pas forcément dissolution, même si, pour les plus intransigeants, il y a dans toute forme d'intégration risque de « perdre son âme ». Et les mêmes de dénoncer la rupture de la transmission et d'assimiler au « mal absolu » la voie singulière de la France républicaine, envisagée comme la redite de celle, pernicieuse, proposée dans le monde pharaonique de « Moïse l'Égyptien ». Au terme d'un exercice comparatiste, où il reprend la conceptualisation élaborée par Albert Hirschman – demeuré loyal, protester ou partir –, Birnbaum scrute au plus près la « sortie », brutal changement d'allégeance qui joue autant sur l'interprétation des textes que sur l'organisation communautaire. L'identité brisée de celui qui « quitte », rompt tout en cherchant à demeurer fidèle à une identité imaginaire, l'amène à partir sans espoir de retour, la mémoire ne voulant retenir que la promesse d'une Jérusalem hypothétique. L'exil devient alors un « domicile », à défaut d'être une théorie.

Mais ce domicile n'est-il pas factice si l'intégration à la nation d'accueil ou à l'espace public commande de répudier une part de l'origine ? La diaspora serait-elle irréductiblement une forme d'asservissement ? Le débat est engagé et l'on comprend que l'historien s'interroge sur la « judaïsation redevenue imaginable » dans l'appartenance à l'État-nation, subtile « identité à trait d'union » entre appartenance et citoyenneté.

Ph.-J.C.



« Le juif Süss » de Veit Harlan

Stratégie de la souillure

Dans les critiques contre Israël, les esprits les mieux intentionnés ne reproduisent-ils pas des stéréotypes antisémites ?

SOUS LE SIGNE DE SION
L'antisémitisme nouveau est arrivé

de Raphaël Draï.
Ed. Michalon, 256 p., 19 €.

LA FAUTE DES JUIFS
Réponse à ceux qui nous écrivent tant

de Guy Konopnicki.
Balland, 192 p., 15 €

Ce nouveau livre de Raphaël Draï donne à réfléchir. Son argumentation est mêlée d'indignation et de colère à peine contenues. Professeur de sciences politiques, connaisseur de la psychanalyse, exégète de la pensée juive, cet homme de foi et de culture, auteur d'une quinzaine d'ouvrages, s'efforce de comprendre la situation présente : multiplication des violences envers la communauté juive en France, diabolisation constante d'Israël à travers la diffusion quotidienne d'informations-déformations. Exemples détaillés à l'appui, empruntés aux journaux télévisés aussi bien qu'à la presse écrite, et notamment au *Monde*, Raphaël Draï met en lumière de nombreux glissements de sens, interprétations excessives ou tendancieuses.

Le résultat est connu de tous : Israël aujourd'hui passe pour un Etat oppresseur, colonialiste, raciste, dont les concessions ne seraient que manœuvres et les représailles agressions disproportionnées. Cet Etat est aujourd'hui réputé « artificiel », ce qui est juridiquement faux, montre Raphaël Draï, qui ajoute à cette démonstration juridique l'idée d'une légitimité fondée en religion. Cela n'empêche pas Israël d'être aujourd'hui non seulement soupçonné d'être illégitime, mais jugé d'avance coupable quoi qu'il fasse, insiste Draï. Il analyse l'engendrement progressif de ce mécanisme au cours des dernières décennies de l'histoire française, notamment depuis la phrase de De Gaulle sur le « peuple d'élite, dominateur et fier de lui ». En retraçant étape par étape la croissance mouvementée de l'Etat hébreu, Draï éclaire ce qu'il nomme « stratégie de la souillure » : pour disqualifier l'Etat d'Israël, on en vient à le salir, en le présentant comme un pouvoir brutal, inhumain, tueur d'enfants, animée d'intentions génocidaires, un pouvoir de bourreaux. Conclusion : au lieu de distinguer un antisionisme véreux, il conviendrait de s'aviser qu'en fait, aujourd'hui, la tournure virulente de l'antisionisme réhabilite l'antisémitisme, utilise ses plus anciens clichés et ses haines antiques.

On peut n'être pas d'accord avec Raphaël Draï, trouver qu'il voit tout en noir, ne pas partager sa conviction religieuse, juger qu'il fait la part trop belle à Israël. Car cet Etat,

comme tous les autres, commet évidemment des erreurs et chacun, tout aussi évidemment, a le droit de les critiquer. Toutefois, ce qui fait réfléchir, dans ce dossier documenté et argumenté, c'est précisément qu'il va à l'encontre d'une série de jugements tout faits, aujourd'hui de plus en plus répandus chez des gens intelligents, informés et de gauche. C'est à ceux-là en particulier qu'on conseillera de lire cet essai.

Même s'il ne les convainc pas, même s'il les irrite, il a le mérite de rappeler qu'aucun conflit, sans doute, n'est aussi complexe que celui opposant l'Etat d'Israël et les Palestiniens. Au fil d'une histoire riche en coups de théâtre et revirements d'opinion, on voit s'y conjuguer un grand nombre de dimensions : politique, militaire, économique, diplomatique, idéologique, religieuse, sans compter les interférences multiples de la psychologie et de l'histoire. Face à cet extraordinaire enchevêtrement, que matérialisent en quelque sorte la géographie du territoire et celle des Lieux saints, la pire des tentations est toujours de simplifier. Savoir une fois pour toutes qui sont les bons et qui les méchants, qui a raison et qui a tort. Discerner à l'avance les coupables et les innocents, les bourreaux et les victimes. C'est toujours plus simple, plus rapide, plus confortable. Mais aussi dangereux. Car ces jugements tout faits, tout prêts risquent de compliquer encore la situation qu'ils prétendent au contraire clarifier.

Sur un ton autre, avec plus d'humour froid et parfois plus de distance, on retrouve pour l'essentiel les mêmes arguments chez Guy Konopnicki qui analyse, dans *La Faute des Juifs*, tout ce qu'on leur reproche présentement : se défendre, être solidaires, devenir des oppresseurs et surtout... avoir engendré Ben Laden ! Partant du principe que l'existence des assassins a des causes, on en tire la conséquence extraordinaire que les Israéliens sont responsables du terrorisme islamiste ! Qui, « on » ? Les auteurs d'innombrables « lettres aux juifs » que Konopnicki considère comme une sorte de nouveau genre littéraire, où de bonnes âmes diagnostiquent tous les malheurs qui viennent par la faute des juifs, réactivant ainsi, sans s'en rendre vraiment compte, une panoplie de poncifs classiquement antisémites. « L'antisionisme et l'antisémitisme ne sont pas deux choses différentes », conclut à son tour le journaliste.

Ces deux essais ne manqueront pas de susciter des polémiques. Ils méritent en tout cas d'être lus et médités par tous ceux qui peuvent se demander honnêtement si, en dépit de leurs irréprochables certificats de bonnes vie et mœurs, ils ne se laissent pas piéger par l'air du temps. Un mauvais air.

Roger-Pol Droit

LA NOUVELLE JUDÉOPHOBIE
de Pierre-André Taguieff.
Fondation du 2 mars/Mille
et une nuit, 238 p., 12 €.

Un constat sert d'amorce au dernier livre de Pierre-André Taguieff : l'expansion planétaire d'une déferlante judéophobe de type nouveau, n'épargnant nullement la France. Le concept de « judéophobie » s'avère intéressant : ce virulent phénomène se distingue aussi bien de l'antisémitisme moderne, que du traditionnel et bimillénaire antijudaïsme chrétien, tout en trahissant des traits communs avec eux, ses ancêtres. Judéophobie : ce terme peu usité permet de saisir que cette attitude reliait une longue histoire de haine, tout en constituant simultanément un phénomène inédit.

Dans quel contexte politique et idéologique cette nouvelle judéophobie se déploie-t-elle ? On la rencontre aussi bien dans une large frange des militants pro-palestiniens que dans « la mouvance néo-chrétienne humanitaire », dans une bonne fraction des « nouveaux anti-impérialistes » et autres néo-antimondialistes, chez des « anarcho-trotskyistes », chez des demi-soldes de feu le communisme, qui substituent dans leur imaginaire le Palestinien au prolétaire, et chez des « pacifistes ». Le conflit israélo-palestinien et la mondialisation de l'islam favorisent le recyclage de très anciens fantasmes. Dans ce contexte resurgissent, peu déguisés, l'idée conspirationniste d'un complot juif mondial (sous l'accusation d'impérialisme américano-israélien, ou d'impérialisme sioniste), l'amalgame entre le juif et la finance (en coagulant l'Amérique, Israël et le capitalisme « mondialisateur »), l'accusation de crimes contre les enfants (dynamisée par la mise en scène de la mort du « petit Mohamed » et de la répression de la seconde Intifada), le cliché de la perfidie (suggérer que les victimes sont devenues des « bourreaux ») et le fantasme du maillage médiatique pro-sioniste (Drumont et sa « France juive » n'est pas loin, sauf que, relookée, sa rhétorique est passée à gauche). L'axe de rotation autorisant cette banalisation de la judéophobie en la relati-réalisme à gauche se situe dans la transformation progressive d'Israël et du sionisme en repoussoirs absolus. Les voilà démonisés – satanisés, même des forces de gauche en France, sombrant dans la pensée magique – à tel point que le mot antisionisme « fonctionne désormais, dans la plupart des contextes, comme un

euphémisme » ! La critique contre l'Etat hébreu est toujours ontologique : l'Etat d'Israël, coupable d'un « péché originel », est le seul auquel on dénie le droit d'exister.

Ce livre prend la figure d'un travail philosophique qui « désoculte » le vrai, en déchire le voile : rien n'est plus manifeste que cette judéophobie, rien n'est plus présent, plus à l'œuvre chaque heure et en plein jour, et pourtant rien n'est moins signalé, rien n'est moins regardé, rien n'est moins commenté. Cette judéophobie opère au grand jour, ne se masque pas, et pourtant notre société feint de ne la point voir, ou plutôt, elle la voit pour l'oublier séance tenante, elle la voit sans la regarder.

SCHÉMATISME ET ANGÉLISME

Le travail de Taguieff est une démarche de vraie philosophie, suivant une méthode platonico-machiavélienne : contraindre, comme Platon, le regard de son lecteur à se détourner des ombres et faux-semblants qui le trompent, pour fixer son attention sur la vérité effective (ou, pour parler machiavélien, la « verità effettuale »), de ce phénomène politique. On répute en effet l'antisémitisme mort, limitant les hétérophobies actuelles au seul racisme anti-Arabes/anti-Noirs. L'antiracisme demeure prisonnier d'un préjugé invétéré : antisémitisme et racisme ne peuvent venir que de la droite et de l'extrême droite. La « verità effettuale » est pourtant différente de ce rêve politique : l'époque actuelle s'inscrit en faux contre cette paresse de la pensée qui empêche de déceler l'ambidextrie de ces pathologies politiques. L'une des raisons de cette occultation s'éclaire : ce phénomène judéophobe nouveau brouille les schémas canoniques sur le racisme et l'antisémitisme. Un angélique rousseauisme de pacotille organisait un partage en deux camps : les dominants économiques et politiques avaient intérêt à favoriser ces idées abjectes, destinées à opprimer une partie de l'humanité, tandis que les dominés et les humiliés en étaient forcément exempts. Sur le fond de ce danger angélique s'opère un vertigineux renversement : l'effet Durban, l'exploitation de l'antiracisme à des fins antijuives.

L'antiracisme serait-il sélectif ? La judéophobie nouvelle prospère chez ceux dont il est estimé, à juste titre, qu'ils sont, dans les banlieues, les victimes du racisme ordinaire (la quotidienne et hexagonale arabophobie). La vigilance anti-antisémitisme réussit fort bien son office, mobi-

Autopsie d'une utopie

Juif et citoyen suédois, Göran Rosenberg a vécu en Israël de 1962 à 1967. Il s'interroge sur le messianisme

L'UTOPIE PERDUE. ISRAËL
une histoire personnelle

de Göran Rosenberg.
Traduit du suédois par Christine Hammarstrand,
Denoël, 526 p., 26 €

Six ans passés en Israël, de 14 à 19 ans, dans un Etat pionnier, où tout était à construire. Aujourd'hui journaliste à Stockholm, en Suède, Göran Rosenberg revient sur ses années de jeunesse, de 1962 à 1967. Il évoque l'idéalisme des jeunes pionniers, leurs lectures patriotiques, les randonnées à Massada, l'exaltation d'une vie dans laquelle tout paraissait possible. Pourtant ce livre n'est pas un recueil de souvenirs. C'est d'abord l'autopsie d'une utopie, à laquelle l'auteur a cru, jusqu'à ce que tout bascule, après 1967 : « Je découvre que j'avais vécu dans le mensonge », écrit-il.

A travers sa propre déception, l'auteur relit toute l'histoire du peuple juif dans le prisme du messianisme. Une histoire qui est « bordée d'éruptions messianiques », comme il le dit, qu'elles soient religieuses ou séculières. Pour Göran Rosenberg, le sionisme a toujours été chargé de cet-

te dimension eschatologique, dans les textes de Moses Hess, de Theodor Herzl et de Ben Gourion. Mais, analyse-t-il, à partir de 1967, c'est la composante religieuse du messianisme qui l'emporte et entraîne Israël dans une spirale apocalyptique fondée sur la peur.

« Votre livre doit-il être considéré comme une lecture de votre expérience israélienne à la lumière des événements récents ?

« Ce n'est pas seulement un livre sur mon expérience israélienne, c'est une histoire personnelle : l'histoire d'une partie de ma vie, et aussi l'histoire d'une grande déception. Le titre suédois est différent du français : c'est « la terre perdue ». En suédois, il n'y a qu'une seule lettre qui distingue les deux adjectifs « perdue » et « promise ». On ne peut pas comprendre Israël sans la part de rêve, d'utopie qui est à la base de cet Etat. Ce qui m'a intéressé, c'est d'explorer ce messianisme. Je crois qu'Israël est une sorte de point focal, non seulement pour les juifs, mais aussi pour le monde occidental. Dans le projet sioniste original, il y avait la volonté de créer une nation pour sauver les juifs, mais aussi pour sauver le reste du monde, avec cette idée que la constitution d'une nation juive contribuerait à transformer le monde.

« Le conflit israélo-palestinien ne marque-t-il pas l'échec de ce messianisme ?

« Je pense au contraire qu'il a une forte dimension messianique. La perception commune chez les Israéliens est qu'il n'y aura jamais de solution au conflit, parce que l'antisémitisme n'aura pas de fin et que les Arabes n'accepteront jamais l'existence d'Israël. Nous sommes face à une vision messianique du futur, qui n'est pas fondée sur l'espoir, comme au début du sionisme, mais sur la peur. Le processus d'Oslo a été la première opportunité de briser ce cercle. Même si, pour beaucoup d'Israéliens, la paix n'aurait pas conçue comme le début d'une relation avec les Palestiniens, mais le début d'une séparation.

« Pour moi, Israël n'est pas la solution au problème juif, c'est seulement une étape, une partie de l'histoire du judaïsme. La civilisation juive s'est toujours développée dans la diaspora, à l'exception d'une courte période historique. Il faut que les Israéliens cessent de considérer les juifs de la diaspora comme ceux qui n'ont pas encore émigré...

« Vous parlez longuement de l'accueil fait par Israël aux survivants de la Shoah, très timide au début. Comment expliquer cette attitude ?

« Je crois que les Israéliens ont mis du temps à assimiler la Shoah. Leur projet était de créer une société nouvelle et un homme juif nouveau. Au début, ils interdisaient aux survivants de la déportation de parler le yiddish, ils leur demandaient d'oublier le passé. Ils leur reprochaient même de ne pas avoir émigré plus tôt !

« Puis il y a eu le procès Eichmann, en 1961, qui a marqué le début d'une prise de conscience. Mais la vraie rupture se situe en 1967. La victoire éclair d'Israël, qui tenait du miracle, a été perçue comme une sorte de revanche. Elle a pris place dans un processus eschatologique qui inclut la catastrophe de l'extermination et la rédemption de la victoire. C'est ainsi que la conscience de la Shoah est devenue une part essentielle de l'imaginaire israélien.

« En réalité, l'Etat hébreu n'est pas né de la Shoah, il existait déjà avant. C'est pourtant l'image qui s'est répandue en Europe : Israël comme une compensation de l'extermination.

« Que vous inspirent les événements récents et la politique du gouvernement Sharon ?

« A court terme, je suis pessimiste. Israël est engagé dans un cycle de destructions nourri par une vision messianique fondée sur la peur. Ce qui fait défaut, c'est une vision politique pragmatique. La merveille du judaïsme rabbinique traditionnel est qu'il a su maintenir pendant des siècles un équilibre entre l'espérance messianique et la vie de tous les jours. Si tout le monde pense que le Messie viendra demain, la vie s'arrêtera ! La sagesse consiste à maintenir la part égale entre ce qui est de l'ordre du possible et ce qui ne l'est pas. C'est cette vision pragmatique qui fait défaut aujourd'hui.

Propos recueillis par Xavier Ternisien

Echange et Diffusion des Savoirs

cycle de conférences

"FIGURES DE LA SCIENCE"

JEUDI 31 JANVIER à 18 h 45

"Figures du ciel :
de l'harmonie des sphères
à l'Univers chiffonné"
par Jean-Pierre Luminet,
astrophysicien

à l'Hôtel du département
Marseille 4ème
52 avenue de Saint-Just,
Metro Saint-Just. Parking gratuit
ENTRÉE LIBRE

Echange et Diffusion des Savoirs

16 rue Beauvau 13001, Marseille
04 96 11 24 50
contact@des-savoirs.org



L'édition poursuit sa croissance

Le Syndicat national de l'édition prévoit une hausse de 6 % pour 2001. Son président, Serge Eyrolles, analyse ce retour au livre, mais s'inquiète pour la situation des libraires

Il y a à peine deux ans, le président du Syndicat national de l'édition (SNE), Serge Eyrolles, cachait à peine son embarras : « Je ne sais pas quoi faire, les chiffres sont bons ! » Depuis dix ans qu'il est à la tête du syndicat, il a tellement été habitué à commenter la mauvaise santé de l'édition française qu'il était pris de vertige à l'idée de donner des résultats en hausse. En 2000, le chiffre d'affaires avait augmenté de 4,4 % pour s'établir à 2,285 milliards d'euros (près de 15 milliards de francs). 2001 sera une année meilleure encore, puisque le SNE prévoit une hausse de 6 % en chiffre d'affaires et de 4,5 % en volume.

« Je n'ai pas connu ça depuis quinze ans. C'est un phénomène de société, la hausse concerne tous les secteurs de l'édition, et notamment le livre de jeunesse, pas seulement avec le succès de Harry Potter ; la bande dessinée, avec Astérix, mais aussi le roman ou le livre illustré », explique Serge Eyrolles. « On n'est plus dans le best-seller, mais dans le long-seller. Harry Potter est toujours en tête des ventes, La Terre vue du ciel de Yann Arthus-Bertrand a continué à très bien se vendre en 2001 et le Petit Larousse atteint chaque année un million d'exemplaires. »

« On a élargi le marché, poursuit

le président du SNE, les gens lisent plus qu'avant. Il y a une lassitude de la télé, des ordinateurs, qui coïncide avec un besoin d'explication. On assiste à un retour au livre, que les gens avaient un peu délaissé. Ils prennent conscience que l'écrit représente une valeur. Entre-temps le livre s'est modernisé. Il a fait des efforts de prix, de packaging. On a trouvé une bonne relation entre l'offre éditoriale et la demande du public. Aujourd'hui, l'édition est un des secteurs de l'économie qui se porte le mieux. Nous allons continuer sur notre lancée en 2002. »

L'OGRE ET...

Ce climat euphorique ne fait pas oublier les dossiers en cours. Ils étaient à l'ordre du jour de la conférence de presse du Syndicat national de l'édition, jeudi 24 janvier, en association avec le Syndicat des libraires français (SLF). Les mesures annoncées par Catherine Tasca sur le droit de prêt ne suscitent pas un enthousiasme excessif au SNE, mais Serge Eyrolles est prêt à jouer le jeu : « Ce n'était pas ce qu'on souhaitait, mais nous avons donné notre accord. Nous ne voulons pas rouvrir le débat. Le projet de la ministre de la culture ne sera pas examiné au Parlement

sous cette législature. C'est dommage. Il ne serait pas sain que quelqu'un en profite pour remettre en cause le projet. Nous ne rouvrirons pas le dossier, en demandant de faire payer les emprunteurs. D'autant que le plafonnement des remises pour les collectivités est d'une urgence folle pour les libraires. » De nombreuses librairies ne pouvaient plus suivre la course aux rabais pratiqués par des grossistes pour servir les collectivités. Les mesures de Catherine Tasca prévoient d'accorder une remise maximale de 10 %, qui permettrait aux libraires de participer à ces marchés.

...LA GRATUITÉ

L'autre dossier qui préoccupe les éditeurs et les libraires, c'est l'extension de la gratuité du livre scolaire dans les lycées. Ou plutôt les conditions de sa mise en place. Le SNE est favorable à « toute mesure qui soulage les familles dans l'achat des manuels scolaires », mais s'inquiète des conséquences sur la librairie. Une étude réalisée par CSA-TMO, auprès de 151 libraires, dans les régions concernées par la gratuité (Centre, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Haute-Normandie) mon-

tre que la mesure a un impact négatif sur leur chiffre d'affaires. La moitié des libraires ont enregistré une baisse de leurs activités dans le livre scolaire. Plus inquiétant, un tiers d'entre eux constatent aussi une baisse dans le parascolaire et les dictionnaires. L'étude montre que 35 % des libraires ont été consultés pour un appel d'offres et seulement un sur cinq a été retenu. En Haute-Normandie, où a été mis en place un système d'aide aux familles sous forme de chèques-livres, acceptés en librairie, la mesure est plébiscitée à plus de 90 % par les libraires, alors que la gratuité est jugée mauvaise par 81 % d'entre eux dans les autres régions. « Nous avons toujours préconisé de suivre l'exemple de la Haute-Normandie, on n'a jamais tenu compte de ce qu'on a dit. Il est important que le public fréquente les librairies », constate Serge Eyrolles.

Face à cette situation, le SNE et le SLF ont décidé de créer un observatoire de la gratuité en région pour l'éducation, qui répond au doux acronyme d'Ogre. L'Ogre veut analyser les effets de ces mesures. Il sera composé d'éditeurs, de libraires, de fédérations de parents d'élèves,

de représentants des régions et des ministères de la culture et de l'éducation nationale.

Serge Eyrolles se réjouit que l'écrit soit représenté dans la commission Brun-Buisson sur la copie privée. « Le respect du droit des auteurs est en train d'avancer. Si on cumule la copie privée numérique, la loi sur le photocopillage - qui rapporte désormais plus de 100 millions de francs, et il reste à trouver une solution dans les écoles primaires - et le droit de prêt, cela représentera 350 millions de francs. Cela situe l'ampleur du manque à gagner subi par les auteurs et les éditeurs. »

L'édition est sur un nuage. Le bureau du SNE a été invité à déjeuner par Jacques Chirac, vendredi 18 janvier. Les déclarations de Jean-Marie Messier, premier éditeur français, sur l'exception culturelle troublent un peu Serge Eyrolles, de même que celles de Catherine Tasca sur la présence au Salon du livre de Silvio Berlusconi, premier éditeur italien. Mais dix ans après son arrivée à la tête du SNE, Serge Eyrolles est un président heureux. Tellement heureux qu'il a bien l'intention de prolonger son mandat au-delà du mois de juin.

Alain Salles

Le Whitbread Prize à Philip Pullman

Pour la première fois, c'est un écrivain pour la jeunesse qui remporte l'un des plus importants prix littéraires britanniques, le Whitbread Prize du livre de l'année, d'un montant de 30 000 £ (48 000 €) : Philip Pullman, 55 ans, ancien professeur d'université d'Oxford, est l'auteur d'une trilogie : *His Dark Materials*, publiée en français sous le titre *A la croisée des mondes* et dont l'héroïne est l'intrépide et attachante Lyra.

Alors que les premiers volumes, *Northern Lights (Les Royaumes du Nord)* et *The Subtle Knife (La Tour des anges)*, s'adressaient à un lectorat âgé d'une dizaine d'années, le ton s'est sensiblement élevé avec *The Amber Spyglass (Le Miroir d'ambre)*, à partir de 12-13 ans, titre qui vient donc d'être récompensé.

Pullman avait précédemment refusé que les deux premiers titres soient présentés pour le prix Whitbread pour protester contre l'exclusion de la littérature pour enfants des grands prix littéraires. Son éditeur français, Gallimard, a renouvelé l'opération Harry Potter en proposant en grand format et au prix fort le dernier volume de la trilogie, plébiscitée dans les collèges.

M. Si.

L'ÉDITION FRANÇAISE

● **Ménage à trois pour San Antonio.** Les nouvelles aventures de San Antonio, sous la plume de Patrice Dard, vont bien paraître chez Fayard, mais elles seront reprises en poche au Fleuve noir, l'éditeur de toujours de Frédéric Dard. Le fonds San Antonio restera également dans la filiale de Vivendi Universal, au moins jusqu'en 2006. Cet accord a été trouvé après des mois de tensions entre la famille de Frédéric Dard et le Fleuve noir (« Le Monde des livres » du 26 septembre 2001). Après le succès du San Antonio posthume *Céréales killer* (plus de 200 000 exemplaires), auquel il avait contribué, Patrice Dard a décidé de continuer le personnage créé par son père et de changer d'éditeur, pour rejoindre Claude Durand chez Fayard, comme Frédéric Dard avait souhaité le faire. *Corrida pour une vache folle* paraîtra mi-février avec une mise en place de 100 000 exemplaires pour un premier tirage de 150 000 exemplaires. Un autre titre paraîtra à l'automne.

● **PRIX.** Le prix littéraire Charles Brisset revient à Pierre Bergounioux pour *Le Premier Mot* (Gallimard). Le grand prix Jean Giono a été attribué à Jean Raspail pour *Adios, tierra de fuego* (Albin Michel), tandis qu'Isabelle Hausser est la lauréate du prix du jury Jean Giono pour *La Table des enfants* (éd. De Fallois) ; ces deux prix sont dotés de 7 622,45 € chacun.

Catherine Millet, études de mœurs

Le succès d'un livre peut dissimuler son importance et rabattre sa vraie valeur sur l'anecdote. L'impressionnante réussite éditoriale de *La Vie sexuelle de Catherine M.*, de Catherine Millet, publié en avril 2001 au Seuil, fait partie de ces événements spectaculaires (et donc médiatiques) où le sens et les enjeux de l'œuvre elle-même se perdent, ou du moins se brouillent. Obéissant à cette logique désespérante, on omet de s'interroger sur ce sens.

Les quatre articles rassemblés dans le dernier numéro de *L'Infini* (Gallimard, n° 77, 14 €) permettent de revenir sur ce qui importe vraiment. Sans d'ailleurs négliger ce « reste » énorme, bruyant, révélateur : le succès. Jacques Henric, époux de Catherine Millet et auteur d'un livre publié parallèlement au sien, *Légendes de Catherine M.* (Denoël), avec un scrupule d'archiviste, a répertorié et classé les termes, exclamations et injures qui ont accompagné, dans les médias, la sortie de *La Vie sexuelle de Catherine M.* Comme dans tout événement éditorial, une partie de la critique devinait plus ou moins confusément le caractère novateur et proprement stupéfiant du livre, l'autre, s'appuyant paradoxalement sur son succès et le diabolisant, s'énervait, s'autorisant canailleries, insultes et obscénités. Était ainsi dénié le véritable et inconscient projet : instruire un procès conjuratoire, en sorcellerie, contre l'auteur. La lecture de ce florilège de grossièretés est, de ce point de vue, parfaitement édifiante.

Denis Roche, de son côté, raconte avec précision - l'un des effets du livre de Millet est d'inciter le lecteur à la plus grande rigueur descriptive et analytique - sa pro-

pre réception et sa lecture du manuscrit avant qu'il en devienne l'éditeur. Imaginant « l'immense quantité de femmes alertées » par le récit, il met dans la bouche de l'une d'elles « la » question finalement primordiale : « Est-ce que, par hasard, l'une d'entre nous n'aurait pas vendu la mèche ? »

C'est de ce côté de l'humanité sexuée que Christine Angot adresse un salut amical à sa consœur. Il sonne juste. Elle exprime, dans son style très sec, économe, qui convient à son sujet, des choses importantes sur le regard, l'amour, sur la liberté surtout : C. Millet, écrit-elle, « n'a jamais été prisonnière, puisqu'elle avait toujours cette enclave dans sa tête, cette cavité intime, pas le sexe, mais une case dans la tête qu'elle ne donnait pas. Elle était généreuse, mais pas de tout... »

Ce sont ces « cavités », lieux interdits et inviolables, qui suscitent évidemment notre insatiable curiosité. L'écrivain revient, en son nom propre, sur l'aventure du livre. Avec une probité remarquable que devraient lui envier nombre d'écrivains, elle s'observe, s'expose, écrivant ce qu'elle nomme son « *Ultimate Book* » (à l'image des *Ultimate Paintings* d'Ad Reinhardt), comme elle s'est observée, divisée et rassemblée en elle-même, agissant (ou passive) dans les espaces de débâche qu'elle a dûment fréquentés. L'esprit de géométrie et la volonté de « définir des topiques » n'ont jamais quitté Catherine Millet. Une perspective unique, exclusive (foin des sentiments, de la morale et de toute idée de transgression), se dessine ainsi, en vue de laquelle, infiniment troublé, on ne finit pas de méditer.

P. K.

AGENDA

● **DU 25 AU 27 JANVIER. POÉSIE.** A Strasbourg (67) se tiennent les 5^{es} Journées des poétiques où, entre autres, Henri Meschonnic,

Bernard Noël et Jean-Michel Maulpoix s'interrogeront sur la lecture poétique (à la Bibliothèque municipale, 3, rue Kuhn ; rens. : 03-88-43-64-64).

● **LE 26 JANVIER. HOSPITALITÉ.** A Paris, la BPI organise un colloque sur le thème « Le sens de l'hospitalité », avec, notamment, Jacques Derrida et René Scherer (à 11 heures, Centre Pompidou, entrée rue Saint-Martin, 75004 ; petite salle ; rens. : 01-44-78-45-32 ou meyer@bpi.fr).

● **LE 27 JANVIER. LIBERTINS.** A Paris, le Cinéma des cinastes, les Mots parleurs et Jean-Luc Moreau se sont associés pour créer deux rencontres mensuelles déclinées sous plusieurs formes. La première abordera « Les libertins : textes érotiques, gourmandises et déambulations » (de 10 h 30 à 12 h 30, studio Les Ursulines, 10, rue des Ursulines, 75005 ; rens. : 01-53-42-40-20).

● **DU 28 JANVIER AU 3 FÉVRIER. JEUNESSE.** A Saint-Paul-Trois-Châteaux (26) a lieu la 18^e Fête du livre de jeunesse sur le thème « Sur le fil de la mémoire » avec Daniel Picouly en invité d'honneur et Babette Cole (rens. : 04-75-04-51-42 ou slj26@wanadoo.fr).

● **LE 29 JANVIER. DELIBES.** A Besançon (25), la librairie Campomano et l'Opéra-Théâtre rendent hommage à l'écrivain espagnol Miguel Delibes, en présence de ses deux traducteurs Dominique Blanc et Rudy Chaulet (à 20 heures, 50, Grande-Rue, 25000 ; rens. : 03-81-65-07-71).

● **LE 30 JANVIER. GENET.** A

Paris, dans le cadre des Grandes Figures littéraires du XX^e siècle à la BNF, Didier Eribon donnera une conférence sur Jean Genet (à 18 h 30, site François Mitterrand, quai François-Mauriac, 75013 ; grand auditorium) et le 31 janvier, Sabine Coron, commissaire de l'exposition « Livres en bouche » animera un débat « Savoir culinaire, saveur littéraire » (à 14 heures, site François-Mitterrand, petit auditorium ; rens. : 01-53-79-59-59).

● **LE 30 JANVIER. CELAN.** A Paris, les éditions du Seuil et la Maison de l'Amérique latine invitent à une rencontre sur Paul Celan autour de son livre *Le Méridien et autres proses* (à 18 h 30, MAL, 217, bld Saint-Germain, 75007, rens. : 01-49-54-75-35).

● **LES 31 JANVIER ET 1^{er} FÉVRIER. ORIENT.** A Paris, l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (IISMM) propose deux journées autour du thème « Romains et nouvelles en Orient contemporain : voies multiples du renouvellement dans les écritures arabes, iraniennes et turques » (à 8 h 45, Ehess, 96, bd Raspail, 75006, rens. : 01-53-63-02-40 ou IISMM@ehess.fr).

● **DU 1^{er} AU 3 FÉVRIER. BIOGRAPHIE.** A Nîmes (30) se tient le Festival de la biographie avec un colloque sur le thème de « La vérité », et la participation de quatre-vingts auteurs de biographies (à 14 heures le 1^{er}, 10 heures les 2 et 3, aux arènes couvertes ; rens. : 04-66-76-51-07 ou michel.renouleaud@ville-nimes.fr).

« Ben Laden, la vérité interdite » a du mal à passer en Suisse

Les Suisses ne peuvent pas acheter, sur leur territoire, le livre de Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, *Ben Laden, la vérité interdite* (Denoël). L'enquête fait l'objet de deux procédures judiciaires pour en interdire la diffusion en Suisse romande comme en Suisse alémanique, où le livre doit être publié par les éditions Pendo. De nationalité suisse, Yeslam Ben Laden, demi-frère d'Oussama, estime que le livre constitue une « atteinte à son honneur », en le mettant en cause avec la société Sico (Saudi Investment Company), dont il préside le conseil d'administration.

Il a déposé, lundi 21 janvier, au tribunal de première instance de Genève, une requête de mesures provisionnelles urgentes - l'équivalent d'une procédure de référé en France -, pour interdire l'ouvrage. Il a été une première fois débouté, lundi 14 janvier, lors d'une requête d'extrême urgence, dans laquelle le juge s'est prononcé sans entendre les parties. Le nouveau jugement sera rendu dans les prochains jours. Une procédure a également été lancée devant le tribunal de Zoug, en Suisse alémanique, à l'encontre de Pendo, qui a acheté les droits pour la langue allemande. Mis en cause dans l'ouvrage, l'avocat Jürg Brand s'est pourvu en justice.

Ces procédures judiciaires interviennent après plusieurs rencontres de conciliation. Les auteurs et les éditeurs ont proposé des modifications qui ne sont pas jugées suffisantes par les plaignants. Le livre, paru en France en novembre 2001, dévoile les liens entre le régime taliban et les États-Unis et détaille le financement des réseaux Ben Laden (*Le Monde* du 13 novembre 2001). Il a déjà atteint un tirage de 80 000 exemplaires.

Mais ce succès s'est arrêté aux frontières de la Suisse. Des négociations ont eu lieu pour trouver un accord avant la distribution du livre dans ce pays. Jürg Brand a également écrit au libraire électronique Amazon.com, pour lui demander de ne pas diffuser l'ouvrage, qui est actuellement au vingt-deuxième rang des ventes d'Amazon.fr. « On avait établi un projet de protocole en association avec Pendo, mais ils ont refusé de le signer au dernier moment. On leur a même proposé de publier un communiqué à la fin du livre. Cela n'a jamais abouti », explique Olivier Rubinstein, directeur de Denoël.

Les critiques et le contentieux judiciaire ne portent que sur la diffusion en Suisse du livre. Jürg Brand et Yeslam Ben Laden n'ont tenté aucune action contre le livre en France ou en Allemagne, où l'ouvrage doit paraître. Les auteurs ont même été interrogés à la télévision suisse pour parler du livre, que les téléspectateurs ne pouvaient acheter en librairie à moins de faire quelques kilomètres ou de le commander par Internet.

A. S.



Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
LITTÉRAIRES

2,10 €

Samuel Beckett

Irlandais d'origine installé à Paris, Prix Nobel de littérature, il dressa le constat le plus pathétique, mais aussi le plus drôle et le plus tonique, de l'impuissance humaine.

La tragédie classique

L'interrogation tragique a traversé les siècles. Les passions et les drames des héros de Racine et Corneille nous bouleversent encore. Ils ont inspiré aussi bien Anouilh que Cocteau, Camus ou Koltès.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX